

## Transition délicate au Niger

La mort sans dauphin du président nigérien Seyni Kountché ouvre une ère incertaine en Afrique sahélo-saharienne. Sous le règne austère du chef de l'Etat défunt, le Niger vivait, malgré quelques rébellions vite déjouées et une pauvreté persistante, treize années d'une paix relative propice à un réel effort de développement. En dépit du mal incurable qui le rongait depuis près d'un an, Seyni Kountché n'avait pas jugé utile de désigner un successeur parmi ses pairs du conseil militaire suprême au pouvoir depuis 1974. Cet « oubli » rend plus vulnérable un pays aux équilibres déjà fragiles.

L'attitude des anciens « compagnons de marche » de Seyni Kountché laisse toutefois pour l'instant bien augurer de la transition. Préparés de longue date à l'échéance fatale, ils ont sagement « anticipé » le vide constitutionnel en choisissant pour succéder à leur chef, quelques heures avant sa disparition, son plus fidèle adjoint, le colonel Ali Saibou. Officier probe et efficace, appartenant à la même ethnie que son prédécesseur et formé dans les mêmes écoles militaires, le nouveau leader nigérien est le vœu placé pour assurer l'héritage dans la continuité. Le pays devrait ainsi faire l'économie d'une déstabilisante guerre de succession.

L'équipe au pouvoir assure d'autant plus besoin de stabilité en ces heures difficiles, qu'elle reste confrontée à de graves défis. Souligner la valeur géostratégique du Niger — et les convoitises qu'il a toujours suscitées chez certains de ses voisins — ne relève pas du simple cliché. Entre le géant algérien, trop riche et source d'une ruineuse contrebande frontalière, et le Tchad, qui passe lentement les relais de sa guerre civile, entre le turbulent Burkina-Faso, hôte d'une révolution brouillonne et depuis peu « rectifiée », et la menaçante Libye cachant à peine ses appétits territoriaux, le Niger de Seyni Kountché était un pôle de stabilité. C'était aussi un allié discrètement fidèle des deux principales puissances occidentales présentes dans la région, la France et les Etats-Unis.

Pour les dirigeants nigériens, le péril majeur, aujourd'hui comme hier, vient du nord. Un lourd contentieux oppose de longue date Tripoli à Niamey. Non seulement la Libye n'a jamais renoncé à revendiquer quelques 20 000 kilomètres carrés du territoire nigérien qu'elle estime, historiquement, lui appartenir, mais encore le colonel Kadhafi, qui se veut, au-delà des frontières actuelles, le fédérateur éclairé d'une communauté arabo-musulmane englobant une partie du Sahel, a rarement manqué une occasion de semer la zizanie au Niger, notamment en incitant à la rébellion les nomades touaregs du Nord.

Sans rien céder au désir d'hégémonie de son encombrant voisin, le président Kountché avait toujours pris soin de ne pas provoquer inutilement ses foudres. Pour tenir la Libye à distance, son successeur devra faire preuve d'une égale habileté. S'il y avait péril en la demeure, il pourrait compter sur le soutien résolu de la France, principal pourvoyeur d'aide économique au Niger, et des Etats-Unis, qui lui fournissent une importante assistance militaire. Français et Américains suivaient avec inquiétude ces derniers mois l'aggravation de la maladie du président Kountché. Le sang-froid de ses héritiers devrait quelque peu les rassurer.

(Lire nos informations page 2.)



## La faiblesse du dollar et la chute sur les places boursières

# Les marchés financiers attendent une réduction du déficit commercial des Etats-Unis

En ce milieu de semaine, la chute des places boursières du monde entier, engagées dans une inquiétante spirale, se poursuivait, essentiellement en Europe, tandis que le dollar battait de nouveaux records de baisse à Tokyo, Francfort et Zurich avant de se raffermir timidement après les déclarations « rassurantes » du président Reagan. Au Japon, le

ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, sur un ton inhabituellement ferme, a réclamé une augmentation des impôts aux Etats-Unis.

A Washington, dans la pénible négociation engagée entre la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire, un léger espoir s'est levé avec un rapproche-

ment des positions démocrate et républicaine.

Enfin, les milieux financiers internationaux attendent avec appréhension l'annonce du déficit commercial américain pour septembre, l'excédent japonais pour le mois d'octobre enregistrant une baisse de 9 %.

(Lire nos informations pages 18 et 19.)

## Ce pauvre Ronald Reagan...

WASHINGTON de notre correspondant

C'est le temps des métaphores obligées : « crépuscule d'une présidence », « le vieux soldat s'effrite », « le temps des adieux », « affaibli », « usé », « paralysé », « dépassé par les événements ». Le temps de la condescendance attristée ou jubilante, pour ce pauvre Ronald Reagan, auquel plus rien ne réussit.

Son revers le plus récent — le retrait de la candidature à la Cour suprême du juge Ginsburg, pour quelques bouffées de marijuana — n'a fait que grossir le flot des com-

mentaires acerbes, plaisants ou simplement inquiets, mais qui sont autant de variations sur un thème commun : M. Ronald Reagan peina, sa présidence s'embourbe.

Pour ses adversaires, c'est l'heure longtemps attendue de la revanche. Ceux qui lui gardent leur sympathie, lui doivent leur carrière ou leur siège, appréhendent les quatorze mois à venir pendant lesquels il continuera à occuper la Maison Blanche, supportant sur des épaules fatiguées un poids de plus en plus lourd.

JAN KRAUZE (Lire la suite page 5.)



## Violentes manifestations de l'opposition au Bangladesh

# Le siège du président Ershad

Le Bangladesh — l'un des pays les plus pauvres de la planète — traverse une nouvelle crise politique. Les mouvements d'opposition ont fait leur unité pour tenter d'obtenir la démission du chef de l'Etat, le général Ershad. Les manifestations organisées par l'opposition ont été l'occasion de violents affrontements, et la situation semble s'être nettement durcie.

DACCA de notre envoyé spécial

Le « siège de Dacca », auquel la population était invitée à participer, à l'appel des partis de l'opposition, n'a pas eu lieu. Mais ce qui s'est passé, le mardi 10 novembre, dans la capitale du Bangladesh, est lourd de menaces pour l'avenir. Le général-président Ershad, dont l'opposition veut la démission, est désormais un président assiégé. Seize mille hommes en armes (dont six mille en renfort) ont veillé à la pérennité des institutions « démocratiques », comme dit le chef de l'Etat, mais le sang a coulé. Le ministre de l'Intérieur, le docteur M.A. Martin, qui exultait mardi soir — « un échec total », a-t-il dit — à admettre la mort de trois personnes. Il y a eu de six à douze tués, selon l'opposition.

On ne connaît l'identité, pour l'instant, que de quatre personnes.

Dans la soirée de mardi, dans les salles d'urgence du Dacca Medical College Hospital (principal centre de soins de la ville), les blessés étaient nombreux. Seize grands blessés y étaient hospitalisés, dont six atteints par balles et quatre par éclats de bombes. Un enfant de trois ans était allongé sur un grabat, les bras suspendus à une potence, les moignons enveloppés dans un linge sale : une main tranchée, une autre déchiquetée, un œil aveugle. « Il jouait dans la rue quand une bombe a explosé près de lui », dit son père. Plusieurs témoins ont rapporté que des manifestants, devant l'immeuble Allawala, qui abrite notamment le siège du parti au pouvoir, le Jatiya, ont été victimes de jets de bombes artisanales, mais, dans la confusion et la panique, comment en être sûr ? Un

bilan provisoire d'une centaine de blessés, en tout cas, ne paraît pas exagéré.

Les deux principaux dirigeants de l'opposition, le bégum Khalida Zia, chef du Parti national du Bangladesh (BNP), et Sheikh Hasina Wajed, pour la Ligue Awami (du peuple), ont reconduit le mouvement : le mercredi 11 et le jeudi 12 novembre sont jours de « hartal » (cessation de toutes les activités), et l'on verra bien qui, de l'ancien « administrateur en chef de la loi martiale » ou du « peuple en colère », cédera le premier. L'épreuve de force ne fait que commencer. « Ce fut un succès total », a assuré, au soir de ce premier jour, M<sup>me</sup> Hasina Wajed, en faisant preuve d'une belle détermination : « Nous violerons de la même façon l'état d'urgence ou la loi martiale s'ils sont proclamés. » LAURENT ZECCHINI (Lire la suite page 3.)

## Les rapports RPR-UDF

La colère de M. Gaudin. PAGE 20

## Tension à Gaza

Violente manifestation après la mort d'une Palestinienne. PAGE 3

## L'ENQUÊTE Suriname:

Le kaléidoscope de Paramaribo. Pages 6 et 7

## Les ouvertures en Turquie

Le PC pourrait être légalisé. PAGE 3

## La politique de privatisation

L'Etat cède ses participations minoritaires dans le secteur bancaire. PAGE 18

## Nouvelles technologies

Le rapport Riboud sur les conséquences sociales de l'innovation. Page 19

## « Rénovateurs » à Lille

Les contestataires du PCF constituent un groupe autonome au conseil municipal. PAGE 20

## LE MONDE DU VIN

Page 5 Le sommaire complet se trouve page 20

PESSIN

**TOUT FOUT LE TRAC!**

UN LIVRE OPTIMISTE

LIANA LEVI

EDITIONS LIANA LEVI 146 pages de dessins, 57 F.

**Le Monde**

ARTS ET SPECTACLES

« La passion Béatrice », de Bertrand Tavernier

Une plongée au sein du Moyen Age et un hommage à l'école des Annales qui remet à l'honneur l'histoire des mentalités.

« Prick up your ears », de Stephen Frears

L'histoire authentique d'un couple d'hommes : la provocation de l'homosexualité dans l'Angleterre encore puritaine des années 50 et 60.

La collection Renand

an Théâtre des Champs-Élysées

Avec la vente, dans une nouvelle salle située sous le Théâtre des Champs-Élysées, de la collection Georges Renand, les commissaires-priseurs parisiens inaugurent une stratégie destinée à contrer les grandes compagnies londoniennes.

Pages 11 à 13



# Etranger

## NIGER : la mort du président Seyni Kountché

Le général Seyni Kountché, chef de l'Etat du Niger depuis 1974, est mort, le mardi 10 novembre, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il avait été hospitalisé d'urgence le week-end dernier. Agé de cinquante-six ans, le dirigeant du Niger avait déjà reçu des soins à quatre reprises depuis le début de l'année. En juin, il avait été opéré, dans le même hôpital, d'un kyste intracranien et, selon certaines informations, il souffrait d'une tumeur au cerveau.

« C'était un des chefs d'Etat les plus remarquables d'Afrique noire », a déclaré, le soir même, M. François Mitterrand, ajoutant que le disparu était également « un des plus fidèles amis de la France ». Le président français et le premier ministre, M. Jacques Chirac, accompagnés du ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, sont allés, tour à tour, s'incliner devant la dépouille mortelle de l'ancien chef d'Etat. Evénement « le drame personnel vécu par le président

au cours de sa longue maladie », M. Aurillac a déclaré à l'AFP que celui-ci l'avait supportée stoïquement, « en homme courageux, en homme de foi ».

M. Mitterrand a, pour sa part, indiqué qu'il avait gardé « des relations constantes avec le président Kountché durant sa maladie » et précisé qu'il avait envoyé l'« avion présidentiel » le chercher à Niamey « pour le ramener à Paris et tenter l'opération de la dernière chance ».

Dans une déclaration radiodiffusée à Niamey, capitale du Niger, le chef d'Etat-major général des forces armées nationales, le colonel Ali Seybou, désigné, dès mardi matin, comme président du Conseil militaire suprême par intérim, a annoncé la nouvelle au pays : « J'ai le triste devoir de vous annoncer que le chef de l'Etat (...) n'est plus (...) ». « Devant cette triste épreuve, a ajouté le nouveau chef de l'Etat, je vous demande

de garder votre calme et votre sang-froid. Les forces armées nationales et le gouvernement continueront de veiller à la paix et à la sécurité de notre cher pays. Un deuil national d'un mois sera observé. Les drapeaux seront mis en berne sur l'étendue du pays. »

Le Conseil militaire suprême, désormais présidé par le colonel Seybou, coiffe un gouvernement composé de dix-huit ministres et deux secrétaires d'Etat — le chef de l'Etat cumulant les portefeuilles de la défense et de l'intérieur, — et gouverne de facto le pays par ordonnances depuis le 15 avril 1974. Publiée le 25 avril de la même année, la première de ces ordonnances stipulait que, « jusqu'à ce que les circonstances permettent le retour au jeu normal des institutions », le Conseil militaire suprême, composé de dix officiers, détient l'ensemble des pouvoirs législatifs et exécutifs.

Mardi matin 11 novembre, cinq pays africains, le Gabon, le Nigeria, le Mali, le Sénégal et l'Algérie, avaient déjà réagi à l'événement. « Le peuple gabonais tout entier est en deuil », a déclaré le président Omar Bongo, décrétant la mise en berne de tous les drapeaux pour trois jours. Idem au Sénégal. « En treize ans de pouvoir », écrivait, pour sa part, l'agence de presse officielle algérienne APS, le président Kountché avait donné à son pays une grande stabilité politique et était devenu l'un des chefs d'Etat les plus écoutés d'Afrique. »

Quant au général Ibrahim Babangida, président du Nigeria, il a exprimé ses condoléances au peuple du Niger et estimé que « les sages conseils de cet illustre fils de l'Afrique noire », notamment « à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ». L'Assemblée générale des Nations unies devait, pour sa part, rendre hommage, mercredi matin, à la mémoire du disparu et observer une minute de silence. — (AFP, Reuters.)

## Un prétorien austère

« Je suis en mission », répétait-il volontiers. Depuis cette nuit de Pâques 1974 où il porta le coup de grâce au régime fatigué du président Diori Hamani, le lieutenant-colonel Seyni Kountché — autoproclamé général en 1983 — n'avait jamais pu se départir d'une rigueur prétorienne qui contrastait avec la bonhomie de son prédécesseur. Homme de gestes et de la parole, il incarnait à merveille l'archétype de l'officier maigre, austère et travailleur, sûr de son bon droit et de la grandeur de sa tâche. Fait plus rare : il se révélait rapidement un habile politicien.

Visage sévère et silhouette fragile, il dissimulait, sous une froideur apparente, l'âme énergique des faux timides. Insensible au vertige du verbe comme aux subtilités doctrinales, il n'avait rien d'un idéologue. Pragmatique et fier de l'être. Né à Fandou (Niger occidental) en 1931, il appartenait à une famille de chefs coutumiers. La tribu Gabda, à laquelle il s'appartenait, n'est qu'à quelques kilomètres de la capitale, à Niamey. Héritier d'une longue tradition remontant au prestigieux empire de Gao. Après des études primaires à Filingué, il devint, à treize ans, enfant de troupe au Mali, puis à l'école de Saint-Louis-du-Sénégal, avant de s'engager dans l'armée française qu'il servira notamment en Indochine.

Itinéraire au cours duquel il côtoie Limouzin le Volontaire, Kérékou le Dahoméien, Eyadéma le Togolais, avant de devenir chef d'Etat. Admis en 1957 à l'école de formation des officiers de Fréjus, il regagne le Niger en 1960, année de l'indépendance. Il y mène, de garnison en état-major, une carrière

« sans histoire ». En juillet 1973, il devient chef de l'armée. Année terrible pour le Niger, dévasté par sécheresse et famine. Indigné par la corruption qui sévit dans certains cercles dirigeants de Niamey et soucieux de rendre plus efficace l'aide aux sinistrés, un groupe de jeunes officiers décide de réagir. Ils tiennent leur complot dans l'ombre pendant plusieurs semaines, attendant le jour faste du 15 avril 1974.

### Contre les « vieux bombes »

An lendemain du putsch, marqué par la mort, dans des circonstances mal éclaircies, de M. Diori, Seyni Kountché remercia les députés et dissout le parti unique. La junte de treize hommes qu'il dirige se baptisa « conseil militaire suprême ». Seize mois plus tard, il contrôlait tous les leviers de commande, après l'élimination de Sani Souma Sidi, ancien « alter ego » devenu trop encombrant. Désireux de consolider l'assise de son régime, il s'efforça d'embellir comme un homme de terrain. Avide de s'informer par lui-même, il multiplia les tournées en brousse, les visites à l'improviste dans les ministères, les linéages sans préavis. Il combattit le laxisme et l'indiscipline. Autoritaire mais rarement injuste, il se soucia plus d'efficacité que de popularité. La désamorce n'est pas son fort. Il « remet de l'ordre dans la maison », mais sans bouleverser la société rurale.

Le redressement de l'agriculture reste son succès le plus durable. Sur cette terre où l'homme est lié à la pluie plus qu'à l'argent « don du ciel ». Une politique des prix gênée

reuse, une uniformisation des rendements dans le cadre des aménagements hydro-agricoles et l'assainissement des coopératives permirent au Niger d'acquiescer l'insuffisance alimentaire, événement unique au Sahel. Il renégocia les accords de coopération en vertu desquels la France disposait du droit régulier de fixer le prix du minerai d'uranium qu'elle achetait au Niger. Grâce au « boom » de l'uranium, il lança de grands travaux, de décollage économique d'un pays handicapé par la nature, désertique et enclavé. La chute des cours mondiaux du pétrole fut un coup dur. Mais le Niger supporta le choc mieux que prévu, grâce à sa gestion saine et rigoureuse.

An fil des ans, le colonel Kountché rendit la liberté — mais pas leur rôle politique — aux « vieux bombes », notables de l'ancien régime. En 1980, il fit élargir M. Djibo Bakary, porte-parole autrefois de l'opposition de gauche, et accompagna l'assignation à résidence de Diori Hamani, transféré de Zinder à Niamey. Hostile à la renaissance des partis, il chercha une voie originale en associant les conseils de village, les coopératives et les « samarias », cellules rurales coutumières, vouées dans son esprit à devenir, une fois « dynamisées » par la jeunesse, le moteur du changement social.

### Face au danger libyen

Tout en préservant le rôle central de l'armée, il « civilisa » son gouvernement, où les derniers ministères militaires cédèrent la place en 1983 à des techniciens. Il encouragea la rédaction d'une Charte nationale censée préfigurer la Constitution nouvelle du Niger. La stabilité du régime, qui contribua à sa bonne image de marque, n'était pourtant pas à toute épreuve. Le plus grand avertissement fut en octobre 1983 lorsque le lieutenant « Bonkano » homologue et « marabout du président » tenta un coup de force vite déjoué. Seyni Kountché reconnut que sa « naïveté » avait facilité la trahison de son plus proche collaborateur. L'autorité présidentielle sortit affaiblie de ce complot interne au régime.

En revanche, Seyni Kountché tint bon face aux entreprises de déstabilisation suscitées par Tripoli. Il réis-

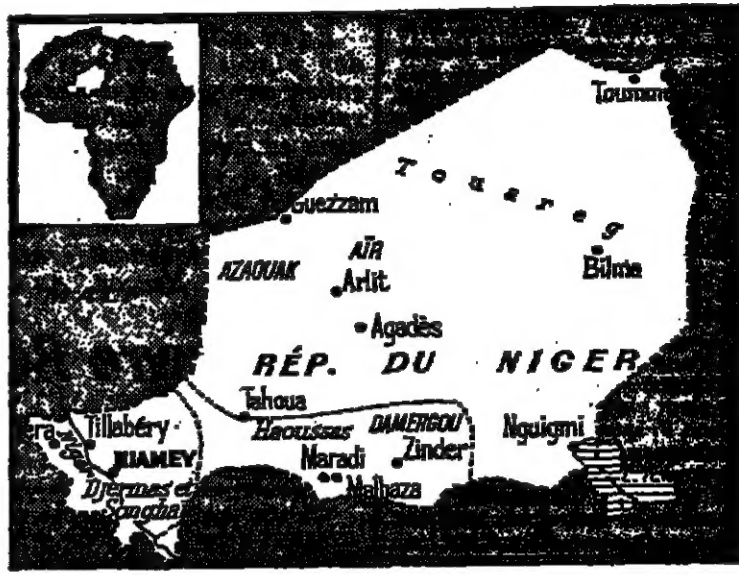
la l'accord de défense conclu par son prédécesseur et mit fin à la politique systématique d'arabisation de l'éducation. Se posant en protecteur naturel des minorités blanches du Sahel, le colonel Kountché ne cessa de « travailler » les populations touareg du Niger soumises à une propagande intensive de la radio libyenne. Tripoli endoctrina des pèlerins, entraîna des étudiants à la lutte armée et envoya des travailleurs libyens dans les rangs de la Légion islamique. En 1982, Tripoli appela les nomades du Grand Nord nigérien à la rébellion. En mai 1985, un commando de Touareg venus de Libye lança un raid infructueux contre la sous-préfecture de Tchintabaden.

« Le Niger ne sera jamais le Tchad », avait averti Seyni Kountché à une époque où l'armée libyenne faisait la loi à N'Djamena. Jusqu'au bout, Kountché, le « fœx frère » lui inspira à juste titre méfiance et vigilance. Mais il prit toujours soin de ne pas provoquer son incommode voisin, évitant par exemple de dénoncer publiquement le passage des patrouilles libyennes sur les pistes du Nord-Est nigérien. Il refusa en outre à Hissène Habré l'autorisation de faire transiter ses troupes sur son territoire. Pour décourager les appétits du leader libyen, Seyni Kountché maintint l'alliance privilégiée avec la France, son principal bailleur de fonds. Le roi M. Mitterrand à Niamey en mai 1982 et accompagna une visite d'Etat à Paris en juin 1986.

De même, Seyni Kountché sut habilement circonscrire le danger islamiste dans un pays où la population, à 90 %, pratique, avec tolérance, le culte de la religion du prophète. Il évita d'abolir la chefferie traditionnelle, ce qui eût fait, comme au Nigeria voisin, le lit de l'intégrisme. Les chefs coutumiers, estimait-il, sont le meilleur rempart contre le fanatisme religieux car « il ne peut y avoir deux coqs dans le même poulailler ».

S'il manquait toujours du charisme qui excite les attachements passionnés, le chef de l'Etat disparu incarne la fierté d'un peuple qui doit à sa ténacité discrète une amélioration sensible de son niveau de vie. Le fait qu'il n'ait désigné aucun successeur risque de plonger le Niger dans une ère d'incertitude.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



Pays de la zone sahélo-saharienne, indépendant depuis le 3 août 1960, le Niger a une superficie de 1 267 000 kilomètres carrés et compte plus de 6,4 millions d'habitants. Classé parmi les « pays les moins avancés », son revenu moyen annuel par habitant est estimé à 350 dollars. L'agriculture occupe 90 % de la population. La seule — mais importante — richesse minière du pays est l'exploitation des gisements d'uranium d'Arlit et d'Akoko. Les principales productions agricoles sont le mil, le sorgho et les arachides. Les principales villes sont Niamey, la capitale, Maradi, Zinder, Agadez, Tahoua et Dosso.

## Le colonel Ali Seybou : un fidèle du disparu

Le colonel Ali Seybou, désigné le mardi 10 novembre pour assurer l'intérim de la présidence du Conseil militaire suprême nigérien quelques heures avant la mort à Paris de Seyni Kountché, était le plus proche collaborateur militaire du chef de l'Etat disparu. Chef d'état-major de l'armée depuis décembre 1974 — huit mois après le coup d'Etat qui porta Kountché au pouvoir —, ce dernier lui accordait une totale confiance.

Né en 1940, à Ouellem, en pays djama-songhaï — comme Seyni Kountché — le colonel Ali Seybou a été formé aux mêmes écoles que le président défunct : Saint-Louis du Sénégal et l'école des officiers d'outre-mer de Fréjus (1962-1964). Cette relation privilégiée entre les deux hommes politiques explique également que les membres du Conseil militaire suprême aient choisi mardi de porter le colonel Ali Seybou à la tête de l'Etat. Très proches, les deux hommes étaient physiquement aussi dissemblables que possible. Autant Seyni Kountché était sec et nerveux, autant Ali Seybou est rond, bonhomme et volontiers loquace.

La silhouette massive de cet homme de quarante-sept ans est célèbre dans tout le pays, qu'il

connaît à fond pour l'avoir sillonné des dizaines de fois ces dernières années. Car à ses fonctions de « patron » de l'armée, Ali Seybou en a toujours ajouté une autre, tout aussi essentielle : celle de responsable de l'approvisionnement des populations en vivres.

C'est à lui qu'il revenait de recenser les besoins, souvent urgents, de la population et de mettre en place la logistique nécessaire, que l'armée seule pouvait assurer.

Cette tâche fut particulièrement difficile en 1984-1985, lorsque le Niger dut faire face à la plus grave sécheresse de son histoire. La manière dont l'administration et l'armée nigériennes surmontèrent l'épreuve, à une époque où la situation au Soudan ou en Ethiopie tournait à la tragédie, avait fortement impressionné la communauté internationale, et le général Kountché eut l'occasion de rendre hommage à son principal collaborateur.

Il en est bien d'autres, notamment lors des trois tentatives de coup d'Etat (1975, 1976, 1983) auxquelles il eut à faire face. Chaque fois, Ali Seybou fit preuve d'une indéfectible fidélité.

MICHEL DELNÉ et JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél.: MONDIPAR 654572 F  
Télécopieur: (1) 45-23-06-41  
Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs:

Hubert Beuve-Méry (1944-1959)

Jacques Fauvet (1959-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:

Bernard Woots.

Rédacteur en chef:

Daniel Vernet.

Correspondant en chef:

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél.: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél.: MONDIPUB 206 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat postal)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

309 F 762 F 1 009 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires: nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à notre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapis LEMONDE

Imprimé

à Paris

Le Monde

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN: 0395-2037

## TUNISIE

### Le nouveau premier ministre exclut des élections anticipées

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

« Bourguiba est en bonne santé. Il lit les journaux, regarde la télévision et cite des poèmes, comme d'habitude », a déclaré M. Hedi Baccouche, le nouveau premier ministre tunisien, lors d'une conférence de presse organisée le mardi 10 novembre à Carthage dans la résidence du gouvernement, située à quelques centaines de mètres du palais que le « Combattant suprême » avait dû quitter la veille.

Mardi, l'officier quotidien la Presse signalait seulement par un écho de trois lignes le départ de M. Bourguiba vers la résidence de Mouring. Au cours de la conférence de presse, les journalistes étrangers se sont beaucoup intéressés au sort de celui que la Presse relayait en page 3 de son édition.

M. Baccouche a précisé que l'intéressé avait choisi lui-même sa destination. « Un membre du gouvernement est allé le saluer de la part du chef de l'Etat et l'a accompagné à son domicile », a-t-il déclaré.

M. Ben Ali « n'est pas un président à la retraite », a dit M. Baccouche. Celui que les nouvelles autorités appellent maintenant « le leader Bourguiba » a été destitué « pour des raisons morales » et non politiques, a poursuivi le premier ministre. « Nous n'oublions pas celui qui fut un grand homme. Le changement intervenu nous permet de garder une belle image du leader. Nous voulons le mettre hors de tout ce qui ternissait son image. »

Le premier ministre a fait sa déclaration liminaire en français. Devant une bonne centaine de journalistes tunisiens et étrangers, il a explicité les grandes lignes de la déclaration rédigée et lue par le général Ben Ali pour annoncer la destitution de Bourguiba. Il a développé ses propos antérieurs au sujet des réformes politiques et sociales, et de la continuité diplomatique (le Monde du 10 novembre).

Le numéro deux du régime a insisté sur « la légitimité constitutionnelle » du président Ben Ali, puisque l'empêchement de son pré-

décesseur pour raison de santé avait été constaté par « sept professeurs qui le soignent depuis des années ».

Appel

aux journalistes

Il a confirmé qu'il n'était pas question d'élections anticipées. Mais il n'a pas fermé la porte à une « association » des partis d'opposition à la vie nationale. Au sujet des islamistes, il a précisé qu'il était excédé de revenir sur les procès qui ont eu lieu, mais il a rappelé qu'il existe une législation pénalement notamment des remises de peine.

Très attendu sur ce sujet par les représentants des médias nationaux, M. Baccouche a dit: « Les journalistes sont libres dans les domaines sportifs et les faits divers... mais au plan politique, il y a toujours eu une pudeur. Nous aimerions que les journalistes participent activement à la réflexion nationale et attirent l'attention du gouvernement sur les problèmes du pays. »

On dit, au ministère de l'Informa-

tion, qu'il faut laisser un délai de

quelques semaines au nouveau régime pour lui permettre de faire ses preuves en matière de changement dans les médias. Néanmoins, un fait a beaucoup choqué l'opposition: France-Inter, qui voulait organiser un « Téléphone sonne » mardi soir avec M. Messiri, chef du Mouvement des démocrates socialistes, a dû renoncer à son projet en raison d'un veto de Radio-Tunis, station nationale entre les mains du pouvoir.

Sur le plan international, M. Baccouche a affirmé « l'intention de la République » de maintenir de bonnes relations avec tous les pays méditerranéens. « Je cite en particulier la France et l'Italie. Je tiens aussi à mentionner particulièrement les Etats-Unis avec lesquels nous entretenons de bons rapports dans le respect de nos choix et de notre indépendance. » Il a affirmé son « faible pour le Maghreb arabe » dans le cadre d'une « solidarité qui trait de la Méditerranée à la Libye », mais, a-t-il ajouté, « la conception maghrébine doit profiter à tous, en se tenant à l'écart des idéologies. »

MICHEL DELNÉ et JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



# Etranger

## Au sommet d'Amman

### Les limites de la « réconciliation » syro-irakienne

Cinq pays arabes ont décidé de renouer les relations diplomatiques avec l'Égypte : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, Bahreïn et Qatar. D'autre part, les médias syriens ont fait état sans commentaire, mardi 10 novembre, de la rencontre, la veille, à Amman, des présidents syrien et irakien. La presse, qui consacre ses titres sur l'élaboration du président Assad lors d'une réunion à huis clos du sommet d'Amman, a toutefois adouci le ton à l'égard de l'Irak.



ments écrits que les dirigeants de l'Égypte ont pris envers Israël et les États-Unis ?

Toute tentative faite au cours de ce sommet pour mettre fin à la suspension de l'Égypte comme membre de la Ligue arabe annulerait tous les résultats positifs auxquels ce sommet est parvenu ou pourrait parvenir.

La deuxième journée de cette conférence a aussi été consacrée à l'examen des questions libanaise et palestinienne. Sur ce dernier point, après sa bouderie de lundi soir, M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, a été reçu deux fois par le roi Hussein, qui l'a invité à déjeuner puis l'a reçu dans la soirée en compagnie du président irakien. Sans que l'on puisse parler de véritable dégel dans les relations jordanio-palestiniennes, ces rencontres ont permis à M. Arafat, totalement écarté au début de ce sommet, de faire un retour sur la scène.

La question des relations avec l'Égypte demeure aussi un sujet de discorde. Dans son interview au Jordan Times, le numéro deux irakien annonce en effet que « l'Irak reprendra ses relations diplomatiques avec l'Égypte immédiatement après le sommet d'Amman », quelle que soit la décision, s'il y en a une, prise par les dirigeants arabes.

L'Arabie saoudite, le Koweït, Qatar, les Émirats arabes unis et Bahreïn ont déjà décidé de le faire. Cependant dans un communiqué distribué mardi, la délégation syrienne réaffirme son opposition à l'examen de cette question et affirme : « Quelques mots sur la solidarité arabe suffisent-ils à annuler des engage-

ment reconnus, échange de prisonniers et commission d'enquête pour déterminer la responsabilité de la guerre.

C'est sans doute pour cela que le roi Hussein a réuni une nouvelle fois mardi soir les présidents Assad et Saddam Hussein. La Syrie ne souhaite pas en effet que soit précisée par écrit, dans l'appui que s'apprêtent à donner les pays arabes à la résolution 698 du Conseil de sécurité de l'ONU, l'ordre chronologique dans lequel celle-ci doit être appliquée, c'est-à-dire cessez-le-feu, retrait des troupes aux frontières internatio-

AMMAN  
de notre envoyée spéciale

Un rapprochement limité qui permet l'élaboration d'une résolution sur la guerre Iran-Irak qui soit le reflet d'un consensus arabe, ainsi pourrait-on définir la « réconciliation » syro-irakienne. Dans une interview au Jordan Times du mercredi 11 novembre, M. Taha Yassin Ramadan, numéro deux irakien, a affirmé à ce sujet que l'Irak ne considère pas les relations bilatérales et les différents aspects qui leur sont liés comme le point le plus important de la réconciliation syro-irakienne.

« Pour nous, a-t-il dit, le plus important est la position de la Syrie sur la guerre Iran-Irak ». Pour sa part, le porte-parole de la présidence syrienne avait indiqué qu'il était « primordial de parler de réconciliation ».

L'élaboration de la résolution sur la guerre Iran-Irak à laquelle

## Une jeune Palestinienne tuée par balle

### Violente manifestation à Gaza

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le cycle de la violence est réarmé à Gaza. Une écolière palestinienne de dix-sept ans a été tuée par balle lors d'un affrontement avec des colons, mardi 10 novembre, incident qui a provoqué de violentes manifestations à l'université islamique du territoire.

Comme c'est souvent le cas à Gaza, une manifestation d'écoliers s'est tenue à l'ouverture des cours dans le village de Deir-el-Balah. A l'occasion du sommet arabe d'Amman, des slogans pro-OLP étaient scandés, des drapeaux palestiniens brandis et une barricade érigée sur la route. Des voitures de colons se sont trouvées bloquées et prises sous les pierres lancées par les manifestants, une cinquantaine de jeunes filles.

Les colons ont ouvert le feu. Ils affirmant avoir tiré en l'air. Mais, pour la police, il ne fait guère de

doute que c'est une balle tirée par l'un d'eux qui a tué la jeune fille. Six colons ont été appréhendés par la police. Dès la nouvelle connue, les étudiants de l'université islamique, au cœur de la ville de Gaza, ont arrêté les cours, érigé des barricades et lancé des pierres sur les troupes appelées en renfort. Le quartier a été bouclé, et les affrontements ont duré jusqu'à ce qu'un accord permette l'évacuation de l'université en fin d'après-midi.

Ce mercredi matin, deux lycéennes palestiniennes ont été blessées par des balles tirées par un civil israélien, qui a affirmé avoir tiré « en l'air » pour dégager sa voiture bloquée.

Depuis trois mois, il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que le territoire de Gaza — qui abrite quelque six cent mille Palestiniens — ne soit le théâtre de troubles et d'affrontements divers.

AL F.

## L'arraisonnement du « Silco » par le groupe Abu Nidal

### Le CICR a pris contact avec les ravisseurs

Un contact a été établi, le mardi 10 novembre, à Beyrouth, entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des membres du groupe Abu Nidal à la suite de la revendication par ce mouvement de l'enlèvement de huit personnes au large de Gaza. Il s'agit des six adultes (cinq Belges et une Française) et des deux enfants qui se trouvaient à bord du bateau de plaisance *Silco*, dont le Fatah-Conseil révolutionnaire a revendiqué l'arraisonnement dimanche, affirmant que

navire et équipage étaient « israéliens ».

Un porte-parole du groupe palestinien a déclaré que les « prisonniers » étaient « en bonne condition physique et psychologique ». Ces derniers sont cinq membres d'une famille belge, les Houckens, une Française, M<sup>me</sup> Jacqueline Valente, et les deux enfants de celle-ci. Ils résidaient, avant leur départ de France, sans doute en 1985, dans la région varoise. — (AFP, Reuter.)

## Asie

### BAGLADESH

#### Le siège du président Ershad

(Suite de la première page.)

Succès, si l'on veut. Mais il est vrai que Dacca a offert, lundi, le visage d'une ville paillard. Le ministre de l'Intérieur a en effet affirmé que « 94,7 % » des fonctionnaires se sont rendus à leur travail, les seuls véhicules aperçus en ville étaient quelques jeeps militaires, calquées, et d'autres, bordées de soldats en armes, patrouillant sur la route de l'aéroport. En fin d'après-midi, North-South Road, dans le quartier de Bijoy Nagar, est jonchée de bragues. La rue est en émeute. Des barricades rudimentaires sont dressées çà et là, et les jeunes manifestants avancent, pleins d'audace, jusqu'au moment où un flottement se produit dans leurs rangs. Bâtes, au bout de la rue, deux camions remplis de soldats casqués viennent d'apparaître, avant de s'évanouir. Les forces de l'ordre, ici, tirent sans hésiter et frappent sur tout ce qui bouge. Plusieurs journalistes bangladais, lundi, ont été copieusement tabassés.

L'opposition a essayé de prendre la nation en otage, elle a échoué, a résumé le général Ershad. « L'opinion du peuple exprimée par les urnes est le seul moyen démocratique et constitutionnel pour changer tout gouvernement », a-t-il dit en un cours d'un gouvernement tenu en province, à Brahmanbaria. Certes, pour la première fois depuis l'avènement de la « dictature molle » de ce général un peu atypique à force de rester au pouvoir (1), et qui a troqué il y a peu la varlope militaire pour le costume civil, l'opposition a fait son mité. Mais pour combien de temps ? Chacun sait que les deux camps ennemis de la contestation, le bégem et son homologue de la Ligne avant, la « veuve et l'orphelin » (2), comme on dit à Dacca, se détestent à peu près autant qu'ils vouent aux génocides le chef de l'Etat.

Jusqu'à-là, le président Ershad jouait habilement de cette inimitié. Les deux dirigeants de l'opposition demeuraient en liberté. Mais, mercredi vers midi, des soldats ont fait irruption au domicile de M<sup>me</sup> Khaleda Zia et, après avoir défoncé deux portes, ont interpellé le chef du BNP, enfermé depuis dans un poste de police situé dans le quartier des ambassades. M<sup>me</sup> Hasina, que nous avons rencontrée ce mercredi matin, craint d'être victime de la même mesure d'ici peu. Apparemment, le président du Bangladesh se sent suffisamment fort pour faire face au regain de mobilisation que risque d'entraîner l'escalade de la répression, quitte à tenir un peu plus l'ennemi de son régime. A la recherche éperdue d'une légitimité populaire depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir — et que des pseudo-consultations électorales en forme de bourrage d'urnes ne lui ont pas accordé, — le président semble craindre davantage aujourd'hui d'être dépassé par plus que lui.

D'autant que, en marge du parti gouvernemental, il y a depuis peu une autre formation carismatique de l'ordre établi, le Parti de la liberté, dont les dirigeants ont un passé qui ne plaide pas en faveur de leurs convictions démocratiques : les colonels Farouk Rahman et Abdur Rashid sont en effet parmi les auteurs du coup d'Etat d'août 1975, au cours duquel le « père de la nation » bangladais, Sheikh Mujibur Rahman, fut assassiné. Enfin, malgré ou à cause du pouvoir quasi absolu qu'exerce le président, il ne manque pas dans les cercles du pays de « futurs sauveurs de la nation ». Bref, si d'aventure M. Ershad était acculé à se démettre, M<sup>me</sup> Khaleda Zia et Sheikh Hasina pourraient être prises de vitesse par d'autres militaires.

LAURENT ZECCHINI.

- (1) Le général Ershad est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat le 24 mars 1982. Avant de se précéder, il avait été en fonction plus de trois ans.
- (2) M<sup>me</sup> Khaleda Zia est la veuve de l'ancien président Ziaur Rahman, assassiné en mai 1980, et M<sup>me</sup> Hasina Wajed est la fille du premier chef de l'Etat du Bangladesh, Mujibur Rahman, assassiné en août 1975.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

#### La détention d'Alain Guillo

Les autorités françaises n'ont pas été informées d'un éventuel jugement à Kaboul du journaliste Alain Guillo, capturé le 12 septembre dans le nord de l'Afghanistan (le Monde du 28 octobre), a-t-on indiqué, le mardi 10 novembre, au Quai d'Orsay. A la suite d'informations recueillies à Islamabad et faisant état d'un jugement du journaliste français, le ministère des affaires étrangères a rappelé que, le 3 novembre, les autorités soviétiques avaient fait savoir officiellement à l'ambassade de France à Moscou que M. Guillo « avait été arrêté en Afghanistan et faisait l'objet d'une enquête ».

« Aucune précision n'a été apportée depuis cette date, tant du côté soviétique que du côté afghan », ajoute le Quai d'Orsay.

A Islamabad, des sources diplomatiques occidentales avaient indiqué, mardi, plus tôt dans la journée, que les autorités soviétiques avaient informé le gouvernement français que M. Guillo serait jugé avant même que le chef de l'Etat afghan, le

## TURQUIE : le projet de retour d'exil de deux dirigeants communistes

### Le premier ministre semble favorable à une légalisation du PC

ISTANBUL  
de notre correspondant

L'intention manifestée par les dirigeants communistes en exil de rentrer, le 16 novembre, en Turquie place le gouvernement de M. Ozal dans l'embarras, à quelques semaines des élections législatives du 29 novembre. M. Haydar Kutlu et Nihat Sargin, respectivement secrétaires généraux du Parti communiste de Turquie et du Parti des travailleurs de Turquie, se sont défendus de vouloir « lancer un défi au gouvernement ». Récemment gagnés à la « transparence », ils souhaitent « entamer l'action pour une légalisation du Parti communiste unifié de Turquie », dans lequel les deux partis ont annoncé en octobre leur décision de fusionner.

L'annonce de leur retour place cependant le premier ministre au pied du mur. M. Ozal a multiplié ces derniers temps les avances à l'opinion de gauche, qui représente

10 % de son électorat, d'après les sondages. Il a ainsi présenté sur les listes de son Parti de la Mère patrie (ANAP) des candidats sociaux-démocrates. Il a autorisé le retour d'artistes exilés depuis le coup d'Etat de 1980, ainsi que les obèses nationales de la dirigeante communiste Behice Boran.

Ce « flirt » avec la gauche, violemment dénoncé par les milieux de droite, base naturelle de l'ANAP, provoque sans doute ses limites avec le retour des deux dirigeants communistes. Ceux-ci tomberaient immédiatement sous le coup des articles 141 et 142 du code pénal — introduits en 1936 sur le modèle fasciste italien et réprimant les activités de propagande communiste. En vertu de ces articles, des peines de six mois à dix-sept ans de prison viennent d'être prononcées à l'encontre de cent quatre des deux cent quatre-vingt-trois inculpés du Parti communiste de Turquie, et la Cour de sûreté d'Etat a d'ores et déjà lancé un mandat d'arrêt contre les deux dirigeants.

Le premier ministre a averti que la présence annoncée de parlementaires européens lors d'un éventuel retour des dirigeants en exil « n'empêcherait pas la loi de suivre son cours ». A plusieurs reprises, il a cependant évoqué devant la presse étrangère la possibilité, après les élections, d'une suppression des délits d'opinion et sont donc contraires aux législations en vigueur dans la Communauté européenne, à laquelle la Turquie souhaite adhérer. Affirmant ne rien craindre d'un mouvement politique dont l'influence « ne dépasserait pas 3 % », il fait valoir que la suppression de ces articles, et donc la légalisation du PC — qui reste un épouvantail pour la majorité de la population, — seraient des avantages. Pour faire bonne mesure, ces décisions imposeraient en effet de supprimer également l'article 163, qui réprime la propagande religieuse, et de légaliser l'activité des organisations fondamentalistes.

Tout en reconnaissant le danger d'un retour à la polarisation de l'opinion et à la violence prévalant avant 1980, de nombreux commentateurs soulignent que l'équilibre invoqué est en fait déjà rompu par la liberté d'action dont jouissent dans la pratique, depuis quelques années, les organisations religieuses.

MICHEL FARRÈRE.

## Europe

### Après l'attentat d'Enniskillen

#### Dublin devrait mettre en application la convention européenne sur le terrorisme

Plus d'un millier de personnes, catholiques et protestantes, ont assisté, mardi 10 novembre, aux obsèques de trois des onze victimes de l'attentat meurtrier perpétré dimanche dernier par l'IRA devant le monument aux morts de la petite localité. Bien que les victimes aient été protestantes, de très nombreux catholiques étaient présents.

La Libye, considérée comme l'un des principaux fournisseurs d'armes de l'IRA, a elle-même dénoncé le massacre. Dans une interview au quotidien *The Independent*, un responsable de l'Armée républicaine irlandaise a annoncé que l'organisation « effectuait une sérieuse enquête sur l'opération d'Enniskillen et ses conséquences ».

DUBLIN  
de notre correspondant

Après l'attentat d'Enniskillen, le gouvernement de M. Charles Haughey paraît de plus en plus contraint de mettre en œuvre la convention européenne sur le terrorisme ; l'Irlande, la Grèce et Malte sont les seuls pays à ne pas l'avoir fait. Dans le cas de l'Irlande, l'extradition vers le Royaume-Uni, particulièrement vers l'Irlande du Nord, pose traditionnellement un dilemme pour les partis politiques.

### Redonner confiance dans le système juridique

A la suite de l'accord anglo-irlandais qui, notamment, a accordé pour la première fois au gouvernement de Dublin un droit de regard dans l'administration de l'Irlande du Nord, le gouvernement précédent, celui de M. Garrett FitzGerald, avait fait voter au Parlement en janvier dernier la loi de ratification. Mais l'entrée en vigueur de cette loi a été remise au 1<sup>er</sup> décembre prochain afin d'accorder au gouvernement britannique le temps d'effectuer certaines réformes judiciaires en Irlande de Nord, comme l'institution de tribunaux à trois juges, au lieu d'un seul, pour les procès de terroristes. Pour le gouvernement de Dublin, une telle réforme contribuerait à redonner confiance dans le système juridique en Irlande du Nord — point de vue rejeté par le gouvernement britannique.

En même temps, de nombreux députés du parti gouvernemental Fianna Fail, nationaliste, ont récemment exprimé leur opposition à la mise en vigueur de la loi sur l'extradition arguant que, par le passé, des Irlandais accusés de crimes terroristes en Grande-Bretagne ont été

jugés coupables sur des preuves discutables. Ils donnent comme exemple le cas des six hommes condamnés en 1974 après l'attentat de Birmingham, en Angleterre, qui a fait une vingtaine de victimes.

Ils ont toujours protesté de leur innocence et, après une longue campagne en leur faveur, comparaissent actuellement devant la cour d'appel de Londres pour la révision de leur procès.

Cependant, l'attentat de dimanche a tout changé et on s'attend que les trois formations principales de l'opposition, en dépit de leurs réserves, votent pour l'extradition. Le Fine Gael, la formation centriste de M. Alan Dukes — qui a succédé à M. FitzGerald, — craint surtout que la non-ratification de la convention n'entraîne l'abandon de l'accord anglo-irlandais.

JOE MULHOLLAND.

● RFA : obsèques des deux policiers tués à Francfort. — Vingt mille policiers, venus de toute la RFA, ont assisté, le mardi 10 novembre, aux obsèques de leurs deux collègues tués le 2 novembre lors d'une manifestation contre l'aéroport de Francfort. Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, et plusieurs membres du gouvernement fédéral avaient pris place dans la cathédrale bondée de Francfort. Les deux policiers avaient été tués et neuf autres blessés par des coups de feu au moment où les forces de l'ordre procédaient à la dispersion d'une centaine d'autonomes. Un suspect, au domicile duquel a été retrouvé l'arme utilisée, a été arrêté aussitôt après. Une récompense de 340 000 F a été offerte mardi par le parquet fédéral pour tout renseignement permettant d'arrêter un second suspect. Frank Hoffmann, toujours en fuite. — (AP, AFP.)



## Diplomatie

La visite du président chinois à Paris

### Un protocole financier d'un montant de 747 millions de francs a été signé

M. Li Xian, président de la République chinoise, a achevé, le mardi 10 novembre, la partie active de sa visite d'Etat en France, si l'on excepte la rencontre qu'il aura jeudi avec M. Giscard d'Estaing.

Ce « dernier témoin d'une génération de géants », comme l'a qualifié le président Mitterrand, s'est essentiellement entretenu avec les dirigeants français des grandes questions internationales. Les deux présidents se sont toutefois trouvés d'accord sur la nécessité de renforcer leurs relations économiques et commerciales. M. Li a assisté, en compagnie de MM. Chirac et Balladur, à la signature du protocole financier franco-chinois pour 1987, qui se monte à 747 millions de francs. Il devrait être en grande partie affecté aux constructions d'une

centrale thermique et du métro de Shanghai.

Parmi les sujets abordés avec M. Mitterrand, ont figuré le désarmement et l'Afghanistan, sur lesquels les deux parties ont des positions peu différentes, mais aussi le Proche-Orient. On sait que Pékin, tout en prônant la fin du conflit dans le Golfe, est l'un des principaux fournisseurs d'armes de Téhéran. M. Li s'en est défendu, tout en reconnaissant que l'Iran disposait d'armes fabriquées en Chine.

Reste la question du Cambodge, dont les deux présidents ont beaucoup discuté, même si elle a été absente des toasts prononcés par M. Li, au contraire de ceux de M. Mitterrand et Chirac.

Paris soutient le projet du prince Sihanouk de rencontrer M. Hun

Sen, premier ministre de Phnom Penh (le Monde du 11 novembre). Pour ne pas apparaître comme mettant des bâtons dans les roues, M. Li a dit que son pays comprenait pleinement le choix du prince. Mais il ne semble s'agir que d'une souplesse tactique.

M. Quiao Shi, vice-premier ministre, mais surtout l'un des cinq membres du nouveau comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, élu le 2 novembre, a assisté à ces conversations. Il n'a guère pris la parole, mais sa présence s'y est fait sentir. Ainsi, cette visite aura permis aux dirigeants français de faire connaissance avec l'un des nouveaux hommes forts du régime chinois.

PATRICE DE BEER.

L'Union soviétique sur la sellette à l'ONU

### Plusieurs délégués réclament que la « glasnost » s'applique au conflit afghan

NEW-YORK  
de notre correspondant

« Torture, génocide, cent dix mille soldats étrangers au service d'un régime fanatique, où est la « glasnost » dans tout cela ? » Le représentant du Canada, M. Steven Lewis, a sans doute le mieux synthétisé les points de vue des cent vingt-trois délégués (sur cent cinquante-huit) qui ont voté, le mardi 10 novembre, en faveur d'une résolution demandant « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères d'Afghanistan ». Présentée pour la neuvième fois consécutive, la résolution ne mentionne toujours pas directement l'Union soviétique, mais réaffirme « le droit inaliénable des peuples à déterminer le régime politique de leur choix » et exprime sa « grave préoccupation devant la persistance de l'intervention étrangère en Afghanistan ».

Devenu quelque peu rituel, le débat à l'Assemblée générale sur la question afghane a néanmoins pris, cette année, une tournure plus franchement antisuivétiste, étant donné le divorce, de plus en plus irritant aux yeux de nombreux gouvernements, entre les protestations de foi démocratique de M. Gorbatchev et le refus de Moscou d'envoyer avec sérieux le règlement des conflits régionaux. Avec un certain plaisir, les orateurs ont souvent repris à leur compte diverses déclarations du Kremlin et exigé que les limites de la « perestroïka » ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Union soviétique.

L'irritation des orateurs a été d'autant plus grande que les Nations unies sont parvenues, au début de l'année, à rapprocher les points de vue des parties en présence en ce qui concerne la plupart des sujets de préoccupation, à l'exception d'un calendrier du retrait de l'armée rouge. Alors que la résistance, soutenue notamment par le Pakistan, exige que les soldats soviétiques quittent le pays sept mois après l'entrée en vigueur des accords politiques, le régime de Kaboul s'entend avec entièrement à un délai de onze mois. Dans son rapport sur la question, le secrétaire général des Nations Unies suggère une « approche novatrice » de cette question « d'une importance énorme » pour le règlement du conflit : « Les gouvernements (afghan et pakistanais) devraient comprendre qu'un délai

court pousse les parties à accepter la réconciliation nationale avec une plus grande diligence ».

La divergence sur le calendrier est présente comme la raison principale du blocage des conversations de Genève. Il est clair cependant que le médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, se heurte essentiellement au cas-tête que représente la définition politique du futur régime de Kaboul. Dans son discours devant l'Assemblée générale, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdul Wakil, avait, certes, souligné que « plus de six cents » comités de réconciliation nationale étaient désormais en place à travers le pays. Néanmoins, il n'a convaincu que ses propres amis, car la majorité des délégués ont critiqué avec fermeté « la tendance de Moscou et de Kaboul à faire des promesses sans les tenir ».

CHARLES LESCAUT.

● Les droits de l'homme en Afghanistan. — La situation des droits de l'homme en Afghanistan s'est améliorée « à certains égards » en territoire sous contrôle gouvernemental, selon un rapport des Nations unies publié mardi, qui reste cependant critique quant à l'égard de l'URSS que du gouvernement afghan. Le rapport fait état, en particulier, de la quasi-disparition de la torture (au sens où elle est définie juridiquement) depuis six mois dans les prisons gouvernementales et d'une baisse du nombre des prisonniers politiques. Il note aussi que les autorités de Kaboul ont accordé depuis six mois le droit à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge de visiter la célèbre prison de Pul-i-Charkhi, où le nombre des détenus est d'environ cinq mille (en majorité prisonniers politiques), alors qu'il était de près de cinquante mille il y a quelques années.

Mais il souligne que les combats se sont fortement intensifiés ces derniers mois et donnent lieu à des exécutés — de part et d'autre — en violation flagrante des normes humanitaires.

Le rapport cite en particulier la destruction de villages par les forces soviéto-afghanes à titre de représailles, ainsi que le recours de plus en plus fréquent à « des actes de terrorisme dirigés contre des Afghans de l'intérieur comme de l'extérieur ». — (AFP).

Le rapport de l'IISS

### Le déséquilibre des forces conventionnelles persiste en Europe

Londres. — La perspective d'un accord sur l'élimination des missiles intermédiaires (FNI) a amené cette année l'OTAN à resserrer les rangs et à améliorer ses forces conventionnelles en Europe, estime l'Institut international d'études stratégiques (IISS) dans son rapport annuel. Ces efforts se sont manifestés par les tentatives de revitaliser l'Union de l'Europe occidentale (UEO). L'engagement « de plus en plus déclaré » de la France dans la défense européenne, souligné par la coopération franco-allemande croissante et la tenue des discussions franco-britanniques, est également une preuve de ces efforts, ajoute l'IISS.

Toutefois, « les dépenses militaires des pays européens de l'OTAN apparaissent au mieux déclinées en 1986, le statut quo en termes réels », observe le rapport. Les membres européens de l'OTAN ont quand même poursuivi la modernisation de leurs forces. La France a équipé ses bombardiers Mirage-IV du missile air-sol de moyenne portée (ASMP), qui sera également déployé en 1988 sur le combat Mirage-2000. Les forces terrestres de l'OTAN ont été dotées d'un nombre croissant de chars d'assaut Leopard-2 (RFA) et Challenger (G-B). Quant aux forces aériennes, elles ont vu le remplacement de leurs avions chasseurs par des Tornado britanniques et des F-16 et F-18 américains. L'Espagne a lancé son second porte-avions, tandis que la France procédait aux essais de son troisième sous-marin nucléaire d'attaque de classe Rubis.

L'Institut considère que le rapport des forces conventionnelles est toujours largement favorable au pacte de Varsovie, surtout du point de vue quantitatif en hommes et le matériel. — (AFP).

● Vers un nouveau missile franco-britannique. — La Grande-Bretagne est prête à collaborer avec la France pour le développement d'un nouveau missile air-sol, à l'indiquer mardi 10 novembre à la Chambre des communes le ministre de la défense George Young. Début octobre, le Jane's Defence Weekly avait écrit que Londres et Paris étudiaient le développement du missile à tête nucléaire français ASMP, qui est déployé exclusivement sur l'avion Mirage-2000. Le magazine affirmait que la Royal Air Force ne possédait pas de missile équivalent serait intéressée par l'acquisition de l'ASMP. — (AFP).

Désarmement

### L'URSS fait de l'élimination des armes chimiques une priorité déclare un responsable soviétique

L'interdiction et la destruction des armes chimiques devraient être l'une des priorités, avec la réduction de moitié des armements stratégiques, après la prochaine signature d'un accord sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI), a estimé mardi 10 novembre, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovski.

« L'URSS a noté avec satisfaction la nature constructive des discussions sur les dossiers (des armes chimiques) à Moscou et à Washington », lors des récents pourparlers entre le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, et le secrétaire américain, M. George Shultz, a dit M. Petrovski.

De son côté, l'un des responsables de l'armée rouge, le général Vladimir Pikalov, a estimé mardi qu'il n'existait pas d'obstacle « objectif » à une convention sur l'interdiction des armes chimiques et que le seul frein était l'absence de volonté politique des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux. Il a affirmé qu'il existe une « parité » entre les stocks

d'armes chimiques américains et soviétiques, autour de 30 000 tonnes d'agents toxiques, et a qualifié « d'irréels » les chiffres avancés par les Occidentaux sur les stocks soviétiques (généralement évalués à quelque 500 000 tonnes).

Selon M. Petrovski, l'Union soviétique est « surprise par l'attitude française » à la conférence du désarmement de Genève, où reprendront, fin novembre, les discussions sur cette question des armes chimiques. Il a reproché à la France de vouloir poursuivre à produire des armes chimiques, même après un accord sur une convention internationale.

Les préparatifs du sommet

M. Petrovski a également fait le point sur les préparatifs du sommet de Washington : le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead arrivera à Moscou le 14 novembre pour une série d'entretiens sur les droits de l'homme avec M. Anatoli Adam-

chine, vice-ministre des affaires étrangères ; le 16 novembre, les chefs des délégations américaine et soviétique aux négociations de Genève, MM. Max Kampelman et Yevli Vorontsov, aborderont l'ensemble des dossiers du désarmement ; les 17 et 18 novembre, toujours à Genève, M. Vorontsov rencontrera M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, numéro trois du département d'Etat.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Gennadi Guzenko, a aussi souligné la grande importance « stratégique » des déclarations des pays de l'OTAN sur une éventuelle « compensation » de l'accord FNI par un renforcement des dispositifs conventionnels. — (AFP).

## Amériques

CANADA : dix jours après la mort de René Lévesque

### Le chef du Parti québécois donne sa démission

MONTREAL  
de notre correspondante

Dix jours après le décès de son fondateur René Lévesque, le Parti québécois, seule formation d'opposition dans la province, se retrouve sans chef. Pierre-Marie Johnson a annoncé, le mardi 10 novembre, à la surprise générale, qu'il démissionnait de son poste et de son siège de député.

Depuis son accession à la tête de sa formation en octobre 1985, Pierre-Marie Johnson, ancien ministre de la justice et du travail du cabinet Lévesque, n'a jamais véritablement réussi à refaire l'unité d'une formation déjà déchirée entre les indépendantistes « purs et durs », de moins en moins nombreux, et les réformistes qu'il conduisait. Ces derniers souhaitaient tirer une fois pour toutes les leçons de l'échec du référendum de 1980. Ils voulaient que leur parti se contente à court terme de militer en faveur d'un accroissement des pouvoirs du Québec au sein de la Confédération canadienne, avant de chercher à promouvoir la souveraineté de la province. Cette thèse de « l'affirmation nationale », élaborée par M. Johnson et adoptée lors du dernier congrès de juin, n'avait guère enthousiasmé les militants, surtout ceux de la vieille garde, qui pensaient que le parti perdait ainsi « son âme » et sa raison d'être.

Même d'abord en sourdine, les luttes intestines ont pris un tour ouvert quelques jours avant le décès de René Lévesque. L'un des « barons » du parti, M. Gérard Godin, ancien ministre des affaires culturelles, avait alors appelé son chef à se retirer « dignement et honorablement », après l'avoir accusé d'avoir mené ses troupes « à un cul-de-sac ».

Fort de quelque 300 000 membres lors de son arrivée au pouvoir en 1976, le Parti québécois n'en compte plus que 36 000 actuellement. Ses caisses sont vides et les derniers sondages ne lui accordent

plus que 22 % des intentions de vote, soit autant qu'au Nouveau Parti démocratique, implanté depuis deux ans à peine dans la province. Le Parti libéral au pouvoir, qui regroupe le reste, n'a jamais été aussi populaire.

Querelles intestines

L'émotion des foules lors des funérailles de René Lévesque a incontestablement fait de nouveau vibrer la fibre nationaliste des Québécois, devenus soudain nostalgiques. Par contraste, la personnalité de M. Johnson ne pouvait qu'apparaître plus terne à ceux qui lui reprochaient déjà sa froideur, son côté trop cérébral et son manque de charisme. L'appel de M. Gerald Godin a ainsi trouvé plusieurs échos au sein et à l'extérieur du parti.

Las des querelles intestines encouragées par « une minorité », le chef de l'opposition québécoise a estimé que son parti s'engageait « dans une nouvelle bataille inutile, violente et fratricide ». « Je ne veux pas servir de prétexte à l'éclatement des forces souverainistes. Je ne veux pas présider à ces déchirements », a

déclaré M. Johnson, qui, à quarante et un ans, préfère retourner à son droit ou à sa médecine, deux disciplines dans lesquelles il a obtenu un doctorat avant de se lancer en politique sur les traces de son père, ancien premier ministre du Québec.

Une nouvelle crise s'ouvre ainsi au sein du Parti québécois. La précédente avait entraîné la démission de sept ministres en décembre 1984 et janvier 1985, lorsque René Lévesque, alors au pouvoir, avait accepté une éventuelle adhésion à la Constitution canadienne, repudiée en 1982 sans l'aval du Québec. Chef de file des démissionnaires en 1985, M. Jacques Parizeau, est aujourd'hui considéré comme le principal candidat potentiel à la succession de M. Johnson, même si l'il n'est plus membre du parti. Du haut des nombreuses chaires qui lui sont offertes, cet économiste n'a pas manqué de proclamer ces derniers mois que la souveraineté constituait « la seule base » sur laquelle envisager toute reconstruction du parti.

MARTINE JACOT.

Une nouvelle vente par Minute!

EN DIRECT  
DES VIGNERONS

Pour votre cave, ou pour offrir

les « bons crus »  
des régions  
de France.

au 36 15  
code « COOPVIN »

Bourgogne  
Bordeaux  
Champagne  
Cahors  
Châteauneuf  
Cognac  
Jura  
Languedoc  
Loire  
Muscadelle  
Provence  
Rhône  
Sud-Ouest  
Toul  
Vaucluse

Livraison sous 8 jours

Si vous avez décidé de bien faire les choses...  
...faites-le vraiment!



CHAMPAGNE DEUTZ



En 1988, le champagne DEUTZ fêtera son 150<sup>ème</sup> anniversaire.



مكتبة المثل

## Amériques

### ÉTATS-UNIS

# Ce pauvre Ronald Reagan

### NICARAGUA

L'éventuelle reprise de l'aide américaine à la Contra est reportée à l'année prochaine

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a annoncé, le mardi 10 novembre, devant l'Assemblée de l'Organisation des États américains (OEA), réunie à Washington, que le gouvernement des États-Unis ne demanderait pas au Congrès d'aider militairement la Contra antisandiniste avant l'année prochaine. La confirmation officielle de cette décision, qui était attendue, intervient après le discours du président Reagan n'écarter plus d'éventuelles discussions avec les autorités de Managua, dans le cadre du plan de paix pour l'Amérique centrale.

M. Shultz a toutefois souligné que les États-Unis « voulaient donner toutes les chances à la paix » mais qu'ils ne permettraient pas que le processus en cours serve « de prétexte à l'élimination physique de la résistance nicaraguayenne ». Le président Reagan avait annoncé depuis longtemps son intention de demander au Congrès une aide de 270 millions de dollars étalée sur dix-huit mois pour la Contra. Cette requête devait être présentée initialement le 5 novembre, date de l'entrée en vigueur du plan de paix centraméricain.

Alors que le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, est arrivé ce même mardi à Washington pour prendre à son tour la parole devant l'Assemblée de l'OEA, le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, a, pour sa part, exclu la possibilité d'une rencontre de responsables américains avec le dirigeant sandiniste. M. Shultz s'était montré moins catégorique lundi et avait paru laisser la porte ouverte à d'éventuelles discussions avec le président nicaraguayen, à la condition que ce dernier annonce des mesures immédiates et importantes de libéralisation. — (AFP, Reuters).

(Suite de la première page.)

Il faut, bien sûr, garder la mesure, faire la part de l'excitation du « microcosme » washingtonien et des facilités de plume ou de micro de tout ce que les États-Unis comptent de commentateurs et d'analystes. Ce n'est pas encore la curée, ni même l'hallali, mais de toute évidence M. Reagan est mal en point.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Quelles que soient ses responsabilités propres, M. Reagan est, pour une part, victime des institutions américaines. Tout président en fin de mandat et non rééligible perd peu à peu prise sur les événements, tandis que l'usure et la fatigue de sept années de pouvoir se font sentir, pour lui comme pour l'administration qu'il dirige.

Or le public et la classe politique américaine n'ont plus l'habitude : M. Ronald Reagan est le premier président qui ait sur le point d'accomplir deux mandats complets depuis Dwight Eisenhower, et l'Amérique d'aujourd'hui n'est plus ce mastodonte à la puissance incontestée qui permit au vieil Ike de couler des jours tranquilles. Le « canard boiteux » doit affronter toutes sortes de volatiles agressifs dans son pays et dans le monde, qui tirent naturellement parti de sa faiblesse.

M. Reagan paie aussi le prix de la lourde défaite subie par les républicains l'an dernier. Minoritaire au Sénat comme à la Chambre basse, il est confronté à chaque instant à un Parti démocrate qui n'a aucune raison de lui faciliter la tâche. Qu'il s'agisse de la négociation sur les armements ou de la réduction du déficit budgétaire, les démocrates jouent le jeu politique normal de l'opposition : s'efforcer de provoquer l'échec du gouvernement, tout en évitant, par crainte d'une réaction négative de l'opinion publique, de pratiquer trop ouvertement la politique du pire. Mais la presse est unanime à souligner qu'une crise économique constituerait la meilleure, peut-être l'unique, chance pour que l'un des actuels

candidats démocrates soit élu à la présidence l'automne prochain.

Il y a aussi, on l'a assez répété, la vente secrète d'armes à l'Iran et la révélation que ce président qu'on croyait franc comme le bon pain s'était rendu coupable de dissimulation, tandis que certains de ses subordonnés s'arrangeaient pour tourner les lois votées par le Congrès et financer clandestinement les « contras » du Nicaragua. Une affaire grave dans un pays moraliste comme les États-Unis, beaucoup plus grave qu'elle ne le serait en Europe et qui, même si elle n'en a pas été la cause unique, a au moins coïncidé avec un renversement de tendance. Les qualités de M. Ronald Reagan ont cessé d'occulter ses défauts.

#### Un certain « amateurisme »

Un certain « amateurisme », une connaissance un peu légère des dossiers, des approximations de langage, la part inhabitable chez un président faite à la vie privée et aux loisirs, une trop grande délégation de pouvoir à des collaborateurs plus ou moins consciencieux : tout ce qu'on savait depuis longtemps, mais qu'on était bien forcé de supporter tant le président était populaire, tant il avait le don de transformer le plomb en or, le don de parler et de toucher le cœur du public. Tous ses travers mineurs sont devenus des handicaps majeurs, et à ce président auquel on se sentait obligé de passer bien des choses on ne passe plus rien.

Le petit monde washingtonien et les intellectuels de la côte est, auxquels le souriant acteur de Californie donnait des bons points depuis longtemps, n'ont plus de raison de cacher leurs sentiments. Et la presse « libérale », longtemps suffoquée par l'extraordinaire réussite de ce conservateur aux idées simples, s'en donne à cœur joie.

Chaque lapsus, chaque hésitation du président, est dûment rapporté et longuement commenté. Ses échecs — l'affaire Bork et son

corollaire l'affaire Giasburg — monopolisent l'attention des télévisions, occupent sans discontinuer la une des journaux. S'il lui arrive dans un domaine aussi important que les relations Est-Ouest de remporter un succès incontestable, en partie grâce à un faux pas de M. Gorbatchev, c'est à peine si l'on s'en rend compte : le lendemain de l'annonce que M. Gorbatchev, changeant d'avis, viendrait aux États-Unis, le *New York Times* insiste longuement sur le fait que le numéro un soviétique ne passera que trois jours à Washington et n'ira pas en Californie, infligeant ainsi, affirme le très sérieux quotidien, une sévère rebuffade à M. Reagan.

L'épouse du président, atteinte d'un cancer, décide-t-elle de subir sans attendre l'ablation d'un sein ? Le même *New York Times* explique à la une qu'elle donne un mauvais exemple aux Américaines, car selon une spécialiste consultée par une journaliste, ce n'était « peut-être » pas indispensable.

#### Aucune indulgence

M. Ronald Reagan, c'est clair, n'a plus à espérer aucune indulgence. Pour aggraver les choses, tandis que le président reçoit de toutes parts des conseils parfaitement contradictoires, son entourage immédiat semble lui-même tirer à hue et à dia. L'actuel secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, considéré comme un modéré, partisan d'un compromis avec le Congrès, est traité de défailliste et chargé de tous les péchés par certains sénateurs républicains. L'actuel général Edwin Meese, qui semble exercer une assez grande influence sur le président, se voit reprocher par d'autres de pousser à la confrontation. Le sénateur Dole, chef de la minorité républicaine, joue son propre jeu de candidat à l'investiture en prenant, suffisamment mais discrètement, ses distances.

Seul le vice-président Bush reste ostensiblement fidèle, quitte à en

rajouter : lorsque le président, pressé par la nécessité, se résigne à envisager une hausse des impôts, son vice-président, plus réaganien que le roi, s'engage, lui, à ne jamais les augmenter. Et quand le *Wall Street Journal*, rempart du conservatisme, et qui n'a jamais ménagé son soutien à l'actuel président, titre en éditorial : « Reagan for president », il lui demande l'impossible : être, comme hier, un battant, un président dominateur qui écrase le Congrès et rassure la Bourse.

Cette dernière année Reagan s'annonce donc plus que difficile. Une négociation ardue sur les armements, une bataille presque sans espoir pour ne pas abandonner à son sort la Contra du Nicaragua, le risque permanent couru dans le Golfe et dans l'immédiat la nécessité de s'occuper de ce qui passionne Washington (la désignation d'un troisième candidat à la Cour suprême) tout en tentant de régler ce qui intéresse le monde : le déficit budgétaire américain. C'est beaucoup pour un homme de soixante-trois ans, que nombre de ses collaborateurs commencent à quitter.

Dans l'adversité, M. Ronald Reagan garde son sourire, son masque souriant si l'on préfère. Mais à maintes reprises, maintes impulsions de sa voix, on sent que l'homme est blessé. Et il tente de réagir en homme blessé, en jetant ce qui lui reste de forces dans la bataille, en suivant ses instincts : qu'il prête serment « tant qu'il restera un souffle dans ce corps » de ne pas abandonner la Contra, qu'il se laisse aller, après l'échec de la nomination du juge Bork, à déclarer publiquement : « Je choisirai un autre candidat qui déplaiera tout autant » (à mes adversaires) avec le résultat que l'on sait.

En même temps, M. Ronald Reagan reste cet homme gentil, aimable et, disent ceux qui le connaissent bien, capable d'attention discrète et désintéressée. Un président qui ne ménage pas ses compliments et ses remerciements les plus chaleureux à un ami,

M. Caspar Weinberger, qui lui fait pourtant défaut à un bien mauvais moment. Un homme qui prend la peine de se déplacer deux fois dans l'Arizona pour la mort et les obsèques de sa belle-mère et profile une touchante image de la défunte avec une pointe d'humour et beaucoup de sympathie. Un mari qui accompagne sa femme à l'hôpital, où elle va subir une pénible opération et lui dit : « Je sais que tu n'es pas d'humeur à danser, alors tenons-nous la main ». Un président qui, pour ces raisons et peut-être quelques autres, reste, il ne faut pas l'oublier, populaire plus que la plupart de ses prédécesseurs et nombre de dirigeants occidentaux.

Le pire pour M. Ronald Reagan n'est pas encore sûr. Personne, certes, n'imaginerait que tout pour lui puisse redevenir « comme avant » ; mais certains Américains commencent à se demander s'il est vraiment bon pour leur pays que l'image de ce président-ci soit à son tour détruite, après que tous ses prédécesseurs, depuis l'assassinat de John Kennedy, ont terminé leur mandat dans la déconfiture.

Dans l'immédiat, celui sur lequel, disant-on, la pluie ne tombait jamais reçoit toutes les averse. Toute cette eau glissante sur lui comme sur les plumes d'un canard ? De toute évidence, non.

JAN KRAUSE.

● SALVADOR : l'armée rompt le cessez-le-feu. — L'armée salvadorienne a rompu, le mardi 10 novembre, le cessez-le-feu que le gouvernement du président Jose Napoleón Duarte avait décrété unilatéralement, le 5 novembre, dans le cadre de l'application des accords de paix pour l'Amérique centrale. Le chef d'état-major de l'armée, le général Adolfo Blandon, a déclaré à San Salvador que l'aviation avait lancé, mardi, une opération anti-guérilla dans le département de Chuletenango, dans le nord du pays, en raison de la présence de nombreux rebelles à proximité de centrales hydro-électriques. — (AFP.)

600 PRIX  
2.000.000 F À GAGNER

# GRAND CONCOURS

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR  
SUR LES GRANDS VINS DE FRANCE  
PRÉSENTÉS

du 13 au 16 novembre 1987  
AU XII<sup>e</sup> CARREFOUR DU

## CLUB DES VIGNERONS LAUREATS

Par 60 d'entre eux parmi les meilleurs de France, sélectionnés par

### le CONCOURS GÉNÉRAL AGRICOLE DES VINS



Concours Annuel du Ministère de l'Agriculture  
organisé au Salon International de l'Agriculture



Bateau mouche « La Gabarre » — Pont de l'Alma  
PRÉSENTATION DES VINS  
du Vendredi 13 à 14 heures au Lundi 16 à 21 heures  
Dîners-croisières les 13, 14 et 15 novembre  
Renseignements : CLUB DES LAUREATS : 42-88-16-18  
Palmarès détaillés des lauréats 1987  
sur Minitel 3615 code CENEGA

## LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 45

Le malbec (\*) est un des principaux cépages du Bordelais. Quel nom lui donne-t-on généralement dans la région de Cahors ?  
(\*) Il existe plusieurs orthographes.

QUESTION N° 46

Les vins d'appellation Bourgueil sont presque toujours des vins issus d'un cépage unique : le cabernet franc. Une disposition réglementaire permet encore de revendiquer cette appellation pour les vins produits dans les exploitations qui possèdent entre 10 % et 25 % de cabernet-sauvignon. Jusqu'à quel millésime ?

- 1988 ?
- 2000 ?
- 2005 ?

POUR VOUS AIDER :  
L'INDICE RTL  
Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER  
Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS  
**Le Monde**

RTL

VIGNETTE

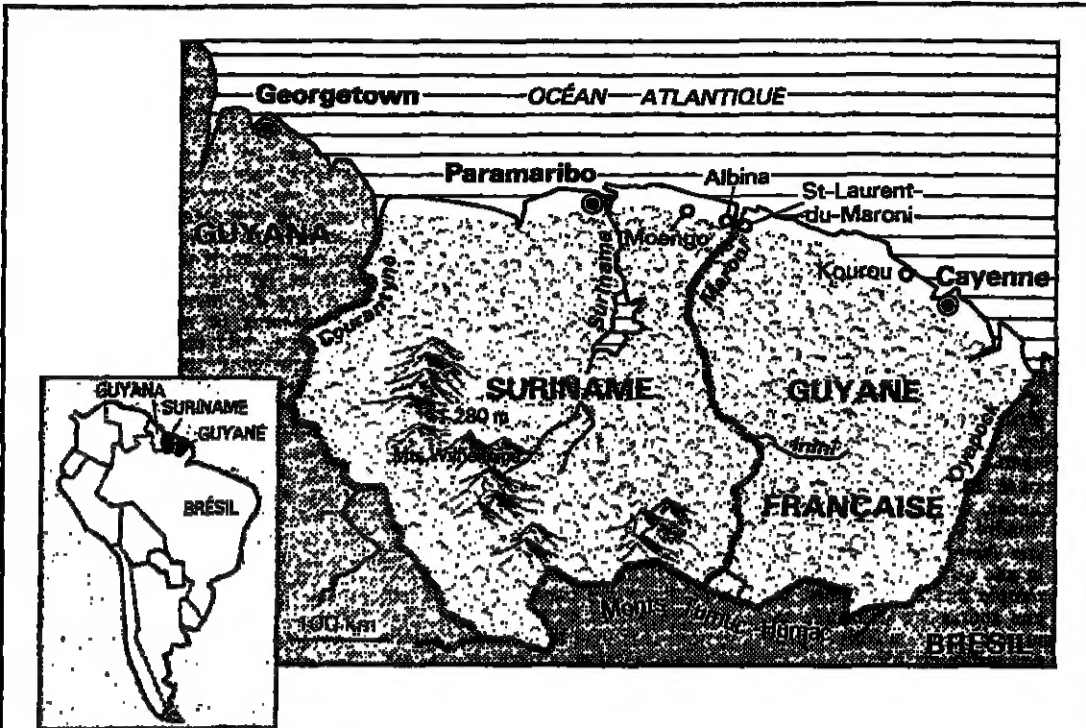
avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



## Enquête

SURINAME : la préparation des élections générales

## Le kaléidoscope



Les quatre cent mille habitants que compte le Suriname sont répartis principalement le long de la côte. La capitale accueille à elle seule près de la moitié des habitants. La zone frontalière avec la Guyane française, riche en minerai de bauxite, est aussi le refuge de la guérilla de Ronnie Brunswick, comme une partie de la jungle du sud du pays. La zone ouest, qui borde la Guyane, ancienne colonie britannique, offre, elle, de grandes possibilités, encore sous-exploitées, pour le secteur agricole. La population présente une mosaïque des différentes ethnies : 38 % d'indiens, 31 % de créoles, 15 % de Javanais,

10 % de Bushnegroes, 2 % de Chinois et quelques milliers d'Européens. La langue officielle est le néerlandais, parlé aussi couramment que le dialecte local, mélange de créole, d'anglais et de néerlandais. Le produit intérieur brut par habitant (prévision 1986), dernier chiffre disponible à la Banque Interaméricaine de développement, était encore le plus élevé d'Amérique latine (2 787 dollars). Il devrait être nettement inférieur cette année, la bauxite, première ressource du pays (elle fournit près de 70 % des devises), étant victime de la chute des cours mondiaux et des actions de la guérilla.

Le 25 novembre auront lieu au Suriname des élections générales, les premières depuis le coup d'État militaire de 1980, survenus cinq ans après l'accession à l'indépendance de cette ancienne colonie néerlandaise.

**JACQUES PRÉVERT** aurait pu y écrire son inventaire : trois Indiens, trois créoles, un Javanais et un Bushnegro ; trois mosquées, deux temples et une cathédrale, le néerlandais, le surinamien et un peu d'anglais ; 400 000 habitants sur un territoire à peu près équivalent au tiers de la France, une capitale aux allures d'Amsterdam dans le nord de l'Amérique du Sud. Ce patchwork surréaliste qui forme le Suriname étonne, dès l'arrivée dans cette ancienne Guyane hollandaise, indépendante depuis 1975. Curieuse sensation d'être ailleurs sans savoir très bien où.

Il reste à s'accrocher à quelques rares images de ce pays oublié — sauf aux Pays-Bas — décrivant le régime militaire du lieutenant-colonel Desi Bouterse, auteur, avec une quinzaine de sergents, d'un coup d'État en 1980 : un mouvement populaire à ses débuts, mais terni par l'exécution sommaire de quinze opposants en décembre 1982. Un gouvernement autoritaire et « révolutionnaire », présentant incontestablement les allures d'une dictature. Les promesses de retour à la démocratie, après une déroute économique, n'inspirent, en effet, guère confiance, d'autant moins que la guérilla organisée par un ancien sergent, Ronnie Brun-

wick, a réussi à mettre le régime en difficulté.

Trop simple. Dans les rues de Paramaribo, la capitale, les militaires sont absents et, mis à part l'administration tatillonne qui préside à la délivrance de visas, les instruments de la dictature semblent absents. Plus encore, l'adoption par voie de référendum, à une large majorité, de la nouvelle Constitution, en septembre dernier, ne laisse aucun doute sur la tenue, le 25 novembre, d'élections générales qui doivent conduire à la désignation d'un nouveau président et à la formation du gouvernement démocratique. Et tout le monde affirme que l'opposition remportera ce scrutin et s'assurera une majorité confortable dans la future Assemblée nationale. Déroutant.

## Marché noir et corruption

Dans les rues bordées de cocotiers, le long des maisons de bois blanches et vertes ou à l'intérieur des magasins et du grand marché, au bord du fleuve Suriname, apparaît la première certitude. Le pays est au bord de la banqueroute. Derrière l'apparence prospère d'une ville pimpante, les étalages sont souvent vides. Les grandes surfaces réfléchissent. En face des rayons dégringolés, les vendeurs font du crochet. Trouver des pièces pour les véhicules, ou même des pneus, devient un tour de force. J. Heemsen a vendu son petit autobus fêlé de peur d'être entretenu et se trouve un an

après dans une situation semblable avec son taxi. Les industriels font des acrobaties pour continuer à produire. M. Frank E. Goede, qui dirige la British American Tobacco, à Paramaribo, n'a plus de papier aluminium ni de cellophane pour emballer les paquets de cigarettes et, l'encre venant à manquer, ils sont maintenant imprimés en une seule couleur.

Bien évidemment, dans un même temps, les prix flambent. Ce paquet de cigarettes, produit localement, qui valait 1,75 gulden il y a seulement un an, en vaut aujourd'hui 8, ce qui représente environ 25 F au taux officiel de 1,75 gulden pour 1 dollar, une somme exorbitante, ramassée à 5 F sur le marché noir, lequel connaît un développement considérable. Si l'abondance des produits locaux prouve que le pays n'est pas menacé d'une pénurie alimentaire, le sucre est, en revanche, introuvable et le prix des produits de base est en augmentation constante. Trois gulden pour deux oignons quand le salaire d'une femme de ménage ne dépasse pas 20 gulden par jour. Les cartes de « rationnement », qui permettent tous les huit jours environ, l'achat, à des prix subventionnés de produits de base, ne suffisent pas à nourrir et à entretenir une famille.

Pourtant les Porsche et autres véhicules de luxe sillonnent les artères de la capitale et les clubs vidéo font recette. Les avions qui assurent la liaison Cayenne-Paramaribo affichent le plus souvent complet et servent au ravitaillement des classes aisées,

## Les « vieilles chaussures » sont de retour

« **R**ENDEZ-MOI mes vieilles chaussures, car les nouvelles me font mal. » C'est, à la veille des élections, la dernière chanson à la mode au Suriname, le véritable signe de ralliement de l'opposition. Les « vieilles chaussures » sont celles d'avant le coup d'État de 1980, et sont représentées par les anciens partis, expression des différentes composantes ethniques du pays et non pas d'un véritable équilibre politique. « Les vieux se sont unis », dit F.-M. Derby, qui dirige la confédération syndicale la plus puissante du pays, le C 47, car ils ont senti que seuls ils ne pourraient rien. L'éléphant, la flamme et la danseuse, les emblèmes des partis traditionnels, le VHS (indien), le NPS (créole) et le KFTI (Javanais), sont réunis en trois cercles pour former presqu'un anneau olympique et ont constitué le Front démocratique.

La lutte qui les oppose au NPD gouvernemental, issu de la « révolution », et aux deux partis auto-

nomes, le PALU, situé à gauche mais qui refuse toute « étiquette politique », et le SPA, formé par le C 47, ne sera guère difficile. Tout le monde prévoit un succès du Front. Un échec valant pour le pouvoir, qui voulait « balayer » les partis traditionnels et parvenir à rassembler, avec le NPD récemment créé, une « big family ». Mais quelle sera l'ampleur de la victoire du Front ? Là est toute la question.

La Constitution prévoit que le président de la République, aux pouvoirs étendus, sera le vrai chef de l'exécutif et non simplement un « coupeur de rubans » comme acclamé. Il doit être désigné par une majorité des deux tiers de l'Assemblée. La Constitution ne porte pas de modifications que sur ces mêmes bases. Comme le dit l'ancien député du NPS Loeban Tobing Klein, aujourd'hui membre de l'Assemblée provisoire, « l'opposition ne sortira réellement victorieuse de ce scrutin que si elle parvient à obtenir cette majorité des deux tiers ».

Même si un tel résultat en faveur de l'opposition est vraisemblable, tout ne sera pas gagné pour autant. Il faudra encore déterminer la « rue futur du lieutenant-colonel Bouterse et de l'armée, régler le conflit avec la guérilla, celui de l'éventuelle reprise de l'aide des Pays-Bas (1) et assurer le redémarrage de l'économie. Veste programme pour un Front qui n'en possède jusqu'ici aucun. La prudence actuelle des politiciens, au regard de la tâche qui les attend, est à bien des égards surprenante. Un observateur résume parfaitement cette ambiguïté : « Ou bien les partis traditionnels hantent de front les militaires et le régime actuel, ou bien ils méconnaissent leurs électeurs. » Pour l'instant, ils préfèrent les déclarations générales sur la démocratie et le développement, et le silence sur le reste.

Une autre inconnue, dans le futur rétablissement de la démocratie, concerne les « accords de Loansberg », un gentlemen's

agreement signé au lendemain de la première manifestation du Front au mois d'août, qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la capitale. Peu de gens connaissent le texte de ce « traité » établi entre le lieutenant-colonel Bouterse et quelques chefs des partis traditionnels. M. Lechmon, président du VHS, indique qu'il était simplement destiné à « fixer les règles du jeu », et à « éviter un affrontement violent entre les militaires et la population ». Beaucoup d'observateurs estiment cependant que cet accord pourrait préfigurer un gouvernement d'union nationale avec la participation des militaires.

Face à ces questions, le leader de la C 47 est très critique. M. Derby préside aussi aux destinées du nouveau parti SPA formé par les syndicats. Il refuse, pour l'instant, l'alliance avec le Front et avec les militaires, mais demeure très écouté. Un charisme certain allié à une vive intelligence ont

sans cesse propulsé sur le devant de la scène politique cet homme de petite taille, à la barbe grisonnante. Il a été l'un des leaders du mouvement indépendantiste et le créateur de l'union syndicale qui regroupe tous les grands secteurs de l'économie surinamienne. Aux premières heures du coup d'État, Desi Bouterse avait sollicité ses conseils et l'appelait régulièrement. En décembre 1982, il a été arrêté en pleine nuit à son domicile et a échappé de justesse au poteau d'exécution, contrairement à quinze autres opposants.

Aujourd'hui, il accuse le parti du lieutenant-colonel Bouterse, le NPD, de disposer d'énormes moyens financiers provenant de la corruption et du marché noir. Il estime aussi que l'élection « ne règlera rien », même si elle peut être « une des clés du retour à la démocratie ». M. Derby craint que les partis traditionnels n'arrivent à rien d'autre qu'à réclamer le retour de l'aide des Pays-Bas.

Le PALU soutient, lui, par la voix de ses dirigeants, « que les gens sont exaspérés par la situation actuelle et que la seule solution qu'on leur propose est le retour aux années d'avant 1980, avec des gens qui ont permis le coup d'État ».

Le paradoxe de l'élection du 25 novembre, qui doit permettre la désignation des députés et des instances communales, réside en effet dans cette contradiction. Alors que la coalition de l'opposition semble assurée de sa victoire, personne ne sait sur quel type de gouvernement cette « future démocratie » reposera, ni quel sera le rôle effectif de l'armée et de son chef actuel.

(1) Au moment de l'indépendance du Suriname, en 1975, les Pays-Bas s'étaient engagés à fournir une aide au développement, qui a été interrompue en 1982, après les élections. La somme qui reste à verser, selon les termes de l'accord, s'élève à 700 millions de dollars.

## Des esclaves devenus « rebelles »

LS sont appelés « bandits » ou « terroristes » par les autorités de Paramaribo, « opposition armée » par les exilés des Pays-Bas et « jungle commando » par le plus grand des réfugiés surinamien de Guyane. Trois sommets et un triple malentendu pour une centaine d'hommes regroupés autour d'un ancien sergent et garde du corps du lieutenant-colonel Bouterse, Ronnie Brunswick.

Les autorités accusent le chef de cette guérilla de n'avoir pris le maquis que pour échapper à d'obscur affaires de corruption. Les opposants vivant aux Pays-Bas se sont mis à rêver d'un soulèvement généralisé contre la dictature militaire. Plus prosaïquement, les réfugiés surinamien actuellement en Guyane ont quitté leurs terres pour échapper aux combats sanglants qui ont opposé l'armée aux rebelles qui luttent dans la jungle de l'est et du sud du pays.

L'effet de surprise créé lors de leur première apparition l'année dernière avait certes déstabilisé l'armée surinamienne, peu entraînée pour ce type de combat. Les rebelles étaient alors parvenus à paralyser l'exploitation des mines de bauxite dans l'est du pays. Ils avaient aussi réalisé plusieurs coups d'éclat comme la destruction des ponts qui relient la capitale à la ville d'Albina située sur la rive du fleuve Maroni en face de la ville française de Saint-Laurent. Aujourd'hui, leurs actions sont plus

limitées, et l'armée régulière, entraînée depuis peu au Brésil, multiplie les offensives dans ces régions.

Les rebelles font partie des tribus d'anciens esclaves qui se sont révoltés contre les planteurs, les maroons. Ces bushnegroes représentent environ 10 % de la population surinamienne et sont divisés en plusieurs communautés. Les deux plus importantes, Accuranas à l'est et Saramankas à l'ouest, n'ont pas pris position en faveur de la guérilla, les chefs coutumiers de ces tribus s'en tenant à une neutralité bienveillante. M. Ben Scholtens, un historien néerlandais qui a créé la chaire d'histoire à Paramaribo il y a quatre ans, travaille depuis plus d'un an sur les Bushnegroes. Il explique la poursuite des combats par la nature même de ces communautés.

« Les Bushnegroes ont toujours été des lâches-pour-compte », dit-il. Ils sont les derniers dans l'échelle des ethnies qui composent le Suriname. Au début de la révolution, le régime militaire a tenté de mieux les intégrer, mais sans succès. Les actions de l'armée en novembre et en décembre 1986, dont Amnesty International a souligné la violence, ont provoqué un choc dans ces communautés. Les villageois ont été contraints de quitter leurs villages, soit pour la Guyane, soit pour s'enfoncer plus avant dans l'intérieur de la jungle. Cer-

tains jeunes des tribus rejoignent aussi la guérilla pour échapper à l'emprise des chefs coutumiers. « Ils réagissent ainsi leur conflit de génération », dit M. Ben Scholtens, pour qui ce conflit « devrait continuer encore longtemps ».

Il est, selon beaucoup d'opposants, une autre raison à la poursuite des affrontements. Loin de vouloir entamer un dialogue avec les rebelles, l'armée surinamienne voit dans ces combats la justification de sa présence à la tête de l'État. Pour continuer à jouer un rôle, à la veille du rétablissement de la démocratie, les militaires ont besoin de cette « menace terroriste », même si elle semble de plus en plus dérisoire au regard des possibilités matérielles de l'armée surinamienne. Les autorités militaires insistent sur « l'aide étrangère importante dont bénéficient les rebelles », mais personne ne croit qu'elle dépasse le cercle restreint des milieux d'opposition qui vivent aux Pays-Bas, et que tous les observateurs soulignent au contraire le sous-équipement de la guérilla.

Cela n'en risque pas moins d'empêcher à court terme toute tentative de négociation sérieuse entre les autorités de Paramaribo et les rebelles de Ronnie Brunswick. Le silence des partis politiques qui constituent le Front démocratique n'augure pas non plus d'un règlement pacifique du conflit.

## Le casse-tête guyanais

A l'entrée de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni, un barrage routier tenu par des soldats et des gendarmes est le premier signe tangible d'une situation exceptionnelle. Le long des rues, dans les quelques cafés et restaurants, il n'est question que d'eux. Autrement dit, les réfugiés, les Surinamien sont aujourd'hui réfugiés. La deuxième cité de Guyane, qui compte moins de dix mille habitants, voit arriver, depuis le début du mois d'octobre 1986, des centaines de bushnegroes, fuyant les combats dans leurs villages et traversant le fleuve pour rejoindre la rive française. Depuis toujours le Maroni est traversé au gré des saisons et des récoltes, mais aujourd'hui il s'agit d'un flux important et à sens unique.

Il se sont maintenant près de neuf mille officiellement recensés, et il faut ajouter à ce chiffre au moins un bon millier d'« illégaux ». Les réfugiés sont regroupés en quatre camps à une vingtaine de kilomètres de Saint-Laurent-du-Maroni, dans l'ancienne léproserie d'Acroumny ou dans de vieux locaux du bagne à Charvart. Leur augmentation constante a conduit les autorités à défricher une partie de la forêt tropicale pour créer d'autres

campes qui prennent l'appellation des bornes kilométriques, PK9, puis bientôt PK11. Seul un site d'accueil et de soins est encore situé à la périphérie de la ville.

Il a aussi fallu remplacer les toiles de tente militaires, vite endommagées par l'alternance de pluies et de soleil, par des charpentes en bois recouvertes de plaques de tôle. Les réfugiés construisent eux-mêmes les murs de leurs nouvelles habitations. L'indigence, la nourriture, les premiers soins et l'administration des camps sont assurés par l'armée et la gendarmerie, sous la direction du préfet de Guyane, M. Jacques Dewatrie, qui avoue consacrer les deux tiers de son temps à cet énorme casse-tête. « Il faut maintenant passer du provisoire au semi-durable », dit-il : l'arrivée de la saison des pluies nous contraint à un gros effort pour éviter une situation dramatique. »

Dans les camps, la situation s'envenime parfois très vite. Le préfet, accompagné du sous-préfet de Saint-Laurent, a été la semaine dernière accueilli par des jets de pierres lors d'une visite de routine. Il s'agit parfois de brouilles ou d'une simple incompréhension.

Ainsi les réfugiés, habitués à se nourrir exclusivement de riz, reçoivent-ils des rations militaires contenant de la viande et des poissons qu'ils consomment peu. Mais, surtout, ils voudraient pouvoir circuler, s'intégrer, voire travailler en Guyane, alors qu'il ne s'agit pour les autorités françaises que d'apporter une aide humanitaire à des « personnes déplorables ». Les matchs de football qui sont périodiquement organisés entre eux ne suffisent plus à les distraire du drame qu'ils vivent quotidiennement.

L'évêque de Paramaribo, Mgr Zichem, a récemment effectué une visite des camps guyanais. S'il souligne « l'aide merveilleuse de la France », il est plus inquiet pour l'avenir. Pour Mgr Zichem, « c'est une situation qui risque de continuer ». Les négociations entre la France et le Suriname sont à ce sujet, toujours à ce sujet au point mort, et après six mois de calme un patrouilleur surinamien a tué, le semaine dernière, quelques abus sur des pirogues de la gendarmerie française sur le fleuve Maroni. Les réfugiés, eux, s'en donnent à ce qu'ils ont toujours déclaré : « Nous ne rentrerons qu'en citoyens libres dans un pays libre. »



## Enquête

et la dégradation de la situation économique

### de Paramaribo

quand elles ne vont pas faire leurs emplettes à Miami. Le marché noir a aussi provoqué un développement considérable de son corollaire habituel : la corruption. La révolution de M. Bouterse, qui devait s'attaquer à ce fléau ancien, n'est parvenue qu'à le développer en raison de la course au dollar, « pour le plus grand profit », dit un pasteur, Rudy F. Polanen, des militaires eux-mêmes. Un autre homme d'Eglise estime qu'« à ce stade il ne s'agit plus de corruption mais de grand banditisme ».

Cette économie souterraine fait des ravages et partage les Surinamiens en deux catégories : ceux qui ont accès aux précieux billets verts et s'enrichissent rapidement, et les autres, en voie de paupérisation. Ces derniers commencent à exercer des petits boulots jusqu'alors inconnus. Jon Dassen, qui vit dans le pays depuis plus de quinze ans, explique qu'elle « découvre tous les jours des vendeurs d'objets artisanaux, des jeunes qui proposent chaussures d'occasion ou cigarettes à l'unité. Ce qui n'existait pas auparavant ».

Maître fleuriste, elle louait une boutique dans le centre commercial de l'Hôtel Krassapolsky, l'un des grands établissements de la

« riche » voisin. L'ambassade de France enregistre environ quatre mille demandes de visa par an. Les Pays-Bas, où vivent plus de deux cent mille Surinamiens — la moitié de la population du pays — en ont reçu près de vingt-cinq mille depuis janvier.

Ce pays, qui se prévalait, il y a peu de temps encore, du premier revenu par habitant sur le sous-continent (3 363 dollars en 1980), pleure sa prospérité passée. Les caisses de l'Etat sont vides et les communications internationales, par exemple, sont extrêmement limitées faute de devises pour louer un satellite. La situation n'est pas désespérée pour autant. Disposant de ressources non négligeables (bauxites, bois, pétrole, crevettes) et d'énormes possibilités agricoles dans l'ouest, le Suriname et sa faible population disposent d'atouts certains. Encore faut-il la volonté politique de les mettre en œuvre.

#### La confiance perdue...

Car le régime du lieutenant-colonel Bouterse, et c'est la deuxième donnée essentielle du pays, n'a plus du tout la confiance de la population. L'effondrement de l'économie nationale est, bien sûr, le premier reproche adressé

à « dit le pasteur Polanen. La télévision est entre les mains du gouvernement et les deux quotidiens du pays publient intégralement les communiqués et déclarations officielles. *Die Ware Tyde*, un peu plus critique d'après ses lecteurs que le progouvernemental *Die West*, doit faire face à des problèmes de livraison de papier par l'intermédiaire des autorités. Il n'a pas pu paraître pendant cent jours, depuis le début de l'année, à dû réduire sa pagination à quatre pages (contre quinze auparavant) et amputer son tirage d'un tiers (30 000 exemplaires actuellement).

Cette prudence à la limite de l'autocensure touche aussi les partis politiques peu enclins à développer leur programme en dehors de grandes idées très générales. Le régime entretient en effet de grandes incertitudes sur l'avenir et est visiblement traversé de courants contradictoires. Ainsi, au sujet des élections de quinze opposants en décembre 1982, le ministre des affaires étrangères, M. Henrius A.F. Heidweiller, estime qu'« il s'agissait bien évidemment d'une erreur énorme ». Un avis qui n'est pas partagé par les responsables du NVD (le bureau officiel d'informations). Le lieutenant Doodie qui dirige ce service et une de ses collabora-

texte comme représentant des industriels au sein de l'Assemblée provisoire. Ancien député et juriste, elle affirme que « des articles doivent être changés », en se référant principalement à ceux (178 et 177) concernant le rôle des militaires : « Les autorités militaires ont pour tâche de garantir les conditions par lesquelles le peuple surinamien peut réaliser et consolider une transition pacifique vers une société démocratique et socialement juste », ou encore, « l'armée nationale a pour rôle (...) la protection des plus hauts droits et libertés du pays et du peuple ».

Une formulation pour le moins ambiguë et qui laisse ouverte la porte à toutes les interprétations. Les changements dans la Constitution ne pourront cependant être effectués qu'à une majorité des trois quarts de la nouvelle Assemblée nationale. Les fonctionnaires du NVD estiment même qu'une telle modification requiert l'organisation d'un nouveau référendum.

Les difficultés de cette période préélectorale s'expliquent par toutes les ambiguïtés d'un pays développé en voie d'appauvrissement, dont la démocratie naissante est très fragile. Dans ce contexte, les autorités militaires, déconsidérées, affichent leur volonté de passer le relais aux partis politiques, qui semblent bien embarrassés. Marché de dupes ou balbutiements d'un pays à l'indépendance récente ? Ce sera au prochain gouvernement d'apporter la réponse.

Reportage réalisé par DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

CHALES ETOLES CARRÉS

en matières nobles, CACHEMIRE SOIE LAINE thèmes écossais, unis, imprimés

RODIN 38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

HOLOGRAMA LE MONDE EN 3 DIMENSIONS



CREATION - MARKETING 80, passage de la borne graine 75011 PARIS 4700 25 35



Dans le centre de Paramaribo, une statue de Gandhi, symbole de la première communauté du pays : les Indiens.

capitale. Elle a abandonné, pour des raisons personnelles, mais aujourd'hui il n'y a plus de boutique, et l'hôtel, pratiquement désert, ne vide même pas la piscine où l'eau croupit. Jon Dassen donne maintenant des cours à domicile. Elle ne va plus en forêt : les alentours de la capitale sont à éviter en raison de la pression de la guérilla.

« La crise économique mondiale, avec les chutes du prix de la bauxite (première ressource du pays), l'arrêt de l'aide des Pays-Bas après les élections de 1982, et les combats dans l'est et le sud du pays, alliés à une gestion chaotique des affaires, ont provoqué une crise sans précédent », dit un diplomate. Autrefois qualifiée de « Guyane prospère », le Suriname lorgne aujourd'hui vers son

au gouvernement militaire. « C'était mieux avant », revient sur toutes les lèvres. Mais il est une autre lassitude, qui concerne l'absence de réelle démocratie. Certes, les partis politiques ont retrouvé depuis quelque temps la possibilité de s'exprimer et multiplient actuellement les meetings, dans la perspective des prochaines élections.

La nouvelle Constitution définit aussi les libertés essentielles. Mais si la liberté de parole est redevenue une réalité, la plupart des hommes politiques ou religieux, journalistes ou hommes d'affaires insistent pour ne pas être cités. La presse elle-même ne dispose pas d'une grande liberté. « Le pouvoir donne la moitié de la vérité et ne permet pas que l'on découvre — ou dise — l'autre moi-

trices, Mme Cecile Zandwyken, affirmant : « Si c'était à refaire, nous le referions. »

Ces divergences entre durs et modérés plongent les observateurs dans la perplexité. « Les militaires abandonneront-ils facilement le pouvoir ? Rien n'est moins sûr après sept années passées à la tête du pays », entend-on souvent. Le lieutenant-colonel Bouterse a bien sûr affirmé à maintes reprises qu'il respecterait « le verdict des urnes », mais il a aussi indiqué que les militaires restaient les garants « du retour à la démocratie ». Jusqu'à ? Là est toute la question. Et la Constitution comporte à cet égard quelques zones d'ombres.

Irma Loemban Tobing Klein a participé à la rédaction de ce

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5285 F

PHOENIX 5430 F

DENVER 4985 F

DETROIT 4680 F

SEATTLE 5430 F

CINCINNATI 4985 F

RALEIGH/DURHAM 4530 F

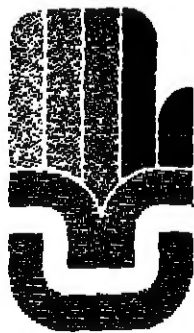


American Airlines. The American Airline®

\* La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15 %. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70 F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22



FOIRE-EXPOSITION DE L'ARTISANAT SICILIEN

ASSESSORATO REGIONALE COOPERAZIONE COMMERCIO ARTIGIANATO E PESCA ENTE AUTONOMO FIERA DEL MEDITERRANEO UNIONI COMITATI GLIAI/CONV/ONSA/CSA

PALEFIMO 14/22 NOVEMBRE '87 FIERA DEL MEDITERRANEO



# Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## DÉFENSE : les agacements de M. Giraud

M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine) : « Les dépenses d'équipement sont globalement conformes à la masse des programmes militaires décidés par le président de la République l'an dernier [...] ».

M. Giraud, agacé, interrompait vivement M. Boucheron : « La loi de programmation militaire a été présentée par le gouvernement... ».

M. Boucheron : « Le gouvernement a travaillé sur les orientations tracées par le président de la République, et c'est normal. »

Cet échange illustre bien les tiraillements de la cohabitation qui opposent le ministre de la défense au président de la République. Visiblement, M. Giraud n'a pas digéré d'avoir dû, l'année dernière, se soumettre à la décision élyséenne sur les missiles fixes du plateau d'Albion. Il n'a pas plus apprécié d'être condamné à un relatif silence alors que son inquiétude devant la multiplication des options « zéro » est manifeste. Enfin, s'y ajoutent quelques blessures d'amour-propre.

Sur le second point, le ministre a réitéré ses réserves. Certes, la disparition concertée d'armements est « très positive », a-t-il reconnu. De la même façon, M. Giraud a expliqué qu'il comprenait parfaitement que le processus de désarmement, « trouble des hommes de bonne foi ». Devant cette amorce de désarmement, a-t-il dit, une partie de l'opinion européenne s'interroge sur la nécessité d'un effort de défense soutenu.

Mais le ministre de la défense n'a pas caché que le prochain accord sur les forces intermédiaires « affaiblirait l'OTAN face à la supériorité des forces du pacte de Varsovie dans les domaines conventionnel et chimique [...] ». Dans plusieurs pays européens, on commence à éprouver un certain trouble quant au fonctionnement de l'alliance.

Pour faire face à cette modification de la donne stratégique internationale, le ministre a expliqué que plus que jamais la France devait « tenir à la « charte » de sa défense. Le principe de cette charte a été énoncé par M. Giraud : aussi longtemps que subsisteront la menace nucléaire et le déséquilibre des forces classiques en Europe, la sécurité de la France reposera sur la dissuasion, dont l'élément fondamental demeure la dissuasion nucléaire stratégique. L'effort continu de modernisation de la composante nucléaire devra donc être poursuivi, a insisté M. Giraud, soutenu par l'ensemble de la représentation nationale, à l'exception du groupe communiste, qui a déposé une série

Au terme de deux jours de débat, l'Assemblée nationale a adopté, le mardi 10 novembre, le budget de la défense nationale. La majorité et le Front national ont voté pour les crédits du département de M. André Giraud. Le groupe socialiste s'est abstenu tandis que les élus communistes votaient contre.

Au cours de la discussion de mardi, l'ancien ministre socialiste de la défense, M. Paul Quilès, s'est étonné de la publication dans *Le Figaro* d'une annexe au rapport Barba concernant les ventes d'armes à l'Iran. « Il s'agit d'un document intéressant. Comment se fait-il qu'il ne soit pas connu des députés ? », s'est interrogé le député socialiste. M. Quilès a également cité longuement la lettre du chef du contrôle général des armées, M. Henri Blandin, publiée dans *le Monde* du 11 novembre. Dans cette lettre, M. Blandin jugeait extrêmement grave la publication d'un rapport classé « confidentiel défense ». « Comment allez-vous porter plainte pour violation du confidentiel défense ? », a demandé, à deux reprises, M. Quilès, au ministre de la défense. M. Giraud n'a pas souhaité répondre.

d'amendements proposant un désarmement unilatéral de la France.

Comme le gouvernement et la majorité, M. Giraud a été très vigoureux. S'y est vigoureusement opposé en rappelant notamment que le déséquilibre en Europe était provoqué par l'Union soviétique et qu'en matière de désarmement seul un processus équilibré, vérifiable et contrôlé était acceptable.

### M. Quilès : « trop de chèques en blanc »

« Seuls les socialistes ont fait preuve de cohérence ! », a clamé M. Quilès à propos de la question des euro-missiles. Il a reproché à la majorité comme aux communistes d'avoir, depuis 1979, opéré sur ce sujet des chassés-croisés. « Plus graves sont les contradictions entre vos propositions et celles du premier ministre, a lancé M. Quilès en direction de M. Giraud. M. Chirac, en effet, a plusieurs reprises, approuvé l'option zéro. S'agissant de la défense européenne, l'ancien ministre a estimé que la France devait « faire les gestes permettant aux discussions d'avancer réellement et balayer les tabous et les illusions qui nous paralysent encore dans nos rapports avec nos alliés ».

D'autre part, M. Quilès a justifié l'abstention de son groupe en expliquant que « trop de chèques en blanc tirés sur l'avenir » marquaient le budget. Toutefois, le député socialiste ne s'est pas fait violence pour reconnaître qu'une bonne partie du budget est consacrée aux opérations de la loi de programmation. « Mais, a-t-il ajouté, nous ne pouvons adhérer à un budget dont les conditions d'élaboration et d'exécution demeurent largement aléatoires et qui comporte un grand nombre d'incertitudes. »

Outre la faiblesse du titre III (fonctionnement), le député socialiste s'est inquiété des « incertitudes » qui affectent, selon lui, le titre V (équipement). Il s'est notamment étonné de ne pas voir figurer dans le budget le financement du quatrième AWACS, dont la commande a été récemment annoncée. De même a-t-il cherché en vain à localiser les crédits correspondant à l'acquisition (1996 au lieu de 1998) de l'entrée en service du futur avion de combat Rafale. « On parle de ventes d'immobiliers et de cessions de valeurs mobilières. Mais le Parlement ne connaît toujours pas le détail de ces ventes. Nous ne savons pas ce qui sera vendu à quel et quel prix », a protesté l'ancien ministre.

A propos des AWACS, M. Giraud a expliqué que le coût d'achat initial avait pu être ramené de 10 milliards à 6 milliards de francs « en raison de l'évolution des taux de change et grâce à des négociations ». De sorte que l'achat d'un quatrième système devenait possible. En outre, le ministre a précisé que « les compensations industrielles obtenues en échange de ce contrat iraient toutes à l'industrie aéronautique française ».

### Ironie à propos de M. Mitterrand

Il a également annoncé sa décision d'acquiescer des avions-cargos militaires C-130 américains dans la mesure où il n'y a rien d'équivalent sur le marché français. « Actuellement, nous ne pouvons pas nous procurer ces avions », a-t-il déclaré. « Mais, a-t-il ajouté, nous ne pouvons pas nous procurer ces avions, car la gamme complète des matériels dont ses forces armées ont besoin. »

Répondant à M. Quilès, le ministre a expliqué qu'il ne nourrissait pas les mêmes inquiétudes que lui quant à la capacité de la France à

poursuivre son effort de défense dans un contexte économique fortement troublé par les secousses boursières : « Si l'avenir apparaît économiquement plus difficile, nous devons précisément poursuivre cet effort de gestion pour garder notre défense en l'état. »

Citant M. Raymond Barre, M. Jean-Marie Duillet (UDF, Manche) a, quant à lui, rappelé que c'était le budget qui devait s'adapter aux impératifs de la défense et non l'inverse.

M. Giraud, d'autre part, a affirmé qu'il n'avait pas de différend avec le chef de l'Etat en matière de doctrine d'emploi du nucléaire. « Je n'ai connaissance d'aucun changement », a-t-il dit en précisant qu'il s'en tenait pour sa part à la lettre de l'annexe de la loi de programmation. Il a rappelé que l'emploi du nucléaire préstratégique était conçu comme un ultime avertissement avant le recours au nucléaire stratégique et comme une arme avec une efficacité militaire propre.

Toutefois, il a au passage égratigné le président de la République en l'accusant pratiquement d'enfoncer des portes ouvertes. Il s'est, en effet, étonné des récentes déclarations du chef de l'Etat selon lesquelles les tir nucléaires préstratégiques n'avaient pas nécessairement vocation à tomber sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest. « J'ai été étonné des répercussions de ces déclarations sur lesquelles nos armes n'étaient pas destinées à nos adversaires », a-t-il ironisé.

Le groupe du Front national a regretté pour sa part par la bouche de M. Pierre Sargent (Pyénées-Orientales), que ce budget ne traduise pas « une volonté de rupture et de redressement au moment où les Français se révoltent ». « Nous voterons le budget : un petit mieux est toujours préférable à un grand rien », a expliqué M. Jacques Peyron (FN, Alpes-Maritimes). Les députés communistes ont, quant à eux, dénoncé un budget de surarmement. « Ce budget est une preuve supplémentaire de l'hostilité de la France au désarmement dans la manière pour le moins originale dont elle a inauguré le sommet que l'ONU a consacré au désarmement : en effectuant un nouvel essai nucléaire à Mururoa », s'est indigné M. Michel Peyrefitte (PC, Gironde).

Enfin, le secrétaire à la défense, M. Jacques Boyon, a insisté, pour sa part, sur la nécessité de consolider le consensus sur la défense : « Je considère, en effet, que le dossier des relations armées-nation est le plus important de ceux qui m'ont été confiés. »

PIERRE SERVENT.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mardi 10 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici un extrait :

### ● PARTICIPATION DES EMPLOYEURS À L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction. Depuis plus de trente ans, la participation des employeurs à l'effort de construction, communément appelée le « 1 % logement », joue un rôle déterminant dans le financement du logement social. Chaque année, plus de deux cent cinquante mille logements sont financés grâce à elle.

Toutefois, les institutions ne se sont pas adaptées à la croissance des moyens financiers dégagés. L'ensemble des partenaires sociaux en ont souhaité la réforme, qui a été élaborée en concertation avec eux et avec les organismes collecteurs.

Cette réforme comporte deux volets essentiels :  
- Un recentrage de l'utilisation des fonds en faveur du logement social, à l'exclusion d'autres emplois non prioritaires ;  
- Un renforcement du rôle des partenaires sociaux, notamment via le contrôle des comités interprofessionnels du logement.

Les fonctions exercées actuellement par l'Association pour le contrôle des collecteurs interprofessionnels et l'Association française interprofessionnelle des collecteurs seront transférées à une Agence nationale, dotée d'un conseil d'administration quadripartite (employeurs, syndicats de salariés, comités interprofessionnels du logement et l'Etat). L'Agence nationale disposera d'un large pouvoir d'initiative et de proposition dans tous les domaines touchant à la gestion et au fonctionnement des comités interprofessionnels du logement. Elle exercera des pouvoirs propres d'investigation et de contrôle.

Ce projet de loi doit permettre de concilier la volonté du gouvernement de maintenir le volume des investissements du « 1 % logement » et son souci de faire bénéficier les charges des entreprises. Grâce à une rigueur accrue dans la gestion des fonds, la contribution des entreprises pourra être réduite de 0,77 % à 0,72 % dès le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

## Un mouvement préfectoral

POLYNÉSIE FRANÇAISE : M. Jean Montpezat

M. Jean Montpezat, délégué du gouvernement, haut commissaire de Nouvelle-Calédonie, est nommé haut commissaire de la République en Polynésie française, en remplacement de M. Pierre Angeli, qui réintègre le Conseil d'Etat.

[Né le 15 juillet 1937, à Pierrefeu-Nestales (Hautes-Pyrénées), M. Jean Montpezat, ancien élève de l'ENA, a commencé l'essentiel de sa carrière à l'outre-mer. Chef de cabinet de M. Pierre Billotte, puis de Joël Le Theule, au ministère des DOM-TOM de 1966 à 1969, il est nommé alors conseiller technique auprès de M. Michel Leclercq, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, avant de devenir, la même année, chargé de mission au secrétariat général pour le commandement et les affaires africaines et malgaches. Sous-directeur des affaires économiques et financières de la Plan à la direction des territoires d'outre-mer en 1974, il devient, le 24 septembre de la même année, commissaire du gouvernement auprès de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie. En octobre 1979, il est promu directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer auprès de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, et est maintenu dans ses fonctions jusqu'en janvier 1984, lorsqu'il est nommé directeur général de l'Orna. Il avait remplacé M. Fernand Wilsenx, haut commissariat en Nouvelle-Calédonie le 23 juillet 1984.]

NOUVELLE-CALÉDONIE : M. Clément Bouthin

M. Clément Bouthin, préfet, commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques, est nommé délégué du gouvernement, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances.

[Né le 2 février 1926 à Dunkerque, M. Clément Bouthin a débuté dans la carrière administrative en 1945 comme contrôleur, puis commissaire à la direction générale des prix et des équipes économiques. Elève de l'ENA de 1953 à 1955, il est, en 1956, chef de cabinet du préfet, à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, puis chef de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées. Il occupe ensuite successivement les postes de sous-préfet de Bressuire, de secrétaire général du Var, de sous-préfet de Morlaix et de Cluses-sur-Saône.

Secrétaire général du Val-de-Marne en novembre 1972, préfet de Saint-Pierre-Miquelon en 1979, il devient directeur de la sécurité politique au ministère de l'intérieur et de la décentralisation en 1981. Commissaire de la République des Vosges en 1983, il avait été nommé commissaire de la République des Landes le 31 juillet 1985.]

ARDENNES : M. Pierre Sébastien

M. Pierre Sébastien, préfet, commissaire de la République du département des Landes, est nommé commissaire de la République des Ardennes en remplacement de M. Michel Mosser, placé, sur sa demande, en congé spécial.

[Né le 27 octobre 1939 à Savignac-sur-Orge (Essonne), M. Pierre Sébastien, ancien élève de l'ENA, a été successivement directeur du cabinet du préfet de la Nièvre (1971), secrétaire général de la Loire (1973), secrétaire général du Lot-et-Garonne (1975), avant de devenir en 1978 conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, M. Jacques Lisovsky. Sous-préfet de Libourne en 1975, secrétaire général de la Vienne en janvier 1982, il avait été nommé commissaire de la République des Landes le 31 juillet 1985.]

LANDES : M. Jean Cuvelier

M. Jean Cuvelier, sous-préfet en service détaché, conseiller technique au cabinet de M. André Giraud, ministre de la défense, est nommé préfet, commissaire de la République des Landes.

[Né le 31 août 1936 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jean Cuvelier entre dans l'administration préfectorale comme chef de cabinet en 1960. Sous-préfet de Rochefort, puis secrétaire général des Hautes-Alpes en 1967, il devient chef de cabinet du ministre des transports, M. Yves Guéna, en 1973. Sous-préfet de Saint-Omer en 1974, secrétaire général de la Haute-Vienne en 1976, chef de la mission régionale des Pays de la Loire en 1978, il devient secrétaire général du Pas-de-Calais en 1982. En 1984, il est détaché en qualité de directeur, général des services de la région Pays de la Loire, dont le président est M. Olivier Guichard. Il avait été nommé conseiller technique au cabinet du ministre de la défense le 17 mars 1987.]

## Nominations

Le conseil des ministres, sur proposition du ministre de la justice, a nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, le mardi 10 novembre, MM. Jean Menn, ancien président de la Confédération générale des cadres (CGC), et Jacques Pommat, ancien secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

Sur proposition du ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, le conseil des ministres a désigné les membres nommés, qui, avec les membres de droit, composent, pour trois ans, le conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Il s'agit de MM. Yves Mansillon, préfet, directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'intérieur ; Michel Prada, directeur du budget au ministère de l'économie, des finances et de la privatisation ; Paul-

Pierre Valli, directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère des affaires sociales ; Raphaël Alomar, président de l'association des anciens élèves de l'ENA ; Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris ; Pierre Sadran, directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux ; Jean Leclercq, secrétaire fédéral de la Fédération générale des fonctionnaires FO ; Jean-Yves Mahé, vice-président de la Fédération française des cadres de la fonction publique ; Jacques Pommat, représentant de la FEN ; Pascal Renard, secrétaire général adjoint de l'Union des fédérations CFDT des fonctions publiques et assimilées ; Jean-Paul Chabaud, vicesecrétaire ; Jean-Jacques Delort, président du directeur du groupe le Printemps, et Jean-Claude Faye, secrétaire général de l'OCDE.

## La querelle entre M. Fabius et M. Henu Atmosphère

Le Bon, la Brute et le Truand : MM. Laurent Fabius et Charles Henu jouent un célèbre western-spaghetti, dans lequel seul M. Lionel Jospin est sûr d'obtenir le rôle du bon.

Le lundi 9 novembre, le premier secrétaire du PS fait pette de velours en revenant sur le rôle de composition de l'ancien ministre socialiste de la défense, qui demande à la censure d'être « une tête à vendre des armes » dans l'affaire Luchaire.

« Ce n'est pas à Charles Henu de prouver son innocence », estime M. Jospin. Pris soudain d'un mal habituel chez lui - le trouble, M. Fabius, préfère ouvrir les portes de son cabinet à la presse et se réfugie dans le « comportement truand ».

Intervenant, le même jour, sur RTL, l'ancien plus jeune premier ministre donné à la France considère que le *Reinbow-Warrior* plus la « Luchaire Connection », cela fait « beaucoup pour un seul département ministériel ».

Charles, qui ne veut pas jouer la « chèvre », rétorque, mardi, sur le Cinq : « Je suis un militant socialiste depuis longtemps. » Il estime avoir « la conscience tranquille » et n'être « le fusible de personne ».

Faut-il ajouter que M. André Labarrière, ancien ministre socialiste, écrit dans son livre *Votre écriture, Messieurs...* à propos de l'analyse pathologique de son ami Henu : « Il entre les difficultés comme le miel [...] Un zeste d'inconscience fait son charme [...] Il ne fait pas dans le détail. C'est un « coup complet », comme dirait le rapport Barba. »

O. B.

● NOUVELLE-CALÉDONIE : un camion militaire pris pour cible. - Un camion militaire a été atteint par un projectile tiré par une arme à feu, le lundi 9 novembre, près de Poya au nord-ouest de Nouméa. Le véhicule, chargé de matériel, faisait partie d'un convoi se déplaçant près de la tribu de Nekiti. Il n'y a aucune victime. Une enquête judiciaire a été ouverte.

## La réforme du contentieux administratif

## Le Sénat élargit les compétences des cours administratives d'appel

Adopté dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 novembre, le projet de loi portant réforme du contentieux administratif prévoit la création de cours administratives d'appel appelées à statuer en appel des décisions des tribunaux administratifs dans un certain nombre de domaines. L'ores et déjà sont prévus dans la prochaine loi de finances des crédits nécessaires à l'organisation des nouvelles structures et au recrutement de personnel. Enfin, le texte tend à faciliter les procédures de règlement amiable.

La réforme du contentieux administratif est « indispensable et urgente », a déclaré M. Daniel Hoeffel (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois, les sénateurs en ont convenu. Les députés avaient d'ailleurs montré le chemin : c'est à l'unanimité (le Front national s'abstenant) qu'ils avaient approuvé, le mardi 6 octobre, le projet de M. Albin Chalandon.

Oui à la réforme, mais pas à l'importance de celle-ci. Le prédateur de l'ancien garde des sceaux avait fait l'expérience de deux tentatives infructueuses : en 1981, M. Robert Badinter, jugeant inacceptables les modifications apportées par les députés au texte déjà voté par les sénateurs, l'avait retiré ; en 1985, les sénateurs n'avaient pas jugé bon de se saisir en fin de session d'un nouveau projet qui leur inspirait bien des réserves, et qui pourtant avait été voté sans aucun vote contre à l'Assemblée nationale.

De là à en conclure qu'en la matière l'idéal ne saurait exister, il n'y a qu'un pas que les débats dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg auront largement permis de franchir. Contrairement aux précédents projets, celui en discussion a un objectif très simple : modifications de l'organisation de la juridiction, des conditions de recrutement

des juges et de la procédure ; sans compter qu'il touche à l'apparition de nouvelles compétences.

L'examen commencé mardi matin a été long, d'autant qu'il s'est révélé être affaire de spécialistes. Les orateurs se sont comportés en avocats (profession de la plupart d'entre eux) à la fois plaçant pour leur cause et s'efforçant de convaincre leurs collègues, y compris ceux appartenant au même groupe qu'eux comme par exemple M. Hoeffel à l'égard du sénateur contriste de la Vienne, M. Jacques Grandon.

La concentration de la majorité sénatoriale, organisée en fin de matinée, n'a pas suffi à fléchir la commission des lois et, en particulier, son président, M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne). Le gouvernement avait déjà reculé au Palais-Bourbon, il a été carrément mis en minorité au Palais du Luxembourg, malgré le soutien des socialistes.

Par 142 voix (Un. cent., RI, Gauche dém. et PC) contre 141 (PS et RPR), ce résultat sera à même de nécessiter un pointage, - le Sénat, malgré l'avis du gouvernement, a décidé que l'ensemble des recours pour excès de pouvoir sera transféré aux nouvelles cours administratives d'appel créées par le projet.

### Au 1<sup>er</sup> janvier... 1995

Le gouvernement, initialement, avait prévu de laisser aux cours administratives d'appel les seuls recours de plein contentieux, et au Conseil d'Etat ceux pour excès de pouvoir. L'Assemblée nationale avait assoupli le système en prévoyant que des décrets en Conseil d'Etat organiseraient le transfert de certains recours pour excès de pouvoir. Le Sénat s'est refusé à de telles distinctions.

Restait à choisir la date butoir à compter de laquelle ce transfert sera applicable : le gouvernement proposait le 1<sup>er</sup> janvier 1990, la commission le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il n'aurait pas été sérieux, comme l'a observé M. Chalandon, que la réforme trébuchât sur une date : pour éviter le blocage, le compromis s'est conclu sur le 1<sup>er</sup> janvier... 1995.

Après les premières passes d'armes, le gouvernement, sous le mot de l'article 40 de la Constitution, qui interdit que les dépenses d'alourdir les dépenses de l'Etat, a obtenu que MM. Grandon et Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) renoncent à prévoir une indemnisation des avocats au Conseil d'Etat, dont les activités devraient, avec la réforme, être réduites d'environ 50 %.

De même, MM. Charles Pasqua et Chalandon ont pu éviter que le Sénat ne fixe une date pour le détachement des tribunaux administratifs et des futures cours administratives d'appel, du ministère de l'intérieur au profit de celui de la justice. Ce transfert de la place Beauvau à la place Vendôme est souhaité par tous, y compris par les deux ministres concernés. Toutefois, M. Pasqua a fait valoir qu'il est, pour des raisons matérielles et financières, mieux à même d'assurer la réussite de la réforme.

En revanche, le gouvernement s'est opposé sans succès à un élargissement des possibilités de recrutement des membres des cours administratives d'appel aux professeurs titulaires, maîtres de conférences agrégés et aux maîtres assistants des facultés de droit, aux avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ayant exercé leur fonction pendant au moins dix ans.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Report des élections cantonales à l'automne 1988. - Le Sénat a adopté, dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 novembre, le projet de loi permettant de reporter les élections cantonales initialement prévues pour mars 1988 à octobre 1988.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui proposait ainsi de prolonger le mandat des conseillers généraux des cantons soumis à renouvellement en 1982, a précisé que ces prochaines cantonales pourraient être organisées les 25 septembre et 2 octobre au plus tôt, les 16 et 23 octobre au plus tard.



AÉRONAUTIQUE

En engageant les programmes Ariane-5, Columbus et Hermès

L'Europe a affirmé sa détermination de ne pas « jouer les seconds rôles » dans la conquête de l'espace

La Conférence spatiale européenne de La Haye s'est achevée sur un succès, avec l'adoption, le mardi 10 novembre, en fin de réunion, de deux résolutions. La première, pour laquelle la Grande-Bretagne s'est abstenue, permet d'engager, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988, les programmes Ariane-5, Columbus et Hermès. La seconde, adoptée par les Britanniques, affirme la volonté de l'Europe de ne pas passer « sous les fourches caudines américaines » pour ce qui concerne sa participation à la station spatiale américaine.

LA HAYE de notre envoyé spécial

L'Europe spatiale est en orbite jusqu'à l'an 2000 et même au-delà. Après deux jours de débats, les ministres des treize États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), réunis à La Haye, sont parvenus, le mardi 10 novembre, à un accord.

En décidant d'engager politiquement les trois programmes qui sont la réalisation du lanceur lourd Ariane-5, celle du programme Columbus, d'un élément, l'APM (Attached Pressurized Module), doit se greffer à la station spatiale américaine, et la construction de l'avion spatial Hermès, les Européens ont démontré leurs ambitions. L'Europe n'a pas l'intention « de jouer les seconds rôles » dans la conquête spatiale des vingt prochaines années.

Ce qu'elle a obtenu avec les Ariane de la première génération — à savoir le contrôle de la moitié du marché mondial des services de lancement des satellites — elle entend bien le poursuivre à la fin des années 90, avec le lanceur Ariane-5, plus fiable et plus puissant. D'où un engagement total de ce programme de 24 milliards de francs, qui doit donner lieu à un premier vol en 1995. De même, les États membres ont confirmé leur volonté d'être présents dans les vols habités, grâce aux programmes Hermès et Columbus, dont les travaux commenceront au début de l'année prochaine.

La Grande-Bretagne est toujours une île

Le financement de ces deux programmes sera limité à une première tranche (9,2 milliards de francs) de trois ans (1988-1990). A. charge ensuite pour les Européens de recouvrer automatiquement au terme de cette période ces deux programmes, s'ils n'ont pas buté sur des obstacles financiers, techniques ou diplomatiques. Les difficultés ne manquent pas. Mais la plupart des États membres sont lancés dans l'aventure, conscients, comme le remarquait le ministre allemand de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, « que de nombreux travaux restent à faire, dans les domaines de la robotique, des logiciels, des matériaux et des vols supersoniques », si l'on veut au bon moment être prêt à développer des avions civils hyperso-

niques, comme l'Orient Express, ou les transports spatiaux de demain, comme le Sanger allemand, ou le Hotel britannique (1).

Cette convergence de vues sur les programmes a été rendue possible grâce à l'axe Paris-Bonn (plus ou moins soutenu par les Italiens), dont la solidité s'est concrétisée au prix de quelques concessions. On savait la France maximaliste pour des raisons stratégiques, on connaissait le profil des Allemands. On soup-

participation financière aux différents programmes.

Le troisième point fort de cette conférence a trait à la fermeté des Européens à l'égard de leurs collègues américains. Si tous les États membres se déclarent prêts à participer, par le programme Columbus, à la réalisation de la station spatiale américaine, ils ne le feront pas à n'importe quel prix. « Il n'est pas question », a rappelé le ministre français de l'Industrie, M. Alain Mad-

Qui financera ?

Pourcentages de financement pour les différents pays se déclarant prêts à prendre en charge :

PROGRAMME	ARIANE-5	COLOMBUS	HERMÈS
Coût (milliards de francs)	24	25,4	36,3
Autriche	0,4	0	0,5
Belgique	6	5	6,4
Danemark	0,5	1	0,5
France	45	13,8 (+1,2)	45
Allemagne fédérale	22	38	30
Irlande	0,3	0	0
Italie	15	25	12 (+3)
Pays-Bas	2 (+0,5)	1,5 (+0,5)	1,5 (+1,5)
Norvège	0,4	0,4	?
Espagne	3	6 (+1)	5
Suède	2	?	?
Suisse	2	0	1,5
Royaume-Uni	0	?	0
Canada	?	?	?
TOTAL	98,6 à 99	90,2 à 92,9	102,4 à 106,9

Les chiffres entre parenthèses représentent une contribution supplémentaire possible. Les points d'interrogation indiquent que le choix n'a pas encore été fait.

connaît l'insécurité des petits pays, dont « la contribution a été essentielle » depuis quinze ans (2). Mais l'ensemble des délégations était optimiste. Il manque toutefois, dans cette belle unité, la Grande-Bretagne, partagée entre sa rigueur budgétaire, son libéralisme exacerbé et son atlantisme de toujours.

Par tous les moyens, son ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Kenneth Clarke, a cherché à « pourrir » la conférence. Tout lui a été bon pour tenter de diviser l'Europe, et manifester sa hargne contre les projets soutenus par les Français. « Ariane-5 est un rêve de despote, et Hermès un coucou dans un nid. Une illustration de grandeur qui ne fait qu'imiter les Américains avec vingt ou trente ans de retard », a-t-il dit, ajoutant qu'il ne mettrait pas son nom dans le budget de l'ESA.

Triste spectacle que cet homme haut en couleur, à l'humour acide, et dont l'attitude et l'isolement, note un observateur, vont « faire passer les industriels britanniques à côté des chances de demain ».

Fermeté

Le président et le directeur général du Centre national d'études spatiales, MM. Jacques Lions et Frédéric d'Allès, « très satisfaits de cette victoire de l'Europe », déclaraient toutefois qu'ils « avaient bon espoir que Londres revienne sur sa décision concernant Ariane-5, avant la fin de l'année ». Soit juste avant que les pays européens se prononcent formellement sur le montant de leur

lin, d'imaginer qu'on pourra aller dans l'espace en l'an 2000 avec un seul passeport, américain ou soviétique... Une remarque qui reflète parfaitement (britanniques inclus) le sentiment des autres États membres.

D'où une résolution en quatre points qui rappelle que restent encore à régler, de la part des Américains, les problèmes relatifs à : — la souveraineté de l'Europe dans la conception, la construction, et l'exploitation de l'APM greffé à la station américaine ;

— l'utilisation éventuelle de la station à des fins militaires, que refusent nombre d'États européens ; — la mise en place de structures pour régler les litiges sur l'utilisation de la station ; — les questions de propriété industrielle des matériaux produits à bord.

Faute de précisions rapides sur ces points, l'Europe paraît déterminée à réorienter le programme Columbus en direction d'ambitions plus européennes.

Les investissements nécessaires pour réaliser cette nouvelle aventure sont énormes. Au point que certains membres de la communauté scientifique se demandent s'ils ne vont pas avoir à « souffrir de ces largesses » en faveur des programmes spatiaux de l'Agence. C'est pourquoi les États membres de l'ESA ont invité — comme les Allemands l'avaient déjà fait, et comme les Britanniques et les Français le souhaitent — à réduire le budget de l'Agence spatiale européenne pour les treize ans à venir de 15 à 10 %. « Une telle économie est possible », a déclaré le directeur général de l'ESA, M. Reimar Lüst, sans que l'équilibre des programmes Ariane, Columbus et Hermès soit perturbé. Mais cela implique qu'il faudra songer à des étalonnages dans le temps.

Dans ces conditions, il est probable que certains autres programmes de l'Agence auront à connaître la rigueur, comme vraisemblablement les télécommunications, l'observation de la Terre et le budget général de l'Agence. Mais ce ne devrait pas être le cas du programme de satellite de liaison à haut débit (DRS) entre le sol et les structures orbitales, dont le sort se jouera dans deux ou trois ans. Ni celui du programme scientifique (3) qui (à la condition que la Grande-Bretagne lève ses réserves, et que ses activités fassent, selon les Français, la part belle aux sciences de la Terre) pourraient être augmentés de 5 % par an, à partir de 1989.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Hotel et Sanger devraient décoller par leurs propres moyens, comme un avion depuis un aéroport, aller en orbite et revenir sur Terre comme des planeurs.

(2) Se pose pour eux le problème de retour industriel de leurs investissements dans les budgets de l'Agence.

(3) Le sort de la plate-forme polaire, élément du programme Columbus, dépendra surtout de l'attitude des Britanniques, qui en voulaient, il y a quelques mois encore, la maîtrise d'œuvre.

MÉDECINE

Après une enquête de l'IGAS

M<sup>me</sup> Barzach démet le docteur Bernard Serrou de ses fonctions de délégué général du CFES

Dans un communiqué publié le mardi 10 novembre, M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, a indiqué qu'elle « retirait l'agrément qui avait été donné au délégué général du Comité français d'éducation pour la santé, M. Bernard Serrou, en octobre 1986 » (nos dernières éditions du 11 novembre). M<sup>me</sup> Barzach rappelle qu'elle avait demandé en juin 1987 à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) de procéder à une enquête sur le fonctionnement du CFES et que c'est après lecture du pré-rapport, qui lui a été remis lundi 9 novembre, qu'elle a pris cette décision.

Les choses n'ont guère traîné. Vingt-quatre heures à peine auront été nécessaires à M<sup>me</sup> Barzach pour décider du renvoi du docteur Bernard Serrou de son poste de délégué général du CFES. Vingt-quatre heures seulement pour se débarrasser d'une personnalité qu'elle avait elle-même nommée, en octobre 1986, et qui, de surcroît, appartient au même parti politique qu'elle, le RPR. Il n'était ni mystère pour personne que le docteur Serrou, conseiller municipal de Montpellier, conseiller général aux élections de mai 1985, et conseiller régional de la région Languedoc-Roussillon, un proche de M. Jacques Toubon, tout comme M<sup>me</sup> Barzach, était virtuellement candidat à la mairie de Montpellier.

Que s'est-il donc passé pour que M<sup>me</sup> Barzach prenne une telle décision ? Les termes de la lettre qu'elle a adressée, lundi, au docteur Claude Rosenberg, président du conseil d'administration du CFES, fournissent certaines indications. Après avoir rappelé l'objet de la mission confiée à l'IGAS, M<sup>me</sup> Barzach souligne que, dans le pré-rapport qui vient de lui être remis, de nombreux points restent « à préciser ». Elle ajoute que « le délégué général, au cours de la procédure contradictoire qui doit maintenant se dérouler avant d'être rendu public, devra soumettre aux critiques qui y sont formulées, l'appréciation ainsi, poursuit M<sup>me</sup> Barzach, la nature des suites judiciaires qu'il conviendra éventuellement de donner ».

La suite de la lettre éclaire bien ce qui a pu motiver la décision du ministre de la santé : « Néanmoins,

ajoute M<sup>me</sup> Barzach, les faits qui sont établis de façon incontestable sont suffisamment graves pour que j'adopte, sans plus attendre, la suggestion faite en conclusion du pré-rapport de retirer immédiatement au délégué général l'agrément dont il bénéficie. (...) Je vous demande en conséquence d'engager sans retard, c'est-à-dire dès réception de cette lettre, la procédure conduisant à la nomination d'un nouveau délégué général. L'appel des candidatures doit aujourd'hui privilégier la recherche de quelqu'un dont les compétences administratives et comptables sont excellentes. La remise en ordre qui s'impose absolument se situera en priorité dans les domaines de la gestion. »

M<sup>me</sup> Barzach annonce que le nouveau délégué général devra « vérifier que les contrats passés par le CFES ont été correctement exécutés ». Et, comme pour mettre les points sur les « i », le ministre de la santé demande au conseil d'administration du CFES de désigner « un ou des commissaires aux comptes ». Reste donc à savoir quels sont les faits « suffisamment graves » qu'évoque M<sup>me</sup> Barzach dans sa lettre. Dans son entourage, on se refuse, mardi soir, à fournir les moindres détails sur le contenu du rapport. On précisait seulement que la récente affaire des brochures d'information sur le SIDA (le Monde du 29 octobre) y était évoquée, mais « sans plus ». Interrogée dans le Canard enchaîné du 28 octobre sur la gestion du docteur Serrou à la tête du CFES, M<sup>me</sup> Barzach indiquait que l'on pouvait lui reprocher « des petites maladroites accusées plus qu'un dérapage ou quelques choses de pas clair ». La lecture du rapport de l'IGAS semble l'avoir fait changer d'avis...

Des structures inadéquates

Sur le fond, cette affaire pose une nouvelle fois le problème de la structure des organismes qui, en France, ont en charge l'éducation sanitaire et la prévention. Ce n'est pas la première fois en effet que le CFES se trouve épinglé : en 1986, le rapport de la Cour des comptes avait déjà attiré l'attention sur le comité, en y décelant des faiblesses de gestion dans les années 1981 à 1984.

Le CFES est une association loi de 1901 ; à sa tête se trouve un

conseil d'administration, qui a, entre autres missions, celle de proposer au ministre de la santé les noms du président du conseil d'administration et du délégué général. Ce dernier appartient, le plus souvent, à la même famille politique que le ministre : du temps de M. Edmond Hervé, le délégué général du CFES était le docteur Jean-Martin Cohen-Solal, comme lui membre du PS ; de même rappelés-le, tout comme M<sup>me</sup> Barzach, le docteur Serrou appartient au RPR. De même d'ailleurs que quelques-uns de ses principaux collaborateurs, comme M. Georges Lannuque, « chargé de tous les marchés » au CFES et secrétaire général du RPR de l'Hérault, ou encore M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Boutemy, « responsable de l'engagement des dépenses » au CFES et proche collaboratrice de M<sup>me</sup> Nicole Chouraqui lorsqu'elle était à la mairie de Paris.

En 1987, le budget annuel du CFES a été de l'ordre de 32 millions de francs. 27 millions provenaient directement de la direction générale de la santé, 3,8 millions de la Caisse nationale d'assurance-maladie et 1,1 million de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. Le CFES emploie actuellement environ quarante-cinq personnes.

Ce type de structure est-il adapté aux nécessaires développements de l'éducation sanitaire et de la prévention en France ? Ne faudrait-il pas mettre à la tête du CFES de véritables spécialistes de l'éducation sanitaire, indépendants des partis politiques ? L'utilisation que le CFES fait des différentes subventions qu'il reçoit, qu'elles soient d'origine publique ou privée, est-elle soumise à un contrôle suffisant ? Il est vraisemblable que le rapport de l'IGAS répond implicitement, sinon à toutes, du moins à la dernière de ces questions.

FRANCK NOUCH.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article que nous avons consacré à la clinique du Monde du 11 novembre, un mastick a rendu incompréhensibles les notes de fin d'article. Il fallait lire : 1) Shu HP et al. 1987, *Regulatory toxicology and pharmacology*, 7, 57. 2) Kimbrough R 1987, *Annual Review of pharmacology and toxicology*, 27, 87.

JUSTICE

Après la mort d'un jeune homme

Non-lieu pour deux gendarmes

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a prononcé, mardi 10 novembre, un non-lieu en faveur de deux gendarmes qui au mois de mars 1986, à Villeurbanne (Rhône), avaient tiré au cours d'une opération de police sur un jeune Algérien, Mustapha Kasir, vingt-deux ans, et l'avaient tué d'une balle dans le dos (le Monde daté 9-10 mars 1986).

Le jeune homme avait été abattu alors qu'il tentait d'échapper à l'arrestation, après avoir été surpris à bord d'un fourgon rempli de marchandises volées. Refusant de se soumettre aux sommations, il avait pris la fuite en direction du parc de la Tête d'or où les gendarmes devaient le rejoindre, faisant feu à trois reprises pour tenter de le toucher aux jambes puis une quatrième fois en visant le dos, le blessant mortellement.

Au lendemain de cette affaire, les deux gendarmes avaient été inculpés de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Après la décision de la chambre d'accusation, la famille de Mustapha Kasir a annoncé son intention de se pourvoir en cassation.

● Maintien en détention des frères Chaumet. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, le mardi 10 novembre, la maintien en détention des frères Jacques et Pierre Chaumet, inculpés pour banqueroute, abus de confiance et escroquerie depuis le 13 juin dernier. Les avocats des frères Chaumet avaient fait appel d'une ordonnance de maintien en détention prononcée par le juge François Chanut, magistrat instructeur chargé du dossier Chaumet. C'est la seconde fois que la chambre d'accusation refuse la mise en liberté des deux frères.

Les fraudes électorales à Trappes

Huit militants du PCF devant le tribunal correctionnel

Le procès de huit militants communistes, dont quatre conseillers municipaux de Trappes (Yvelines), accusés de fraude électorale lors des élections municipales de 1983, s'est ouvert, le lundi 9 novembre, devant la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles. L'audition des cent neuf témoins cités par la défense et les trente-quatre parties civiles s'est poursuivie mardi 10 novembre.

Les « nombreuses irrégularités » qui avaient entaché les « opérations de vote et de dépouillement » dans six bureaux de vote de Trappes lors du scrutin de mars 1983 avaient entraîné le tribunal administratif de Versailles, le 19 mai 1983, à invalider la réélection du maire sortant communiste, M. Bernard Hugu, et de ses collègues, M<sup>me</sup> Janine Cayot (UDF-PR), qui conduisait la liste d'union de l'opposition, et trois de ses collègues avaient, de surcroît, porté plainte contre X... pour fraude électorale le 20 juin 1983. Cela n'avait pas empêché M. Hugu, qui n'avait pas fait appel de la décision du tribunal administratif, de conserver la mairie en remportant au second tour, et sous le contrôle d'une commission spéciale, les nouvelles élections de juillet 1983.

La première audience du procès en cours, qui porte sur le scrutin de mars 1983, a été consacrée à l'examen des fraudes portant sur cent quarante bulletins dans les quatrième et sixième bureaux. Dans le quatrième bureau, présidé par M<sup>me</sup> Chantal Degraeve, trésorière de l'union départementale CGT, la police judiciaire de Versailles a pu vérifier que trente des soixante-douze bulletins contrôlés étaient faux, les personnes censées avoir émargé n'ayant pas voté.

Dans le sixième bureau, présidé par M. Claude Dupré, M. Jacques Willmes, assesseur suppléant de la liste de l'opposition, a affirmé que M. Jean-Jacques Hautemur, assesseur de la liste adverse, « avait mis dans l'urne des enveloppes », avec la complicité de M. Gérard Ratier, qui « tenait l'urne » à l'heure du dépouillement, en l'absence du président. Ces deux derniers prévenus, accusés de « bourrage d'urne », ont nié les faits qui leur sont reprochés. Selon eux, ces élections ont été troubles « par un commando de Versailles venu casser du marbre ». La défense a donc demandé la relaxe.

ALEX LEROUX.

réclamer le renforcement de leurs effectifs (nos dernières éditions du 11 novembre). En début de soirée, ils ont établi un piquet de grève devant l'entrée principale de la prison, empêchant notamment l'entrée de neuf détenus qui devaient être écroués aux Baumettes. Les surveillants ont annoncé qu'ils continueraient d'assurer leur service dans l'établissement mais empêcheraient les sorties, le fonctionnement des parloirs d'avocats et les transferts au palais de justice tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction pour ce qui concerne leurs effectifs et le paiement des heures supplémentaires lors des émeutes du 16 et 17 juillet et du 13 août à la prison.

SPORTS

Le dopage des coureurs cyclistes

Jeannie Longo en accusation

Les résultats d'une contre-expertise sont venus confirmer les premières analyses positives : la cycliste Jeannie Longo était apparemment dopée lorsqu'elle a battu le record du monde des 3 kilomètres, le 12 septembre dernier à Colorado Springs, aux États-Unis.

La Fédération française de cyclisme (FFC) a été informée par son homologues américaine que « la contre-analyse effectuée sur le prélèvement organisé de Jeannie Longo s'est révélée positive par la présence de traces d'éphédrine ». Soulignant que la championne du

monde sur route n'a jamais été soupçonnée tout au long de sa carrière, tant en France qu'à l'étranger, la FFC, avant de se prononcer, a demandé à la fédération américaine « de bien vouloir lui faire parvenir le dossier complet de l'affaire y compris les diagrammes d'analyses ».

« J'ai la conscience en paix d'une personne en bonne santé », a déclaré le triple vainqueur du record du monde de l'heure, Lucien Bailly, directeur technique national, explique, lui, que Jeannie Longo « ne s'est pas suffisamment méfiée en utilisant des gouttes nasales. Ce n'est pas une tricherie, les contrôles négatifs qu'elle a subis depuis neuf ans dans les plus grandes compétitions en témoignent ».

Comme tout cycliste amateur, Jeannie Longo, convaincue d'avoir usé de produits interdits, sera suspendue pendant un mois par l'Union cycliste internationale (UCI) et son record de Colorado Springs ne pourra être homologué. La fédération française peut, de son côté, prendre une mesure beaucoup plus sévère.

● FOOTBALL : championnat de France. — En match avancé de la dix-neuvième journée de championnat de première division, le Matra Racing de Paris a battu, le mardi 10 novembre, au Parc des Princes, Lille par 3 buts à 0.

● TENNIS : Tournoi de Wembley. — Le Français Henri Leconte a triomphé, le mardi 10 novembre, de l'Américain Kevin Curren en deux sets : 6-3, 7-6 (7-3), lors du premier tour du Tournoi de Wembley (465 000 dollars).



## Le Monde EDUCATION

# La guerre des devoirs à la maison

La guerre des devoirs continue de susciter des passions dans les écoles primaires. Bien qu'interdits par une circulaire ministérielle de 1956, les travaux écrits que les enfants doivent accomplir après la classe ont la vie dure. Jugés préhistoriques par les uns, mais indispensables par les autres, ces exercices du soir font l'objet de polémiques qui cachent deux conceptions opposées de l'école.

Le ministère de l'éducation nationale adopte en la matière une position mi-chèvre mi-chou : officiellement, les devoirs ne sont pas obligatoires. Mais, dans la pratique, ils sont considérés comme « une bonne chose », s'ils se traduisent par « une vérification des acquisitions et une occasion de renforcer l'autonomie de l'enfant ». Autrement dit, les instituteurs sont encouragés à ne pas respecter la circulaire de 1956, mais à demeurer dans les limites du raisonnable. « Dans l'ensemble, le volume des devoirs paraît rester stable depuis plusieurs années », affirme M. Louis Baladier, directeur des écoles. Ce flux artistique offre en tout cas un terrain propice aux interprétations contradictoires.

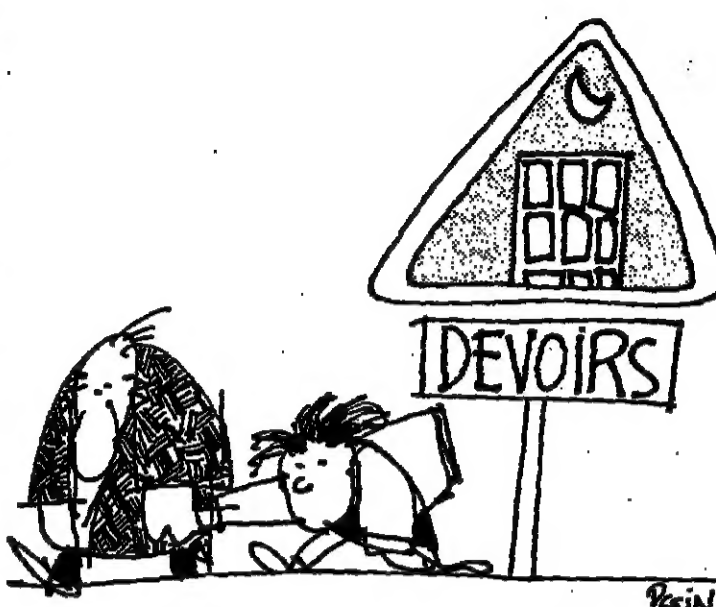
Pour certains, parents ou instituteurs, l'école est un lieu d'effort et de discipline, le premier terrain où se prépare le dur combat de la vie professionnelle. Dans cette optique, les devoirs sont, à eux seuls, un exercice de méthode et d'organisation, la première victoire à remporter sur soi-même pour devenir, un jour, « le meilleur ».

« A neuf ans, déclare une jeune maman, mon fils doit apprendre qu'il faut se battre pour réussir. »

Les partisans du travail à la maison soutiennent que l'effort exigé n'a rien d'insurmontable. Entre l'heure du goûter et celle du dîner, les petits peuvent, sans préjudice, avaler un problème de mathématiques, dévorer une rédaction ou grignoter quelques exercices de grammaire.

Farouchement opposés aux « pédagogies de l'éveil » qui font la part belle à la créativité, ces parents et ces maîtres défendent les bonnes vieilles méthodes d'enseignement. « Les rénovateurs qui ont tourné le dos aux devoirs ont fait des ravages », explique Catherine, mère d'une petite fille de huit ans. Aujourd'hui, un enfant sur six entre en sixième sans savoir lire. Enseignant depuis près de vingt ans dans un lycée d'enseignement professionnel (LEP) de la région parisienne, cette mère de famille se plaint d'affronter des élèves déboussolés, angoissés et manquant de bases essentielles, parce que personne ne leur a appris à travailler. « De grâce, plaide-t-elle, soutenons les instituteurs qui, contre vents et marées, continuent à faire leur métier... »

Le travail à la maison est aussi un argument pour restaurer l'image de l'école publique. Certains craignent de voir les parents se tourner vers le privé, réputé plus strict, si les instituteurs du public mettent les devoirs sous le boisseau. D'où un sursaut d'énergie de la part de nombreux responsables d'établissement. « Aujourd'hui, les devoirs sont bien plus à l'honneur qu'il y a dix ans », explique la directrice d'une école primaire parisienne. « Nous



Partisans et adversaires des devoirs à la maison continuent de s'affronter à l'école élémentaire. Les premiers semblent gagner du terrain. Officiellement contre, l'éducation nationale laisse faire.

les réhabilitons, car nous ne voulons pas laisser l'école privée, qui a souvent conservé la pratique du travail à la maison, prendre le dessus... »

De nombreux instituteurs affirment que les élèves soumis à un travail personnel obtiennent de meilleurs résultats que les autres. Plus concentrés, plus « savants », ces enfants seraient plus aptes à

affronter le système scolaire. En outre, l'apprentissage personnel prépare à l'enseignement secondaire, où les devoirs sont le lot commun. « J'ai vu des enfants arriver en sixième sans avoir jamais travaillé seuls. C'était une catastrophe », soupire Marie-Agnès, enseignante dans un collège de Rouen, avant de citer l'exemple du petit Loïc : dégoûté par des efforts auxquels il n'avait jamais été habitué, ce jeune garçon en était venu à payer un de ses condisciples qui « soustraitait » son travail à la sortie de l'école.

### Enseignement général

Enfin, certains enseignants soutiennent que l'heure des devoirs rapproche parents et enfants, donnant aux adultes l'occasion de prouver qu'ils s'intéressent aux progrès des petits écoliers. « Je connais une famille immigrée, affirme une institutrice, où les parents se sont sentis poussés à apprendre le français pour mieux soutenir leur fils qui entrerait en CE 2. »

A l'inverse, des réfractaires aux devoirs s'élèvent contre cet empiètement de l'école sur la vie familiale et sur les loisirs de l'enfant.

La journée de l'écolier français, longue de six heures, semble aux parents assez chargée, et les devoirs sont la goutte d'eau qui fait déborder leur fatigue.

« Mon fils est saturé lorsqu'il revient de l'école, observe Marie-Françoise. Il n'a qu'une envie : se détendre, organiser son temps à sa façon. » Las de jouer les Fères Fouettard pour intéresser les enfants à leur travail, fatigués de devoir mettre la main à la pâte pour expédier des exercices vécus comme des punitions, de nombreux parents réclament une trêve. « Ces devoirs s'effectuent dans un contexte d'énervement général, qui a pour seul effet de dégoûter les enfants de l'école », remarque Sophie, dont la fille refuse tout simplement de travailler avec ses parents.

Les mères, traditionnellement chargées de veiller à la bonne marche des devoirs, se plaignent d'autant plus qu'elles rentrent tard de leur travail. « Lorsque les femmes restaient chez elles, les choses étaient plus simples, souligne Monique. Mais moi qui rentre à 19 heures chaque soir, je n'ai ni le courage ni l'énergie de batailler sur des problèmes d'orthographe... » Celles qui doivent surveiller deux ou trois enfants en même temps s'arrachent les cheveux, tandis que d'autres se déclarent tout simplement dépassées par les mystères des maths modernes ou l'écroulement de la grammaire nouvelle. « Et puis, demande l'une d'elles, est-il vraiment efficace de vouloir transformer des gamins en bêtes à concours dès le cours préparatoire ? »

Certains enseignants s'élèvent contre une pratique qui leur paraît renforcer les inégalités entre les élèves. Les enfants d'immigrés, dont les parents ne savent parfois pas lire, souffrent constamment d'un gros handicap par rapport à ceux qui peuvent trouver une aide et des documents chez eux. « Moi, je travaille tout seul, parce que ma mère ne sait pas écrire, déclare Umir, dont les parents sont arrivés de Turquie peu avant sa naissance. Alors, quand je ne comprends pas, je rate ! » L'injustice frappe aussi ceux qui doivent travailler sur un coin de table à la cuisine, gênés par le bruit de la télévision et les distractions de toutes sortes.

Pour atténuer ces distorsions, des instituteurs « légalistes » déclarent de respecter les consignes de la circulaire de 1956, sans se laisser impressionner par les parents

pour qui un bon maître doit obligatoirement « prescrire » beaucoup de devoirs. « Je dispense tout mon enseignement en classe, explique un instituteur, et j'estime que cela suffit. Ceux qui donnent une grande quantité de travail le font pour se rassurer, pour avoir la conscience tranquille. » Seules les leçons qui ne sont pas mentionnées dans la fameuse circulaire continuent d'avoir droit de cité. La plupart des maîtres pensent, en effet, que la mémoire est un mécanisme qui doit être entraîné le plus tôt possible. Toutefois, ces instituteurs admettent généralement une exception pour la classe de CM 2, à l'approche de la sixième, les écoliers doivent se préparer à franchir un cap et à travailler seuls. « Mais attention ! souligne M. Jean Diquiero, directeur d'une école parisienne, même à ce moment-là, il faut leur donner des occupations, ne nécessitant pas de documents particuliers, afin de ne pas accentuer les différences. »

### L'étude du soir

L'étude du soir organisée par les municipalités ou, de plus en plus, par des associations recueille les écoliers entre 17 heures et 18 h 30, et offre parfois un terrain d'entente aux parties opposées. Surveillés par un enseignant ou par un animateur, les enfants peuvent s'adresser à un adulte pour résoudre telle ou telle difficulté, mais doivent organiser leur travail seuls. « Là, au moins, je n'ai pas l'impression de corriger les devoirs des parents le matin ! », exclame une jeune institutrice. Certains points du cours peuvent même être repris pour tous les élèves, en cas d'écroulement général. « Au moins, quand on rentre à l'étude, on est sûr d'avoir juste », constate Géraldine, onze ans.

Mais, à la recherche d'une autre solution, le ministère de l'éducation nationale envisage une action de soutien scolaire baptisée « plan réussite ». Les enfants en difficulté des cours moyens pourraient être pris en charge, en petits groupes et en dehors de l'heure de classe, par des instituteurs qui recevraient une rémunération supplémentaire. Mais si elles sont mieux adaptées à la situation, ces séances risquent toutefois de paraître bien longues aux enfants qui, d'étude en cantine, passent ainsi près de dix heures par jour à l'école.

RAPHAËLE NEROLLE.

## Un intérêt éducatif limité

La circulaire du 29 décembre 1956 sur la suppression des devoirs à la maison ou en étude a commencé ainsi : « Des études récentes sur les problèmes relatifs à l'efficacité du travail scolaire dans ses rapports avec la santé des enfants ont mis en évidence l'excès du travail écrit généralement exigé des élèves. En effet, le développement normal physiologique et intellectuel d'un enfant de moins de onze ans s'accommodent mal d'une journée de travail trop longue. Six heures de classe bien employées constituent un maximum au-delà duquel un supplément de travail soutenu ne peut qu'apporter une fatigue

préjudiciable à la santé physique et à l'équilibre nerveux des enfants. Enfin, le travail écrit, fait hors de la classe, hors de la présence du maître et dans des conditions matérielles et psychologiques souvent mauvaises, ne présente qu'un intérêt éducatif limité. En conséquence, aucun devoir écrit, soit obligatoire, soit facultatif, ne sera demandé aux élèves hors de la classe. Cette prescription a un caractère impératif, et les inspecteurs départementaux de l'enseignement du premier degré sont invités à veiller à son application stricte.

Elle ne doit entraîner ni la suppression pure et simple des devoirs ni une détérioration de l'enseignement des disciplines principales. Elle doit par ailleurs être effective et contrôlable. Le texte précise ensuite la nature des « devoirs » qui doivent être faits en classe. Puis il traite des « études du soir », qui auraient « pour objet essentiel l'étude des leçons ». La reste du temps disponible sera consacré « soit à des occupations individuelles », notamment la lecture, « soit à des occupations collectives » (films, disques, émissions de radio et de télévision...)

## « SOS tropiques »

ENTHOUSIASTE et généreuse, la jeunesse s'ouvre au tiers-monde et donne, volontiers, de l'argent. Mais pour qui et pourquoi ? Pour mieux l'informer, le Comité français contre la faim et la Ligne de l'enseignement se sont associés, à l'occasion de la Journée tiers-monde à l'école, pour produire un document de vulgarisation SOS tropiques, destiné aux enseignants et à leurs élèves. Celui-ci montre notamment que les pays en voie de développement ont une histoire, qu'ils ne sont pas seulement des terres de faim mais des civilisations riches et anciennes. Une

mappemonde, dessinée selon la projection Peters, fait ressortir leur véritable dimension, et ce que l'on appelle le tiers-monde devient les deux tiers du monde. Enfin, le CFCF et la Ligne proposent huit projets de développement en Inde, Burkina-Faso, Guinée, Pérou, Bénin-Togo, Mauritanie, Sénégal et Brésil.

(1) SOS Tropiques. Prix : 20 F. Disponible, ainsi que de nombreux documents thématiques, écrits et audiovisuels, auprès du CFCF, 42, rue Cambrouze, 75015 Paris, et de la Ligne de l'enseignement, 3, rue Récamier, 75006 Paris.

## « Malette de la francophonie »

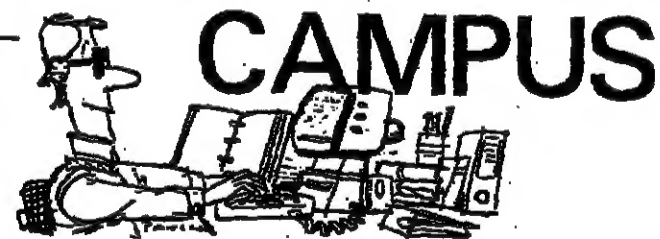
DOMINIQUE GALLET, ancien animateur des Jeunes Gaullistes de gauche, et Mona Makki, libraire chliite, auteur d'une thèse remarquée sur l'émancipation du français dans son pays, se sont attachés, depuis 1981, à faire connaître les aspects les plus divers de la francophonie mondiale aux téléscripteurs de FR3 (Le Monde radio-télévision daté 22-23 février). Les télévisions d'une vingtaine d'États ont repris leurs programmes sur la chanson dans l'océan Indien, la presse en Tunisie ou Norodom Sihanouk au Cambodge.

Ils s'adressent maintenant aux enfants des écoles, avec une malette bien rui destinée aux éco-

liers des quarante pays francophones comprenant des films sur le monde francophone, des cassettes poétiques et musicales, des fiches sur une centaine d'écrivains non hexagonaux d'expression française, un dossier historique. Un instrument pédagogique remarquable, qui donne une idée de la vitalité de la francophonie africaine, arabe, antillaise ou mauricienne.

« Malette de la francophonie », 1 800 F. Institut pour la coopération audiovisuelle francophone, 9, rue de Cléry, 75016 Paris, tél. (1) 47-43-05-06.

Le Monde a publié en septembre un Dossier et documents hors série de 12 pages consacré à la francophonie. En vente seulement par correspondance, 13 F port compris.



## Le jardin du silence

L'INNOVATION pédagogique est un art difficile. On le dit souvent de l'éducation nationale, ligotée par ses règlements et ses corporatismes. Mais les institutions les plus libérales n'échappent pas, elles non plus, aux déconvenues. La mésaventure que vient de vivre M. Jean Kerchbron en fournit un exemple.

Depuis sept ans, ce réalisateur chevronné de la télévision proposait aux élèves d'HEC une animation originale, le Jardin des musiciens : aux débuts du campus ou au coin des amphithéâtres, il donnait aux futurs managers l'occasion de rencontrer des élèves du Conservatoire de Paris, venus donner un petit concert improvisé.

Fort de cette expérience réussie, il décide cette année de renforcer ce dialogue entre les musiciens et les forts en thème du compte d'exploitation. Son ambition : solliciter l'imagination et la créativité des jeunes HEC, utiliser la musique comme instrument d'une rupture avec leurs préoccupations habituelles, les entraîner à ressentir et évaluer la part de l'irrationnel qui existe dans tout marché nouveau, dans toute décision, fût-elle traduite ensuite dans le langage de la rationalité économique, sociale ou financière.

Avec le soutien de l'école, il conçoit un atelier de huit leçons consacrées à demander aux élèves, rassemblés en petits groupes, de créer chacun un modèle de société à partir d'un accord musical. Cet accord serait d'abord développé par des musiciens, puis décliné, au fil des séances, en une série de variations : des étudiants en architecture, en urbanisme, en design ou de l'école hôtelière imagineraient avec ceux d'HEC des modèles de maison, de ville, d'aménagement intérieur et de gastronomie en harmonie avec la séquence musicale initiale.

Le programme était séduisant. Mais si déroutant que pas un seul élève d'HEC ne s'est porté candidat. Comme pour tous les cours « élucifs » proposés au choix des étudiants, M. Kerchbron était pourtant venu présenter son projet dans le grand amphithéâtre de Jory-en-Josas. Pour éveiller la curiosité des amateurs, il avait invité M. Gilbert Trigano à expliquer le mariage élastique mais nécessaire de la créativité et de la gestion. Rien n'y a fait : le Jardin des musiciens est resté silencieux...

GÉRARD COURTOIS.

**L'INFORMATIQUE A L'ÉCOLE**  
NUMÉRO DE NOVEMBRE  
EN VENTE PARTOUT

**SCOOPE EN STOCK 88**  
**4<sup>e</sup> CONCOURS DE JOURNAUX LYCÉENS**  
● Lycée ● Collège ● Fanzines

**QUALIFICATIONS** DU 28 OCTOBRE 1987 AU 15 FÉVRIER 1988  
9 concours régionaux avec les grands quotidiens de province

**FINALE COLLEGES** FIN MARS 1988  
18 équipes sélectionnées avec OKAPI

**FINALE LYCEES** 26 et 27 MARS 1988  
18 équipes sélectionnées pour le :

**MARATHON DES JOURNAUX LYCÉENS ET FANZINES AU SALON DE l'Étudiant**  
LES 26 ET 27 MARS 1988  
L'équipe gagnante verra ses articles publiés dans les colonnes du Monde Campus

**Le Monde**  
CDIL : 38, rue de Belfond, 75009 PARIS. - Tél. : 45-26-29-32.

Tous les ouvrages sur  
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,  
les médecines naturelles...  
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-80-72



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« La Passion Béatrice », un film de Bertrand Tavernier

### « O saisons, ô châteaux... »

Que la fête commence, l'un des premiers films de Bertrand Tavernier, a fait rêver beaucoup d'historiens. La Passion Béatrice, sa dernière réalisation, les ravira sans doute. C'est une plongée au sein du Moyen Âge et un hommage à l'école des Annales, qui remet en honneur l'histoire des mentalités. Sa reconstitution du quatorzième siècle est sans faille, nous dit Jacques Le Goff, médiéviste réputé. Couleurs, lumières, gestes, vêtements, tout est vrai. Et c'est cette vérité, souligne l'historien, qui donne à l'œuvre sa densité, son poids tragique et sa morale. La vérité de ce Moyen Âge des matières, des sens et des apparences renvoie à la vérité intérieure des personnages. Mais cette authenticité certifiée arrive-t-elle, pour autant, à faire décoller l'épopée, le drame de Béatrice ? Le respect scrupuleux des sources suffit-il à faire un film ? Pour Jacques Le Goff, la réponse est oui. Michel Braudeau, en revanche, ne croit pas à ces caractères taillés à la serpe dans l'étoffe de l'histoire.



Bernard-Pierre Domadieu et Julie Delpy

ELLE est haute, la haute vallée de l'Aude. Il doit y souffler un vent froid qui aurait découragé de moins braves que Bertrand Tavernier et son équipe. Ils ont tenu bon, contre la bise et la neige, dans l'épave du château de Puvert, et somme toute mieux réajusté que les Français contre les Anglais à la bataille de Crécy, en 1346, au début de la guerre de Cent Ans, où Édouard III mit la pitié à Philippe VI et fit prisonniers, entre autres, le sire François de Cortemart et son fils, héros de la Passion Béatrice.

Béatrice (Julie Delpy) est une diaphane et esquive pucelle, précoce ment mûrie par les événements, puisque c'est elle qui gouverne le château de Puvert et se débrouille pour réunir le rançon de son père François et de son frère Arnaud, sauvegarder ce qu'elle peut face aux usuriers, à sa grand-mère acariâtre, en attendant le retour des prisonniers. Les courants d'air sont glacés, et les sentiments sont rudes.

Quand un soir de pleine lune le père et le fils repaissent, la surprise n'est pas des plus douces. François de Cortemart (Bernard-Pierre Domadieu) est un homme fatigué, amer, humilié. D'une humeur de chien — c'est un des rares moments drôles de cette chronique — il raconte comment ils ont été battus par les Anglais. Non seulement ces derniers font la guerre d'une manière nouvelle, avec beaucoup d'archers habiles, mais surtout, mais hélas, son fils Arnaud, ce couard, ayant été paralysé de pétéche devant l'ennemi et cloué sur son cheval, dans son armure, par une tourterelle géante, il a dû lui porter secours et s'est fait prendre avec lui. La guerre pour eux n'aura pas eu lieu. Dur à digérer pour un père viril et barbu, qu'on devine même un peu fêlé tellement il est méchant homme.

Bernard-Pierre Domadieu compose un personnage brutal que certains trouveront tragique, « possédé ». Tavernier lui a offert moins de nuances qu'Osama dans *Max mon amour*. C'est le personnage, dira-t-on. En bien, justement, ce n'est pas sa faute à Domadieu, c'est la faute au scénario, qui est d'une lourdeur sidérale et où l'on enfonce des ponts-levis absides. Il y avait des gens subtils au Moyen Âge, et des passions complexes. L'inceste ici est tellement au premier degré, on veut tellement nous persuader que nous assistons à une formidable épopée, du Shakespeare français, que l'on ne croit pas longtemps à ces caractères taillés à la serpe dans l'étoffe de l'histoire (qu'on se souvienne, en comparaison, de *Blanche*, de Walerian Borowczyk).

Heureusement, il y a la grâce de Julie Delpy, qui trouve là son premier rôle d'importance, après *Mauvais sang*, de Carax. On lui promet sans hésiter un grand avenir. Pour le reste, que soient remerciés le Musée paysan de Niaux, en Ariège, les armes et armures Jean Jordan à Bergerac, les coiffures Simithair d'Any d'Avray. Et encore une fois la haute vallée de l'Aude.

MICHEL BRAUDEAU.

## Un document d'âme

ON sait depuis *Que la fête commence* la passion de Bertrand Tavernier pour l'histoire. Une histoire qui n'est pour lui ni prétexte à reconstitution, ni décor extérieur, mais la matière même dont il pétrir ses films, crée ses personnages, dans laquelle il coule ses obsessions. Dans *La Passion Béatrice*, je trouve un Moyen Âge vrai, qui, compris, senti, assimilé en profondeur par Tavernier, contribue de façon essentielle à donner au film sa densité, son poids tragique, son élan irrésistible, sa beauté physique et morale, sa vérité.

Le Moyen Âge de Bertrand Tavernier m'apparaît authentique à trois niveaux.

Le premier, c'est celui de l'insertion de l'« histoire » dans l'histoire. L'œuvre nous précipite dans ce temps de crise et de violence qu'a été le tragique quatorzième siècle. Vers 1360, un petit seigneur ruiné de la France méridionale revient de la captivité où l'ont tenu, avec son fils Arnaud, les Anglais après la bataille de Crécy. Blessé depuis l'enfance par la mort d'un père adoré trahi par sa mère dont il a, à dix ans, tué l'amant, il revient avec une bande d'écourchés, ivre de désespoir, guerrier pris sans avoir combattu, après avoir découvert la lâcheté de son fils sur le champ de bataille.

De ces désespoirs est née la hantise de se venger d'un Dieu qu'il hait, de se venger de lui-même qui ne se supporte plus. Pour atteindre Dieu, pour s'atteindre lui-même, il va s'obstiner à humilier, à souiller la pureté même, la meilleure part de lui-même, la chair de sa chair, sa fille Béatrice.

*La Passion Béatrice*, c'est le fulgurant calvaire qui entraîne la jeune fille de l'adoration d'un père absent à la haine de ce père, ou plutôt à ce mélange d'amour refoulé et de haine tremblante qui la conduit enfin à la décision de se sauver (ou de se perdre ?) en lavant le sang de son déshonneur

dans le sang de ce père incestueux, par un parricide purificateur. Elle tue ou plutôt sacrifie cette victime consentante. S'appuyant sur le beau scénario et les dialogues de Colo Tavernier O'Hagan, Bertrand Tavernier a donc recréé un de ces épisodes pleins de fureur et de bruit (remarquable musique) qu'on aurait pu trouver chez un chroniqueur du temps, un Froissart par exemple.

Mais, à un niveau plus profond, l'histoire est vraie dans ce qui est devenu le gibier préféré des historiens, chasseurs du passé. Une histoire sociale présente par les images de la domination seigneuriale sur les paysans, par la rapacité du monde des bourgeois et des notaires, de l'argent et de l'écrit, qui s'alimentent, au bas de la montagne, du passage des marchands italiens et ne montent au château que pour le dépouiller, contre derniers chichement lâchés, de lambeaux de terre et de rares objets d'art, par la sauvagerie des écorchés venus des champs de bataille déserts.

#### Pénétrer au cœur

Une histoire surtout proche de l'ethnologie, attentive au senti et au vécu des sociétés, faisant vivre le petit groupe de la famille de François de Cortemart dans un château plein d'inconfort, d'escaliers, de vides, avec ses coins de vie plus concentrée et plus chaude.

Un univers où cohabitent pauvrement le bois, le torchis, la pierre et — matériaux recherchés — le fer, où les hommes vivent au milieu des bêtes familières, chevaux qui marquent la noblesse et servent à la guerre, à la chasse, à la rapine, mais aussi poules et cochons (noirs, forcément noirs...), ou les poux parasites que l'on épouille discrètement, parmi les couleurs vraies des vêtements qui couvrent le corps de gris et de brun (où ressortent mieux le bleu

et le rouge — couleurs de la Vierge et du sang noble — de la robe et du manteau de Béatrice), les couleurs vraies de la nourriture — égayée par la clarté du safran — prise, selon les manières de table de l'époque, entre l'ombre et la lumière vraie qui tombe paroi monialement comme au quatorzième siècle de fenêtres vraies et éclaire les gestes avec lesquels les gens mangent, dorment, s'habillaient, se lavaient ou se faisaient laver, suspendaient un vêtement.

Château et gens sans cesse en dialogue avec la nature, un étrange Midi nordique, dans une montagne sauvage, souvent couverte de neige, où se dressent des arbres vrais et symboliques, pleins d'oiseaux réels et magiques, où apparaît parfois la brève pureté tranquille d'un creux d'eau de ruisseau, où retentit de cent voix diverses un vent qu'on croit entendre avec les oreilles et le cœur des gens d'alors.

Un Moyen Âge des matières et des sens, des apparences, dont la vérité renvoie à la vérité intérieure des personnages (admirables Bernard-Pierre Domadieu et Julie Delpy, mais tous les acteurs se sont faits hommes et femmes du quatorzième siècle). Car toute cette authenticité historique n'a d'autre raison que de rendre vrais les personnages. Tournant résolument le dos à la vaine psychologie où s'étiolent tant de héros de romans et de films, Bertrand Tavernier va droit aux cœurs, aux âmes, aux passions qui se disent plus dans des actions, des gestes et des visages — vérité du cinéma — qu'en de rares, quoique justes, paroles.

Je crois que l'accord profond entre Tavernier et le Moyen Âge vient de cette union tragique du corps et de l'âme qui fait le fond du christianisme médiéval. Car tout baigne ici dans le religieux et le sacré, de la pauvre paysanne qui, au moment de l'apparition du héros, cache dans la neige le cadavre nouveau-né sanglant de sa

petite fille qu'elle a tuée par misère, jusqu'à la scène shakespearienne où François — comme l'évoquent certains textes médiévaux — hurle sa double nature de loup-garou.

Les médiévistes ont reconnu dans le christianisme du Moyen Âge un étrange mélange de haute spiritualité et de pratiques magiques. Toutes les figures de ce christianisme sont là, de la sorcière avec son attirail de sortilèges à la recluse devant laquelle s'agenouille François de Cortemart, du curé impuissant face à Setan à la lointaine hiérarchie ecclésiastique pourtant capable de faire sentir la menace d'excommunication, de Béatrice, la chrétienne toute simple qui pourtant place d'abord dans les sortilèges son espoir de se débarrasser de son père, à celui-ci, le grand blasphémateur, qui, pour mieux échapper au Dieu qu'il nie mais redoute, réclame qu'on jette son corps à la mer.

Il y a plusieurs Moyen Âge vrais. Le Moyen Âge excessif de ce film, paroxystique et pudique, me semble non seulement vrai, mais aller au fond des passions médiévales. Trois images en résonnent en moi, venant de sa lointaine vérité, l'arbre qui symbolise la malédiction dynastique, l'enracinement dans la terre, le foisonnement dans l'espace et l'aspiration vers le ciel : les enfants, qui ne sont pas au Moyen Âge, comme l'avait bien vu Philippe Ariès, des sujets, mais qui courent dans le film comme des témoins, tel l'admirable petit « idiot », et enfin, répété par le chapelain qui en est revenu après y avoir mangé de délicieux gâteaux orientaux, par Arnaud et Béatrice, les enfants hantés par la pureté de la croisée, un mot, un rêve, un horizon : Jérusalem.

Comme les grandes œuvres, *La Passion Béatrice* est aussi un admirable document pour pénétrer au cœur du Moyen Âge, un « document d'âme ».

JACQUES LE GOFF.

Nanterre Amandiers

DANS LA SOLITUDE  
DES  
CHAMPS DE COTON

Koltès/Chéreau

REPRISE POUR 10 REPRESENTATIONS

avec

Laurent Malet et Patrice Chéreau

20 - 28 novembre

PIONNIERS  
A INGOLSTADT

Marieluise Fleisser/Béatrice Banvoisin

avec LE FESTIVAL D'AUTOMNE

à partir du 24 novembre à 21 h 30

Relâche samedi et dimanche

Location: (1) 47 21 18 81 et 3 FNAC



## CINÉMA

« Prick up your ears », de Stephen Frears

## Entre deux chaises

Au Festival de Cannes, le film avait surpris, choqué. L'effet de surprise passé, on en mesure mieux la force, mais aussi les ficelles.

DANS l'atmosphère festive du Festival de Cannes, on avait pris le film en pleine figure, en pleine nef. Violent, ravageur, caustique, on en avait mesuré, très fort, les aspects « scandaleux » : la provocation de l'homosexualité dans l'Angleterre encore puritaine des années 50-60, la crudité du langage, l'histoire authentique d'un couple d'hommes dont l'un, Joe Orton, avait fini par vampiriser son compagnon auquel il devait sa gloire d'auteur dramatique, jusqu'à provoquer un acte déshonoré. Deux morts pour deux années d'une liaison coupable. Le film commence par là. Les retours en arrière, appuyés par le journal intime de Joe Orton et les confidences de Peggy Ramsay, son agent littéraire, reconstituent le passé.

La fièvre est retombée, c'est normal. L'œuvre, à l'écran, est toujours la même. Peut-être la voit-on autrement, l'ajuste-t-on mieux. Plus lucidement. L'effet de surprise s'efface. On ne va pas dire : « Ce n'était que cela », parce que ce n'est tout de même pas rien. Mais on s'aperçoit que la description des relations homosexuelles, qu'il s'agisse du couple Orton-Halliwel ou des dragueurs sauvages de Joe Orton, a un aspect soft juste un peu censuré. Le verbe, l'obscénité des mots, faisaient croire à celle des images.

En fait, le réalisme des choses du sexe est écorné, les croquis de meurs s'adressent, dans le contexte socio-historique, à une classe moyenne dont Stephen Frears ne se prive pas de fustiger la médiocrité, la bêtise, les hypocrisies, à Londres comme à Leicester. Provocation donc, mais dans une sorte de ton « rétro ». L'Angleterre de Margaret Thatcher ne saurait être concernée, même par rictus : l'homosexualité est un phénomène spécifique de la relation Orton-Halliwel.

L'habileté qu'avait mise Stephen Frears dans *My Beautiful Laundrette* (ce titre-là n'était pas intraduisible pour des raisons de décence) à parler, en même temps, du racisme ordinaire et de l'amour homosexuel nous a, sans doute, un peu masqué le principal défaut de *Prick up your ears* : une dispersion entre deux sujets, Orton et

Halliwel, par rapport à la société où ils avaient vécu et au milieu du théâtre, Orton et Halliwel dans leur relation intime, qui reste en grande partie un mystère, car, malgré les détails personnels saisis dans le film, on ne comprend pas pourquoi Orton (dont l'interprétation cynique de Gary Oldman ne donne pas à penser qu'il pouvait avoir des scrupules) est resté si longtemps avec Halliwel, une fois passée la dévotion et l'insatiable.

Ce n'est pas de l'ambiguïté, c'est de la confusion. Stephen Frears a fait avancer alternativement ses deux sujets par des



Gary Oldman et Alfred Molina.

scènes souvent fortes, mais il est, en somme, resté entre deux chaises, et voilà que nous ne savons plus sur laquelle nous poser pour regarder jouer Gary Oldman et Alfred Molina, si extraordinaires soient-ils.

Et s'il fallait repenser tout cela selon le point de vue de Peggy Ramsay ? Avec un sourire en coin, un regard voyeur, des mains de cambrioleur et des jambes superbes, Vanessa Redgrave en fait le personnage essentiel d'une comédie dont elle seule aurait tenu les ficelles, connu les tenants et aboutissants. Elle avait volé le journal intime avant de le donner à publier. On dirait que, par le film, elle bâtit une légende, qu'elle a tout pouvoir sur la vérité indiquée, sur les secrets enfouis et sur les morts. Elle se dit « la veuve » de Joe Orton avec une ironie supérieure. On sait que ces veuves-là sont abusives.

JACQUES SICLIER.

Prince des voyous, ennemi de l'ordre, John Kingsley Orton a vu nombre de ses pièces représentées au Royal Court Theatre, temple des « jeunes gens en colère », avant d'être assassiné par son amant.

Il y a vingt ans, le 10 août 1967, la police londonienne défoula la porte d'un petit studio-gourbi dans la banlieue populaire d'Islington. Un spectacle d'horreur l'attendait : la veille,

de *Prick up your Ears*, est également originaire. Issu d'une famille désempée de quatre enfants, il quitta l'école à l'âge de seize ans. Deux ans plus tard, après avoir vaguement tâté de la sténographie et de la comptabilité, il abandonna toute idée d'un job traditionnel et décida de devenir acteur. Il vint à Londres, entra à la Royal Academy of Dramatic Arts (l'équivalent anglais de notre Conservatoire national d'art dramatique), y rencontra Kenneth Halliwel, un autre étudiant, plus âgé de sept ans, plus cultivé, plus extraverti, plus flamboyant

d'Islington. Délaissant l'art dramatique, se voulant auteurs avant tout, ils écrivirent à deux des romans qui ne seront jamais publiés. Mais, sous la tutelle de Halliwel, Orton s'épanouit, affûta ses talents, vira vers l'écriture théâtrale. Sa première œuvre, *The Ruffian on the Stair* (« le Ruffian sur la marche d'escalier »), est présentée à la radio. Mais c'est *Entertaining Mr. Sloane* qui signala l'avènement de Joe Orton auteur dramatique.

Lorsqu'il décida de devenir acteur, Gary Oldman, interprète de Joe Orton dans *Prick up your Ears*, n'avait jamais vu une pièce de sa vie. Il savait cependant qu'il fallait passer une audition et, pour cela, apprendre un ou deux monologues. Le premier qu'il apprit était tiré de *Mr. Sloane*. *Mr. Sloane* révèle le talent unique de Joe Orton : celui qui consiste à allier l'anarchie brutale avec un dialogue brillant. Cela lui valut le surnom de « Oscar Wilde pour artistes de l'allocation-chômage ». Il pratiquait en effet, avec une oreille infatigable, un collage de toutes les cultures populaires, assimilait le langage des slogans publicitaires, celui des manchettes à sensation, celui des films de série B en un mélange qu'il amalgamait en un feu d'artifices d'épigrammes. « C'est la vie qui trouble et défait l'Eglise chrétienne. Elle est bien plus équipée pour s'occuper de la mort... » On croit : « Dieu est un gentilhomme. Il préfère les blondes... » (Loot). Et aussi : « Tant homme de bonne volonté, je suis bien préparé à la violence... » (*Funeral Games*). Pour Orton, le mot est l'arme fatale par excellence.

« Pour être destructeur, les mots doivent être irréversibles, écrit-il. Le mot imprimé est moins efficace que le mot parlé parce que la déflagration en est moins forte. Le regard peut ignorer, glisser sur les vocables dangereux. Mais si vous parvenez à enfermer l'ennemi dans une pièce et à lui tirer votre phrase à bout portant, vous provoquez une sorte de secousse sismique. »

HENRI BEHAR.

## Joe Orton, prince des voyous

Joe Orton, prince des voyous, expert en chaos. Un ennemi de l'ordre. Clamant ce qu'on ose à peine chuchoter, avec une dangereuse exaltation et une joie perverse, « Je dois être à la gare de King's Cross à 5 heures. J'ai rendez-vous avec un homme dans les toilettes », dit un personnage au début du *Ruffian*. Et son interlocuteur de répondre : « Tu viettes toujours des lièvres et indésirables... » Par sa vie, terriblement publique, et par ses œuvres, Joe Orton secoue le public anglais laqué et conservateur, et l'establisement en raffole.

Les pièces de Joe Orton ont souvent été représentées au Royal Court, un théâtre situé en plein Sloane Square, qui jouait la carte du jeune, du nouveau, du social, du politique, du revendicatif. Ce fut le temple des « jeunes gens en colère », qui devait signaler le renouveau du théâtre britannique — les John Osborne, Tony Richardson, Lindsay Anderson, David Hare, Edward Bond.

En 1966, *Loot* connaît un succès encore plus grand que *Mr. Sloane* et vaut à Joe Orton le Prix de la meilleure pièce de l'année. Le succès d'Orton et l'insouciance d'un Halliwel plongent de plus en plus dans une obscurité revancharde et paranoïaque conspirant à tordre leurs rapports. Jusqu'à la sanglante extrémité de cette nuit d'août 1967.

Joe Orton laisse derrière lui un journal intime (publié en 1987), un roman posthume, *Head to Toe* (1971), une farce noire, *What the Butler Saw* qui ne fut montée qu'en 1969, deux ans après sa mort, deux pièces de télévision — *The Good and Faithful Servant*, *Funeral Games* — diffusées en 1967 et 1968. *Loot* et *Mr. Sloane*, furent portés au cinéma, mais pas le scénario que Joe Orton écrivit pour les Beatles et qui fut rejeté par leur manager, Brian Epstein, parce qu'il était hors de question de montrer John, Paul, George et Ringo dans le même lit avec la même fille...

EPAD et ACTE EXPO présentent  
THÉÂTRE DE MARIONNETTES DE LA TRADITION ITALIENNE  
Exposition du 7 octobre 1987, au 3 janvier 1988  
tous les jours, sauf mardi de 12 h à 19 h  
ART 4 — Potrimoine du monde  
15, pl. de la Défense, la DÉFENSE 4. Bous. : 49-00-15-96  
Accès : KER sortie B, voitures parking central

LES GALANTRIES  
DU  
DUC D'OSSONNE  
VICE-ROI DE NAPLES  
de Jean Meibet  
Mise en scène de Jean-Marie Villégier  
Comédie de l'Opéra de Paris  
DU 19 AU 28 NOVEMBRE  
THÉÂTRE TRUFFAUT, MAURICE  
COMÉDIE DE CAEN

LE PRINCE  
ET  
LE MARCHAND  
d'après  
L'ÉPIQUE DE DOSTOÏEVSKI  
Une histoire de deux frères.  
LE MONDE  
Une mise en scène d'ELISABETH MARIE à la fois précise et discrète... deux vols et deux regards très beaux, très vifs : ceux de BERNARD BLOCH et de HUBERT SAINT-MACARY. L'ÉVÉNEMENT  
ATALANTE  
12, PLACE CHARLES DUMAS  
21 et 22 NOVEMBRE 19 h et 21 h 30  
TEL. 46.82.80

Découvrez aujourd'hui  
les peintres de demain  
EN PERMANENCE  
ÉCOLE NORMANDE CONTEMPORAINE  
GALERIE VICTOR-HUGO  
Place Victor-Hugo  
81, rue de la République, 76110 Paris  
Du mardi au samedi  
de 14 h à 19 h et sur rendez-vous  
TEL. 46-01-28-01

Cinéma PANTHEON  
13, rue Victor-Cousin, 5<sup>e</sup>  
Réunis dans une seule  
séance, les premiers  
films de Jean-Luc  
GODARD, François  
TRUFFAUT, Maurice  
PIALAT, Jean ROUCH,  
François REICHEN-  
BACH, Jean RENOIR.

GALERIE FRAMOND  
40 ANS - 40 ŒUVRES  
A l'occasion de son quarantième anniversaire  
Octobre - Décembre  
3, rue des Saint-Pères 75008 Paris - Tél. : 42.60.74.78

CHAILOT  
LE SOULIER DE SATIN  
Paul Claudel • ANTOINE VITEZ  
Grand Théâtre 47.27.81.15  
Du 8 novembre au 20 décembre  
Joué en semaine en 7 soirées, le dimanche en continué  
de 15 h à 19 h. Relâche lundi et mardi.

Les nouveaux journaux  
télévisés au  
banc d'essai.

Comment une même info est-elle traitée sur les 6 chaînes ?  
La concurrence privé/public a-t-elle changé l'information télévisée ?  
Quel est le présentateur préféré des français ?  
Le plus impartial ?  
Comment les politiques jugent-ils l'information à la télé ?  
Pêle-mêle, quelques-unes des questions qui ont orienté la nouvelle grande enquête que Télérama publie dans ses numéros des 11 et 18 novembre.



Une grande enquête de Télérama,  
l'hebdo culturel chez votre marchand de journaux.

THEATRE  
DE GENNEVILLIERS  
CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONAL  
TELEPHONE 47 93 26 30

UNE  
BELLE  
JOURNÉE  
D'AOUT  
1.9.1.3

VARIATIONS AUTOUR DE  
L'HOMME SANS QUALITÉS  
ET AUTRES TEXTES VIENNOIS  
TEXTE ET MISE EN SCÈNE  
DOMINIQUE DUCOS  
DU 10 NOVEMBRE  
AU 6 DECEMBRE  
avec : Sébastien Baumsehig,  
Jeanne Carré, Caroline  
Chaniolleau, Yann Collette,  
Jean Dautremay, Osvaldo  
Domini, Frédéric Leidgens,  
Laurence Mayor, Dominique  
Reymond, Fred Ulysse, Szymon  
Zaleski, Danusia Zarazik

JUSQU'AU  
6 DECEMBRE  
ATHENEE  
ELVIRE  
JOUVET 40  
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JACQUES  
AVEC PHILIPPE CLEVENOT  
BOULEVARD 87 DU MEILLER COMEDIE  
DU 136

« La passion de l'athlète... Philippe  
Clevenot encore et toujours ren-  
versant... » C. Godard Le Monde.  
« Entraînement rare et match d'ex-  
ception. Une superbe vidéo l'illu-  
stre... » J.-P. Thibaudet L'Express.  
« La substance impalpable d'un art... »  
A. Marchand Le Figaro.

GALERIE  
EVERARTS  
8, rue d'Argenson  
Paris 8<sup>e</sup>  
EMILE DESCHLER  
DU 17  
AU 28 NOVEMBRE



VOYOUS

VENTE

## La collection Renand au Théâtre des Champs-Élysées

### Drouot à l'heure de Londres

**Les commissaires-priseurs parisiens vont, avec la vente de la collection Georges Renand, inaugurer leur nouvelle salle de prestige, sous le Théâtre des Champs-Élysées. Une opération qui devrait marquer le début d'une stratégie nouvelle destinée à contrer les grandes compagnies londoniennes.**

UN Bonnard, deux Modigliani, trois Cézanne, quatre Matisse, autant de Vuillard et six Corot ; huile du Douanier-Rousseau, aquarelle de Van Gogh, pastel de Toulouse-Lautrec, étude d'Ingres ; des œuvres de Marquet, Odilon Redon, Rodin, Dufy et Van Dongen ; cet ensemble sera dispersé en vente publique, le vendredi 20 novembre. L'événement verra le peintre de la Seine une dernière fois. Il s'agit de la collection Georges Renand, camarade de régiment du fondateur de La Samaritaine, copiant des grands maîtres à la mort de celui-ci, en 1929, avec Gabriel Cognac.

Ce brillant commercial, qui travailla pendant vingt ans au Crédit lyonnais, où il exerça les fonctions de secrétaire général,

commença à collectionner vers 1920, la cinquantaine passée. Avec la fougue et la passion d'un pur amateur, sans esprit de système ni souci spéculatif. Son premier achat fut un nu de Bonnard. Le dandisme, un primitif. Il dédaigna ce qu'il n'aimait pas — les surréalistes, les abstraits. Il revend ce qu'il n'aimait plus — il céda ainsi, d'un coup, sept Picasso.

Les quarante-cinq œuvres mises en vente sont estimées à 250 millions de francs : 40 à 50 millions de francs pour la Belle Romaine, un nu de Modigliani ; 30 à 40 millions de francs pour les Toits de Van Gogh ; 14 à 18 millions de francs pour la Conversation de Matisse. Si les prix ne s'envolent pas trop, on peut légitimement espérer que certaines de ces œuvres pourront entrer dans les collections nationales. Pour la Périssoire de Seurat, artiste dont nos musées sont cruellement démunis, il faudra sans doute déboursier 2 millions de francs. Le Portrait de Mme Chamouillet et la Jeune Femme assise, poitrine dévoilée de Corot sont estimés entre 2 et 3 millions de francs, comme le Maréchal-Farrand anglais, une toile de Gérôme, d'une facture assez rare, ou le beau Paysage d'Alger du Douanier-Rousseau, daté 1880.

Mais cette vente, organisée par la Compagnie des commissaires-priseurs parisiens, doit également inaugurer leur nou-



Georges Seurat : « La Femme au panier », datée au crayon exécuté vers 1881.

velle salle de prestige, Drouot-Montaigne, aménagée dans l'enceinte du Théâtre des Champs-Élysées récemment restauré. Les grands-messes du marché de l'art seront célébrées, marteau au poing, deux fois par an, pendant deux semaines, dans la salle même du théâtre. L'ancien fumoir (1 000 m<sup>2</sup>) sera ouvert toute l'année, parfois en nocturne. Les visiteurs et les acheteurs pourront y accéder directement de la rue ou en passant par le théâtre. Les objets seront exposés plus longtemps, dans un cadre feutré et luxueux qui manque au siège de la Compagnie, rue Drouot.

L'autre raison de la création de Drouot-Montaigne est la mise en chantier d'une nouvelle politique : l'organisation de ventes thématiques. Des objets de même famille, réunis par plusieurs études, seront présentés sous un seul label, avec un unique catalogue, même si plusieurs commissaires doivent se succéder à la table. C'est ce qui s'est passé avec la vente Renand : les cinq héritiers ont confié leurs intérêts à cinq commissaires-priseurs, qui ont eu la sagesse de s'entendre. « Drouot-Montaigne est un point de ralliement pour les objets. Il doit le devenir aussi pour les hommes », note Joël-Marie Milton, le président de la Compagnie qui a beaucoup œuvré pour l'ouverture de ce nouvel espace. « En 1992, rappelle-t-il, les marchés européens seront libres. Nous avons cinq ans pour nous

regrouper d'une manière ou d'une autre. Si nous n'y arrivons pas, nous avons toutes les raisons de craindre les grandes compagnies anglaises. »

Pour être présent sur le marché international, cette innovation paraît sage. Mais il n'est pas sûr que cette résolution fasse l'unanimité chez les commissaires-priseurs parisiens, dont l'individualisme est souvent poussé jusqu'à l'absurde. Ce nouveau label modifiera-t-il le réflexe des vendeurs français ? Ces derniers ont tendance, aujourd'hui plus que jamais, à contacter Sotheby's ou Christie's lorsqu'il s'agit d'une transaction dont l'intérêt dépasse nos frontières. On l'a vu récemment pour la vente du J'accuse de Zola, ou celle du mobilier du château de La Roche-Guyon.

Drouot doit se gérer comme une entreprise, affirme son président, qui réclame une fois de plus une déclassification de sa profession : « Les compagnies anglaises sont taxées à 5 %, constate-t-il. Deux points de moins que nous, qui devons verser, en outre, un droit de suite de 3 % sur les œuvres contemporaines. » Entre l'État et les confrères, cela fait beaucoup de monde à convaincre.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Vente à Drouot-Montaigne, 15, av. Montaigne, 75008 Paris, le 20 novembre, à 19 h 30. Exposition, le 19 novembre, de 20 heures à 24 heures, et le 20 novembre, de 10 heures à 17 heures.

## La semaine de Marrakech

### Le rêve d'un festival

La première Semaine musicale de Marrakech a ouvert la voie à un festival qui pourrait être à l'avenir un lieu de rencontres entre les cultures du monde entier, dans la plus belle ville que l'on puisse imaginer pour les recevoir, carrefour du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident.

L'IDÉE de marier la musique classique européenne avec Marrakech revient à un jeune homme dynamique, Abdellatif BenSeddik, directeur de l'agence locale de Royal Air Maroc. Il s'agissait de séduire un public de mélomanes et de gens de culture en offrant à la musique « un contexte beau, raffiné et inattendu », faisant contraste avec les divertissements pseudo-folkloriques que l'on fournit aux touristes arrivés du tourisme de masse : centre, fantasmas de cavaliers berbères et tapis volant pour amoureux, dans un décor digne de Cinecittà, au cours d'interminables festins aux portes du désert.

Avec Yvon Kapp, responsable du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, Latif BenSeddik mit donc au point un programme d'essai d'une semaine, centrée sur un des plus riches palais de Marrakech, El Bahia. Sortant de la vie trépidante des souks, on pénètre dans un dédale silencieux de salles de réception et d'appartements privés, aux plafonds marquetés de soleils et de fleurs, parsemés de patios plantés d'arbres qui embaument autour des bassins, pour arriver sur une vaste esplanade bordée d'arcades de bois. C'est dans ce lieu, voisin du harem, qu'on montera sans doute l'an prochain l'Enlèvement au sérail.

Après un hommage à Ravel qui, déjà malade, fit au Maroc un de ses derniers voyages, le concert officiel d'ouverture, présenté par

Eve Ruggieri et présidé par M. Ahmed Alaoui, ministre d'État, avait attiré un public nombreux, marocain et français. La pleine Lune elle-même, escortée de la brillante Vénus, s'était levée derrière l'orchestre pour écouter les airs de Mozart chantés par Barbara Hendricks, dont la voix de velours scintillait de bijoux comme une fiancée du Sud (elle allait donner peu après un ravissant récital Brahms, Fauré, Strauss).

Mais le froid, exceptionnel pour la saison, aggravé par une pluie diluvienne, également exceptionnelle, semble avoir rafraîchi les ardeurs, et les concerts suivants, qui devaient être des flots de musique baroque (Bach, Telemann, Haendel, Boccherini, Haydn...), furent moins fréquentés. Le niveau artistique s'en ressentit, et le Nouvel Orchestre philharmonique parut se désoler peu à peu pour offrir des exécutions molles, d'une exactitude approximative, sous la direction de Pierre-Michel Durand.

Ce jeune chef d'avenir, qui a ramporté il y a deux ans le concours de Prague, est encore trop novice pour tenir en main pendant quatre concerts un orchestre un peu démobilisé par une atmosphère de vacances. Avec un homme à poigne comme Marek Janowski, capable de hisser cet orchestre à un très haut niveau, ainsi que l'ont prouvé ses récentes tournées internationales, cette semaine de Marrakech aurait pris une tout autre allure.

Mais il y eut d'autres initiatives intéressantes, comme celle de faire entendre aux mélomanes européens, dans le luxueux hôtel Tichla, de des meilleurs orchestres de musique arabo-andalouse, celui de Fes, sous la direction du vieux maître Haj Abdelkrim Rah, en un concert retransmis en direct à la fois par France-Musique et les radios suédoise et italienne.

Cet ensemble nombreux, qui se consacre à la musique de cour née en Andalousie vers l'an 1000, comprend, à côté des violons et



Jeune fille marocaine des « Almehs ».

altos (tenus verticalement), des instruments orientaux tels que le oud (luth), le rebab (vièle à archet), le tār (tambour de besque), le darbouka (tambour en poterie) et le qassem (cithare).

Les pièces instrumentales et vocales de cette « nouba » traditionnelle progressaient peu à peu en intensité à travers des formules rythmiques variées, et l'écriture très monodique était agrémentée par une diversité d'attaques donnant au son une vie et une vibration particulières. Pourtant, cette musique d'apparat nous a semblé assez éloignée de la puissance poétique et de la richesse d'improvisation qui règnent en d'autres musiques orientales, même si certains solos, de chant surtout, atteignaient à une grande beauté, rappelant parfois notre musique médiévale.

La belle surprise, ce fut, au cœur de la médina, dans le riad, la maison à étages fermée sur un patio fleuri d'un célèbre critique français, un aperçu de la musique

populaire berbère. Quatre instrumentistes pétillants, aux moustaches farouches, venus de la fameuse place Jemaa-el-Fna, illustraient une réception intime : un joueur de rebab à l'archet courbe, deux luthistes et un percussionniste, frappant sur le moyeu d'une rose d'auto, enchaînaient des morceaux enlaidis, mêlés de chants, de claquettes, de danses et de saynètes mimées.

#### Des lieux privilégiés

Dans le corridor se profilaient timidement les habitants berbères du derb (quartier), attirés par les sons familiers, un vieil homme chevé, une femme, la tête enfermée dans un délicat voile bleu, deux garçons qui peu à peu se mirent eux aussi à frapper dans leurs mains et à chanter. Les assistants épinglaient des billets sur le fez des musiciens, qui répliquaient en improvisant de plus belle : « Qu'Allah vous bénisse de votre patience. Mes amis, quelle belle soirée ! »

Avec des fortunes diverses, la Semaine de Marrakech aura du moins fait une percée et permis de rêver à l'avenir de ce festival qui devrait être sublime à l'image de la ville.

Nombre de lieux privilégiés semblent y attendre la musique. Au palais d'El Bahia, à côté de la cour d'honneur pour les concerts symphoniques, on pourrait imaginer des musiques de chambre dans les salons, des sérénades et des récitals orientaux dans les patios, et même, partout en même temps, une de ces œuvres à foyers multiples qu'aiment nos contemporains, où l'on passe d'une pièce et d'un genre à l'autre comme on va dans le souk d'artisan en artisan.

Tout près, le délicieux musée Dar-Si-Said renferme des cadres plus intimes encore, et, non loin, les ruines rouges d'El Badi « l'Incomparable », où se déroule le Festival de folklore, offriraient un décor aussi fantastique que le site de Baalbek pour de gigantes-

ques spectacles à la manière de Xénakis.

Dans l'admirable médina Ben-Youssef (ancienne école de théologie) du seizième siècle, livre de pierre où les versets du Coran, enroulés de fleurs, rayonnent sur les murs, les musiques religieuses de l'Orient et de l'Occident se mêleraient. Et que ne pourrait-on imaginer à la Ménara, devant le pavillon pyramidal à tuiles vertes et les chaînes neigeuses de l'Atlas, ou les oliveraies multipliées de l'Aguedal, au bord des miroirs d'eau reflétant les étoiles, quand on se rappelle les nuits où les messages mystérieux du Sternklang de Stockhausen se répondaient de jardin en jardin, dans le parc Delgosa aux senteurs multipliées lors du Festival de Chiraz ?

C'est bien en effet aux fastes d'avant la révolution khomeiniste qu'on pense instantanément à Marrakech. Comme dans la vieille ville persane de Hafiz, il faut voir large, organiser une fête qui soit pour tous, les Marocains et les Européens, les foules et l'élite, où confluent les musiques savantes et populaires de nombreux pays, car on ne peut douter que ce peuple si musicien ne soit sensible à des traditions proches, du Maghreb et du Machrek, mais aussi de l'Irak et de l'Iran, et au-delà, de l'Inde ou de Bali, sans oublier les musiques d'Afrique noire, voisines par-delà le désert, en ce carrefour du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident.

Les merveilles de Marrakech font certes quelque peu délirer. Du temps et beaucoup d'argent seront nécessaires pour transformer l'essai audacieux de Latif BenSeddik et de Radio-France en un grand festival. Rien ne pourra se faire sans l'appui royal, dont les ministres présents cette année ont semblé se porter garants, et sans doute l'aide d'un organisateur ayant l'expérience et l'imaginaire requises pour mener à bien un vaste projet.

JACQUES LONCHAMPT.



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Saint mardi, de 12 h à 22 h ; mercredi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**L'AVENTURE LE CORBUSIER.** 1887-1965. Grande galerie. Jusqu'au 3 janvier.

**LUCIO FONTANA.** Cent années des années 20 à 60. Musée. Jusqu'au 22 novembre.

**VINCENT CORPET, MARC DESGRANDCHAMPS, PIERRE MOIGNARD, FRANÇOIS PERRODIN, MARIE-FRANÇOISE POUTAYS, MICHEL VERLUX.** Galerie contemporaine (vue de la mer). Jusqu'au 22 novembre.

**REUS-ORLET** ou Quel est le chemin le plus court pour aller de M.-L. Du Lamiat. Atelier des enfants. Jusqu'au 3 décembre.

**CENSURES.** De la Bible aux farces d'Éros. Le lire et la censure en France. Galerie de la RPI (2<sup>e</sup> étage). Jusqu'au 11 janvier.

**GIANNI MICHELLOCCI.** Dessins d'architecture. CCL jusqu'au 4 janvier.

**FAIRE LA VILLE EN SUÈDE.** Centre d'information du CCL jusqu'au 30 novembre.

**MÉMOIRES DU FUTUR.** Bibliothèque et technologies. Galerie du CCL jusqu'au 18 janvier.

**PIERRE DUREUIL.** Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

**TELEMATIQUE ET CRÉATION.** "Fragments Mosaïc". Jusqu'au 13 décembre.

**L'UNIVERS D'HERGÉ.** Jusqu'au 7 décembre.

## Musées

**FRAGONARD.** Jusqu'au 4 janvier. Entrée : 28 F ; le samedi : 20 F. Galeries nationales du Grand Palais, avenue des Champs-Élysées (42-50-09-30). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, tous les jours.

**TRÉSORS DES PRINCES CELTES.** Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 février.

**LE THÉÂTRE DE LA RUE.** Jacques-Lévy. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-50-37-11). Sauf mardi et mercredi.

**VERGÈNES (1719-1797)** et le poète qui écrivait de la France à la veille de la Révolution. Musée-galerie de la SEITA.

mercredi, de 12 h à 19 h (ouvert le 11 novembre). Jusqu'au 31 janvier 1988.

**MAC 2008/ART 87.** Peintures. Grand Palais. Voir ci-dessus (42-56-45-07). Nouragues les 15 et 27 jusqu'à 22 h. Jusqu'au 27 novembre.

**CHICAGO, NAISSANCE D'UNE MÉTROPOLE.** Jusqu'au 3 janvier ; Exposition-déclat (1913) : Le théâtre des Chicago-Élysées. Église Beaulieu. Des arts, de la culture, de la photographie. Costumes d'Emmanuel Frémont pour Jeanne d'Arc, opéra de Messiaen ; Paris de Chateaubriand ; la Bible et le Pigeon. Jusqu'au 27 janvier. Musée d'Orsay, 1, rue de la Salle (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi jusqu'à 21 h 15. Entrée : 21 F ; le dimanche 11 F.

**DE GRECO À PICASSO.** Jusqu'au 3 janvier. SOLEIL ET OMBRES. L'art partagé du XIX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'au 3 janvier. Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill (42-56-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40, le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F ; demi-tarif : 20 F.

**LE SIÈCLE DE PICASSO.** Du 10 octobre au 3 janvier. L'IMAGINATION NOUVELLE : LES ANNÉES 70-80. Jusqu'au 22 novembre. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 19 h, le mercredi jusqu'à 20 h 30.

**ESPAGNE 1987. DYNAMIQUES ET INTERROGATIONS.** Musée d'art moderne. ARC (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 novembre.

**PICASSO DESSINATEUR.** Musée Picasso. Hôtel Salt, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). Ouvert le 11 novembre, de 9 h 15 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier.

**LE JARDIN DES PORCELAINES.** Musée Guimet, 6, place d'Iéna (47-33-61-65). Sauf mardi, de 9 h 45 à 13 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 15 février.

**REGALIA.** Instruments de sacre antiques à la Bibliothèque. Les « Histoires de Charles » : Le Livre (42-50-39-26). Département des objets d'art. Entrée Saint-Germain-l'Auxerrois. Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 11 janvier.

**KUONTO BALLE.** Les Trois Grands. Bibliothèque nationale. Galerie Colbert, 4, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30.

**VERGÈNES (1719-1797)** et le poète qui écrivait de la France à la veille de la Révolution. Musée-galerie de la SEITA.

12, rue Surcouf (45-56-60-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 novembre.

**SCULPTURES DE RÉVES-L'ATLIER.** BUSTATO. Musée de la Ville de Paris, 11, quai de Conti. Sauf le 11 novembre et le 25 décembre, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 décembre.

**LE JOUET DE BOIS.** De tous les temps, de tous les pays. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h. Du 12 novembre au 14 février.

**ORNEMENT DE LA DURÉE.** Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Vercennes (47-05-01-34). Jusqu'au 30 novembre.

**LA MAISON INTELLIGENTE.** Maison de l'Industrie. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Lise (40-05-72-72). Jusqu'au 17 janvier.

**L'ART DE LA RELIURE (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles).** Conservatoire national des arts et métiers. 292, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Jusqu'au 15 janvier.

**ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort.** Musée de l'Homme, palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 15 janvier.

**ESPACE FRANÇAIS.** Vides et Aulic. Espace. XIV<sup>e</sup> étage XIX<sup>e</sup> siècle. Hôtel de Reims, 87, rue de la Vierge-de-Toul. Sauf mardi, jusqu'au 4 janvier.

**ALGERIE. EXPRESSIONS MULTIPLES.** Jusqu'au 4 janvier 1988.

**RENZO PIANO.** Projets et réalisations. Chapelle de la Sorbonne. Sauf lundi, de 12 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 17 décembre.

**GRANDVILLE.** Dessins originaux. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 15 janvier.

**LE MAROC DE DELACROIX.** Musée Delacroix, 6, rue de Valenciennes (42-59-34). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 2 février.

**ARCHITECTURES POSTALES : 1887-1987.** Musée national des monuments français. Palais de Chaillot. Place du Trocadéro. Jusqu'au 3 janvier.

## Centres culturels

**AUTOUR DE DAVID : LE NÉO-CLASSICISME EN BELGIQUE.** 1770-1830. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau.

12, rue Surcouf (45-56-60-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 novembre.

**RÉTROSPECTIVE DE L'ARCHITECTE HELMUT JAHN.** Paris Art Center, 36, rue Fagnière (43-22-39-47). Jusqu'au 5 décembre.

**AMOUR CONSTANT AU-DELA DE LA MORT.** Musée de la Ville de Paris, 11, quai de Conti. Sauf le 11 novembre et le 25 décembre, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 décembre.

**LE SYMBOLISME-LE RÉALISME.** Centre d'Art de la Ville de Paris, 11, quai de Conti. Sauf le 11 novembre et le 25 décembre, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 décembre.

**RAFAEL BORDALO PINHEIRO** et la société de son temps. Centre culturel portugais, 51, avenue d'Iéna (47-20-45-43). Jusqu'au 21 novembre.

**MAX REGER.** Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna. Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 17 décembre.

**JAN NEUTER.** Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 décembre.

**FLAVIO PAOLUCCI.** Jusqu'au 10 décembre ; SABINE WEISS, jusqu'au 13 décembre ; GUNTHER FRIEDLÉ, jusqu'au 10 décembre. Salle des Arts, 38 rue des Francs-Bourgeois. Nouveaux musées. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 13 décembre.

**CHIEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE.** Musée Dapper, 30, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

**HARRY O. MEERSON.** Transméditerranée et transatlantique. Espace photographique de Paris, 4-8, Grande-Galerie (42-56-47-89).

**SCULPTURES DE RÉVE-L'ATLIER.** BUSTATO. Hôtel de la Mairie, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Tous les jours de 12 h à 18 h (sauf les 11 novembre et 25 décembre). Jusqu'au 31 janvier.

**PRÉVÈRE, PORTE POUR TOUS LES AGES.** Maison de la poésie (42-36-73-10), 101, rue Rambuteau. Entrée libre tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

## Galerie

**MODERNES FOR EVER.** Galerie Franka Berni, 11, avenue de l'Élysée (43-25-53-73). Jusqu'au 19 décembre.

**LES PAYSAGES. LA RONDE DES SAISONS DANS LES ÉCOLES DU MONDE.** Galerie Franka Berni, 20, rue Saint-Hippolyte (42-60-15-03). Jusqu'au 4 décembre.

**CHASSE-POI.** Œuvres de 1971 à 1987. Galerie Franka Berni, 11, avenue de l'Élysée (43-25-53-73). Jusqu'au 19 décembre.

**EXPRESSIONNISMES.** Œuvres et portraits. Galerie Franka Berni, 20, rue Saint-Hippolyte (42-60-15-03). Jusqu'au 4 décembre.

**ROGER ACKLUND.** Galerie Salomon, 57, rue de la Chapelle (42-78-11-71). Jusqu'au 21 novembre.

**ALEXANDRO.** Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon (45-49-24-19). Jusqu'au 15 novembre.

**ANDRÉ ARBUS.** Galerie Eric-Pol, 25, rue Véro-Dodat (42-33-28-25). Jusqu'au 14 novembre.

**CHRISTIAN BERNARD.** Galerie Proton, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 12 décembre.

**GÉRARD BÉGIN.** Portraits d'après. Galerie Proton, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 21 novembre.

**PIERRE BETTENCOURT.** Galerie Caroline Corra, 14, rue Goutefeu (43-54-57-67). Jusqu'au 21 novembre.

**BYRAN.** Galerie Louis Carré et Co, 10, avenue de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 12 décembre.

**FRANÇOIS BOUVERON.** Galerie Benabou, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 28 novembre.

**CHRISTOPHE BOUTIN.** Galerie Yves Lambert, 108, rue de la Vierge-de-Toul (42-71-09-33). Jusqu'au 25 novembre.

**HOMMAGE À LEO CASTELL.** Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumarchais (42-72-14-10). Jusqu'au 25 novembre.

**BRUNO CECCHARELLI.** Galerie Yves Lambert, 5, rue du Grand-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 25 novembre.

**LEONARDO CECCHONINI.** Galerie Claude Bonnet, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 28 novembre.

**DAVID.** Galerie Lacombe-Frémont, 23, rue Saint-Christophe-de-Bretagne (42-74-02-30). Jusqu'au 21 novembre.

**JEAN DEYROLLE.** Galerie Talon, 13, rue Maréchal (42-59-05-85). Jusqu'au 5 décembre.

**DILASSER.** Galerie Cézanne, 46, rue de l'Université (42-66-97-57). Jusqu'au 19 décembre.

**JEAN EDELMANN.** Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 novembre.

**JACQUES FOURNEL.** Galerie Nikki Damm Marguerite, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 21 novembre.

**GASTOROWSKI.** Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue de Valenciennes (45-48-45-15). Jusqu'au 21 novembre.

**CHERAMBAE.** Galerie Jay Bruck, 35, rue Godefroid (43-54-22-40). Jusqu'au 10 janvier.

**ALFRED HEDUCKA.** Galerie Vélizy, 22, rue de Seine (43-54-66-75). Jusqu'au 28 novembre.

**JOHN HILLIARD.** Galerie Liens et Michel Durrant-Durrant, 3, rue des Harpistes (42-77-63-60). Jusqu'au 28 novembre.

**ALAIN JACQUET.** Galerie Michel Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 21 novembre.

**LAFIQUE.** Mythologie moderne. Galerie Patricia Triguero, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 28 novembre.

**LEWANDOWSKI.** Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 21 novembre.

**MARIEA MAKELA.** Galerie Antoine Candau, 15-17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 5 décembre.

**ANDRÉ MASSON.** Peintures et dessins, 1931-1963. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (43-59-71-24). Jusqu'au 31 décembre.

**L'ŒUVRE SCULPTÉE.** Artiste, 9, avenue Maignan (42-99-16-16). Du 19 novembre au 9 janvier.

**MECHAU.** Galerie Di Mier, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 25 novembre.

**JACQUELINE MONNIER.** 44, rue Quincampoix (42-77-52-51). Jusqu'au 23 novembre.

**FRANÇOIS PRISE.** Galerie Dain, 53-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 5 décembre.

**GASTON-LOUIS ROUX.** Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-30). Jusqu'au 5 décembre.

**SARMENTO.** Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 21 novembre.

**JUAN OUEL.** Galerie Frédéric Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 21 novembre.

**JEFF WALL.** Galerie Ghislaine-Hennessy, 5 bis, rue des Harpistes (48-87-60-81). Jusqu'au 25 novembre.

**ZOE.** Compteur de la Photographie. Cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-96). Jusqu'au 5 décembre.

## En région parisienne

**BOULOGNE-BELLANCOURT.** Les arts éphémères. 1987-1987. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Païs. Jusqu'au 31 janvier.

**BRETAGNE-SUR-ORGE.** Adrien Ayres. Centre culturel Gérard-Philips. Rue Henri-Dunant (60-84-38-05). Jusqu'au 4 décembre.

**CHASSE-POI.** Œuvres de 1971 à 1987. Galerie Franka Berni, 11, avenue de l'Élysée (43-25-53-73). Jusqu'au 19 décembre.

**COHEN-ESBONNES.** Photos réalisées de 1960 à 1987. C.A.C. Paris Nord, 22, rue Marcel-Cachin (60-80-00-72). Jusqu'au 28 novembre.

**CRÉTEIL.** Peintures. Rétrospective de J.-P. Lebon. Maison de la culture, place Salvador-Allende (48-99-30-30). Jusqu'au 21 décembre.

**LA DÉFENSE.** Art d'Asie. La Galerie. Bâtiment de la Défense (43-26-14-70). Jusqu'au 17 janvier.

**FRESNES.** Œuvres de Ruy. Espace, 41, rue Marceau-Téles (46-48-08-03). Jusqu'au 24 décembre.

**SEYLES-MOULLEAUX.** Philippe Farès. Musée municipal, 16, rue Angélique-Gervais (46-42-33-76). Jusqu'au 24 décembre.

**IVRY-SUR-SEINE.** R. Meunier, J. Noël, N. Harad, J. Dagot. Centre d'art contemporain. Galerie Fernand-Léger, 93, avenue Georges-Clemenceau (46-70-15-71). Jusqu'au 6 décembre.

**JOUY-EN-JOSAS.** Les Humains Fluy. « Fœtus et révolutions ». 1983-1987. Daniel Bédard. « Un paysage ». Fondation Carrière pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 13 décembre.

**LA VARENNE.** Raymond Haies. Musée, Villa Médici, 5, rue Saint-Hippolyte (48-86-33-28). Jusqu'au 24 décembre.

**MEAUZ.** Érika Magnaboul. Musée Bonnet, ancien palais épiscopal (64-34-84-45). Jusqu'au 24 décembre.

**MEUDON.** Le jour et la nuit. Hommage à Baudouin. Musée d'art et d'histoire (45-34-75-19). Jusqu'au 22 novembre.

**NEUILLY-SUR-MARNE.** Les Méditerranéens. Musée de l'Artisan, château de Neuilly, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**PONTOISE.** Georges Manzmann. Musée Pigeot, 17, rue du Château (30-52-06-73). Jusqu'au 22 novembre.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**SAINT-DENIS.** Musée de l'Artisan, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-67-73). Jusqu'au 14 février 1988.

**VOTRE TABLE CE SOIR**

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. R. : ouvert jusqu'à... heures

**DINERS**

**RIVE DROITE**

**DARROUM** 44, rue Sainte-Anne, 2<sup>e</sup> 42-86-83-76 F. mardi Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MECHOUI Cadeau typique et raffiné. Dg. d'affaires et d'hôte. Accueil jusqu'à 23 h 30.

**JOHN JAMESON** 10, rue des Capucines, 2<sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08 T.J. Au 1<sup>er</sup> & 2<sup>e</sup>, premier restaurant français de Paris, 44, avenue de la République, 44, avenue de la République, 44, avenue de la République. Le plus grand chef de cuisine de France. Tous les jours, de 12 h à 22 h.

**LA RABOIERE** 42-61-35-66 10, rue St-Augustin, 2<sup>e</sup> F. midi, dim. Déjeuners et dîners. Retrouvez Georges de L'AMBIANCE. MENU A 145 F. Vin et service compris, au choix : entrée, poisson ou viande, fromage ou dessert et café.

**LUDMILA PAVILION RUSSE** 47-20-60-69 45, rue François-I<sup>er</sup>, 9<sup>e</sup> F. dim. Le restaurant russe de TOUT-PARIS. Dîners, Soupers dans une ambiance russe avec LUDMILA et ses chanteuses-guitaristes.

**LESARLADAIS** F. midi, dim. 45-22-23-62 Dg. d'aff. 22 h. Cuisine PÉRIGORDINE, CASSOLET, CONFIT, POIE GRAS, CÉPES, MARILLÈS. Menu 180 F. Lc. avec spécialité CARRÉ 200-210 F.

**L'AR**











★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*



# Economie

## SOMMAIRE

■ Le dollar avait de nouveau chuté, dans la journée du mardi 10 novembre, sur les marchés de New-York, Zurich et Francfort. Cependant, une intervention du président Reagan a enrayer le mouvement. La Bourse de Paris, quant à elle, a connu sa quatrième journée noire depuis le 19 octobre. Certains titres de qualité n'ont pas trouvé d'acheteurs. Suez a légèrement reculé (voir ci-dessous). Les marchés sont dans l'attente des résultats de la balance commerciale américaine de septembre 1987, qui devraient être rendus publics le jeudi 12 novembre. Seul espoir de redressement : les positions de la Maison Blanche et du Congrès sur le déficit budgétaire semblent se rapprocher (voir ci-dessous). En dépit de la tourmente financière, M. Balladur entend montrer qu'il reste fidèle à la politique de privatisation : l'Etat va se défaire, avant le 31 décembre prochain, des dernières participations minoritaires

qu'il détient dans le secteur bancaire (voir ci-dessous). ■ La CEE a adopté un programme spécial de 700 millions de francs pour permettre à des pays africains d'effectuer des importations de première nécessité (voir page 19). ■ Dans le rapport sur les nouvelles technologies qu'il a remis au premier ministre, M. Antoine Riboud souligne la dimension sociale du changement technique (voir page 19).

qu'il détient dans le secteur bancaire (voir ci-dessous). ■ La CEE a adopté un programme spécial de 700 millions de francs pour permettre à des pays africains d'effectuer des importations de première nécessité (voir page 19). ■ Dans le rapport sur les nouvelles technologies qu'il a remis au premier ministre, M. Antoine Riboud souligne la dimension sociale du changement technique (voir page 19).

## BILLET

### Dangereuse cacophonie

Les petites phrases assassines ou rassurantes se succèdent à un rythme qui brouille chaque jour un peu plus la perception, déjà à court terme, des marchés. Comment décrire le signal majeur de ce qui devient une véritable cacophonie internationale ? Condamnés aux hypothèses, cambistes et opérateurs boursiers sont plus que jamais réduits à réagir, jour après jour, dans l'attente persistante d'une réunion du G7, dont les membres plus s'il faut en espérer des décisions crédibles.

crètes cette fois, des hauts fonctionnaires assurent gravement qu'il convient avant tout de donner aux marchés un signal clair de... patience. Certes, les déséquilibres qui ont conduit à la crise financière et monétaire des dernières semaines sont lents à résorber dans le meilleur des cas, celui où l'on assisterait à un saut de coopération internationale. Mais la tension devient de plus en plus grande d'un repli sur soi.

Parfois une baisse du dollar qu'une récession affirmée, un matin, M. James Baker, secrétaire américain au Trésor. La monnaie américaine a suffisamment baissé, assure-t-il, le lendemain, le président Reagan. Commencez par mettre de l'Ordre dans vos déficits budgétaires, exigent les vertueux Allemands ou les Japonais dont la patience, de toute évidence, s'épuise sérieusement. Baissez vos taux d'intérêt pour limiter les conséquences d'un peu de rigueur aux Etats-Unis et nous reprendrons le fil du dialogue, répliquent les Etats-Unis. Envoyez l'espoir d'une nouvelle impulsion à la concertation annuelle du Fonds monétaire international, quinze jours avant le 12 novembre, le 18 octobre, à Wall Street ?

Lorsque l'ancien responsable des conseillers de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein, se félicite, dans le Wall Street Journal du 10 novembre, de la clarté du dollar et demande qu'il soit mis fin, « explicitement mais amicalement », à la coordination internationale des politiques économiques, il réitère la pensée d'une partie de l'Amérique. On ne saurait la généraliser à l'ensemble d'un gouvernement Reagan affaibli. Mais, dans l'atmosphère passionnelle qui prévaut actuellement, ce type d'analyse ramène au chapitre des bonnes intentions les tentatives de médiation à Bâle, en début de semaine, des gouvernements des banques centrales.

Plus les jours passent dans l'incertitude — aujourd'hui, les discussions au Congrès sur une réduction du déficit budgétaire américain, demain, le verdict du commerce extérieur des Etats-Unis, — plus il sera difficile aux gouvernements de reprendre le contrôle de la situation. Mais, en attendant même qu'ils y parviennent, les discussions des dernières semaines laisseront des blessures politiques aussi longues à cicatriser qu'il sera difficile de réconcilier avec méfiance l'éclatement brutal de la « bulle financière » sur la croissance mondiale.

Plus les jours passent dans l'incertitude — aujourd'hui, les discussions au Congrès sur une réduction du déficit budgétaire américain, demain, le verdict du commerce extérieur des Etats-Unis, — plus il sera difficile aux gouvernements de reprendre le contrôle de la situation. Mais, en attendant même qu'ils y parviennent, les discussions des dernières semaines laisseront des blessures politiques aussi longues à cicatriser qu'il sera difficile de réconcilier avec méfiance l'éclatement brutal de la « bulle financière » sur la croissance mondiale.

Il y a quelques choses de surréalistes dans les déclarations, de

FRANÇOISE CROUGNEAU

## Nouvelle baisse du dollar et des marchés boursiers

### Attente et inquiétude

La journée du mardi 10 novembre a encore été très agitée sur les places financières. Le dollar, d'abord, a battu une fois de plus ses records de baisse, tombant à 133,20 yens et 1,6480 DM, après que la quotidienne le New York Times ait prêté à un « officiel » américain des propos assassins selon lesquels le gouvernement des Etats-Unis souhaite que le billet vert glisse encore pour réduire le déficit commercial du pays. En fin de matinée, toutefois, le président Ronald Reagan, recevant le président israélien Chaim Herzog, éprouvait le besoin de préciser sa position : « Nous n'allons rien faire pour que le dollar baisse, je ne cherche pas un nouvel recul. »

Auparavant, le porte-parole de la Maison Blanche avait pris l'initiative, inhabituelle, de démentir les propos cités par le New York Times, précisant que l'« officiel » en question ne parlait pas au nom de l'administration Reagan et que les « Etats-Unis continuent à coopérer étroitement avec leurs alliés du groupe des Sept afin de favoriser une stabilisation des taux de

change ». Ces deux démentis successifs provoquaient un rebond du dollar, qui, après s'être raffermi à 134,80 yens et 1,67 DM, semblait se stabiliser, provisoirement du moins, à 134,30 yens et 1,6650 DM environ.

Les opérateurs, toutefois, ne se montraient guère optimistes pour la seconde partie de la semaine, avec le cap difficile de jeudi, jour où doit être annoncé le déficit commercial américain pour le mois de septembre. Les pronostics tournent autour de 14 milliards de dollars, contre 15,7 milliards en août. Si ce déficit était supérieur aux prévisions, le dollar serait soumis à de nouvelles pressions, bien que les yeux soient davantage tournés vers le déficit budgétaire américain, haïssé du monde entier.

Par ailleurs, les opérateurs sont rendus perplexes par les propos du représentant spécial de la Maison Blanche pour les affaires commerciales, M. Clayton Yeutter qui, s'exprimant à Genève mardi, a laissé entendre que le dollar continuerait

de baisser tant que les déséquilibres actuels du commerce mondial ne seraient pas corrigés. Cela signifie, en clair, que les énormes excédents allemands et japonais doivent être réduits, de gré ou de force, qu'on répète, on le sait, dans de nombreux milieux aux Etats-Unis, notamment au Congrès.

Sur le front du budget, néanmoins, un timide espoir semble naître, avec de nouvelles propositions des parlementaires démocrates plus proches de celles des républicains sur la base d'un plan de réduction du déficit de 22,5 milliards de dollars en 1988 et de 58,4 milliards l'année suivante. Le leader de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, M. Thomas Foley, a affirmé que « le rythme des discussions s'accroît », se déclarant « optimiste sur les chances d'un accord ». Rappelons que la proposition républicaine portait sur une réduction du déficit de 30 milliards de dollars en 1988 et de 46 milliards l'année suivante.

Sur le front boursier, la journée de mardi a été à nouveau « sanglante », sauf à Londres où, après un

fléchissement initial, les cours se raffermiraient de 1,2 %. En revanche, la chute se poursuivait à Francfort, avec un recul de 7,3 % qui atteignait 10 % pour les titres de sociétés exportatrices donc vulnérables à la baisse du dollar comme Siemens (-10 %). A Zurich, le repli était sévère (-5,5 %), de même qu'à Bruxelles (-5 %). Tandis que le mercredi 11 novembre, la séance s'achevait à Tokyo par un repli de 3 %.

A Paris, la séance de mardi a été assez catastrophique, la baisse moyenne de 6,28 % recouvrant des chutes de plus de 10 % sur certains titres. La psychose est telle que les gérants de portefeuilles et de SICAV redoutent maintenant, après les ventes massives des étrangers, celles des petits porteurs restés passifs jusqu'à présent. Le plus inquiétant, estiment-ils, est l'anticipation d'une réduction des bénéfices des sociétés en 1988 au cas où une récession s'installerait.

F. R.

## Bourse de Paris

### La série noire continue

Pour la quatrième fois (1) depuis le 19 octobre, la Bourse à Paris, le mardi 10 novembre, un krach en plongeon de 6,28 %. Rien ne permet d'affirmer que ce soit la dernière secousse. Aucun spécialiste n'ose d'ailleurs avancer de prévisions. Les boursiers attendent plutôt avec une certaine appréhension la reprise du marché jeudi, après la commémoration de l'Armistice. Ils craignent la réaction de panique des petits porteurs qui pourraient augmenter leurs ventes, tout comme d'ailleurs les professionnels, au vu des mauvaises performances des autres Bourses étrangères.

De plus, ce jour-là sera publié le montant du déficit commercial américain du mois de septembre. L'annonce de celui d'août avait été à l'origine du premier choc de la mi-octobre.

La passe devrait quand même permettre aux intervenants de reprendre leur souffle après la séance de mardi qui fut, en plus, interrompue pendant une heure par une alerte à la bombe. Dès le début de la journée, les ordres de vente affluaient dans les charges en provenance d'investisseurs français et surtout étrangers. Le playboy étatique inquiet de l'ampleur de la crise monétaire qui perturbe l'ensemble des places financières et surtout de l'incapacité des dirigeants américains et allemands à vouloir ou à pouvoir la stopper. A cela se sont

ajoutés les reculs de Wall Street et de la Bourse de Tokyo et également l'échec de la cotation de Suez. Lundi, la dernière des privatisées avait perdu 17,66 % lors de sa première cotation avec près de 2 millions de titres échangés. Il n'en fallait pas plus pour accroître le pessimisme ambiant.

La tornade s'est alors propagée sur toutes les valeurs françaises. Plus d'une vingtaine d'entre elles étaient réservées à la baisse, c'est-à-dire que les vendeurs trop nombreux ne trouvaient pas d'acheteurs en face. Ce mouvement a touché des titres de qualité comme Michelin, Peugeot, Lafarge, Paribas, Roussel Uclaf... Les investisseurs institutionnels auraient même dû intervenir pour que les cotations de certains titres puissent s'effectuer. Ils auraient ainsi remplacé les acquéreurs résolument absents.

Quasiment aucun titre n'a enregistré de hausse mardi sur le marché à règlement mensuel. En revanche, les replis étaient nombreux et conséquents. En milieu de séance, les quinze plus fortes baisses variaient entre 10 % et 20 %. Paradoxalement, Suez se comportait relativement bien en ne perdant que 2,3 %. Il cédrait à 255 F contre 261 F lundi. Cependant, le nombre de vendeurs restait élevé, puisque 696 500 actions ont changé de mains, ce qui représente 3,5 % du capital proposé

au public. Tout comme lors de la première cotation, l'ensemble des ordres de vente n'a pu être exécuté. Globalement, on y incluant les 696 500, il avoisinerait le million. Aux investisseurs étrangers qui auraient vendu d'importants blocs de titres comme la veille se sont ajoutés les petits porteurs. Ces derniers réalisent qu'ils ont perdu près de 20 % par rapport au prix d'offre publique de vente de 317 F.

Dans cette tempête, certaines sociétés font preuve de sagesse en reportant leur introduction sur le second marché. Après la firme informatique Unilog ou encore Yves Saint Laurent, c'est au tour de la charge d'agents de change Tuffier et associés de différer son entrée, qui pourtant était prévue pour vendredi.

Ce n'est pas par superstition mais plutôt par réalisme. Car le bilan est très lourd. Depuis le 22 octobre, jour du nouveau mois boursier, la Bourse a perdu 18,68 %. Cette perte catastrophique s'ajoute au 21 % de la liquidation précédente. Au soir du quatrième krach, l'indice CAC de la Compagnie des agents de change cédait à 273,6, revenant au niveau de celui du 3 janvier 1986. Les 70 % de hausse réalisés en près de deux ans étaient définitivement effacés.

DOMINIQUE GAILLOIS.

(1) La Bourse perdait 9,7 % le lundi 19 octobre ; 7,3 % le mardi 26 octobre, et 9,2 % le mercredi 28 octobre.

## La politique des privatisations

### L'Etat cède ses participations financières bancaires minoritaires

L'Etat cède, avant le 31 décembre 1987, aux sociétés mixtes, les participations minoritaires qu'il détient encore dans des groupes bancaires privés : 49,7 % dans le Crédit du Nord, filiale de Paribas, et 49 % (au travers du Consortium français de participations bancaires) dans l'Européenne de banque, l'Union de banque

de Paris et la Banque Chaix, filiales du Crédit commercial de France.

Par ailleurs, les relations financières qui lient l'Etat, le groupe du Crédit industriel et commercial (CIC) et le Groupe des assurances nationales (GAN) seront simplifiées d'ici au 31 décembre 1987.

### Une logique imperturbable

Si l'y a bien une chose que l'on ne peut reprocher à M. Balladur, c'est de manquer de suite dans les idées. La tournure que prennent les marchés financiers ne le déçoit pas d'un pouce de la mission de privatisation qu'il s'est assignée. Le mardi 10 novembre, alors que la Bourse de Paris affichait une nouvelle et forte baisse, le ministre de l'Economie faisait savoir que l'Etat se déferait, avant le 31 décembre 1987, au profit de Paribas, des dernières participations minoritaires qu'il détenait encore dans les filiales de ces groupes bancaires retournés au privé. « Ces cessions (...) sont la suite logique de la privatisation », affirme le communiqué du ministère. Rue de Rivoli, la vie continue comme si de rien n'était. Ces déclarations ne font certes pas appel au marché boursier, mais on aurait pu imaginer, cependant, que la tempête financière ralentirait les ardeurs de M. Balladur.

Hérédité des restructurations opérées dans le secteur bancaire pendant la nationalisation, les participations que

possède encore l'Etat dans des filiales de groupes désormais privatisés, contrairement, il est vrai, la doctrine de M. Balladur, franchement hostile à l'économie mixte. Pourquoi, alors, ne pas avoir cédé ces participations avant de privatiser Paribas et le Crédit commercial de France, comme l'Etat l'a fait avec la Compagnie financière de Suez, à laquelle il a vendu, trois jours avant son offre publique de vente, les parts qu'il possédait dans deux de ses filiales, la Sofinco et la BFC ?

La raison est simple, à défaut d'être vertueuse. Au moment du retour au privé de Paribas (en janvier 1987) et du CCF (en avril 1987), seuls étaient connus les résultats 1986, qui étaient loin d'être brillants pour les quatre filiales concernées : une perte de 441 millions de francs pour le Crédit du Nord, et des chiffres flirant avec l'équilibre pour les banques du CCF (13,3 millions de francs de bénéfices pour l'Européenne de banque, 36 millions principalement constitués par des plus-values pour l'UBP et 9,2 millions pour Chaix). Il était meilleur pour le prestige des futures privatisées, et certainement pour leur valorisation, de ne pas avoir à porter 100 % de filiales dont l'horizon n'était pas, à l'époque, totalement dégagé.

## Lever un préalable

Qui plus est, pour renflouer le Crédit du Nord, il faut prévoir une augmentation de capital de 750 millions de francs que Paribas entend bien faire assumer pour moitié par l'Etat. Ce qui fut fait. L'économie mixte a parfois du bon.

Aujourd'hui, avec des comptes en redressement, plus rien ne s'oppose à ce que ces filiales rejoignent complètement le giron de la maison mère. L'Etat en tirera de 500 millions à 1 milliard de francs, qui iront alimenter le compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation. Même si ces cessions se réalisent plus tôt que prévu, elles ne compensent pas le manque à gagner né d'un démantèlement de privatisation de l'UAP. Elles se feront d'ailleurs dans les règles de l'art : « Le prix de cession, déjà déterminé à l'occasion de la privatisation, sera réexaminé par une banque conseil de l'Etat et par la Commission de la privatisation ».

Il serait bien étonnant, par les temps qui courent, que ce prix soit revu à la hausse. Mais l'Etat devrait cependant préserver ses intérêts, en prévoyant une

classe de retour « à meilleure fortune ». En clair, si Paribas introduisait en Bourse, dans deux ans, le Crédit du Nord à un prix dégageant de fortes plus-values, les recettes de l'Etat seraient réduites en conséquence.

La simplification des relations financières entre le CIC, le GAN et l'Etat ne rapportera, en revanche, pas un sou à celui-ci, puisqu'il s'agit d'une « pure opération de restructuration interne au secteur public ». L'Etat va apporter au CIC l'ensemble des titres détenus dans les banques régionales de groupe, en échange de titres du CIC émis à l'occasion d'une augmentation de capital. Dans le même temps, le GAN, actionnaire à hauteur de 34 % dans le CIC, renonce à son dividende prélevé en contrepartie du maintien de sa participation, après augmentation de capital, dans le CIC.

Cette restructuration, qui aura lieu avant le 31 décembre 1987, mettra fin au montage complexe des grandes manœuvres menées en 1985 entre les banques et les assurances. Il n'y a pas d'engagement de l'Etat, mais celui-ci ne sera plus présent — à hauteur de 62 % aux côtés du GAN (34 %) et de Suez (4 %) — que dans la maison mère du CIC.

Cet « avenant » au contrat de 1985 ne nécessite pas d'évaluation par une banque conseil de l'Etat, ni par la Commission de privatisation, précise-t-on Rue de Rivoli, puisque tout se passe à l'intérieur du secteur public. L'Etat n'a aucune raison de se léser, même en fixant des prix d'échange qui lui seraient défavorables.

Le but de l'opération : « lever un préalable important au retour sur le marché du GAN et du CIC » et « permettre une mise à jour de certaines parties du capital de certaines filiales ». La logique de M. Balladur est imperturbable, même si le communiqué de la Rue de Rivoli s'empresse de préciser que cette restructuration « n'entraîne aucune décision quant à la fixation d'un calendrier pour la réalisation de ces opérations ».

Etant donné le contexte boursier, une telle déclaration, émanant de tout autre que de M. Balladur, pourrait paraître surréaliste. Mais le ministre d'Etat fait preuve d'un tel dogmatisme en matière de privatisations qu'il est, en fait, à celui des socialistes de 1982 en matière de nationalisations — que la précision n'est peut-être pas inutile.

CLAIRE BLANDIN.

## AFFAIRES

### Abu Dhabi aurait acquis 5 % du capital de Total

Selon le Financial Times, Abu Dhabi Investment Authority (ABIA) aurait acheté 5 % des actions de Total Compagnie française des pétroles. Cette acquisition aurait été réalisée au fil des mois qui ont précédé l'actuelle crise boursière.

C'est la deuxième fois en quelques jours que l'on apprend la prise de participation d'un émirat arabe dans une société pétrolière. Le Koweït aurait réussi à acheter 4,9 % des actions de British Petroleum en dehors de la place de Londres.

D'autre part, la banque américaine d'affaires Shearson Lehman Brothers a annoncé, le mardi 10 novembre, que la souscription des nouvelles actions de British Petroleum, lui a valu une perte de 46 millions de dollars (260 millions de francs). Shearson Lehman avait payé, le 30 octobre, 65 dollars pour chaque titre qui s'échangeait, mardi, au prix de 52,30 dollars.

### Le tribunal de commerce refuse de nommer un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes

Le président du tribunal de commerce de Paris a refusé, le mardi 10 novembre, la nomination d'un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes (MFL), dernier pôle de regroupement de la machine-outil encore en vie, estimant qu'une telle décision « n'était pas pour l'instant justifiée ». Un conseil de surveillance devait se réunir jeudi pour décider du sort de MFL.

Dans son ordonnance, M. Jacques Boe, le président du tribunal, met les actionnaires — et donc les pouvoirs publics — au pied du mur. Il rappelle d'abord que, si le directeur de la société a démissionné, le 29 octobre, le conseil de surveillance — composé essentiellement de représentants d'entreprises publiques ou parapubliques — est toujours en fonction ; en conséquence « la déci-

sion d'un nouveau directeur ne saurait présenter de difficultés particulières ».

Poursuivant sa démonstration, M. Boe remarque qu'« il n'en serait autrement que si le recours à une procédure collective (en d'autres termes, un dépôt de bilan) était inévitable ». Mais, dans ce cas, poursuit-il, « il aurait lieu de déposer au greffe une déclaration de cessation de paiement ».

Or, que constate le président du tribunal de commerce de Paris s'appuyant sur les rapports que M. Albert Chassagnon, nommé mandataire ad hoc, lui a remis et sur les derniers procès-verbaux des conseils de surveillance ? que ces textes « font état d'une situation préoccupante, sans toutefois qu'il en résulte la certitude d'une situa-

tion définitivement compromise ni d'un état actuel de cessation des paiements ».

On ne saurait mettre plus clairement devant leurs responsabilités des actionnaires pressés de se défaire de leur engagement pris à contre-cœur, sous la pression des pouvoirs publics (Le Monde du 7 novembre). Reste que le problème économique de MFL demeure entier (100 millions de pertes pour 650 millions de francs de chiffre d'affaires). Le rappel à l'ordre du président du tribunal de commerce ne règle rien et ne permet pas de gagner quelques jours. « Pour l'instant, il n'y a pas eu de projet » (acte, permettant de constater le défaut de paiement), notait un observateur pour qui l'affaire devrait évoluer rapidement.

F. V.

## REPÈRES

Commerce et

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



# Economie

## REPÈRES

### Commerce extérieur

#### Réduction de l'excédent japonais

L'excédent commercial japonais s'est inscrit à 6,81 milliards de dollars en octobre contre 7,43 milliards un mois plus tôt, annonce le ministère des finances. Les exportations ont progressé de 7,7 % pour représenter 20,63 milliards de dollars alors que les importations faisaient un bond de 21,4 % et atteignaient 13,81 milliards, sur la base des statistiques douanières. L'excédent d'octobre 1986 était de 7,77 milliards de dollars.

D'autre part, les bénéfices avant impôts des grandes entreprises japonaises ont baissé de 11,4 % durant l'exercice budgétaire terminé le 31 mars dernier, indique la Banque du Japon dans un rapport publié le mardi 10 novembre.

### Monnaies

#### Le forint dévalué de 5 %

La devise hongroise, le forint, a été dévaluée de 5 % vis-à-vis des devises convertibles, à compter du mercredi 11 novembre. Cette décision de la Banque nationale de Hongrie, annoncée à la télévision mardi, est prise pour donner une nouvelle impulsion au commerce extérieur. La dernière dévaluation du forint remontait au 11 mars dernier. Elle avait été de 8 %.

### SOCIAL

## La CEE lance un programme spécial d'aide aux pays africains les plus pauvres

Les ministres des Douze chargés de la coopération, qui étaient réunis le lundi 9 novembre à Bruxelles, ont approuvé un programme spécial de 100 millions d'ECU, soit 700 millions de francs, en faveur des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés de l'Afrique subsaharienne. Une vingtaine d'États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) signataires de la convention de Lomé, parmi lesquels le Sénégal, Madagascar, le Zaïre, le Ghana, bénéficieront de ce programme. Son objectif est de pallier la pénurie de devises qui les frappe et de leur permettre ainsi d'effectuer, dans des délais rapides, les importations nécessaires pour faire face aux besoins minimums de leurs consommateurs et de leur économie.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Ce nouvel effort, qui vient s'ajouter à l'aide financière accordée au titre de Lomé III, témoigne de la volonté de la Communauté de s'engager comme partenaire actif dans les débats concernant les politiques de réforme économique qu'un nombre croissant de pays ACP mettent en œuvre sous le contrôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

L'aide financière de la Communauté a été jusqu'ici principalement

affectée à des projets de développement à moyen terme et s'est trouvée, par là même, déconnectée des problèmes les plus immédiats que rencontrent les partenaires ACP. Parmi ceux-ci, le manque de devises dû aux effets conjugués de la chute des recettes d'exportation, au service de la dette et à l'insuffisance des prêts bancaires. La Commission, dans le rapport qui a servi de base aux entretiens des Douze, souligne que la capacité d'importation de l'Afrique subsaharienne s'est réduite, en 1986, de 28,5 à 27 milliards de dollars.

L'actuelle convention de Lomé permet déjà de financer des « programmes sectoriels d'importation » (PSI), grâce auxquels les pays ACP peuvent, par exemple en liaison avec un projet de développement agricole, obtenir le financement de l'achat d'engrais, de semences, de pièces détachées de tracteurs, etc. Cinq pays ACP ont bénéficié de ces PSI. On en est donc au début. Le programme spécial adopté lundi vise à développer l'expérience, à en assouplir les modalités, notamment en élargissant la liste des produits dont l'importation peut être ainsi prise en charge.

L'obligation de réduire les importations est souvent aggravée par les programmes de réforme qu'un nombre croissant de pays africains mettent en œuvre avec le soutien de la Banque mondiale et du FMI. Vingt-cinq d'entre eux sont, actuellement, engagés dans cette voie qui implique une douloureuse contraction de la demande interne. La Communauté ne pouvait rester à l'écart de ce mouvement. « Son concours doit

permettre d'atténuer la rigueur des mesures décidées, de donner un caractère plus humain aux réformes mises en œuvre sous l'égide du Fonds et de la Banque mondiale en fonction de critères très exclusivement financiers ou monétaires », a commenté M. Michel Aurillac, ministre français de la coopération.

La politique d'accompagnement des programmes d'ajustement structurel que se propose d'appliquer la Communauté serait conçue en collaboration étroite avec la Banque mondiale et le FMI, ainsi qu'avec les États membres. L'idée est que la Communauté, présente sur le terrain et de ce fait consciente des contraintes locales, peut influencer le contenu des programmes d'ajustement et, au-delà, par son aide financière, réduire les risques d'explosion sociale.

Les programmes spéciaux d'importation apparaissent aujourd'hui, compte tenu des dispositions de Lomé III, comme le seul moyen de dégrader une aide rapidement déboursable et de desserrer ainsi les contraintes immédiates qui résultent de la crise économique et de la politique d'ajustement appliquée par les ACP. Les instruments de la convention de Lomé pourraient être modifiés pour permettre de mieux répondre à ceux-ci, rendant possible une aide budgétaire ou encore un soutien direct à la balance des paiements. « Ces deux instruments sont les éléments-clés de l'appui à l'ajustement macro-économique », constate la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Le rapport Riboud sur les nouvelles technologies

### « Faire évoluer le travail des hommes en même temps que leurs outils »

M. Antoine Riboud a choisi un ton délibérément optimiste dans le rapport sur les nouvelles technologies (1) qu'il a remis, le mardi 10 novembre, à M. Jacques Chirac. Le premier ministre avait demandé, le 15 avril dernier, au PDG de BSN « un travail de réflexion, d'une nature prospective ».

Tout en refusant de « donner des leçons », M. Riboud annonce la couleur : « Le changement technologique n'a pas d'importance en soi (...). Ce qui compte (...), c'est de faire évoluer au bon moment, et si possible en permanence, le travail des hommes en même temps qu'on fait évoluer leurs outils. »

Toute la finalité du rapport Riboud se retrouve dans cette phrase : « L'équilibre entre le projet économique et le projet humain est la clé du consensus qu'il faut obtenir entre tous les partenaires sociaux pour gagner la bataille économique. L'intérêt de la démarche est que M. Riboud s'est entouré d'une « équipe de pilotes » et de dix rapporteurs qui ont effectué des visites en France et à l'étranger (près de deux cents personnes ont été rencontrées et environ cinquante entreprises visitées dans six pays). Ce travail, testé in fine auprès d'experts divers, débouche sur six recommandations principales qui constituent les six chapitres du livre. A chaque fois, des exemples d'expériences sont présentés.

La première recommandation est de « savoir anticiper pour sélectionner ses projets de modernisation ».

### Deux Journées nationales pour la Sécurité sociale

Près d'un million de personnes sont invitées aux deux Journées nationales des États généraux de la Sécurité sociale organisées par le gouvernement le jeudi 12 et le vendredi 13 novembre à Paris : représentants des caisses et régimes de Sécurité sociale, confédérations syndicales et patronales, professions et organismes de santé et associations intéressées. Quatre « tables rondes » réuniront pendant une journée trente à quarante orateurs : sur l'assurance maladie et sur la politique familiale le jeudi, sur l'assurance vieillesse et sur l'organisation et le financement de la Sécurité sociale le vendredi.

A cette occasion, la CGT entend mener une « offensive » pour exprimer son opposition à la politique gouvernementale et au rapport des « sages », qui, selon Louis Vianet, secrétaire de la CGT, « traduit le même état d'esprit : la recherche d'une réduction des dépenses de santé et d'un financement qui dégage les entreprises ». Le 12 novembre, un défilé dans Paris aboutira sur l'esplanade des Invalides.

technique ». Les entreprises sont invitées à « ne pas se précipiter dans une décision technique » et à « déterminer des axes majeurs de stratégie (...) ». Les pouvoirs publics sont encouragés à créer un marché de l'information économique et sociale, notamment pour les PME. Ainsi, « la commission générale du Plan, tel qu'il est résumé par les entreprises, pourrait être une vigie, un observatoire, un système d'alarme ».

### Une approche consensuelle

Le rapport Riboud avance comme deuxième recommandation de « repenser l'investissement productif ». Dans le choix d'une bonne technologie, la clé de la réussite, « c'est d'enrichir l'approche technique par une approche sociale et de repenser le travail en même temps que l'outil ». Le changement technologique devient alors « le bon moment pour réussir le changement social ». Les pouvoirs publics sont invités à créer des « banques d'expériences » et à « orienter une partie des moyens des fonds régionaux d'aide au conseil vers des projets de modernisation ».

La troisième recommandation est de « mettre en place une organisation qualifiante pour gérer la nouvelle productivité ». Elle part du préalable que « la très grande majorité des salariés peuvent évoluer grâce à une organisation adaptée et à la formation ». Les entreprises sont invitées à « intégrer la formation continue au processus productif », à « adapter la formation aux hommes et non l'inverse », à encourager la mobilité professionnelle.

Grève dans les banques le 13 novembre. — Trois fédérations de salariés des banques, FO, CFDT et CGC (qui représentent 75 % des syndiqués), appellent à une grève pour protester contre la « détérioration du pouvoir d'achat qu'elles chiffrent à 5 % en niveau sur 1986-1987 » et des conditions de travail. Le vendredi 13 novembre, jour de la réunion de la commission paritaire de l'Association française des banques (AFB). De son côté, la CGT a prévu une journée d'action et la CFDT des « actions locales ». Deux manifestations séparées devant le siège de l'AFB sont prévues vendredi, l'une par les trois syndicats, l'autre par la CGT.

RECTIFICATIF. — Dans l'article sur la revalorisation du traitement des fonctionnaires (le Monde du 11 novembre), la fin d'une phrase a malencontreusement disparu. A la fin du quatrième paragraphe, il fallait lire : « M. de Charette négocie sur la base de 3 % d'évolution en masse tout en y intégrant, comme dans les entreprises publiques, un « GVT positif » (mesurant l'ancienneté et les promotions) de 1,7 % (finis ramené finalement à 1,0 %).

comme moyen de formation ». Le rapport demande notamment aux pouvoirs publics d'instituer « un droit des salariés à bénéficier d'un bilan professionnel ». Ces bilans de « compétences » pourraient être réalisés avec des organismes indépendants de l'entreprise et conduire à des formations spécifiques.

L'approche consensuelle se retrouve avec la quatrième recommandation : « Informer et négocier pour obtenir l'adhésion de tous au changement technologique ». Ainsi, « l'entreprise doit créer la motivation et surmonter les antagonismes ».

Le rapport recommande aussi aux entreprises de « gérer les suppressions de postes avec un délai et des plans d'accompagnement suffisants pour en minimiser les conséquences négatives » et de pratiquer un « civisme d'entreprises ». C'est dans ce chapitre que se trouve l'unique recommandation à l'intention des partenaires sociaux : « Négocier un accord national interprofessionnel sur le développement des nouvelles technologies, prenant effet avant l'ouverture du marché unique européen, le 1<sup>er</sup> janvier 1993. »

La cinquième recommandation vise à « mobiliser les entreprises pour prendre le relais de la formation initiale ».

Les propositions s'adressent tant aux entreprises qu'aux pouvoirs publics, en partant de l'idée que « les emplois du futur requerront des aptitudes de généralistes ».

Enfin, l'ultime recommandation a pour objectif d'« inventer des solidarités d'entreprises » — d'abord localement, afin de collecter l'information technologique et économique, — ou encore de développer des « solidarités financières et techniques » entre établissements locaux de grands groupes et PME.

A la fois pragmatiques, innovateurs et ambitieux, les développeurs du rapport Riboud dépendent maintenant des branches professionnelles (2) et des entreprises elles-mêmes. Les initiatives qui pourront prendre, au niveau national, tant le gouvernement que les partenaires sociaux pourraient cependant favoriser — ou non — le suivi des propositions.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Antoine Riboud, *Modernisation, mode d'emploi*. UGF, collection « 10/18 », 214 p.

(2) Plusieurs branches ont déjà conclu des accords sur les nouvelles technologies, comme, par exemple, la banque et la métallurgie.

## CONCOURS

# LE MONDE DU VIN

## COMMANDEZ VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F 10 ans	N° 2 4,50 F 10 ans	N° 3 4,50 F 10 ans	N° 4 4,50 F 10 ans	N° 5 4,50 F 10 ans	N° 6 4,50 F 10 ans
N° 7 4,50 F 10 ans	N° 8 4,50 F 10 ans	N° 9 4,50 F 10 ans	N° 10 4,50 F 10 ans	N° 11 4,50 F 10 ans	N° 12 4,50 F 10 ans
N° 13 4,50 F 10 ans	N° 14 4,50 F 10 ans	N° 15 4,50 F 10 ans	N° 16 4,50 F 10 ans	N° 17 4,50 F 10 ans	N° 18 4,50 F 10 ans
N° 19 4,50 F 10 ans	N° 20 4,50 F 10 ans	N° 21 4,50 F 10 ans	N° 22 4,50 F 10 ans		

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Hautes, 75008 PARIS.

## MARCHÉS FINANCIERS

### NEW-YORK, 10 nov. ↓

#### Décontenance

Wall Street a, de nouveau, cédé à la baisse mardi, sans que rien puisse laisser présager une reprise après trois séances consécutives de repli. L'indice Dow Jones a cédé 22,05 points mardi, après 58,35 points lundi 9 et 23,55 vendredi 6 novembre. Il est tombé ainsi à 1 878,15, s'approchant du niveau atteint dans les derniers jours d'octobre.

Seul le soutien d'une stabilisation du dollar exprimée par M. Ronald Reagan a permis à la Bourse new-yorkaise de se ressaisir en cours de journée, après un plongeon de près de 50 points dès l'ouverture. Les investisseurs ont cependant trouvé peu de réconfort dans les confortables optimistes qui sortent de la négociation entre la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire.

De plus, la prudence semblait de mise à moins de quarante-huit heures de la publication des statistiques mensuelles de la balance commerciale des États-Unis pour le mois de septembre. Parmi les valeurs les plus actives, on notait General Electric (2,228 millions de dollars), American Telephone (2,04 millions), IBM (1,739 million), American Express (1,580 million), Glaxo (1,361 million), Exxon (1,324 million), Eastman Kodak (1,280 million), Dupont (1,238 million), Unilever (1,196 million).

VALEURS	Cours du 9 nov.	Cours du 10 nov.
Alcoa	42 5/8	42 3/8
Aluminum Ind. (Am.)	71 7/8	71 1/2
A.T.T.	28 5/8	28 3/8
Boeing	42 1/4	42 1/8
Chem. Manhattan Ind.	27 7/8	27 1/2
De Pont de Nemours	86	82 3/4
Exxon	40 1/2	40 1/8
Gen. Elec.	23 3/8	23 1/4
General Mills	47 1/4	47 1/8
Goodyear	47 1/2	46 7/8
IBM	118 1/8	117 3/4
I.T.T.	118 7/8	117 1/2
Johnson & J.	37	37 3/8
Kodak	81 3/4	80 1/2
Pfizer	23 1/8	23 1/4
Rockwell	28 1/8	28
Union Carbide	20 1/2	20 1/4
U.S.S.	27 1/2	27 1/8
Westinghouse	48 7/8	48
Xerox Corp.	87 1/8	86 1/8

### TOKYO, 11 nov. ↓

#### Fortes chutes

La Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de baisse mercredi 11 novembre. L'indice Nikkei a cédé à 21 036,76 yens, en baisse de 649,70 yens par rapport à la séance de la veille. L'indice a donc perdu 3 % en une journée, mais les pertes furent plus importantes en début de matinée, le Nikkei perdant alors jusqu'à plus de 1 000 yens.

Il s'agit du plus bas niveau de l'indice des 225 valeurs industrielles les plus représentatives du marché depuis avril, en exceptant les niveaux records de baisse des 20 et 26 octobre.

Tout comme la plupart des autres places boursières, les investisseurs nippons sont inquiets de l'évolution du dollar et de l'absence de décisions des autorités financières pour tenter d'enrayer cette crise. Le volume des échanges a atteint 7,5 millions de titres mercredi, soit 50 000 de plus que lors de la séance précédente.

Parmi les valeurs bénéficiaires, on notait en cours de séance NTT, Tokyo Electric Power. En revanche, à la baisse figuraient Nec, Sony et Nissan Motor.

VALEURS	Cours du 10 nov.	Cours du 11 nov.
Abn	441	411
Bridgestone	1070	1040
Casac	625	581
Fuji Bank	2980	2520
Honda Motor	1130	1180
Mitsubishi Heavy	180	150
Sony Corp.	3880	3520
Toyota Motor	1730	1780

## BOURSES

### PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)  
9 nov. 10 nov.  
Valeurs françaises... 72,8  
Valeurs étrangères... 93,7  
C<sup>o</sup> des segments de change  
(Base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général... 292,3 273,6

### NEW-YORK

(Index Dow Jones)  
9 nov. 10 nov.  
Industrielles... 1994,39 1978,15

### LONDRES

(Index Financial Times)  
9 nov. 10 nov.  
Industrielles... 1232 1246,9  
Mises d'or... 277,6 265,5  
Fonds d'Etat... 92,34 92,33

### TOKYO

10 nov. 11 nov.  
Nikkei Dow Jones... 21 036,76 21 036,76  
Indice général... 177,58 173,59

## M. Duisenberg, président de la Banque des règlements internationaux

Le gouverneur de la Banque centrale des Pays-Bas, M. Wim Duisenberg, a été élu, le mardi 10 novembre, président de la Banque des règlements internationaux (BRI) par le conseil d'administration de l'institution.

M. Duisenberg succède au gouverneur de la Banque nationale de Belgique, M. Jean Godeaux, qui n'avait pas souhaité renouveler un mandat de trois ans expirant le 31 décembre prochain.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Thomson-CSF cède une filiale à ses salariés. — Thomson-CSF vient de céder une de ses filiales, Cameca (instrumentation scientifique), à ses salariés appuyés par un groupe de banques françaises. Cameca emploie deux cent quarante salariés en France et quarante à l'étranger. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 200 millions de francs, réalisés à 90 % à l'exportation. Deux cent cinq des deux cent quarante salariés ont participé financièrement à l'opération.

● OPA de Granada sur Electronic Rentals. — Le groupe britannique Granada (distribution d'électronique grand public) a lancé une offre publique d'achat de 224 millions de livres (2,24 milliards de francs) sur une autre entreprise exerçant dans le même secteur, Electronic Rentals. Toutefois la direction de la firme a rejeté ce projet d'OPA. Granada, qui ne possède déjà que 0,8 % d'Electronic Rentals, a réalisé, lors de son dernier exercice annuel se terminant le 30 septembre 1986, un bénéfice impossible de 92,4 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 841,8 millions de livres. Electronic Rentals affiche un bénéfice impossible de 16,5 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 254 millions de livres au cours de l'exercice terminé le 30 mars 1986.

● Hoesch valerait un secours de PHB-Weserhütte (mécanique). — Le géant de l'acier ouest-allemand

Hoesch prendrait la majorité du groupe de construction mécanique PHB-Weserhütte (PHW), abandonné, depuis la fin octobre, par son principal actionnaire, Otto Wolf, en raison de l'importance de ses pertes (plus de 400 millions de francs en 1986 pour 3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires), selon le journal économique *Handelsblatt*. Il y a quatre ans, Hoesch avait déjà racheté 49,58 % de PHW, mais il s'était heurté à l'opposition d'Otto Wolf, actionnaire à 49,94 %. Il lui avait donc rendu sa participation.

● La SEPR rachète un fabricant allemand de céramiques. — La Société européenne de produits réfractaires (SEPR), filiale de Saint-Gobain, recouvrant les activités de sa branche « céramiques industrielles », va acquérir d'ici la fin de l'année 100 % du capital de l'allemand Stettner, l'un des principaux fabricants européens de céramiques techniques. Stettner réalisait, en 1987, un chiffre d'affaires total supérieur à 400 millions de francs. Elle exporte 50 % de sa production, et ses activités se répartissent pour moitié entre les céramiques pour l'électronique et les céramiques techniques. L'entreprise dispose de quatre usines en RFA, dans la région de Nuremberg, et de deux filiales en France (Cice SA, à Montreuil, et Isolante, à Courtenay, dans le Loiret), qui réaliseront, en 1987, 85 millions de francs de chiffre d'affaires.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	ARTS ET SPECTACLES	SERVICES	MINITEL
2 La mort du président du Niger. 3 Le sommet d'Amman. 4 L'URSS sur la sellette à l'ONU. — La démission du chef du Parti québécois.	8 La discussion du budget de la défense à l'Assemblée nationale : les agacements de M. Giraud. — Communiqué, mouvement préfectoral et nominations au conseil des ministres. — La réforme du contentieux administratif.	9 M <sup>me</sup> Barzach démet le docteur Serrou, délégué général du Comité d'éducation pour la santé, de ses fonctions. — Les fraudes électorales à Trappes. <b>ÉDUCATION</b> 10 La guerre des devoirs à la maison.	18 Nouvelle baisse du dollar et des marchés boursiers. 19 Le rapport Riboud sur les nouvelles technologies. — Les marchés financiers.	11-12 La Passion Béatrice, de B. Tavernier, et <i>Prick up your ears</i> , de S. Frears. 13 La vente de la collection Georges-Renaud au Théâtre des Champs-Élysées. — La semaine musicale de Marrakech. 14 Les expositions.	Abonnements ..... 2 Radio-Télévision ..... 17 Carnet ..... 17 Mots croisés ..... 17 Météorologie ..... 17 Spectacles ..... 15-16	● Bourse : la « catastrophe » en direct. BOURSE ● Les privatisées dans la tourmente. PRI ● Où en est l'affaire Luchaire... ? URG Actualité International Sport. Abonnements. Culture. Jeux. 3615 Tapez LEMONDE

## Les remous au PR

## La solidarité face aux attaques du RPR n'a pas masqué l'affrontement entre M. Léotard et M. Giscard d'Estaing

« Cette fois, il s'agit d'exagérer... » Dans les couloirs du Palais-Bourbon, le mardi 10 novembre, M. Jean-Claude Gaudin a pris sa grosse voix pour faire croire à sa colère. Quelques heures après la délicate réunion des parlementaires PR autour de M. François Léotard, ce n'est pourtant pas l'aise ou l'autre des « tendances » de son parti qui a fait sortir de ses gonds, habituellement bien huilés, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Cette fois, c'est le RPR qui est en cause. Lui qui, depuis dix-huit mois, s'efforce de jouer les « monsieur bons offices » entre barrières et chaises, qui conseille la patience aux premiers, la compréhension aux seconds, qui — systématiquement — amortit les chocs, trouve que, pour une fois, « trop s'est trop ».

La raison de son ire ? Le tirage au sort des ministres RPR après les déclarations de M. Raymond Barre, le samedi 7 novembre à RTL : « On ne peut pas lui reconnaître le droit d'être candidat et lui interdire de parler. Chaque fois qu'il ouvre la bouche, il y a un dirigeant RPR qui lui réplique : c'est intolérable. D'autant qu'il n'avait pas critiqué le gouvernement, mais simplement fait part de ses propositions. Comme le dit M. Barre, on peut être frère sans être jumeau : il faut être bien dans le monde le comportement. En tout cas, il n'a pas de leçon à recevoir de ceux qui avaient été particulièrement virulents contre son gouvernement entre 1978 et 1981. On pourrait ressortir leurs déclarations d'ailleurs... ».

En petit comité, lors de la réunion du groupe UDF, qui a précédé cette

sortie publique, M. Gaudin avait été encore plus sec. Il s'en était pris notamment à M. Alain Juppé et, surtout, à M. Bernard Pons, qui, secrétaire général du RPR du temps où M. Barre était à l'hôtel Matignon, avait mené la fronde chrétienne contre son gouvernement. Se tournant vers M. André Rossinot, qui ne peut plus guère que regarder passer les coups, il lui a lancé : « Le ministre des relations avec le Parlement est prêt de transmettre à ses collègues, même si c'est en termes plus diplomatiques, la mauvaise humeur des députés UDF. » Car, fort des prises de position idéologiques à la sienne de M. François Geng, Gilbert Gautier, Pascal Clément, Jean Briane, M. Gaudin a pu affirmer que c'était au nom de l'ensemble des élus de son groupe qu'il mettait en garde le RPR.

Face à l'adversaire, l'unité est vite retrouvée. Mais elle ne peut faire oublier le lavage de linge sale auquel avaient procédé, le matin même, la quarantaine de parlementaires PR — essentiellement des députés — réunis autour de M. François Léotard, pour un petit déjeuner de mise au point, qui s'est terminé presque à l'heure de l'apéritif. Car, même matériellement, le ministre de la culture a quelques difficultés à organiser ses relations avec les élus de son parti : il a dû, le temps du conseil des ministres, les laisser débiter sans lui de leurs rapports avec lui.

« Que l'on ait pu s'engueuler comme ça prouve que le PR reste un vrai parti de bon copain », s'est félicité un des participants à cette réunion, où l'orage a toujours

menacé sans jamais éclater. Le secrétaire général du PR a dû se défendre de toute volonté de s'en prendre aux giscardiens, après avoir retiré la responsabilité des élections à M. Michel d'Ornano : « L'idée de l'exclusion d'une sensibilité est absurde », la preuve : « Je me suis battu pour que les barrières se sentent chez eux au PR ». M. Léotard s'est presque mis en colère : « Je n'accepte pas le doute sur mes sentiments à propos de Giscard. »

Les sentiments des députés de base étaient, en fait, mitigés. Si nombreux étaient ceux qui, à l'instar de M. Gaudin, considéraient que le secrétaire général de leur parti venait de prendre personnellement en charge un dossier aussi sensible que celui des élections, tous pensaient, là aussi, comme M. Gaudin, qui a apporté son témoignage de responsable de cette affaire pour toute l'UDF, que M. d'Ornano n'avait rien démenti. La question a traversé bien des esprits : « Est-ce que Léo aura la possibilité de faire aussi bien que celui dont il a voulu la place ? »

Mardi soir, l'entourage de M. Giscard d'Estaing ne cachait pas qu'il était « furieux », que les explications de l'homme dont il avait fait le secrétaire général de son parti n'avaient pas été « convaincantes » et qu'il y avait une « véritable crise ». La majorité des députés ne vont pas aussi loin. Mais, pour eux, M. Léotard doit faire ses preuves : il a voulu la responsabilité d'un dossier capital pour eux ; à lui de montrer qu'il en a les moyens.

THIERRY BRÉHER.

## L'affaire Michel Droit

## La Cour de cassation a mesuré sa réaction aux critiques de la presse

Trois heures et demie ont été nécessaires aux membres de la Cour de cassation, réunis le mardi 10 novembre en assemblée générale sous la présidence de M<sup>me</sup> Simone Rozès, premier président, pour décider de la forme que prendrait leur réponse aux critiques de la presse dont la haute juridiction a fait l'objet à propos de l'affaire Michel Droit, et de la suspension temporaire du juge Claude Grellier, à qui le dossier avait été confié (le Monde daté 9-10 novembre).

Le principe de cette assemblée générale avait été retenu la veille, au cours d'une réunion informelle tenue à l'issue de la traditionnelle cérémonie en souvenir des membres de la Cour décédés dans l'année. Durant une heure, les magistrats de la Cour avaient échangé, à huis clos, leurs impressions pour, finalement, décider de la réunion d'une assemblée générale.

An dire de quelques-uns des participants, le débat a été très large, les arguments prononcés sur un ton « parfois vif ». La tonalité générale

était à l'indignation. Plusieurs magistrats ont attaqué violemment le Monde et le Matin. M. Pierre Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, dont le réquisitoire publié dans le Monde, et le commentaire qui l'accompagnait dans ce journal sont à l'origine de l'envoi de ses collègues, était présent à l'assemblée générale, mais n'a pas pris la parole.

La Cour de cassation avait le choix entre plusieurs moyens pour faire connaître son indignation : soit le silence à la critique — c'est ce que proposaient quelques rares magistrats — soit engager des poursuites judiciaires, soit réagir de façon médiatique.

Mais les poursuites judiciaires risquaient de se heurter à un délicat problème de défiance du défendeur. Cette solution a donc été abandonnée au profit de la rédaction d'un communiqué. Certains ayant fait remarquer que sa publication ne dépendrait que de la bonne volonté

des journaux, il a été alors décidé de l'accompagner d'un « prière d'insérer » à destination du Monde et du Matin, sorte de droit de réponse des administrations.

La discussion s'est ensuite engagée sur la rédaction du communiqué qui, au fil des débats, s'est réduit à deux phrases, plus mesurées que celles proposées en début de réunion. Un premier projet faisait notamment état des « commentaires engagés dans la lutte politique », appréciation qui n'apparaît plus dans la rédaction finale.

Invité à commenter les résultats de l'assemblée générale, M<sup>me</sup> Simone Rozès, sur TF 1, a estimé, mardi, que « l'indignation de la quasi-unanimité des magistrats de la Cour vient du fait qu'on se soit permis de commenter dans les termes que l'on sait une décision qui était une simple mesure conservatoire, et qui permettait, dans un climat d'apaisement, d'attendre le 10 décembre prochain que l'affaire vienne au fond ».

## Les nouveaux journaux télévisés au banc d'essai.

Comment une même info est-elle traitée sur les 6 chaînes ? La concurrence privé/public a-t-elle changé l'information télévisée ? Quel est le présentateur préféré des français ? Le plus impartial ? Comment les politiques jugent-ils l'information à la télé ? Pêle-mêle, quelques-unes des questions qui ont orienté la nouvelle grande enquête que Télérama publie dans ses numéros des 11 et 18 novembre.



Une grande enquête de Télérama, l'hebdo culturel chez votre marchand de journaux.

## Au conseil municipal de Lille

## « Rénovateurs » et communistes « orthodoxes » se séparent

Il y aura désormais deux groupes communistes au conseil municipal de Lille. Composés de dix élus depuis les élections de 1983, le groupe du PCF s'est cassé en deux parties égales. La composition du nouveau groupe des élus « renovateurs communistes », appelant au soutien de M. Pierre Juquin, devait être annoncée officiellement le mercredi 11 novembre.

Ce groupe renovateur est constitué de trois des cinq adjoints communistes au maire, M. Pierre Mauroy, qui ont été récemment exclus du PCF (le Monde du 31 octobre). Il s'agit de M<sup>me</sup> Christiane Morel, M<sup>me</sup> André Collin et Claude Sylard, ces deux derniers étant membres de la Coordination nationale des renovateurs communistes. Tous trois sont conseillers à la commune urbaine de Lille. S'ajoutent deux conseillers municipaux communistes : M. Marcel Olivier et Roger Eschebarn (délégué).

En outre, une dizaine de personnes du groupe initial, M<sup>me</sup> Laurence Carboneau, a démissionné du conseil municipal et devrait être remplacée par un communiste qualifié d'« orthodoxe » de la commune de Hellemmes, dont le conseil municipal est intégré à celui de Lille. Ainsi, le groupe communiste officiel est également composé de cinq élus.

Lille est la première ville de plus de cent mille habitants dirigée par la gauche à voir naître un groupe renovateur d'importance égale avec le

groupe communiste officiel. A Brest (Finistère), où la gauche est dans l'opposition, trois des quatre conseillers municipaux communistes ont constitué un groupe renovateur, le 24 octobre, et la majorité du groupe d'Aigues-Mortes (Gard), dirigé par M. Sédol Colombini, exclu du PCF, a fait de même le 29 octobre.

## M. Juquin

dépasse M. Lajoie dans un sondage

A Lille, la question des délégations déteintes par les trois adjoints renovateurs ne va pas manquer d'être soulevée par le PCF, qui avait, depuis 1983 par accord avec les socialistes, cinq postes d'adjoints. Son règlement par M. Mauroy ne manquera pas d'intéresser pour la suite des relations entre le PS, le PCF et les renovateurs.

Par ailleurs, présent pour la première fois dans un sondage IPSOS à paraître dans le prochain numéro de l'hebdomadaire VSD, M. Juquin avec 4 % des intentions de vote dépasse M. Lajoie qui, avec 3 %, perd 3 points par rapport à septembre, dans l'hypothèse où M. Mitterrand serait présent au premier tour. Dans « l'hypothèse Rocard », les deux hommes obtiennent chacun 4 % au premier tour de l'élection présidentielle (sondage réalisé du 29 octobre au 5 novembre auprès d'un échantillon de neuf cents personnes).

## Directeur du Théâtre Maly

## L'acteur soviétique Mikhaïl Tsarev est mort

Mikhaïl Tsarev, directeur artistique du Théâtre Maly, est mort le mardi 10 novembre à Moscou. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Titulaire des rôles les plus importants du répertoire pendant un demi-siècle, Mikhaïl Tsarev a également beaucoup joué pour la radio et la télévision et a formé de nombreux

comédiens à l'école théâtrale Chitchevina.

« Mikhaïl Tsarev, brillant acteur russe, personnalité publique de renom, artiste communiste, homme de grand devoir civique et patriotique, n'est plus », indique la nécrologie officielle, signée notamment par M. Mikhaïl Gorbatchev.

## Effervescence syndicale dans les théâtres nationaux

Le conflit qui a surgi le dimanche 8 novembre entre les personnels techniques et la direction du Théâtre national de Chaillot, empêchant la représentation de la version intégrale du Soulier de satin, de Paul Claudel, dans la mise en scène d'Antoine Vitez, n'a pas trouvé de solution à l'issue d'une rencontre entre les deux parties mardi 10 novembre.

La présentation en trois soirées, le mercredi 11, le jeudi 12 et le vendredi 13, de cette longue œuvre devait être assurée normalement, le Syndicat national des professionnels

de théâtre et de l'action culturelle (SYNTIAC) CGI s'oppose tous les jours à la représentation de la version intégrale dimanche. Selon le secrétaire général de ce syndicat, il ne s'agit pas d'une grève, mais simplement de « l'application de la convention collective qui prévoit que le dimanche est le jour de repos de Chaillot depuis plusieurs années ».

M. Michel Helloc ajoute par ailleurs que « le personnel technique de Chaillot a informé la direction dès le 14 octobre dernier que le quota d'heures supplémentaires autorisé par la loi (cent heures par an) était dépassé et qu'en conséquence il refusait ces heures supplémentaires dès cette date. Certains techniciens totalisent déjà plus de trois cents heures supplémentaires, plusieurs ayant effectué, pour permettre la tournée de la pièce en Europe, plus de treize nuits en un mois et plusieurs journées de plus de douze heures de travail ».

Le SYNTIAC proteste également contre le fait que « les grilles de salaires n'ont pas été revues depuis plus de dix ans alors que, à qualification égale, les salaires sont supérieurs de 600 à 1 200 francs dans d'autres théâtres nationaux ».

## Au Français

C'est le cas à la Comédie-Française, où le syndicat CST semble vouloir reprendre l'initiative afin d'obtenir de la direction du théâtre, l'inségration dans le salaire des techniciens des primes obtenues lors du conflit du printemps dernier, un conflit qui a déjà coûté 15 millions de francs à cette institution. Le SYNTIAC rappelle qu'il « devait »

avoir une nouvelle négociation dans l'hypothèse où le ministère de la culture obtiendrait de celui des finances une majoration du budget du théâtre. Or, un million de francs de supplément ont été obtenus pour la Comédie-Française. Les techniciens du Français demandent donc l'ouverture de discussions en indiquant qu'« ils ne veulent pas payer pour la mauvaise gestion du conflit et qu'ils sont prêts à prendre leurs responsabilités pour s'opposer à toutes économies portant sur l'emploi ».

M. Michel Helloc insiste ainsi sur le fait que le SYNTIAC « a insisté depuis dix ans une convention collective unique dans tous les théâtres nationaux (NDLR : Chaillot, Comédie-Française, Théâtre national de la Colline, Opéra de Paris, Théâtre national de Strasbourg) qui harmoniserait les grilles de salaires, les conditions de travail et la nomenclature des fonctions, tout en respectant la singularité de chaque institution sur le plan des horaires de travail ». Aucun mouvement de grève n'est pourtant annoncé pour l'instant dans ces institutions.

OLIVIER SCHMITT.

● Le président Reagan invité à se rendre en Israël. — Le président d'Iraéli, M. Menahem Begin, en visite officielle à Washington, a invité mardi soir 10 novembre, le président Reagan à se rendre en visite officielle dans son pays pour qu'il puisse se rendre compte par lui-même de la situation des Israéliens à son égard pour l'aide qu'il n'a cessé d'accorder à l'Etat hébreu. M. Begin a estimé que le président Reagan avait porté l'aide américaine à Israël à un niveau jamais égalé auparavant. Israël reçoit chaque année environ 3 milliards de dollars d'aide des Etats-Unis, ce qui fait de l'Etat hébreu le premier bénéficiaire de l'aide américaine. — (AFP.)

## Le ravisseur de M. Maury-Larivière s'évade de la centrale de Saint-Maur

Jacques Hyver, le ravisseur, en juin 1980, de M. Michel Maury-Larivière, alors vice-président du CNPF, s'est évadé, le mardi 10 novembre, de la maison centrale de Saint-Maur (Seine) en compagnie de deux détenus.

Les trois hommes ont réussi à s'emparer d'une benne à ordures à l'heure de la promenade, et à prendre la fuite en enfouissant les portes de la prison avant d'intercepter une voiture, un kilomètre plus loin.

Jacques Hyver avait été condamné à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre, le 28 juillet 1980, d'un gérant de discothèque dans la forêt de Carnelle (Val-d'Oise). Mais il est surtout connu dans la chronique judiciaire pour avoir enlevé, un mois plus tôt, le vice-président du CNPF, M. Maury-Larivière, PDG des Tuileries et Briqueteries françaises.

A B C D E F G

Comme si le Roi Soleil...

Un peu plus de 20 ans après la mort de Louis XIV, le Roi Soleil, on se souvient encore de son règne. C'est pourquoi, à l'occasion de la commémoration de son anniversaire, le 14 juin 1639, on a organisé à Paris une grande manifestation. On a d'abord lu, à la radio, un texte de M. Jean-Pierre Laroche, qui évoque le règne de Louis XIV. Ensuite, on a joué, au théâtre, une pièce de M. Jean-Pierre Laroche, qui évoque le règne de Louis XIV. Enfin, on a organisé, à la télévision, un grand spectacle, qui évoque le règne de Louis XIV.





# Maroc

## tradition et progrès

Industrie du phosphate près d'El-Aïch au Sahara. En haut à gauche, les arènes du royaume.



SPONEL/STYMA

L'horizon s'éclaircit un peu au Maghreb, avec la levée des incertitudes quant à la façon dont aurait lieu le relèvement de M. Bourguiba. Le Maroc a été un des premiers pays à exprimer sa satisfaction au président Ben Ali, et la chaleur de ce sentiment n'était pas feinte, tant il est clair que les trois nations du Maghreb doivent envisager l'avenir en commun et que le désordre chez l'un serait à terme des conséquences chez les autres.

Au début des années 70, le Maroc pouvait passer pour « l'homme malade » de la région. Deux tentatives d'attentat contre le roi Hassan II en 1971 et 1972 faisaient mal augurer de son

avenir. Les Casseurs prédisaient une grande instabilité politique sur fond de crise économique. Il n'en a rien été. Quinze ans plus tard, le royaume est le seul pays du Maghreb où il existe réellement plusieurs partis politiques. Le seul où, sans préjuger de l'avenir de la Tunisie, une timide contestation peut s'exprimer dans les médias. Les créanciers étrangers acceptent de réexaminer la dette intérieure, et la Banque mondiale fait un rapport optimiste sur les perspectives de développement.

Par un de ces gestes symboliques dont il a le secret, le roi Hassan avait lancé en 1984 l'idée

d'une adhésion à la CEE. Il voulait souligner la complémentarité existant entre l'Europe et l'Afrique du Nord, leur communauté d'intérêts. Il y a quelques mois, une demande en bonne et due forme sur le plan juridique fut envoyée pour une telle adhésion.

La réponse a été négative, ce qui n'a vraiment surpris personne à Rabat, où l'on connaît les obstacles juridiques et géographiques au projet. Mais le non des Européens était assorti de considérations amicales pour le royaume et de promesses de collaboration future.

Pays de progrès et de tradition, le Maroc entend bien concilier la poursuite de développement économique et la sauvegarde d'une civilisation millénaire.

Partisan d'un dialogue sans complexe ni inhibition avec l'Occident, y compris Israël, il est incompréhensible si l'on ne tient pas compte de son enracinement profond dans un monde arabe où il peut jouer un rôle considérable. Le dernier projet diplomatique du roi n'est-il pas d'organiser un sommet islamique pour essayer de réconcilier sunnites et chiites ?

## Au nom du peuple

par Michel Jobert

L'ORIGINALITÉ du régime politique marocain déroute les observateurs superficiels. Inattention désinvolte ou dogmatisme réducteur, quelle que soit l'attitude, l'erreur est la même : juger avant de connaître. Evidemment, quand existe un chef, si possible militaire, un parti unique qui monopolise à tous les échelons l'essentiel de la vie publique, l'analyse est plus simple. Si le régime, en outre, se dit socialiste, les attitudes, les affinités, les méthodes se dessinent aisément. Les références ne manquent pas. Les propagandes ne manquent pas. On se trouve en terrain familier sinon accablé.

Le Maroc n'est ni un jeune Etat, ni une unité géographique et démographique de récente cristallisation. L'histoire accumulée en siècles derrière lui, son peuple socroché depuis toujours à ses paysages, il n'imaginerait pas être moderne par perte de mémoire ou s'administrer à partir de programmes parvenus par la dernière valise diplomatique. On est « chez soi ». Qui l'oublie, s'exclut déjà de la communauté en la perdant de vue, en quelque sorte. Qui débarque avec son « attaché-case » idéologique — capitaliste ou marxiste — risque de devoir l'ouvrir pour satisfaire la curiosité et pour constater que ses manuels sont inadaptables.

### Comme si le Roi Soleil...

L'empire marocain a traversé les siècles, comme le russe, l'ottoman, le britannique, l'espagnol, à cette différence que, lui, dure toujours. Des dynasties s'y sont succédées depuis le huitième siècle, quand Idriss I<sup>er</sup>, contemporain de Charlemagne, fonda Fès. On en compte ensuite quatre. La sixième — l'actuelle — celle des Alaouites, règne depuis 1659. Comme si les descendants de Louis XIV s'étaient perpétués sur le trône de France depuis 1654, sous le Roi Soleil !

Vieux pays qui ne compte plus ses résistances : aux Romains, aux Byzantins, aux Espagnols, aux Portugais, aux Turcs, aux Européens et spécialement aux Français. Vieille

terre qui, aux temps d'épreuves, d'est toujours reconquise dans l'attente et dans des solidarités de voisinage. Vieille complexité d'un peuple et de ses souverains, illustrée par leur prééminence spirituelle de Commandeurs des croyants. Le « bay'a », le pacte d'allégeance établi entre le souverain et la communauté des croyants, cette transcendance reconnue par le peuple est source essentielle du pouvoir royal.

La logique juridique moderne cherche à vain ses repères : ici, on se tient au niveau de la vie personnelle du croyant, de ce qu'il admet, de ce qu'il ressent, de l'engagement qu'il formule. Ainsi comme toujours : que l'interprète de cette immense confiance plaise ou plaise moins, que sa gestion ou la rigueur des temps éprouve le lien établi, remette en cause le pacte souscrit ne peut être qu'un ébranlement profond de l'ordre convenu.

Pendant des siècles, le pouvoir séculier n'a été que la conséquence, l'interprétation, l'utilisation de cette délégation fondamentale faite au niveau des esprits, animés du souffle de la foi. L'Histoire relate comment elle fut gérée. Comment la monarchie devint, parmi des malheurs, le symbole de l'unité nationale, de son quinquité à résister aux assauts extérieurs comme aux vertiges de l'éclatement.

Au bout d'une longue route, le Maroc, longtemps retranché du monde extérieur dont il avait appris à craindre les appétits, libéré des ténailles et de sa méfiance du dehors, a retrouvé le plein soleil de son destin. Allait-il déposer le sac de l'Histoire ? Copier, lui qui si longtemps avait tenté pour demeurer fidèle à lui-même, les formules de l'Etat ou de l'Orient ? Laisser avec vite à la postérité le soin d'en promouvoir une version nationale ? Cette légitimité a existé. Elle a traversé bien des épreuves ; on a fait vaciller plus d'un. Qui ne le sait ?

Le sultan Mohammed V rentre à Rabat, le 16 novembre 1955, dans la

lieuse populaire qui consacrait de façon éclatante la fidélité au serment et la pérennité marocaine assainie, contre vents et marées, par la dynastie. Le 2 mars 1956 et le 7 avril 1956, il était mis fin aux protectorats français et espagnol. En août 1957, le sultan prenait le titre de roi du Maroc. La mort devait le saisir le 26 février 1961, survenant trop tôt pour que cet acteur décisif dans une époque cruciale pour la liberté marocaine pût mettre son immense prestige et sa sagesse au service de son pays qui s'écroulait dans l'incertitude d'une responsabilité de plein exercice.

### « Le citoyen à la surface »

En décembre 1962, sous l'égide de son fils aîné, le roi Hassan II, qui lui avait succédé, la première Constitution marocaine était établie. Elle visait, Loi suprême du royaume, à consacrer l'Etat de droit renouvelant le pacte fondamental et traditionnel entre le peuple et le roi. Elle institutionnalisait, comme jamais auparavant, les organes et les règles de pouvoir. Un référendum, le 1<sup>er</sup> mars 1972, lui substituait une nouvelle Constitution, elle-même modifiée le 23 mai 1980, par référendum portant sur l'âge de la majorité royale et le conseil de régence.

Si l'on accepte, au instant, d'abandonner l'esprit de système ou le culte des systèmes auxquels porte trop aisément l'enseignement universitaire, on s'interrogera plus utilement sur l'opération en cours au Maroc : l'atténuation d'une tradition séculaire vivante et latente, consubstantielle au peuple marocain, sur le terrain d'exercice des libertés démocratiques — de citoyen moderne.

Je ne me hâterai pas de dire qu'il est réussi. Car la manœuvre est complexe. Je dirai qu'elle est conduite,

jeu-ici, de main de maître, celle du roi Hassan II, en une époque où tout doit être mené de front : combat pour la substance, l'éducation, l'emploi, le logement ; combat pour retrouver la légitimité historique des frontières ; combat pour l'ouverture extérieure dans une équitable réciprocité ; combat aux dimensions spirituelles pour assumer les solidarités et les finalités d'une foi.

Pour bien comprendre, considérons ce qui n'est pas négociable — comme on dit aujourd'hui — et ce qui peut être négociable. N'est pas négociable, dans l'original système marocain, la signification royale : « La personne du Roi est sacrée et inviolable... Le Roi, Amin el Mâminin, Représentant suprême de la Nation, symbole de son unité, garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat, veille au respect de l'Islam et de la Constitution. Il garantit l'indépendance de la nation et l'intégrité territoriale du royaume dans ses frontières authentiques. »

De ce corps de doctrine, de cette pétition de principes, inspirés de l'Histoire et de la religion, se déduisent de multiples conséquences dont la plus forte est celle-ci : les actes juridiques unilatéraux du souverain sont inapplicables pour excès de pouvoir. Mais bien davantage celle-ci : si, hors le sagesse du souverain, aucune de ces obligations ne peut être révoquée, où donc la démocratie peut-elle labourer ? Partout ailleurs. C'est ce à quoi Hassan II, par son peuple, notamment depuis 1976. Si le sommet est intangible, la base doit être l'expression d'un vivant liberté, le lieu d'une organisation neuve dans la liberté, la base d'un droit, la compétence des hommes ouverts de la démocratie marocaine.

Depuis la Loi fondamentale de 1976, la démocratie locale a été à l'honneur, la décentralisation enco-

ragée, l'organisation régionale remise en question. Les tâches du développement, généralement perçues et responsabilisées d'Etat, sont appréciées et mises en œuvre en considération de l'animation et de la promotion locales. Quand je me rends, visiteur amical et attentif, au Maroc, cherchant ce qui a changé, je dis : « Ceci, cette volonté de faire monter le citoyen à la surface de la participation, de l'éduquer par l'exercice du pouvoir. »

Que l'administration centrale, qui a prospéré dès 1956, en soit heureuse, je ne le jurerai pas. Mais le cap est fermement maintenu vers des gestions locales en éveil. De celles-ci, comme partout, il arrive que des équipes s'emparent et abusent ; que la politique prenne le pas sur la gestion. Néanmoins, une spécificité marocaine, l'autonomie collégiale des pouvoirs, est en voie de « re-création », de façon neuve. On est loin, ce faisant, des décentralisations habituelles en Afrique et qui ne décrivent que l'organigramme provincial et local du parti unique !

Quant à l'institution parlementaire, illustrée au Maroc par la Chambre des représentants — qui compte trois cent six députés, — elle n'a pas l'ambition, au nom de la séparation des pouvoirs, d'interpréter quand même l'essentiel de la vie nationale, comme, chez nous, la IV<sup>e</sup> République en donna le plus fâcheux exemple. Ici, les élus témoignent pour la pluralité des partis (une douzaine), dans une démocratie ouverte et modérée, depuis 1962. Le Parlement en est à sa quatrième législature, après quelques vicissitudes. Il reflète la diversité socioculturelle du pays, bica que les universitaires y soient particulièrement nombreux. L'opposition s'y est organisée, mais le consensus existe sur les fondements essentiels de la société politique marocaine, dont celui-ci : le souverain n'est pas une institution constitutionnelle au même titre et sur le même plan que

les autres (gouvernement, Parlement). Il est un garant de l'essentiel.

On aurait tort de croire que l'institution parlementaire tourne à vide ; qu'elle débâte ou légifère, qu'elle contrôle (le gouvernement) ou qu'elle propose, qu'elle concoure au statut des partis, à leur intégration dans la vie publique, qu'elle s'associe à l'action diplomatique, il lui échappe autant de responsabilités, il lui revient autant d'initiatives et d'influence, qu'à d'autres Parlements. Les années 60 sont désormais lointaines. Une autre génération a largement pris la relève : les deux tiers de l'Assemblée sont nouveaux, avec, probablement, une vision moins théorique et moins passionnée qu'aux heures fébriles de la libération. L'heure des grandes remises en cause est passée. La leçon des « expériences » faites ailleurs — en Afrique ou ailleurs — a été étudiée, en fonction des résultats obtenus. Et la conclusion semble être que rien ne doit être brusqué, dans une société très rurale encore et attachée à de multiples traditions, mais que l'imaginaire de ce qui est praticable est la meilleure règle de conduite.

### Droits de l'homme

De loin en loin sont dénoncées des atteintes aux droits de l'homme, avec d'autant plus de virulence qu'elles se produisent dans un pays qui s'essaie avec succès à la démocratie. Moins de vigilance ou plus d'opacité entourent des Etats socialistes, dont la vertu semble austère et irréprochable... Qu'importe, le Maroc devrait être fier qu'on attende de lui plus qu'il ne peut immédiatement donner. Etat de droit, original par la dualité de son inspiration, il assurera de plus en plus à ses citoyens la double garantie, administrative et judiciaire, sans laquelle toute démocratie se sent en défaut à l'égard d'elle-même.

Reste l'intransigence royale dès que l'intégrité territoriale est mise en question. Entre Etats, celle-ci est difficilement discutable. A fortiori, les fils du pays ne peuvent en faire un sujet de doute ou de dénigrement.



## Agriculture

# Plus d'un Marocain sur deux vit de la terre

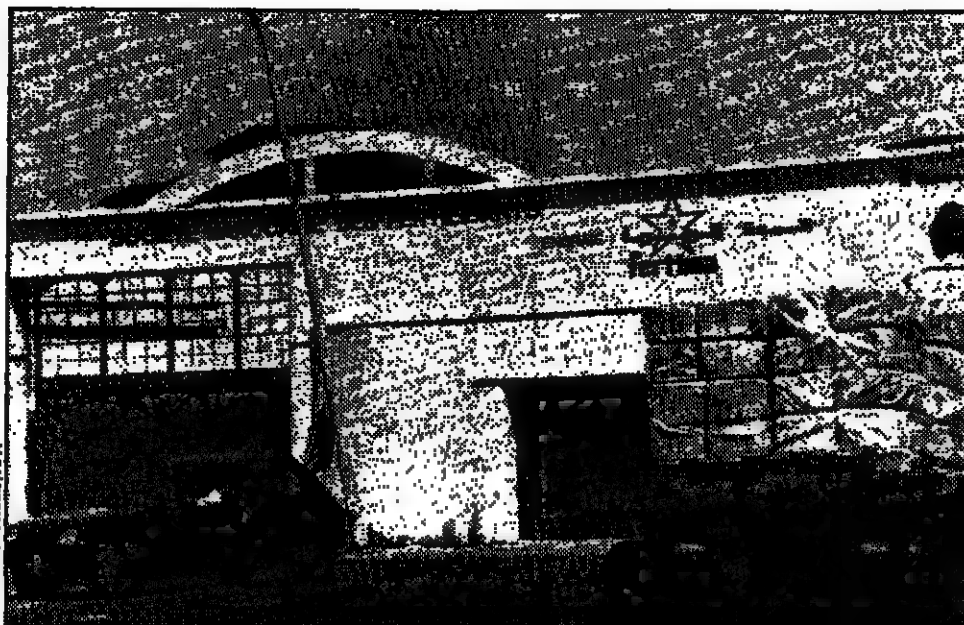
« Tu sais, cher peuple, que l'agriculture occupe une place de choix dans nos préoccupations... » Ainsi s'exprimait, dans un discours du Trône de mars 1984, le roi Hassan II. Depuis, pas de changement de stratégie. Le royaume chérifien qui fut, dès les années 60, l'un des rares pays du tiers-monde à ne pas abandonner son agriculture au profit de l'industrialisation, continue d'avoir pour objectif prioritaire l'autosuffisance alimentaire ainsi que le développement des exportations d'agrumes.

L'effort de l'Etat a porté dans plusieurs directions, mais d'abord sur la maîtrise de l'eau et de sa distribution. Lancée il y a un quart de siècle, la politique des grands barrages est aujourd'hui complétée par la création de lacs collinaires et par le développement sur place d'une technique américaine d'irrigation par centres pivots. Aujourd'hui, sur trois cent cinquante-deux sites possibles, disséminés dans seize provinces, quarante-et-un projets de lacs collinaires ont été sélectionnés, dont vingt-quatre ont déjà abouti. La technique des centres pivots, qui a notamment permis à la Libye et à l'Arabie saoudite d'atteindre l'autosuffisance devrait permettre d'irriguer 600 000 hectares d'ici à l'an 2000. Une première tranche de 20 000 hectares devrait être réalisée dans deux ans.

De 60 000 hectares à la veille de l'indépendance en 1956, le Maroc dispose aujourd'hui de plus de 800 000 hectares de surfaces irriguées. Ce sont ces progrès spectaculaires qui sont à l'origine de l'essor extraordinaire du secteur agro-industriel : il y a en 1987, au Maroc, treize sucreries, seize laiteries, une centaine d'usines de conserves végétales et soixante-sept minoteries industrielles.

La « stratégie de développement » de ce secteur, dit un document officiel « repose sur quatre axes fondamentaux : autosuffisance, exportation, agro-industrie, amélioration du niveau de vie des agriculteurs ». La population rurale représente toujours en effet près de 55 % des sujets marocains, et l'emploi agricole contribue, à hauteur de 42 %, à l'emploi total.

C'est l'explosion démographique qui avait partiellement provoqué, à partir de 1973, la rupture de l'autosuffisance céréalière du Maroc. C'est la sécheresse de 1980 à 1984 qui avait aggravé la situation. En 1985, grâce au ciel, les conditions climatiques se sont nettement améliorées. L'an dernier, ce fut mieux



encore : selon le rapport annuel du ministère de l'information qui doit paraître d'ici quelques semaines, « la pluviométrie plus abondante et mieux répartie que les années précédentes (...) a permis au secteur agricole d'aboutir à des résultats exceptionnels ».

La valeur ajoutée du secteur a totalisé 29 milliards de dirhams (+ 30 % sur un an) et dépassé, de loin, celle de tous les autres secteurs. Du coup, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut est passée de 18,4 % à 21,3 %. Une évolution qui a bien sûr permis de limiter les importations (15,7 millions de quintaux de blé - aliment de base du Marocain - contre 21 millions en 1985) et de renforcer les ventes à l'étranger, l'excédent de la balance commerciale alimentaire passant de 399 millions de dirhams à 2,2 milliards en 1986. A elle seule, la production des quatre principales céréales (maïs, blé dur, blé tendre et orge) a atteint un niveau jamais réalisé de 76,8 millions de quintaux, en augmentation de 47,1 % sur la campagne précédente.

1986 fut aussi l'année d'un gros effort de restructuration. Nouvelle répartition des terres entre le « bour » (culture à sec) et

l'irrigué, reconversion en faveur de cultures mieux adaptées, mise en place d'un programme pour l'extension d'un million d'hectares affectés à la culture de blé tendre... L'Etat participe à cet effort en approvisionnant régulièrement les exploitants en semences et engrais et en encourageant la Caisse nationale de crédit agricole à accorder des prêts.

Enfin, depuis 1986, la commercialisation à l'étranger des fruits et légumes ne dépend plus du seul Office national de commercialisation et d'exportation. Les producteurs ont désormais le choix d'exporter directement leurs produits. Cette mesure de libéralisation devrait renforcer les exportations et favoriser une diversification des débouchés. Reste au Maroc à défendre sagement les avantages qui sont les siens en ce qui concerne l'accès de ses produits agricoles aux pays de la CEE. Ces avantages pourraient être en effet remis en question par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. A mots, bien sûr, que le rêve du roi Hassan II d'associer son pays à l'Europe ne se concrétise d'ici quelque temps...

P.C.

## Développement de la pêche,

# Un peuple

« Les Marocains ne mangent pas assez de poisson. Pour eux, faire un bon repas, c'est ingurgiter de la viande. Ils ont tort, moi, mon plat préféré, c'est la sardine grillée. C'est tout simple, mais je ne connais rien de meilleur que notre sardine marocaine, bien fraîche et cuite à point. » L'homme qui parle ainsi avec une conviction culinaire communicative est M. Bensalem Smili, ministre des pêches maritimes et de la marine marchande. Il s'est assigné une double mission : faire du poisson une des principales recettes d'exportation et changer les habitudes alimentaires de ses concitoyens.

### Le dos tourné à l'océan

Bien qu'il soit doté d'une double façade maritime - atlantique et méditerranéenne - sur une longueur de 3 500 kilomètres, le Maroc n'a pas un grand passé marin. De ses quatre villes impériales, Fès, Meknès, Marrakech et Rabat, seule cette dernière est située sur le littoral. Au dix-septième siècle, la République du Bou-Regreg, installée dans l'actuelle capitale administrative du royaume, vécut de la piraterie aux dépens des vaisseaux portugais et espagnols, mais ce passé, encore incarné dans la casbah des Oudayas, paraît bien lointain. La ville tourne le dos à l'Atlantique et l'on peut y séjourner longtemps sans y voir la couleur de l'océan.

L'occupation de plusieurs ports marocains par la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, accrochés aux rivages barbaresques, après la Reconquête de 1492 dans la péninsule ibérique explique peut-être une longue méfiance à l'égard de l'élement marin. Inversement, l'union nationale créée par la « marche verte » de 1975 pour l'intégration de l'ancien Sahara espagnol a contribué à un défit d'engagement pour la mer et les ressources halieutiques. En l'état actuel de la situation, la mise en valeur des provinces du Sud

se fait essentiellement à partir du littoral, à l'exception des gisements de phosphates. Des investissements considérables ont complètement transformé El-Aloun. Un effort analogue sera consenti pour faire de Dakhla un grand port de pêche.

L'institution de la zone économique exclusive de 200 milles marins a porté l'aire maritime sous juridiction nationale au-delà du million de kilomètres carrés. Le volume des captures possibles sans mettre en péril l'équilibre naturel de la biomasse est évalué à 1 500 000 tonnes. En 1986, le poids total des prises marocaines a été de 600 000 tonnes.

Même en comptant les prises étrangères, notamment espagnoles, la marge d'exploitation reste considérable. En raison de la nature des courants, les eaux sahariennes sont les plus riches en bancs de tout genre, notamment en mollusques, les plus recherchés. L'Europe est évidemment intéressée par cette zone, mais aussi le Japon et l'URSS.

La pêche figure au troisième ou au quatrième rang des exportations marocaines, après le phosphate, les produits agricoles et peut-être les tissus. D'une valeur de 300 millions de dollars en 1986, les poissons, les mollusques et les crustacés représentaient 12 % des ventes totales à l'étranger, et 40 % des ventes alimentaires. L'objectif est de placer un jour la pêche au même rang que les phosphates dans les ressources d'exportation. Pour cela, les autorités sont conscientes qu'il faudra développer la flotte et surtout « créer une industrie halieutique alimentaire, comme il existe une industrie agro-alimentaire ».

La flotte côtière, utilisée de façon artisanale, effectue à elle seule les trois quarts des prises. Elle alimente les exportations de pêche fraîche, celles des poissons congelés étant essentiellement à l'actif des « bateaux-usines » de la flotte hauturière. Une politique de crédit dynamique a permis la modernisation de ce secteur entièrement marocain, qu'il s'agisse de la construc-

### مكتب التنمية الصناعية

#### OFFICE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Votre partenaire pour des investissements industriels au Maroc

Organisme public d'études et de promotion des investissements industriels

**ICOZ**

INDUSTRIE COTONNIÈRE D'OUED-ZEM

Société Anonyme au Capital de DH 124 300 000

Siège Social : 9 et 11, rue d'Epernay - CASABLANCA. Tél. 30-85-15 - Téléc 26.804M.

**Cimenterie de l'Oriental**

RABAT

DIRECTION GENERALE : 2, rue Abi-Chouaib-Eddoukail, Tél. (07) 694.04/689.20, Téléc 51.677.

**Société Nationale d'Electrolyse et de Pétrochimie « SNEP »**

Activité : Production et commercialisation de composés, PVC, soude et chlore.

Produits fabriqués : PVC suspension, PVC émulsion, soude, composés cimentaires, composés non cimentaires, chlore, eau de Javel.

Adresse : Route côtière - Mohammedia - Boîte postale 75. Tél. : 35-20. Téléc : 23-702.

**Société des Industries Mécaniques et Electriques de Fès**

Siège Social et Usine : Km 10, route d'Ala-Chikh BP 41/A - Fès. Tél. : (06) 416-43/44 et 419-16. Téléc : 519-62M.

**Office pour le Développement Industriel**

10, rue Ghandi Rabat MAROC

Tél. : 684-80 Téléc : 31053 BP 211

Délégations de l'ODI à l'étranger : PARIS - COLOGNE - BRUXELLES

## Société Chérifienne des Pétroles

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 70 680 000 DH  
Siège social : 5-7, Chariâ Moulay Hassan  
Tél. : 630-75/631-28 Téléc 31084 CHETROL RABAT

**RABAT**

**PRESENTATION :**

La Société Chérifienne des Pétroles est née le 29 avril 1929 d'une entente entre, d'une part, l'Etat marocain, représenté par le Bureau de recherches et de participations minières (BRPM), auquel s'est substitué plus tard l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (ONAREP) et certains intérêts privés, d'autre part.

Première société maghrébine dans la recherche pétrolière, la Société Chérifienne des Pétroles s'est intéressée également au raffinage grâce au développement continu depuis 1942 de sa raffinerie de Sidi-Kacem.

**ACTIONNAIRES :**

Office National de Recherches et d'Exploitations Pétrolières (ONAREP) .....	50 %
Société Nationale Elf Aquitaine (SNEA) .....	36 %
Compagnie Française des Pétroles (CFP) .....	6,66 %
Divers .....	7,34 %

**PRINCIPALES ACTIVITÉS :**

- Recherche des hydrocarbures : la SCP participe à plusieurs associations.
- Raffinage du pétrole brut à la raffinerie de Sidi-Kacem avec une capacité de traitement annuel de 1 200 000 tonnes, la SCP représente 33 % de l'activité raffinage du Royaume.
- Emplissage de bouteilles de gaz de 3 kilos et de 12 kilos dans les différents centres emplisseurs du Maroc : centres de Fes Berisouda, de Rabat, d'Oujda, de Tanger et bientôt les centres de Nador et d'Errachidia ; la SCP représente 40 % de l'activité emplissage du Royaume. En 1986, le total de l'emplissage SCP a atteint 139 500 TM. En 1986, le total de l'emplissage SCP a atteint 149 972 TM.
- Fabrication de bouteilles de gaz butane et propane (3 et 12 kilos). Effectifs au 31 décembre 1986 : 873 dont 68 ingénieurs.

مكتبة التنمية الصناعية



## aménagement des ports

## Décentralisation

### qui découvre la mer

### La commune, école de civisme



tion des bateaux, de la composition des équipages et de la maintenance à quai.

Quelques 240 bâtiments de 150 tonnes en moyenne, sur lesquels il est possible de congeler immédiatement le poisson, constituent la flotte hauturière. Elle navigue sous pavillon marocain mais, en fait, les équipages sont coréens. Les Marocains ne sont pas encore formés pour la pêche loin du littoral. Des sociétés spécialisées proposent des contrats de deux ans aux volontaires sud-coréens, à des tarifs qui vont de 50 000 F par mois pour un capitaine à 3 000 F pour un homme de peine.

Le manque à gagner ne tient pas tant aux versements de ces salaires (en dollars) qu'aux dépenses occasionnées par le mouillage de la flotte hauturière aux Canaries : 120 millions de dollars par an. Les Palmas et les environs offrent en effet une zone franche, un accès rapide au marché international et des facilités d'entretien et de réparation, absentes du Maroc depuis trop longtemps.

La politique actuelle est de moderniser plusieurs ports pour inciter les armateurs à décharger au Maroc. Un tiers de la flotte haut-

rière a déjà abandonné les Canaries pour utiliser les infrastructures nationales. « Notre objectif est de tout rapatrier d'ici à 1990 », nous a dit M. Smilil.

La création d'ateliers et de moyens de déchargement s'accompagne du développement de chaînes de froid qui permettront le stockage en vue de l'exportation et aussi la diffusion des produits congelés dans tout le pays. Le moment approche où, partout dans le royaume, on pourra se procurer les sardines « chères » au ministre, pour quelque 3 francs le kilo.

Au-delà d'une rentabilisation de la flotte, il y a toute une politique d'aménagement du littoral visant à la spécialisation des ports. Des travaux gigantesques ont été effectués pour transformer Nador en un grand port minéralier. Tanger sera affecté aux marchandises et au transit des passagers. Casablanca gardera sa vocation d'import-export. Agadir servira davantage au chargement des agrumes, abandonnant à Tan-Tan et à Dakhla une partie des activités de pêche.

**M**EKNÈS, 5 heures du soir. Les entreprises et les administrations ferment, de petits embouteillages se forment sous les remparts de Moulay Ismail. Une trentaine d'hommes pressés roulent en direction du conseil municipal, imposant bâtiment de la ville moderne, une des plus riches du Maroc, en raison des ressources agricoles de la région. Ordre du jour de la session d'octobre : la tenue, ici, des Jeux mondiaux de la paix, sous l'égide de la Fédération mondiale des villes jumelées. La question est d'importance : les jeux entraîneront des dépenses, mais il y aura aussi des retombées économiques et des subventions.

Le président du conseil, un avocat appartenant à l'Union socialiste des forces populaires, parti d'opposition majoritaire parmi les Meknassis, s'assure que le quorum est atteint. Le pacha officie à ses côtés. Il représente le roi, qui l'a nommé lui-même. Il appartient lui aussi à l'USFP mais le palais a reconnu ses talents de gestionnaire. Débat animé, qui va se prolonger tard.

Si la vie parlementaire, à Rabat, paraît souvent trop paisible et quelque peu artificielle, il est difficile de tenir ces sessions des assemblées locales pour de simples formalités. La décentralisation, l'autonomie de plus en plus large donnée aux collectivités territoriales sont des réalités qui expliquent en partie le décollage de certaines régions.

Il est une adresse précieuse pour le journaliste qui veut sortir de la capitale : « la région », c'est-à-dire le bâtiment qui abrite les bureaux du gouverneur, l'équivalent de notre préfet, placé sous l'autorité du ministre de l'intérieur mais représentant en fait tous les ministères.

Toujours au niveau du pouvoir déconcentré, il y a quelques pachas, dans des villes « historiques », et 464 caïds, Naguère cheikhes ouïers du royaume, ceux-ci ont perdu une partie de leur pouvoir. Par exemple, depuis 1963, ils ne rendent plus la justice. Mais ils ne sont pas pour autant « folkloriques ». Représentants du palais, ils sont nommés sur proposition du ministre de l'intérieur. Signe des temps nouveaux, ce sont souvent des licenciés en droit, élèves de l'école d'administration.

Mais, en 1976, un important dahir a institué un pouvoir décentralisé, à côté du pouvoir déconcentré incarné par ces agents d'autorité. Ce fut la réforme communale, qui procure une grande liberté de manœuvre aux élus des



collectivités locales. L'objectif est de faire de celles-ci un libre agent du développement économique en même temps qu'une école de civisme dans la mesure où elle oblige les populations à se prendre elles-mêmes en main, avec leurs propres moyens.

Le Maroc est divisé en 859 communes, qui se subdivisent en 760 communes rurales et 99 communes urbaines (59 municipalités et 40 centres autonomes). Le premier découpage a été fait en 1959. Il s'agissait alors de concilier les réalités économiques et le facteur ethnique, qui bien souvent jouait encore un rôle prépondérant. Depuis, ces réalités ont changé. La population s'est urbanisée. Les régions rurales ont davantage de moyens : elles devraient être en mesure de s'organiser dans un tissu communal moins lâche qu'aujourd'hui, sans perdre de vue que la création de communes moins étendues implique un effort financier des administrés sous forme d'impôts locaux. On va bientôt passer de 859 à 2 800 communes.

Les conseils communaux (ou municipaux dans les villes) ont été élus en 1983 au suffrage universel direct pour un mandat de six ans. Ils ont une compétence générale pour

connaître de toutes les affaires locales. Ils décident de la création et de l'organisation des services publics communaux et de leur gestion. Ils définissent le plan de développement économique et social de la région. Ils fixent les taxes et les redevances perçues à leur profit.

Un tiers de la TVA, instituée en 1986 à l'échelon national, est redistribuée aux collectivités locales, ce qui a permis aux budgets locaux de disposer d'un nouvel apport financier de 3 milliards de dirhams (plus de 2 milliards de francs).

En 1976, l'année de la réforme communale, 64 % des 13 000 élus locaux se déclaraient « sans étiquette ». Sept ans plus tard, ils étaient 15 000 en raison de la création de nouvelles circonscriptions, et 78 % se réclamaient au contraire d'une formation politique. Les résultats, qui attribuaient un grand nombre de sièges à des formations centristes, progressistes, ont parfois été contestés. L'intérêt suscité par le scrutin de 1983 montre en tout cas que la réforme communale n'était pas seulement une tarte à la crème pour doctorats en droit.

J. G.

J. G.

arifienne  
roles

Pour suivre,  
il faut souffler,

un peu, un tout petit peu.  
Le MAROC, un grand poumon,  
qui oxygène l'entreprise.

*L'entreprise bien dans sa tête.*

VOYAGE INCENTIVE ROYAL AIR MAROC



## Casablanca

## Les pieds au Maghreb et la tête ailleurs

**P**OURQUOI êtes-vous venus à Casablanca ? Pour ma santé, répondit Rick dans un sourire, j'ai été mal informé... Réplique de gangster pour un personnage de celluloid planté dans un décor noir, factice, plutôt laid mais tellement émouvant. L'imper mastic, le célèbre feutre à bords rabattus, l'avion à hélices qui sonne le glas d'un amour dans une brume tragique... Humphrey Bogart, Ingrid Bergman... Casablanca... Inoubliable.

Il était une fois, en 1943, un petit film qui allait donner son nom à un grand port... Non ! C'est l'inverse. Casablanca existait, bien sûr, avant l'invention des frères Lumière. La gloire de Michael Curtiz, le réalisateur du film, c'est qu'il faut faire un effort pour se souvenir de cette vérité. Dans une ville sans musée, et donc sans mémoire, un film-culte lui sort, à peu près seul, de référence culturelle internationale. Phénomène unique au monde sans doute, mais surtout un comble quand on sait que les opérateurs ont tourné leur histoire à Hollywood, California !

Les légendes forgées par le cinéma sont souvent plus fortes que le réel. Ce fut d'autant plus simple dans le cas de Casablanca qu'à en croire ses lettrés la cité « n'a jamais inspiré le moindre poète ni le plus obscur romancier » (1). « Pas de théâtre, même pas un cinéma culturellement digne de ce nom. Ici, tranche un jeune cadre du cru, on ne s'amuse pas, on fait de l'argent ». Casa, comme on dit communément ici, ne serait pas une ville mais un engrenage.

Vingt mille habitants au début du siècle, vingt fois plus à la veille de l'indépendance en 1956, entre trois millions (chiffre officiel) et quatre millions aujourd'hui ; personne ne sait exactement. Une seule certitude : c'est la plus grande métropole du royaume chérifien, et la moitié de l'activité industrielle nationale est concentrée ici au bord de l'Atlantique. Casablanca, « the movie », comme diraient les Américains, c'était d'abord des palmiers et un charmant petit sérodrome. Casablanca, la ville, c'est avant tout du béton et un port. Immense, ultramoderne, tentaculaire, la plus grande gare phosphatière du monde, l'un des trafics portuaires les plus fébriles du continent africain.

Près de 200 hectares d'installations, 120 000 mètres carrés de quais, 3 000 employés, 17 700 tonnes de marchandises traitées en 1986, soit plus de la

moitié du trafic maritime du royaume. Belle performance ! « En soixante-dix ans, claironne bizarrement un document officiel, l'activité du port de Casablanca a augmenté de 7 839 % ! » Normal dira-t-on, puisque, en 1917, ledit port n'existait pratiquement pas. Ce n'était alors qu'un petit mouillage de pêche si dépourvu d'attrait naturel qu'il a fallu construire une longue digue brise-lames (3 180 mètres) pour permettre aux gros bateaux d'approcher des côtes.

L'idée était née quelques années plus tôt dans le brillant cerveau de Lyantey, alors rési-

fut ensuite démolie de fond en comble par les Portugais : d'abord en 1468, puis une seconde fois en 1515.

Elle fut reconstruite soixante ans plus tard par les mêmes qui lui donnèrent son nom presque actuel, « Casa Branca (Maison blanche) ». Après, eh bien, il y eut le souverain alaouite Sidi Mohammed Ben Abdallah, qui régna de 1757 à 1790, qui rebaptisa Casa en Dar el Beida - Maison blanche en arabe - et fit bâtir le seul monument historique encore debout dans la cité, c'est-à-dire la grande mosquée qui porte son nom.

préservé Casablanca de l'arrogance ».

Boutiques de luxe le long de grands boulevards bordés de gratte-ciels, larges avenues brillamment éclairées, places et jardins publics peuplés de jeunes gens en jeans, blousons de cuir ou costumes trois pièces... Casa est une ville d'affaires, de banques et de commerce. Comme le conseil-tent virtuellement les dépliant-touristiques officiels aux amateurs d'exotisme : « Circulez, y a rien à voir ici ! » Sauf les plages bien sûr et peut-être aussi le fameux aquarium, boulevard Sidi-Mohammed-ben-Abdallah

camemberts - importés clandestinement de France, via Ceuta -, reconnaît que la ville se paupérise rapidement. Cela dit, « attention, prévient-il, la mendicité est un métier ici ». Sidi Zaouir n'en fait pas mystère : pour lui, comme pour la majorité des Bédouins sans doute, Casa est « un mal nécessaire ». Lui, il est là depuis quarante ans pour faire, non pas du business - « ce mot-là signifie malhonnêteté », précise-t-il - mais « du commerce ». Pour le reste, il n'aime pas cette ville et, comme tous les Bédouins qui en ont les moyens, il s'échappe chaque fois qu'il le peut, vers le sud, du côté

confins dans la rue et s'étaient jetés à l'assaut de l'Etat accusé de ne rien faire pour eux, de les laisser étouffer sous le carcan des réglementations, des spéculateurs, des profiteurs et du chômage. La situation de l'habitat s'est un peu améliorée depuis, mais le poids des pauvres est toujours lourd et la « poudrière » des cités dortoirs et du « Casabidon » de la périphérie constitue « un danger permanent » pour la bourgeoisie locale.

Capitale marocaine du luxe et de la vie nocturne, lieu de compétition et d'illusion plutôt que d'enracinement, Casablanca fouce dans le brouillard et boucoule au passage l'identité marocaine ancienne, la relie dans les villages sans proposer pour l'instant d'autre succédané à l'âme que le culte de l'enrichissement. Entre deux cultures, deux langues, deux horizons, deux vies, « le cul entre deux chaises » pour reprendre l'expression d'un troubadour local nommé Malek, Casablanca symbolise les audaces et aussi les inévitables fautes d'un régime épris de modernité et d'europhéonisation.

## « Casabidon »

« Quand on voit une femme voilée en caftan dans la rue, raconte Brigitte, Française bédouine depuis vingt ans et épouse d'un brillant médecin bédouin, il n'y a que deux solutions : ou bien c'est une rurale qui vient faire des emplettes ou chercher un emploi de maison. Ou c'est une jeune musulmane ». Long caftan immaculé, voile blanc léger sur le nez, gants blancs et œil noir, une jeune fille attend un autobus surchargé du côté de Hay-Mohammed. On ne distingue pas ses formes et pourtant, c'est sûr, elle est grande, mince et belle. Elle ne veut pas le savoir, elle est « pour musulmane ». Elle représente, avec les « frères » qui sont plus nombreux quelques mois « républicains », une fraction de l'opinion marocaine qui prône l'intégrisme, le respect des traditions et qui cherche peut-être surtout à exprimer, via la religion, les frustrations de la classe dévalorisée et pourtant majoritaire de Casapoli.

C'est pour elle, et peut-être un peu à cause des « frères », que le roi a ordonné que soit construite, sur l'actuel emplacement de la célèbre foire de Casablanca, une grande mosquée dont le minaret sera aussi un phare. « Je veux, a décidé Hassan II, « Commandeur des croyants », une mosquée à l'extrême ouest du monde musulman ». Un symbole qui fera peut-être oublier aux intégristes que l'on vit toujours au Maroc à l'heure européenne - jour séché : le dimanche et non le vendredi - mais certains, à Casa, jugent qu'on aurait mieux fait d'utiliser l'argent pour construire des logements ».

Carences graves, construction insuffisante, difficulté de transports, gestion urbaine inadéquate, vétusté des équipements, etc. Personne ne peut reprocher aux autorités d'ignorer les problèmes. La triste litanie ci-dessus sort du dossier officiel sur le nouveau schéma directeur de Casablanca. On y apprend que le taux de croissance de la pieuvre bédouine est de 3,3 % l'an, que de 4 490 hectares en 1960, l'agglomération, qui comprend désormais cinq préfectures, couvre 8 500 hectares, qu'il y a à Casablanca sept grands bidonvilles où survivent dans des conditions le plus part du temps insalubres plus de 300 000 personnes et que, pour résorber tout cela, « il faudrait bâtir environ 330 000 logements d'ici l'an 2000 ».

Impossible pari ? Dans les périphéries, la prolifération des « cubes » H.I.M., en pleine construction, s'ils défigurent l'environnement, permettent de loger un nombre grandissant de familles. On peut, si les spécialistes sont tous à l'écart et si le taux démographique diminue un peu, se montrer raisonnablement optimiste. Sinon, « Casa s'égyptianisera », estime, fataliste, un patricien de la ville.

PATRICE CLAUDE.

(1) Citons tout de même Casablanca, le roman d'une ville, ouvrage aujourd'hui épuisé publié en 1959 par Enoch, écrivain célèbre du Maroc colonial.



Casablanca : à gauche, le film de Michael Curtiz, à droite, le port.



dent général du protectorat marocain. C'est à lui, sans doute, que Casablanca doit son prodigieux essor, et si la célèbre statue équestre qui le représente a été démantelée il y a quelques années d'un square public à l'intérieur des jardins privés du consulat de France, il reste tout de même, à Casa, une petite avenue qui porte le nom du célèbre maréchal de France.

« Casa n'a pas d'histoire et, de toute façon, elle n'a pas le temps de s'y intéresser », dit-on souvent autour de l'avenue Hassan-II, dans les bureaux climatisés des grandes banques.

Affirmation à la fois vraie et fautive. On sait que la cité naquit autour d'une localité qui s'appelait Anfa - aujourd'hui le quartier le plus chic de la ville. On n'est pas très sûr de l'origine - romaine ou phénicienne ? - de cette localité, mais il est prouvé qu'elle fut brièvement capitale du royaume berbère de Berghouata au début du huitième siècle. Anfa

Enfin, il y eut les Espagnols à la fin du dix-septième siècle qui dénommèrent la ville Casablanca - Maison blanche, toujours - et puis les Français qui s'abstinrent de toucher au nom de la ville.

« Qu'est-ce qui vous a pris de bâtir votre établissement en pierre noire ? », demanda un jour le roi Hassan II au décorateur du Hyatt Regency, l'hôtel le plus cher et le moins convivial de la cité. « Majesté, répondit l'apocryphe, nous avons pensé qu'il était temps que Maison blanche ait son grain de beauté ». Le résultat n'est malheureusement pas aussi poétique que le mot - l'ouvrage ressemble plus à une grosse verrue noire qu'à un grain de beauté - mais, dans une ville où même les bidonvilles de tôle sont souvent blanchis à la chaux, il a le mérite de ne pas passer inaperçu.

Partie de rien, Casablanca, chacun le reconnaît, doit beaucoup à ses anciens colonisateurs. Mais la réciproque est également vraie. N'est-ce pas ici, à Anfa plus précisément, qu'eut lieu en 1943 - encore - cette conférence capitale entre de Gaulle, Churchill et Roosevelt sur les suites à donner à la seconde guerre mondiale ? Fournant, témoins de cette histoire que rencontra, les murs de l'endroit ont été rasés il y a quelques années et même le souvenir de l'événement semble avoir disparu dans la population. « Casa n'a ni mémoire ni passé », nous dit-on, elle n'a qu'un avenir... Couleur béton si l'on en croit la rumeur publique.

« La vie ici est devenue impossible », se plaint une vieille Casablancaise de souche hexagonale - il en reste quelques milliers. C'est encombré, pollué, surpeuplé, bruyant. Mais, si Dieu le veut, pour rien au monde je n'irais mourir ailleurs... Ils sont plusieurs centaines de vieux Franco-Marocains dans ce cas, qui, jamais, n'échangeront la chaleur de leurs dernières années à Casablanca contre un hospice parisien.

Pourtant, chrétiens, musulmans ou juifs, les « Bédouins » comme ils se nomment eux-mêmes, sont un peu comme les Parisiens auxquels il est d'ailleurs de bon ton de se comparer. « Ils ronchonnent tout le temps, ils sont agressifs, ils ne respectent aucune règle et ils roulent comme des fous », Hanine, jeune fonctionnaire de ministère, est formel : pour rien au monde il n'habiterait cette « monstrueuse Casapoli ». Lui, c'est « un provincial, un rabati », rétorque Mohammed avec un rien de condescendance.

La trentaine sportive, serviette éponge jetée négligemment autour du cou, survêtement et Adidas aux pieds, Mohammed personnifie le bédouin type auquel doit songer le roi lorsqu'il supplia un jour « Allah le très grand de

où des crocodiles du Nil voisinent avec des poissons multicolores de toutes les mers et de tous les fleuves de la terre.

## Ville ogresse

Transition facile, comme dit Mohammed, « pour survivre à Casa, il faut savoir nager ». Ville ogresse qui n'a cessé depuis trente ans de dévorer les zones rurales et d'avancer, dos à la mer, vers l'Ouest, l'ancien repaire de corsaires que fut Anfa au quatorzième siècle est devenue une sorte d'immense radeau de la Méduse où les plus gros se repaissent allégrement des plus faibles.

« L'écart entre riches et pauvres se creuse chaque jour un peu plus à Casa », affirme Mme Zakia Deoud, directrice d'un excellent magazine sociopolitique, Lamalif. Mohammed, lecteur attentif de ce mensuel, est entièrement d'accord avec le diagnostic. Pourtant, produit type de cette pépinière de jeunes cadres, pas toujours dynamiques mais souvent cultivés, qui ont fait leurs études à Paris et qui n'imaginaient pas de vivre ailleurs qu'à Casa - « Ici les gens sont plus évolués, plus cool qu'ailleurs au Maroc », - Mohammed vit bien. Cadre moyen dans l'administration (semi-privée) du port, locataire, pour environ le quart de son traitement d'un cent mètres carrés à deux pas de la place Mohammed-V - d'où partent toutes les grandes avenues du centre - propriétaire d'une 4 L qui sert parfois de dortoir au veilleur de sa rue, et époux d'une charmante berbère aussi « branchée » que lui. Chez Aloha et Mohammed, on écoute du jazz, on boit du whisky et on lit Lamalif. Comme dans tous les foyers de l'émigration et de l'aristocratie marocaine qui se sont établis ici et qui feraient les délices d'une Claire Brétecher locale.

La nuit est tombée sur Dar-el-Beida. Fin octobre 1987. Hier il pleuvait, aujourd'hui il fait doux. Au marché Maarif, dans l'ancien quartier espagnol, on sent à peine le vent du large et cette humidité dont tout le monde ici se plaint. Amrane, le vieux marchand d'épices, a allumé la kougite de son échoppe. « Bonjour Madame A. Comment allez-vous aujourd'hui ? » Amrane connaît presque tous ses clients par leur nom. C'est aussi cela ce « Casapoli monstrueux » dont parlent ses habitants : une mosaïque de hameaux à deux pas des grands hôtels internationaux et des tours manhattanesques.

Longue djellabah brunâtre, calotte musulmane sur le chef - ne portent plus le célèbre fez rouge à pompon noir que les vieillards et les officiels dans les grandes occasions, - Sidi Zaouir, épicer berbère multimillionnaire, rond comme l'un de ses fameux

de Marrakech, là où les mendicants sont plus visibles, certes, mais aussi plus... « traditionnels ».

« Le Maroc, a dit un jour son souverain, est un arbre dont les racines sont profondément ancrées en Afrique et dont les feuillages sont en Europe ». Fille de la mer et du désert, Casa, plus que toutes les autres, a les pieds au Maghreb et la tête ailleurs. On appelle cela la tentation occidentale. Cela donne une mégapole, bâtarde et fausement « branchée », un pot-pourri d'architectures orientales - réussies par les colonisateurs - et européennes - ratées par les « créateurs » locaux. Cela donne un amalgame hétéroclite et obèse, une traînée urbaine partie à l'assaut du désert et qu'on essaie maintenant de ramener vers le littoral (Mohammedia bientôt avalée et, en l'an 2000, Rabat ?). Cela donne surtout au royaume chérifien un centre de vie économique et commerciale d'où tout ou presque part et où tout aboutit, une anberge espagnole où naissent et meurent les rêves des déserteurs.

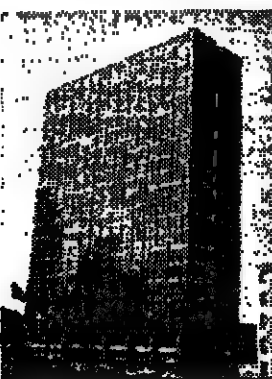
Ils sont des milliers de ruraux à se précipiter chaque mois sur le corps poussiéreux de cette grande comète urbaine, en quête du petit job ou de la grande affaire qui les propulsera directement du bled aux night-clubs de la Corniche, lieu magique, brillamment éclairé, où l'argent ruisselle et les Mercedes rutilent. Mais les magnificences d'Anfa, pour l'heure, sont réservées aux riches et aux puissants, Marocains et cheikhs du Golfe, Français et Américains. Sur le seul terrain concédé - gracieusement, paraît-il - face à la mer, au frère du roi d'Arabie saoudite, on pourrait loger cinq mille personnes. Le prince, lui, a fait bâtir deux résidences dans un grand parc - une de type occidental pour recevoir, l'autre arabe - une mosquée et aussi une bibliothèque coranique qui contient, paraît-il, des merveilles. Le tout est cerné par une fortification de dix mètres de haut et gardé, quand le maître de céans est chez lui, par une escouade de soldats en armes.

## Le poids des pauvres

« Je m'étonne que les affamés ne commencent pas de crèves », disait déjà Abou dar el Ghifari, un compagnon du Prophète. En dépit du refrain sur l'insécurité grandissante - entonné régulièrement par l'élite bédouine, c'est un fait que la mégapole, comparée à d'autres du monde en développement, jouit en ce domaine d'une tranquillité presque provinciale. « Le cri de Casablanca » - pour reprendre l'excellent titre d'une analyse de Lamalif - ne s'est pas reproduit depuis les émeutes de 1981. Les pauvres étaient des-

الجمعية المركزية لإعادة جميع أنواع التأمين  
SOCIÉTÉ CENTRALE DE REASSURANCE

إعادة جميع أنواع التأمين  
REASSURANCES TOUTES BRANCHES



Société d'économie mixte  
bénéficiant de la garantie  
d'équilibre de l'Etat Marocain  
(Convention du 9 Mars 1960)

Entretient des relations  
d'affaires avec plus de 240  
Sociétés originaires de 80 pays.

Volume de Prime réalisé en 1985 :  
610 millions de DH. (environ)  
Président-Délégué :  
Monsieur Farouk BENNIS

Siège Social : TOUR ATLAS  
Place Zaiqa, Casablanca, Tél. : 30.91.11 / 30.49.35 / 30.85.85  
Adresse Télégraphique : CENTREAS - CASABLANCA  
Téléc : 28084, Boîte Postale : 13.183

BUREAU DE CONTACT A LONDRES  
S.O.R. - Contact office, Plantation House 4 Mining Lane London EC3  
Tél. : (01) 623.0075 / 6 - Téléc : 9812762 Morocco



(Publicité)

# LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS MISENT SUR LE SOLEIL MAROCAIN

Multiforme, le tourisme marocain puise d'abord ses ressources dans ses sites et ses traditions. Le premier atout — et non des moindres — du Royaume tient à son cadre physique. A quelques encablures de l'Europe, il ouvre à l'Occidental la porte d'un autre monde. D'autres mondes, devrait-on dire, car le pays présente une étonnante variété. De la baie de Tanger aux plages d'Agadir qui regardent l'Atlantique, de Chefchaouen, l'andalousie blottie contre la montagne du Rif, à la route des Kasbas, le Maroc offre une palette dont chacun peut user à sa guise pour colorier la carte de ses vacances.

A ceux qui cherchent une destination ensoleillée, le pays propose plusieurs stations balnéaires dotées d'établissements modernes, confortables, et d'équipements sportifs. Aux voyageurs qui se découvrent une âme d'aventurier, il livre la clé du désert et de son mystère, la quiétude de ses oasis dont l'apparence douce cache une lutte éternelle, quotidienne, contre les éléments. Aux férus de culture, enfin, le Royaume offre le meilleur de lui-même. Pour tenter de comprendre l'âme marocaine, il faut déambuler, un soir d'été, sur la place Djemaa El-Fna, glisser une pièce au charmeur de serpent et voir le conteur envahir son auditoire avec toutes les ressources de son art. L'année 1987 a vu naître le premier raid équestre dans le Grand Sud (dont nombre de médias français se sont fait l'écho) et le festival international de bric à brac et de golf. Sans oublier, bien sûr, la première semaine musicale de Marrakech, qui vient d'accueillir la chanteuse Barbara Hendricks.

## UN TOURISME DIVERSIFIÉ

De ces atouts, déjà conséquents, le Maroc ne s'est pourtant pas contenté. Devant les désirs de ses hôtes étrangers, il a choisi de diversifier son offre. Et c'est sans aucun doute cette option qui fait du tourisme marocain l'un des plus prometteurs.

Sur le plan culturel, d'abord, il a créé de nouvelles manifestations. Ainsi le festival international de musique et le festival arabo-africain ont vu le jour à Marrakech et à Agadir en 1986. Mais le pays se tourne surtout vers les activités sportives, dont on connaît le succès grandissant en Europe.

Si le Maroc a, très tôt, conçu des structures pour le sport nautique, l'équitation, le tennis ou le golf, il n'a que récemment mis l'accent sur ses potentialités en matière de tourisme de montagne. Un Européen peut être tenté de s'écarter près de Marrakech : l'Office du tourisme lui propose de dévaler les pentes de l'Oukaimeden, situé à 2 600 mètres d'altitude dans le Haut Atlas, ou encore d'y pratiquer le ski de fond, les terrains conservant souvent un bon enneigement jusqu'en juin dans les combes de haute montagne. Le pays compte aussi trois stations sur les hauts plateaux du Moyen Atlas, à Azrou, Ifrane et Imouzzer du Kandar. Mais le pays présente surtout un grand éventail de randonnées aux montagnes qui veulent découvrir de nouveaux horizons. Le gouvernement s'apprête donc à promouvoir cette branche touristique encore embryonnaire.

Chasse et pêche sont aussi praticables au Maroc. En mer ou en eau douce, le pêcheur pourra s'adonner à son passe-temps favori, tandis que le chasseur trouvera bécasses, bécassines, canards, perdrix rouges, et même des sangliers, dans différentes régions du Royaume.

La carte thermique est d'autre part jouée par le Maroc qui possède plusieurs stations, dont Oulmes et Sidi Harazem, et qui a entrepris de moderniser sa station la plus ancienne, Moulay Yacoub. Un hôtel de cent vingt

Vecteur essentiel de l'économie, le tourisme a rapporté au Maroc plus de 7 milliards de dirhams en 1986. Il constitue la seconde source de revenus en devises qu'encaisse le Royaume (après les remises faites par les travailleurs marocains résidant à l'étranger). Une telle manne peut sembler naturelle dans un pays doté d'une situation géographique privilégiée, d'une longue histoire et d'une vraie richesse culturelle. Mais elle est aussi le fruit d'une politique avisée qui a su céder aux exigences du tourisme moderne sans renier son identité.

Dès son indépendance, le Maroc a compris le parti qu'il pouvait tirer d'une ouverture vers l'extérieur, et la nécessité de procéder avec prudence. Loin de se lancer dans une course aux devises — course qui a conduit certains pays à gâcher leurs meilleurs atouts — le Royaume a préféré mûrir sagement ses projets. Aussi l'activité touristique a proprement parler n'a-t-elle débuté qu'aux alentours de 1965. A cette date, le Maroc possédait surtout des hôtels de grand standing, dont la très fameuse Mamounia, qui reste une étape indiscutée du tourisme de luxe mais n'est certes pas à la portée de toutes les bourses. Priorité fut donc donnée à la construction d'établissements adaptés à une clientèle moins fortunée et à la formation de personnel qualifié. Des facilités furent ensuite accordées aux investisseurs privés, marocains et étrangers.

Le gouvernement commença par la baie de Tanger où il acquit des terrains qu'il aménagea pour les revendre dans de bonnes conditions à des investisseurs privés et éviter toute spéculation. Puis il porta ses efforts sur Agadir, ruinée par le séisme de 1960. Aujourd'hui, la cité aligne le long de sa baie une impressionnante série d'hôtels. A sa suite, la plupart des villes marocaines, Tétouan, Fès, Marrakech, Meknès, Ouarzazate, se sont lancées dans l'aménagement d'infrastructures, aménagement qui se poursuit toujours. Enfin, la saharienne El-Aïouna s'est inscrite sur les circuits touristiques.

lit y a ouvert ses portes, permettant de loger les touristes, qui disposent, dès 1988, d'un établissement thermal moderne doté de pavillons spécialisés (URL rhumatologie, dermatologie et gynécologie).

Plus discrète, mais non moins efficace, l'organisation de congrès est également encouragée, car le pays dispose d'installations performantes dans ses grandes villes.

Enfin, le Royaume multiplie les manifestations de prestige. L'année 1987 a vu naître le premier raid équestre dans le Grand Sud (dont nombre de médias français se sont fait l'écho) et le festival international de bric à brac et de golf. Sans oublier, bien sûr, la première semaine musicale de Marrakech, qui vient d'accueillir la chanteuse Barbara Hendricks.

## UN CODE FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Qui dit tourisme performant dit formation professionnelle et investissement. En ce qui concerne la première, le Maroc a compris l'enjeu qu'elle représentait, et créé des écoles à Rabat, près dans d'autres villes, et un institut supérieur de tourisme qui forme les cadres.

Côté investissement, la politique du Royaume est claire : l'appel aux fonds privés, nationaux ou étrangers, est encouragé par une législation extrêmement favorable. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter au Code des investissements établi en juin 1983. Troisième édition d'un texte qui accordait autrefois des avantages fiscaux et réglementaires à la seule hôtellerie classique, il élargit de façon notable le champ d'application de la loi.

Sont ainsi considérées comme entreprises touristiques, outre le secteur hôtelier, les établissements concourant à l'animation touristique, le transport et l'exploration par bateaux de plaisance (à condition, bien sûr, qu'ils aient un objet touristique). L'organisation de chasse et de pêche entre également dans ce cadre, tout comme la commercialisation du produit touristique lorsqu'elle est effectuée par une agence de voyages remplissant les conditions requises.

Ces entreprises sont exonérées du droit d'importation sur les matériels, outillages et biens d'équipement neufs importés, sauf si ces biens sont fabriqués localement ou peuvent l'être dans des conditions satisfaisantes. Dispensées, dans certains cas, du droit de timbre ou d'enregistrement, ces sociétés bénéficient surtout d'un allègement d'impôt pour le moins alléchant.

Le gouvernement leur accorde en effet, une réduction de 50 % de l'impôt sur les bénéfices professionnels pendant les dix premières années, ou même une exonération totale lorsqu'elles s'implantent dans certaines provinces (telles Ouarzazate, Oujda, Chefchaouen, Essouira, etc.), soit hors des grands centres du tourisme traditionnel.

Enfin, l'une des particularités de ce Code réside dans le sort qu'il réserve aux étrangers : il leur garantit, en effet, le trans-

fert des bénéfices nets d'impôts, et leur permet de rapatrier capital et plus-value. Une telle législation a, de toute évidence, incité les étrangers à parier financièrement sur le tourisme marocain et à s'y engager.

## PROJETS ÉTRANGERS

Dans la nouvelle vague d'investissements étrangers qui a afflué vers le Maroc, l'Arabie saoudite, le Portugal et le Koweït tiennent une place importante.

Le plus gros projet émane d'un promoteur saoudien, Forum International, qui investit 1,5 milliard de dirhams dans la baie de Tanger. Il compte réaliser 700 villas, 2 hôtels-casinos de catégorie cinq étoiles (d'une capacité totale de 3 500 lits), d'un palais des congrès et d'un port de plaisance.

Ambitieux lui aussi, le projet Cigitor (entièrement financé par des capitaux portugais) concerne Sidiia, dans la province d'Oujda. Un vaste complexe touristique est prévu, qui comptera 1 hôtel 5 étoiles d'une capacité de 500 lits, 1 hôtel 4 étoiles (500 lits), 1 hôtel

tandis que la société Morocco-Emirates de Développement (financée par Abu-Dhabi) entend la construction d'un hôtel Sheraton à Casablanca.

Certains tour-opérateurs s'étaient jusqu'à présent contentés de signer des contrats avec le Maroc. Le nouveau code des investissements les a poussés à franchir le pas et à intervenir directement. Ainsi Jet Tour projette la construction d'un complexe à Sidiia, avec un golf de neuf trous, et ce pour un montant de 50 000 dirhams. De même, le grand tour-opérateur allemand Neckermann envisage d'engager 165 millions de dirhams dans un complexe à Agadir.

Enfin, l'Espagne devrait bientôt faire une entrée remarquée sur le marché touristique marocain auquel elle s'intéresse de très près.

## BILAN POSITIF

En vingt-cinq ans, le tourisme marocain a effectué un formidable bond en avant. En 1961, le Royaume dénombrait

En contrepartie, les entrées de touristes venus d'Europe, principal réservoir de visiteurs pour le Royaume, ont connu cette même année une augmentation de 6,4 %.

De 1986, le Maroc ne tire pourtant pas un bilan négatif. Car la baisse de la fréquentation n'a eu aucune répercussion sur le volume des nuitées et le montant des recettes en devises. Les premières ont en effet enregistré une progression de 8 %, passant de 16,3 millions en 85 à 17,5 en 1986, tandis que les secondes sont passées de 4,07 milliards de dirhams au 1<sup>er</sup> octobre 1985 à 4,88 au 1<sup>er</sup> octobre 1986, soit une augmentation de 20 %. L'année 1987 s'annonce, quant à elle, sous les meilleurs auspices : au cours des premiers mois, le flux touristique a augmenté de 9,2 % pour les marchés traditionnels. Les premières statistiques donnent une hausse de 30,2 % pour la France et de 68 % pour l'Espagne, qui va décidément compter dans le paysage touristique marocain de demain.

Afin d'accueillir ces visiteurs dans de bonnes conditions, le Maroc a fourni de gros efforts. Les investissements ont donc suivi la courbe ascendante du tourisme. Et le pays, qui ne disposait en 1961 que de 154 hôtels et de 12 600 lits, compte aujourd'hui 436 établissements, soit 69 514 lits. Encore faut-il y ajouter les hôtels non classés, soit 17 000 lits, les hébergements à caractère social (de 5 000 à 6 000 lits) et les campings-caravansings d'une capacité d'accueil de 31 000 places.

Loin de stagner, l'investissement est allé bon train en 1986, puisque le Royaume a vu naître 20 nouvelles unités d'une capacité de 4 305 lits. Vingt mille lits actuellement en chantier seront mis en service en 1987 ou 1988. Dans le même temps, 16 700 lits ont été agréés par le ministère du Tourisme, auxquels s'ajoutent deux palais des congrès d'une capacité d'accueil de 5 500 places, qui seront édifiés à Marrakech et à Agadir.

Il est d'autre part intéressant de noter que les efforts d'investissement du Maroc portent surtout, à l'heure actuelle, sur les hôtels quatre étoiles (70 % des projets entrepris en 1986 concernent cette catégorie) et qu'ils se concentrent, à quelques exceptions près, sur six villes :

INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES ÉTRANGERS				
Projets	Coût (en millions de dirhams)	% de capital étranger	Investisseurs	
Chaîne Farah Maghreb	600	94	Consortium maroco-irakien	
Hôtels Somakto	200	50	Koweït	
Sheraton	300	100	Abu Dhabi	
Forum International	1 510	100	Arabie saoudite	
Marsa Smir	440	100	Irak	
Cigitor	1 050	100	Portugal	
Jet Tour	80	50	Jet Tour (France)	
Projet Euroville (S. U.)	400	100	Arabie saoudite	
Club Méditerranée	70	100	France	
Marboul	800	100	Arabie saoudite et Espagne	
Kabla	225	50	Espagne	

\* Projets à l'étude

golf 5 étoiles (300 lits), 1 hôtel de cure, un casino, 1 golf et 1 village de golf doté de 50 villas, marina de 500 appartements, 1 port de plaisance, 2 centres commerciaux et des installations d'animation. L'investissement global s'élèvera à 1 milliard de dirhams.

Également conséquent, le projet Farah-Maghreb (entrepris par un consortium maroco-koweïtien) envisage pour sa part la réalisation d'une chaîne hôtelière de 10 unités, à travers le pays, d'une capacité totale de 4 000 lits. Six unités ont déjà été construites. Le coût de l'opération approche les 600 millions de dirhams.

On voit aussi le projet Marina Smir entrepris par la société Intermed Maroc, qui investit 450 millions de dirhams dans la construction d'une marina à Marsa Smir, non loin de Tétouan. Ou encore celui de la société Burch Morocco-Development, qui engagera 330 millions de dollars U.S. à Agadir. Deux unités hôtelières, des résidences touristiques, 1 centre de thalassothérapie, 1 golf de dix huit trous, un port de plaisance, 1 casino et 1 zone de sports-loisirs sont prévus.

A Kelaât Es Sraghna, la société Oasis (franco-marocaine) vient de poser la première pierre d'un complexe touristique qui coûtera 35 millions de dirhams. A Marrakech, la société Palmare va réaliser un village de vacances de 600 lits,

160 000 touristes. Dix ans plus tard, ils étaient 915 000. Aujourd'hui, ils sont près d'un million et demi.

Les Français arrivent en tête, totalisant à eux seuls près de 30 % des entrées. Suit un peloton groupé d'Européens comprenant les Espagnols (19,5 %), les Allemands (10,5 %) et les Britanniques (11,3 %). Globalement, le Maroc a accueilli 1 470 700 touristes en 1986. Ce résultat est légèrement en retrait par rapport à celui de 1985 où l'on avait recensé la présence de 1 536 563 touristes. Mais ce fléchissement n'est pas vraiment significatif car l'année 1985 s'est avérée exceptionnelle et — surtout — parce que le marché marocain a subi le contre-coup d'événements indépendants du tourisme. La politique mouvementée du Moyen-Orient et le bombardement de la capitale libyenne par l'aviation des États-Unis ont incité nombre d'Américains à rester chez eux. Ce mouvement, qui a aussi frappé l'Europe, s'est traduit au Maroc par une baisse de fréquentation d'environ 50 %. Parallèlement, le flux de touristes en provenance des pays arabes a chuté d'un tiers. Un tel résultat s'explique par la décision marocaine d'imposer, pour des raisons de sécurité, un visa à tous les ressortissants du monde arabe. (On doit à ce propos noter que le visa n'est plus exigible depuis le 1<sup>er</sup> juin 1987 pour les gens du Golfe.)

Marrakech, Agadir, Casablanca, Fès, Tétouan, et Ouarzazate.

A la veille du plan d'orientation 1988-1992, le tourisme marocain trace des repères pour l'avenir. Réunie à Rabat en mai et juin derniers, la Commission nationale du tourisme a ainsi déterminé les bases d'une stratégie de développement touristique adaptée au décollage économique du pays.

## UN AVENIR PROMETTEUR

Donnée essentielle dans un secteur en plein essor comme celui du tourisme, l'encadrement a d'abord été évoqué. Le gouvernement entend prendre les mesures nécessaires pour réglementer et maîtriser pleinement toutes les activités touristiques. Il assurera pour cela un encadrement dynamique et évolutif du secteur. L'accent a également été mis sur une nécessaire harmonisation du tourisme avec l'ensemble des activités marocaines.

Un mot d'ordre a été donné : adapter l'offre touristique à la demande. La diversification évoquée plus haut va être amplifiée. Le pays compte promouvoir le tourisme « spécialisé », tel que le tourisme rural, le tourisme de thermalisme, de montagne, de sports, ou le tourisme résidentiel. Pour ce faire, il penchera avec soin sur les différents marchés qu'il souhaite toucher, et qui ont des goûts souvent bien différents (ainsi s'est-on aperçu que les Français ont un faible pour les produits à connotation culturelle, alors que les Allemands ou les Scandinaves préfèrent les produits balnéaires). Bref, le Maroc va vendre son soleil avec la précision du marketing moderne.

Corollaire d'un tourisme performant, la politique de transport sera, elle aussi, renforcée. Le Royaume, qui dispose déjà d'un bon réseau routier, ne cesse d'ailleurs d'améliorer ses voies de communication et la desserte du pays. Ainsi, Royal Air Maroc a-t-il créé en 1987 deux vols supplémentaires par semaine sur Ouarzazate, et la réalisation de la route côtière Safi-Essouira vient de démarrer pour être achevée en 1988.

Enfin, la place du secteur privé est réaffirmée avec vigueur. Le gouvernement entend lui faire jouer un rôle prépondérant et même le responsabiliser en l'incitant à prendre en charge la réalisation de l'infrastructure d'accueil dans sa globalité.

Fort de tous ces principes, la Commission a donné les objectifs du Plan à l'horizon 1992, soit :

- 3 millions de touristes ;
- 18 millions de nuitées d'hôtels classés ;
- 14 800 millions de dirhams de recettes touristiques ;
- 40 400 lits à mettre en exploitation au cours de la période quinquennale 1988-1992 ;
- 19 500 emplois directs à créer, dont 4 480 cadres à former.

Ces prévisions, ambitieuses, prouvent que le Maroc envisage l'avenir avec sérénité et que son tourisme a de beaux jours devant lui.



## OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME

RABAT

22, rue d'Alger BP 19, RABAT  
Tel. : 212-52-53-54, Telex : 319 33

PARIS

181, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS  
Tel. : 42-60-63-50 ou 42-60-47-24, Telex : 680-419.



## Premier port de passagers du Royaume

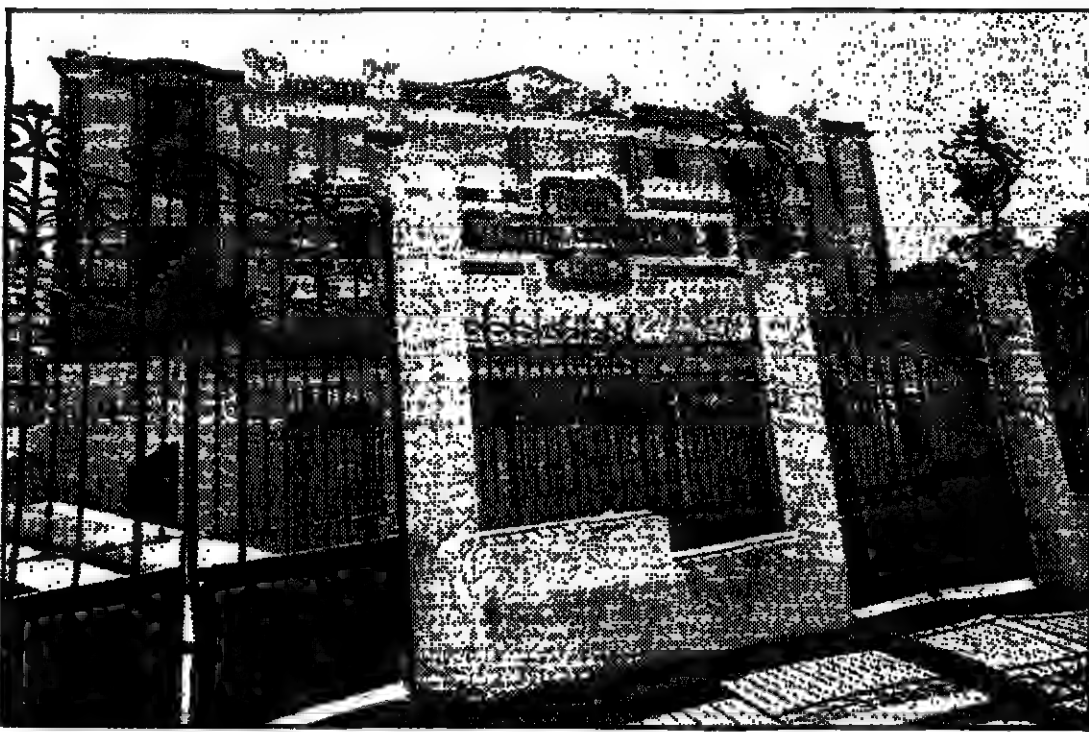
## Tanger la frondeuse, capitale

ON croyait que le mythe était fini, qu'il n'y avait rien d'autre à voir dans l'ancien « nid d'espions » que des coups de soleil sur des cellulites nordiques. La villa de Morand vient d'être rasée, le théâtre Cervantès fait relâche depuis longtemps, le consul de France ne délivre plus que des visas pour les parents d'immigrés dans l'immense demeure qui rivalise avec celles de l'Américain et du Britannique, à l'époque de la Concession internationale, quand il y avait neuf puissances « garantes », trois postes et quatre devises en circulation. Et pourtant la magie opère encore.

Est-ce dû à la persistance d'une littérature quelque peu nécrophile, tel le *Tanger* de Daniel Rondeau, que les Marocains jugent sévèrement, et à la présence d'ultimes « excentriques », comme le milliardaire américain Forbes, qui présente sa collection de soldats de plomb dans le palais du Mendoub, le « représentant » du sultan du Maroc dans une ville qui lui était devenue aussi étrangère que Paris ou Londres ? On avance toujours ici avec la sensation que les déliants touristiques et les statistiques des administrations locales ne servent qu'à vous distraire d'une réalité bien plus essentielle.

Du haut du cap Spartel, là où les eaux de l'Atlantique et de la Méditerranée teignent le détroit de bleus différents, au bar de l'hôtel Minzah, le palace-musée encore tenu par une famille anglaise, nous avons dû faire un effort pour oublier Delacroix, Morand, le parfumeur Coty de la Belle Époque, le Petit Socco et la casbah en gradins sur la mer.

Moulay Ahmed Alaoui, le ministre d'Etat directeur politique du *Matin du Sahara*, nous accompagnait. Il n'est pas insensible aux charmes passés de la ville. Avec la princesse Lalla Fatima Zahra, il fait partie du comité d'honneur d'une Association pour



F. OLIVERO/DESKAMP/VO

la promotion et la sauvegarde des monuments historiques de Tanger. Mais il l'aime autant pour ce qu'elle pourrait être que pour ce qu'elle a été.

« Il faudrait faire de Tanger une ville internationale, mais sans le statut de *magasin* », nous dit-il, plongé dans un rêve où la crème du tourisme huppé se mélangerait à des artistes, des écrivains et des scientifiques dans les anciennes arènes transformées en centre de conférences et en salle de spectacle.

## « Capitale d'été »

Des ambitions plus immédiates habitent le gouverneur : accueillir dignement le roi Hassan II lors de sa visite prévue pour le mois de mars, un événement que les Tangérois attendent depuis presque vingt ans... 10 avril 1947, le sultan

Sidi Mohammed, futur roi Mohammed V, choisit la ville où l'empereur allemand Guillaume II avait fait la déclaration qui provoqua la conférence d'Algésiras pour affirmer le caractère arabe du Maroc dans une profession de foi nationaliste qui provoqua l'épreuve de force entre la France et la dynastie alaouite.

Neuf ans plus tard, le 2 mars 1956, l'indépendance est reconnue. La zone internationale de Tanger est bientôt rattachée au royaume, alors que subsistent des territoires sous souveraineté hispanique. En 1960, Rabat abolit les dispositions transitoires qui accordaient des avantages fiscaux aux nationaux établis à Tanger et aux étrangers. C'est l'intégration économique. Pour faire passer la pilule, la ville est dotée d'une zone franche et se voit ériger en « capitale d'été ».

Mohammed V mourut en 1961 et le roi Hassan II se méfia des Rifains, traditionnellement frondeurs. On dit que les résultats officiels de certaines consultations électorales sont les plus « mauvais » du royaume. Aux démentis des montagnards avec les Alaouites s'ajoute la nostalgie de la « belle époque », celle où la ville était sous tutelle étrangère mais se prêtait à de juteux trafics. La région semble oubliée à Rabat. Il y manque ces grandes familles qui, comme à Fès, Marrakech ou Casablanca, ont leurs entrées au Palais.

En janvier 1984, Tanger ne suit pas les émeutiers qui incendient magasins et bâtiments administratifs à Tétouan, Al-Hoceima et Nador, dans le prolongement de la « révolte du pain » en Tunisie. Mais le régime comprend que

quelque chose ne va plus dans l'ensemble de la région, et la ville profite de diverses mesures de relance économique.

Moins de trois ans après les troubles, bien des chantiers attendent du changement sur la route qui relie Tanger à Tétouan. Des bidonvilles ont été rasés et remplacés par des cités encore trop rares mais qui ont au moins le mérite de ne pas insulter l'avenir par une architecture misérabiliste. Un effort a été consenti pour ne pas faire dans le genre cage à lapins. Le Maroc est un pays où subsistent des zones de grande pauvreté, mais il ne se résigne pas à la laideur des ensembles en préfabriqué pour résoudre ses problèmes d'habitat.

## « Fidèles fils »

Partout, en septembre, on avait recrépi, repeint, replanté, à Tanger, pour une visite du roi qu'on attendait cet automne. La ville voulait montrer au souverain qu'elle ne vit pas seulement du souvenir de sa splendeur passée, qu'elle est capable de se transformer à condition qu'on l'aide un peu. Les petites zones franches, sur le port et dans la périphérie, sortent de leur relative léthargie. Un Centre international de tourisme — destiné à la formation des cadres de la profession et ouvert notamment aux citoyens des pays d'Afrique noire avec lesquels Rabat veut développer la coopération — attend ses premiers occupants.

Et puis il a fallu tout annuler, soit que le roi ait changé d'idée, soit que d'autres villes de la région, dans le Nord, eussent avancé moins vite dans leurs préparatifs que Tanger la frondeuse, qui s'était refait une beauté pour l'auguste visiteur. Le 19 septembre, les conseils des oléistes et des chambres professionnelles des provinces du Nord envoyèrent au Palais un message dans lequel ils sollicitaient un report de la visite,

« le mois d'octobre étant caractérisé par un climat versatile et par le début de la saison des pluies ».

« Notre impatience de voir réaliser cette visite n'a d'égal que notre souhait qu'elle se déroule dans des conditions qui permettront à l'ensemble des fidèles fils de Votre Majesté, habitants monts, vallées, villes et villages, de bénéficier de cette occasion tant attendue de faire part de notre loyalisme et de renouveler notre allégeance séculaire », écrivaient les notables avant de proposer que la prochaine fête du Trône soit célébrée dans leur région au printemps prochain.

Le roi n'a pas encore fait connaître sa réponse, mais on s'attend maintenant qu'il passera une quinzaine de jours à Tanger au mois de mars 1988. De là, il rayonnera dans tout le Nord pour de courtes visites. Ce report laisse un répit aux retardataires, mais il est douteux que certains grands projets soient réalisés.

Le dada des édiles locaux, c'est la transformation de ce littoral en l'équivalent de la Costa del Sol espagnole. Tanger se voit déjà en rivale de Marbella grâce à des apports de capitaux arabes, notamment saoudiens. Un site, pour le moment assez peu engageant, a été réservé pour la création d'une « luxueuse marina ». Le riche investisseur du Golfe qui avait fait des promesses à ce sujet paraît s'être retiré. Un autre projet — Marinamar — sur la route de Tétouan a connu un meilleur départ, et une centaine de villas sont déjà disponibles.

Rien de tout cela ne peut évidemment rivaliser avec le luxe de la propriété du roi Fahd sur la « Montagne », en fait une colline couverte d'eucalyptus, sur laquelle se nichaient les plus belles résidences de la grande époque. Le souverain wahabite ne s'est montré qu'une fois en ces lieux depuis l'édification du palais, mais une armée de gardes

## ROYAUME DU MAROC

UNE VOCATION MARITIME ET PORTUAIRE SÉCULAIRE,  
UNE MUTATION EN PROFONDEUR

Onze ports de commerce renoués et dynamiques sur la Méditerranée et l'Atlantique, au carrefour des grands courants d'échanges internationaux.

Ainsi se présente aujourd'hui le secteur portuaire marocain, fruit de grands efforts qui s'inscrivent dans une vieille tradition et dans la foi en l'avenir.

Multiséculaire, la vocation portuaire et maritime du Maroc n'a cessé de se confirmer. Le trafic est en croissance continue. Il atteint 35 millions de tonnes en 1986. Cette nette tendance est celle de l'avenir.

## ● UN POTENTIEL PORTUAIRE LARGEMENT SUFFISANT

Le patrimoine portuaire marocain, fort de 11 ports de commerce dont 4 nouveaux, s'est considérablement renforcé et renoué. Infrastructures et équipements sont plus que suffisants pour faire face à l'accroissement du trafic.

## ● UNE GESTION UNIFIÉE POUR UNE DYNAMIQUE NOUVELLE

Créé en 1985, l'Office d'Exploitation des Ports (ODEP) assure la coordination de la gestion des ports de commerce. Sa mission : dynamiser le secteur portuaire pour atteindre de hautes performances. Sa devise : la qualité. Son ambition : faire en sorte que les ports marocains deviennent des pôles d'attraction reconnus à travers le monde.

## ● UN SECTEUR EN PLEINE MODERNISATION

L'action multiforme des différents partenaires a déjà transformé le paysage portuaire. Des structures renouées, des techniques et un mode de gestion en pleine modernisation, des procédures assouplies : le secteur portuaire se veut ainsi à la pointe du progrès. Il s'adapte avec succès aux mutations en cours dans le monde.

## ● DE VASTES POSSIBILITÉS AU SERVICE DES ARMATEURS

Si les ports restent le poumon des échanges du Maroc avec l'extérieur, leurs possibilités excèdent largement les besoins internes. Ils offrent aux armateurs des moyens étendus et de plus en plus performants pour des activités de transit international (transbordement, etc.). C'est là aussi leur vocation naturelle, étant donnée leur situation au carrefour des voies maritimes atlantiques et méditerranéennes.

## OFFICE D'EXPLOITATION DES PORTS

DIRECTION GÉNÉRALE : 4, rue Moussa-Ibnou-Noussair, Casablanca.

TÉL. : 27-53-50 — 27-55-27 — 27-42-59 — 27-44-48.

TELEX : 28722-28732.

## المختبر العمومي للأبحاث والدراسات

### LABORATOIRE PUBLIC D'ESSAIS ET D'ÉTUDES

Le groupe LPÉE, géré par une société d'économie mixte créée, en 1973, à un caractère de service public, constitue pour l'ensemble de la profession du bâtiment et des travaux publics un auxiliaire indispensable pour l'étude et la réalisation des projets publics et privés et pour la recherche des matériaux et techniques de constructions adaptées.

Le groupe LPÉE s'est organisé selon quatre sous-constituants des familles autonomes :

- La famille SOL, constituée des centres de sol, de géologie et de sondages.
- La famille TRANSPORT, constituée du centre d'étude et de recherche d'infrastructures routières.
- La famille HYDRAULIQUE, constituée du centre d'études hydrauliques et du centre de l'environnement.
- La famille SUPERSTRUCTURE, ou CEREM, constituée des centres du bâtiment, des structures et du centre physico-chimique des matériaux.

Ces familles ont également des services dans les représentations régionales du groupe.

## DRAPOR

### جرف الموانئ

#### DRAGAGE DES PORTS

Société anonyme au capital de 3250 000 DH  
Siège social : 18, rue Colbert, CASABLANCA. Tél. 31-42-37/31-42-83/31-02-89. Télex 24089

OBJET SOCIAL  
L'étude, la conception et la réalisation de travaux de dragage de l'ensemble des ports du Maroc et à l'étranger. La commercialisation des produits de dragage. La réalisation d'études hydrographiques. La prestation de service dans les ports, tels remorquage, pilotage, cale sèche, etc.

Les unités de dragage en service à DRAPOR sont :

DRAGUES	REMORQUEURS	AUTRES ENGINS
MAMORA SIR ANZARANE GUELAT-ZEMMOUR CHARBA - DASSIA	MOULAY ALI EL ARUT MOUNKED II	FONTON TELDI CHALAND TIGES VEDETTE AL KASSADA

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDES DU DÉTROIT

### الجمعية الوطنية لدراسات المضيق

31, CHARIA AL ALAOUYINE - RABAT - MAROC  
Télex 32869 M - Tél. 309-49 - 307-46

OBJET : projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar

15 kilomètres séparent l'Afrique de l'Europe. Le Maroc et l'Espagne ont décidé d'unir ce que la géographie a désuni en construisant un ouvrage (pont ou tunnel) à travers le détroit de Gibraltar.

## C.I.D.

### المشاورات الهندسية والتنمية

CONSEIL INGÉNIEURIE ET DÉVELOPPEMENT  
S.A. au Capital de 3.500 000 DH

#### DOMAINES D'INTERVENTION

- Infrastructures de transport.
- Travaux maritimes et aménagements portuaires.
- Aménagements hydrauliques.
- Etudes générales et économiques.
- Eau et environnement.

Av. John Kennedy - Ex Base - B.P. 1340 RABAT - Tél. 558.09/558.45/555.13/555.14 - Télex 32844 M



se, capital

## d'une région oubliée



BERNARD FLORES

et de domestiques se tient prête à le recevoir quand il lui plait.

Une « mosquée privée » a été construite près du mur d'enceinte pour l'édification du bon peuple. On chuchote que quelques extravagances d'almées du Golfe ont été pesées de la population. Prudentes, les autorités consentent seulement à dire que les Tanjaouis ont l'esprit plus large que le commun des Rifains parce qu'ils sont habitués depuis longtemps au commerce avec les étrangers.

### « Opération transit »

En été, les quatre cent mille habitants de Tanger voient débarquer chez eux des centaines de milliers de compatriotes, travailleurs immigrés rentrant au pays pour les vacances. Le port ne se

situe plus qu'au sixième rang pour le trafic des marchandises, mais il occupe la première place pour le transit des passagers, malgré la vive concurrence de l'enclave espagnole de Ceuta.

Dans la seule journée du 14 juillet 1987, quatorze mille passagers venant d'Algérie ont passé le détroit. Au total sept cent cinquante mille Marocains travaillant en Europe ont traversé l'Espagne l'été dernier. Le Croissant-Rouge marocain s'est mobilisé pour le succès de l'opération transit, en assurant une assistance sociale et médicale tout au long de l'itinéraire espagnol.

Tanger n'a pas été en reste pour l'accueil. Plus de 40 millions de francs ont été dépensés pour la

création de parcs de repos destinés aux immigrés, le temps pour eux de se reposer dans des espaces de terrains de camping améliorés, avant de reprendre la route pour leurs lointaines régions natales. Pendant quelques semaines la route Tanger-Tétouan est la plus fréquentée du royaume, du fait de ces retours. Là sont sans doute les réalités de la région, bien différentes de réveries sur naguère que l'on peut encore nourrir dans cet étonnant « cimetière pour chiens », sur « la montagne », où d'extravagantes Anglaises, d'une époque antédiluviennne qui remonte pourtant à moins d'un demi-siècle, ont déposé des épitaphes à « Jim compagnon fidèle » et au « bien-aimé Domino ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Tan-Tan

## Une ville nouvelle aux portes du désert

CASABLANCA, 7 heures du matin. Dans l'aéroport international, ultra-moderne, les passagers pour l'étranger ne sont pas les seuls à se presser devant les comptoirs d'enregistrement. Les lignes intérieures font aussi recette dans un pays où les distances ont été considérablement allongées depuis la mise en valeur du Sahara. Un Fokker à hélices va décoller. Destination Tan-Tan, entre Agadir et El-Ayoune, à plusieurs heures de vol à l'intérieur du Maroc d'avant la « marche verte ».

Des marins coréens discutent avec l'équipage dans un anglais approximatif. Des Français lisent le *Matin du Sahara*, le grand quotidien de Casablanca, dont le titre est à lui seul tout un programme. Malgré un contentieux entre une société française et les promoteurs de Tan-Tan, nos compatriotes sont encore présents sur le marché. Ils logeront à bord d'un bateau qui sert d'hôtel, à quai du nouveau complexe maritime surgi du désert.

Tan-Tan, c'est une onomatopée qui, paraît-il, prononcée par un Arabe, reproduit le son d'une pierre tombant dans un puits. A la fin des années 50, ce n'était qu'un chef-lieu de province à vocation essentiellement pastorale. Des éleveurs de chèvres et de chameaux y vivaient pauvrement, à côté d'une garnison. En 1977, les autorités décident de créer un port, à 25 kilomètres de la ville. Les travaux de génie civil sont pratiquement terminés en 1981. Il faudra encore cinq ans pour mettre en place les infrastructures et faire de ces quais une pièce essentielle dans le redéploiement de la flotte nationale.

L'effort consenti par l'Etat a été récompensé par le pari d'une entreprise privée, l'Omnium marocain de pêche. A la tête de trente chalutiers basés à Las Palmas, celui-ci décide de donner

l'exemple et de rapatrier sa flotte. Pour ce faire, il va outrepasser sa vocation première d'armateur pour se transformer en industriel en conditionnant et en commercialisant ses produits sur le sol national grâce à d'énormes investissements.

Ingénieur des arts et métiers, le jeune directeur du complexe est un de ces Marocains que l'on verrait bien dans une multinationale. Pas de salamalecs autour du verre de thé. Une brève question sur le temps dont dispose le visiteur et tout de suite un exposé limpide, dans le vif du sujet. Des chiffres, des remarques qui ne dissimulent pas la difficulté de l'entreprise. Mais aussi une fierté évidente. En termes comptables, et à court terme, ce rapatriement était-il une opération rentable ? « Le directeur de l'Omnium ne s'est pas posé la question comme ça. Il a agi par nationalisme. Mais nous sommes en train de prouver que ce choix pouvait aussi être payant. »

Les chalutiers de l'Omnium opèrent au large de Dakla et de Boudjour avant de venir décharger à Tan-Tan. Mais la pêche artisanale profite aussi des installations du complexe. On s'affaire autour des petites embarcations pour décharger la sardine, dans une odeur caractéristique.

### « Smara 150 km »

Quelle transition quand on entre dans les salles de conditionnement ! Laboratoire d'analyses pour veiller à la qualité du produit, de caoutchouc sur les mains des femmes qui manipulent les casiers de poissons qui vont être stockés par tonnes dans les chambres froides. Sait-on que les sardines à l'huile arrivent congelées en Europe pour y être mises en conserve ?

« Maintenant, dit le directeur, le gas-oil est fourni ici au prix

international, comme à Las Palmas. Nous disposons de facilités de douanes et nous espérons bien récupérer une partie de la flotte marocaine. Nos installations sont ouvertes aux autres sociétés si elles le veulent, quitte à créer un pool. En cinq ans, nous avons créé, ici, ce qui s'est fait en trente ans aux Canaries ».

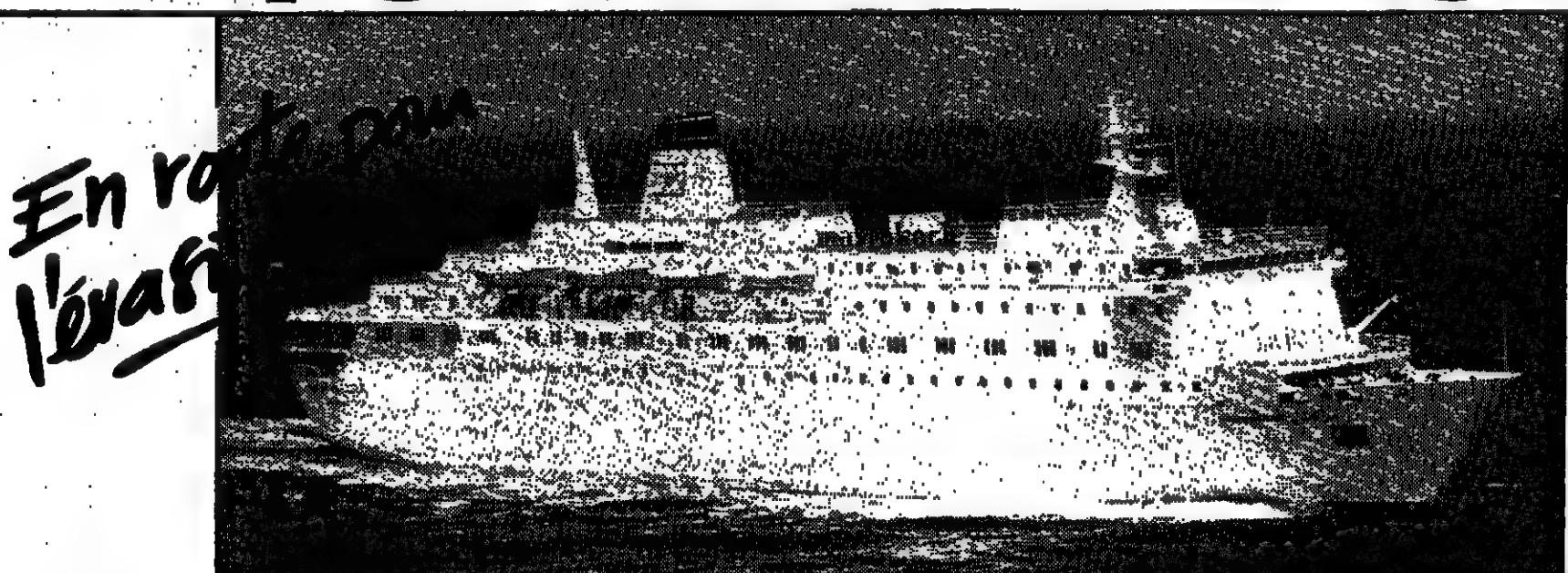
Tan-Tan-Plage a été édifiée à quelques kilomètres du port. Une école, déjà deux banques, « preuve qu'il y a de l'argent à collecter », des villas. Ici vivent les familles des cadres et des techniciens du port, sur lequel 6 000 personnes travaillent déjà. Mais le personnel d'exécution préfère demeurer dans la ville ancienne, où il a ses habitudes. Des cars le transportent tous les matins.

A un carrefour, un panneau indique fièrement : « Smara, 150 kilomètres ». Une route vient d'être construite en direction de cette cité de l'ancien Sahara espagnol. Impossible d'ignorer quand on descend dans le Sud que, pour les Marocains, la « marche verte » est un fait irréversible dans la mesure où tout un tissu économique est déjà formé d'une région à l'autre.

Le gouverneur de Tan-Tan est maintenant à la tête d'une province de plus de 50 000 habitants. Sa ville va se transformer. Naguère, on y vivait de différents trafics nés de la présence des militaires et de l'absence de taxes. « Les bénéfices de la contrebande commencent à se réinvestir dans l'industrie, nous dit-il. C'est la preuve que les mentalités changent. » Repas sur des tables basses, cérémonies de l'ablation des mains au-dessus d'un récipient de cuivre, comme autrefois sous la tente. Mais, au menu, il y a une dorade...

J. G.

## compagnie marocaine de navigation



SETE-TANGER-SETE

Le «Marrakech»

L'étoile du grand large



COMANAV : 7 Bd de la Résistance Casablanca - Tél : 30.30.12 - Télex : 26093



## Urbanisme

## La future mosquée Hassan-II : une prouesse architecturale

par Chakir Laroussi (\*)

S'INSCRIVANT dans la lignée des grandes réalisations architecturales du Maroc, la mosquée Hassan-II, qui plonge ses monumentales fondations dans l'océan Atlantique à Casablanca, près du port, sera achevée dans dix-huit mois.

Les études techniques entreprises depuis deux ans ont fait apparaître, vu les dimensions de l'édifice et la nature du site, des problèmes nouveaux et des solutions tout aussi inédites. Le fait que la houle de l'Atlantique atteigne 7 à 10 mètres à cet endroit a exigé des simulations en bassin, afin d'étudier de façon concrète toutes les conséquences de l'amplitude et de la force des vagues.

## Un chantier à l'appétit pantagruélique

Une digue provisoire, qui met le chantier à sec, a déjà été achevée. L'oratoire de la mosquée s'étendra sur une surface de 2 hectares, totalement sur pilotis. La partie centrale du toit, dont le faîtage est à 70 mètres de haut, sera coulissable de part et d'autre de l'axe transversal, dégageant le ciel sur une cour extérieure au pour même de la salle de prières.

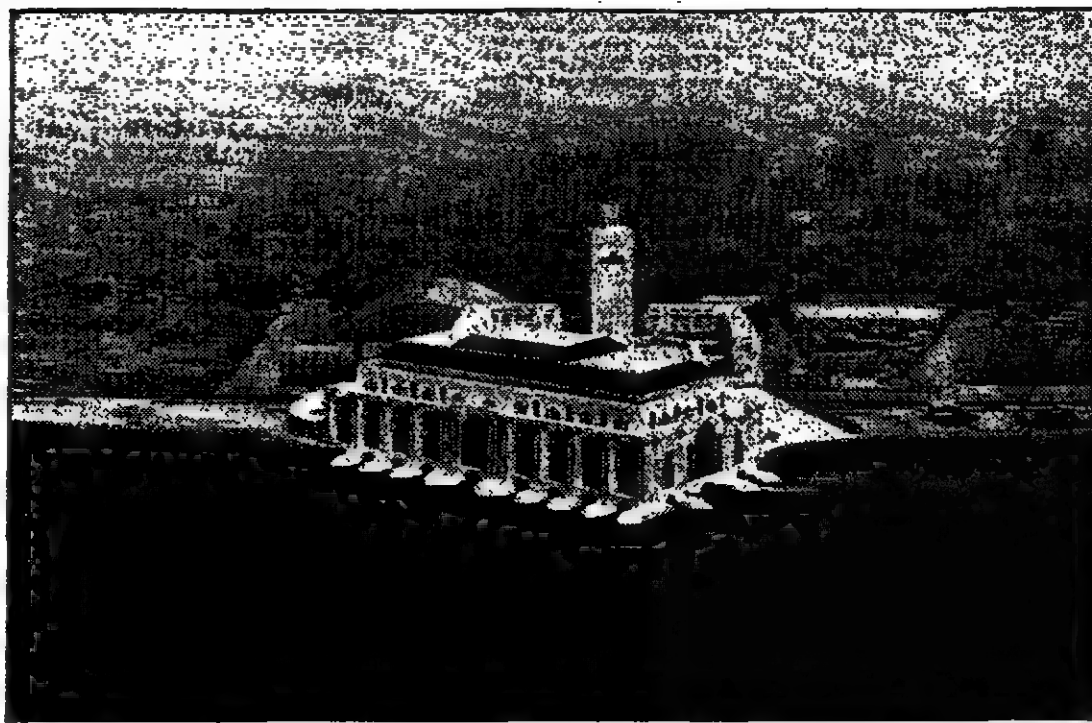
L'ampleur du chantier a exigé l'ouverture et l'équipement de deux nouvelles carrières, afin de fournir les quantités de marbre et de granit taillés dans la région d'Errfoud. Les cimenteries, qui, bon an mal an, travaillent en deçà de leur capacité de production, tourneront à plein régime pour satisfaire l'appétit pantagruélique du chantier : 700 mètres cubes de béton y seront déversés quotidiennement.

## La plus grande après La Mecque

Cinq à dix mille personnes (ouvriers, artisans, techniciens, ingénieurs, etc.) travailleront, selon les périodes, durant dix-huit mois à l'extérieur ou à l'intérieur de ce chantier.

La grande salle des prières, divisée en trois parties, sera d'une superficie au sol de 20 000 mètres carrés et pourra accueillir vingt mille fidèles, auxquels pourraient s'associer dans la même prière sur le parvis quarante mille autres personnes. A ce titre, la mosquée Hassan-II sera la plus grande mosquée du monde musulman, nonobstant le sanctuaire à ciel ouvert autour de la Kaaba à La Mecque.

En sa qualité de « Amir al mounimine » (commandeur des croyants), Hassan II entend marquer son règne de l'empreinte du bâtisseur moderne et du grand



Photomontage de la maquette de la mosquée, dans le site de Casablanca.

protecteur des traditions. Le génie marocain a toujours été à l'origine d'audacieux mélanges des genres ancien et moderne. La précision et la force colossale des grues géantes de la société MATRAP s'allient à la finesse et à la dextérité des maalems-artisans de plâtre, de bois et de zelliges. Le béton armé sera orné de stucs, de moucharabieh et autres zouaks décoratifs.

Pinseau, architecte, et Bouygues, réalisateur des travaux,

gagneront leurs galons de « grands maalems » aux côtés des héritiers des illustres maîtres artisans Bachir et Ben Thami, qui utilisent des ordinateurs et accèdent aux chantiers gigantesques. L'ensemble des réalisations est coordonné par le ministère de l'Intérieur, qui a englobé ces dernières années le département de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, un gage de plus pour l'efficacité et le respect du calendrier.

Cet immense édifice n'est peut-être pas éloigné de l'endroit où la légende a voulu que Oqba Ibn Nafi, suivi de dizaines de milliers de cavaliers, arrivés du Machrek au septième siècle pour révéler la religion islamique aux populations du Maghreb, ait fait avancer sa monture dans les flots pour prononcer avec regret cette célèbre incantation : « Dieu soit puissant, si ce n'était cette immensité océanique, j'aurais porté la vérité au-delà de ces contrées ! »

Conformément aux souhaits du roi, deux bâtiments symétriques par rapport à l'axe d'accès abriteront un grand musée et une bibliothèque et cadreront toute la perspective de l'ensemble en l'isolant du tissu urbain environnant.

La grande mosquée Hassan-II représente également l'aboutissement de la révision partielle du tissu urbain du centre de Casablanca, une ville qui s'embellit, se transforme de jour en jour et commence à acquiescer une âme. Cependant, depuis le début du siècle, et face aux authentiques capitales impériales (Fès, Marrakech, Meknès), Casablanca traîne sa réputation de création de l'étranger, porte de l'invasion, ville canaille, ville de la sueur, du négoce et de la fraude.

## Remise en ordre

Après avoir, à la veille de l'indépendance, gagné ses palmiers de « ville de la résistance » pendant les dures épreuves de la lutte nationaliste, son expansion rapide en fit une mégapole, dépôt anarchique de tous les exodes. Durant les années 50, on dénombrait une quinzaine de mosquées littéralement prises d'assaut le vendredi et plusieurs dizaines de salles de prières qui servaient également de *madrasas* (écoles coraniques) éparpillées dans les quartiers périphériques.

Outre le parc de la Ligue arabe ou le centre européen avec ses immeubles cosus de l'entre-deux-guerres, la seule vitrine présentable de Casablanca était l'élégant quartier des Habous où les sultans Moulay Youssef et Sidi Mohamed firent construire, à dix années d'intervalle et presque côte à côte, les somptueuses mosquées qui portent leur nom.

Dans les quartiers périphériques où les prix des terrains restent abordables, il a été quelquefois difficile pour les autorités, pour des raisons d'agencement urbain ou de contrôle de la gestion et du prix, de tempérer le zèle de particuliers pieux et riches qui construisaient des mosquées et les abandonnaient au squatt de quelques louches sectes et autres confréries minoritaires.

Depuis une dizaine d'années, grâce à une réelle et efficace politique de décentralisation, l'ordre a été mis simultanément « dans la prière, la brigue et le béton ». La réalisation de la grande mosquée Hassan-II marque également la bonne santé de l'islam sunnite, non en tant que discours ou idéologie mais en tant que réalité sereine et rayonnante de culture et de civilisation.

(\*) Directeur du bureau parisien de l'Agence de presse marocaine MAP.

## Histoire

## Un sultan alaouite qui voulut devenir gendre de Louis XIV

QUAND Louis XIV ensoleillait l'Europe, le Maghreb n'était pas en reste avec Moulay Ismaïl, l'un des premiers souverains de cette dynastie alaouite dont le roi Hassan II est le représentant actuel.

Grand bâtisseur (voir notamment les ruines superbes de Meknès), grand amateur de femmes, grand remueur d'hommes et d'idées et naturellement fin politique, Moulay Ismaïl forme un véritable pendant musulman au roi très chrétien. Ses campagnes militaires, sa diplomatie s'appuyant tantôt sur ses corsaires, tantôt sur de fastueuses délégations qui contribuèrent à la naissance d'un goût oriental dont les Français contemporains ne se sont pas encore guéris, permettant un parallèle constant avec Louis XIV.

Les relations entre les deux « cousins » — tous les rois le sont, c'est connu, mais en plus les Capétiens ont (comme les Alaouites), grâce à une ancienne alliance espagnole, du sang de Mahomet dans les veines — aboutiront notamment à une correspondance que le diplomate et historien marocain, Younès Nékrout, ressuscite dans son dernier livre, *Une amitié orageuse*.

Les orages inévitables entre ces deux « maîtres du monde » n'empêcheront point, au contraire, le commandeur des croyants

mahométans de demander un beau jour de 1699 la main de Marie-Anne de Bourbon, plus connue sous le nom de princesse de Conti, bâtarde légitimée de Louis XIV. Elle avait douze ans et était déjà veuve d'un prince épousé à quatorze ans. Tout Paris était à ses pieds.

« Elle est charmante, elle est divine  
Pure et blanche comme l'hermine  
Elle efface toutes les fleurs  
Jusqu'à au lys de son origine ».

## Entre Gibraltar et Tanger

Renseigné par son ambassadeur qui avait vu la merveille au bel du carnaval, « l'empereur du Maroc », déjà pourvu pourtant des épouses et concubines que permet l'islam, se porta candidat pour devenir « Monsieur Gendre ». La nouvelle déconcerta tellement Versailles que bien des hautes parades s'en trouvèrent déplacées...

Hélas ! Pour nous l'affaire ne se fit pas. Mais Younès Nékrout nous dit tout de la tentative, comme il restitue la vie des captifs chrétiens dans l'Empire chrétien d'alors, les manigances espagnoles et anglaises entre

Gibraltar et Tanger, l'échec de la « grande alliance » franco-marocaine qui dut attendre encore près de deux siècles pour se faire, sous forme d'un « protectorat », lequel, grâce au bon serviteur royaliste de la République qui fut le maréchal Lyautey, maintint sur leur trône les descendants de Moulay Ismaïl.

Outre cet ouvrage, signalons, sur la période 1800-1874, l'étude d'un universitaire marocain, Abdelkhalq Berramand, *Le Maroc et l'Occident*, qui permet de mieux appréhender la politique extérieure présente de l'un des plus vieux Etats-nations du monde. Enfin, l'agriculture et la politique de l'eau, qui, de tout temps, figurèrent parmi les bases de la richesse et du pouvoir marocains, viennent d'être l'objet d'une étude approfondie de Pierre Prétel, ancien contrôleur civil du Maroc.

J.-P. P.-H.

★ Younès Nékrout, *Une amitié orageuse*. Préface de Michel Jobert. 400 p. L'auteur a également publié chez le même éditeur, *La bataille des Trois Rois*.

★ Abdelkhalq Berramand, *Le Maroc et l'Occident*. Karthala, 446 p.

★ Pierre Prétel, *Prodige de l'irrigation au Maroc*. Nouvelles Editions latines, 266 p.

## L'Extrême-Occident du monde musulman

Hassan II a voulu que cette gigantesque mosquée arbore son édifice à l'extrême Occident du monde musulman. Son minaret, visible à des centaines de kilomètres au large, supplante le phare du port de Casablanca, symbole d'un islam éclairé, hospitalier et saint. Du haut de ce minaret de 172 mètres retentira cinq fois par jour la voix d'un muezzin qui aura le droit de figurer dans le Guinness. En effet, sa voix culminera sur l'édifice religieux le plus haut du monde, juste devant la pyramide de Cheops (146 mètres) et la nef de Saint-Pierre (132 mètres).

L'ensemble (moderne, hammam, parking) est construit selon des normes antisismiques et protégé contre la houle par un double peigne vertical de poteaux en béton armé situé sous l'empreinte de la mosquée. Un tunnel de 720 mètres sera creusé sous le parvis pour maintenir la fluidité du trafic automobile sur le boulevard Sidi-Mohamed-Ben-Abdallah, prolongement de la célèbre corniche de Casablanca.



ROYAUME DU MAROC  
OFFICE NATIONAL  
DE RECHERCHES  
ET D'EXPLOITATIONS  
PÉTROLIÈRES



Gisement de Toudimt. Unité de séparation de gaz et de condensat

## Cherchez du pétrole au Maroc... en toute confiance

Le Royaume du Maroc accorde une priorité absolue à la participation du capital international dans la recherche et le développement des hydrocarbures. Du pétrole et du gaz sont déjà produits au Maroc. Des bassins sédimentaires nombreux et vastes recèlent un potentiel pétrolier qui mérite d'être exploré. Les avantages qu'offre le Maroc sont évidents.

★ Confiance : ONAREP s'est établi une solide réputation dans l'industrie pétrolière internationale pour son esprit d'équité, de coopération et de loyauté.

★ Flexibilité : Le Maroc offre des accords pétroliers taillés sur mesure, garantissant de multiples avantages législatifs et fiscaux.

★ Modernité : Les liens historiques du Maroc avec l'Europe et l'Amérique et son ouverture tant culturelle qu'économique vers ces continents, sont une réalité indéniable.

Le Maroc, un carrefour entre l'Afrique et l'Europe, dispose d'un réseau dense et moderne de communication répondant au standard des pays les plus avancés.

★ Accessibilité : Le marché européen tout proche et une demande énergétique intérieure en pleine croissance sont autant d'atouts pour assurer à toutes découvertes commerciales d'hydrocarbures des marchés accessibles et rémunérateurs.

ONAREP  
17, avenue Michelm  
Agdal, Rabat  
Tél. : 785.85 / 721.70 / 721.71  
Telex : ONAREP 317.15 M

مكتبة



(Publicité)

## La décentralisation au Maroc : une option résolue pour préparer les structures de l'an 2 000

Il est des dates dans la vie des peuples que le destin promet à la postérité. Dans le passé glorieux du Maroc, elles sont nombreuses. Parmi les plus récentes que l'Histoire retiendra de l'œuvre de Sa Majesté le roi Hassan II, 1975 et 1976 seront sans doute les plus mémorables ; elles marquent des événements grandioses et datent des tournants historiques et des changements profonds dans la société marocaine.

L'année 1975 est celle de la « marche verte », événement marquant de notre époque, illustration éclatante de la symbiose du roi et du peuple et expression généreuse tout à la fois de leur détermination commune à récupérer les provinces sahariennes et de leur attachement aux valeurs de la paix et de la non-violence. Dans notre monde contemporain, la « marche verte » demeurera l'une des rares éclaircies dans une société internationale en pleine turbulence et une belle leçon pour un retour de l'humanité à ses valeurs les plus profondes.

L'année 1976 est celle d'un autre combat ; celui du front intérieur, de la démocratie locale et de la participation. Sur ce terrain, Sa Majesté Hassan II a voulu aussi que le Maroc fasse œuvre de pionnier parmi les pays du tiers-monde. Pays de tradition démocratique pluraliste, consacré par la Constitution, le Maroc se singularisera de nouveau en 1976 avec la réforme fondamentale des lois sur la décentralisation. Plus qu'une réforme technique, c'est en effet un nouveau choix de société et une nouvelle conception du rôle du citoyen, de ses droits et de ses libertés que la loi de 1976 a provoqués. Ce sera le point de départ d'un cycle incessant de mutations et de transformations qui modifieront profondément le paysage politique et la physionomie économique et sociale du Maroc.

En son temps, cette ambition prenait valeur de défi : l'écologie pouvait paraître peu réceptive, et les structures sociales impréparées, pour mettre en chantier une si haute idée de la démocratie locale. Dix ans après, le temps a donné raison au roi ; la réforme a fourni de nombreux acquis au présent, tout comme elle promet le futur du pays à de grandes perspectives.

Connu pour son attachement à son authenticité, le Maroc se place ainsi, aussi, au centre de la modernité et du progrès. Ce mariage fécond des valeurs du passé et du présent est la marque de l'originalité et du génie de ce pays.

Avec la réforme communale de 1976, Sa Majesté Hassan II avait vu juste ; avec Elle, le Maroc épousait son temps et se rangeait parmi les nations libres et démocratiques. Peu de pays de son niveau, notamment, jouissent d'un régime aussi développé des libertés et des responsabilités locales. En outre, bien avant que la conjoncture récessive et inflationniste internationale n'impose partout « le moins d'Etat », il a conduit le Maroc sur cette voie en substituant graduellement à l'Etat le dynamisme créateur et producteur des collectivités locales, et, par-delà celles-ci, celui du privé. Ce faisant, le Maroc a été un précurseur dans la mise en œuvre des nouvelles stratégies de développement que les experts internationaux administrent aujourd'hui aux économies souffrantes du tiers-monde. Cela explique sans doute que l'économie marocaine ait souffert moins que d'autres, plus favorisées, de la crise mondiale, malgré le poids de l'effort militaire qui lui impose depuis dix ans la défense de son intégrité territoriale.

Loin de s'épuiser dans cet effort, le Maroc a puisé dans la décentralisation la force motrice de son économie et les facteurs de revitalisation de sa croissance.

En dix ans, les changements produits sont ostensibles ; la place qu'occupent les collectivités locales dans l'espace et le discours politiques, dans les stratégies économiques, voire de plus en plus sur la scène internationale, témoigne de la mise en œuvre d'une véritable révolution tranquille.

C'est dans l'écosystème politique que le changement a été le plus remarquable ; le pluralisme marocain y a puisé un second souffle et une nouvelle occasion de confrontation et de contradiction fécondes. Les élections communales de 1976, puis celles de 1983 (le mandat est au Maroc de six ans) ont constitué dans la vie politique du Maroc de hauts faits de la démocratie. Les transports d'enthousiasme populaire qu'elles ont suscités et la libre expression du pluralisme des idées et des programmes auxquels elles ont donné lieu forcent le respect et donnent tout son crédit à l'expérience démocratique marocaine. La réforme de 1976 a étendu considérablement les attributions des assemblées locales élues : elle a renforcé les pouvoirs du maire, appelé au Maroc le président du conseil communal (il se substitue au caïd et au pacha, représentants de l'Etat), et a ramené à sa plus simple expression la tutelle de l'Etat. C'était plus que suffisant pour en faire un nouveau terrain de compétition pour les élites et pour les quinze partis politiques marocains. La commune s'est très vite affirmée comme un centre privilégié d'intérêt. Les candidatures ont atteint pour les élections de juin 1983 le chiffre de 57 120 prétendants à la magistrature locale pour 15 493 sièges (ce qui représente un peu moins de quatre candidats pour un siège). Chaque renouvellement est l'occasion d'un redoublement d'intérêt pour le mandat local, de compétition et d'amélioration qualitative des nouveaux magistrats locaux. En 1983, près de 65 % d'anciens élus ont cherché à briguer un nouveau mandat. Parmi les élus, la proportion des conseillers de formation supérieure a pratiquement doublé par rapport à 1976, tandis que la marge des élus non lettrés a diminué de 8 points. La composition des assemblées locales traduit aussi une large et rapide politisation. En 1976, seuls 35,75 % des élus étaient parvenus au conseil communal en se réclamant d'un parti politique. En 1983, 77,67 % des conseillers élus sont affiliés à une organisation politique.

En 1976, le parti de l'istil, matrice du mouvement national, a réussi à se placer en tête avec 16,35 %, suivi par le Mouvement populaire, avec 7,2 %, qui recrute principalement dans les zones rurales berbérophones, et par l'Union socialiste des forces populaires, plus implantée dans les grandes villes (6,54 %). En 1983, l'Union constitutionnelle, le nouveau parti libéral créé par M. Maati Bouabid, réussira à surclasser le parti de l'istil à la première place avec 17,63 % contre 16,87 %, pendant que le Rassemblement national des indépendants de M. Ahmed Osman (actuel président de la Chambre des représentants) réalise 14,32 % et précède le Mouvement populaire, qui gagne pourtant 5 points par rapport à 1976. L'Union socialiste des forces populaires perdra plus de 3 points ; le Parti du progrès et du socialisme de M. Ali Yata (parti communiste) ne réalisera quant à lui que 0,10 % du total.

Les 859 communes marocaines urbaines et rurales sont ainsi devenues le centre d'un enjeu politique fort important ; d'autant que les élus locaux participent pour une grande part à la désignation du tiers des membres de la Chambre des représentants élus au suffrage indirect parmi les collèges des conseils communaux, des chambres professionnelles et des représentants des salariés.

L'exercice communal a aussi conduit les partis politiques marocains à spatialiser leur implantation, à soigner l'encadrement territorial et à drainer vers la magistrature locale les élites les plus représentatives et les plus compétentes.

Sur le terrain de l'économie, les collectivités locales marocaines ont aussi remarquablement et rapidement évolué. Leur insertion dans les nouvelles stratégies de planification et de développement a révélé leur forte propension à mobiliser des facteurs de production nouveaux, à corriger les déséquilibres spatiaux, à réduire les écarts économiques et sociaux et à promouvoir la croissance. Elle a mis en valeur l'importance des agrégats locaux et infléchi utilement les tendances économiques dans un sens plus territorial et autocentré. La part des collectivités locales et de leurs groupements, insignifiante en 1976, a représenté 16,78 milliards de DH en 1986, soit 8,03 % du total des investissements à la charge du budget général de l'Etat. Cet effort est une mesure significative de leur intégration au processus de développement. Leur taux de réalisation est très honorable, eu égard à leur expérience et à leur jeunesse ; elles ont réalisé 66 % des 20 milliards de DH prévus. Bien qu'en deçà des besoins, estimés pour la période à 38 milliards de DH, les politiques d'équipement des collectivités locales ont plus largement spatialisé la croissance et plus équitablement réparti le revenu national.

Au chapitre des priorités, les régions à prédominance rurale et celles qui ont été les plus durement affectées par les effets de la sécheresse des années 1981 à 1985 ont bénéficié d'une plus grande faveur. Au plan sectoriel les infrastructures de base ont absorbé 62 % des crédits d'investissement. Les politiques d'équipement menées varient cependant selon la santé financière des collectivités locales ; les plus favorisées ne se sont pas limitées au secteur des infrastructures urbaines ; elles se sont résolument engagées dans l'économie productive pour développer davantage leurs sources de recettes et promouvoir les économies locales. La gestion des services publics a pour sa part qualitativement évolué au cours de cette période ; les modes classiques ont été améliorés, amendés ou abandonnés au profit de modes plus appropriés.

Des établissements publics communaux ou intercommunaux ont été créés ou développés pour la gestion des réseaux de distribution d'eau, d'électricité, voire d'assainissement ou de transport. La privatisation des services publics a été tentée avec succès dans le domaine du transport public urbain à Rabat et à Casablanca. Des syndicats intercommunaux et des initiatives d'économie mixte ont été mis en œuvre dans différents secteurs.

Ces profondes mutations de l'économie locale se sont produites à la faveur d'un déploiement remarquable des moyens.

En matière de ressources humaines, depuis dix ans un vaste effort est mené pour éradiquer progressivement la sous-administration locale, en développant les recrutements, en dirigeant les collectivités locales vers les valeurs sûres et en assurant une couverture équilibrée du territoire en cadres spécialisés. La fonction publique locale qui comptait 33 000 agents environ en 1976 a presque doublé en dix ans.

Le volume des emplois créés a atteint 29 654 postes soit une augmentation de 89,5 % et une création moyenne annuelle de 3 295 emplois. Actuellement, plus de 1 000 cadres sortent chaque année des 11 centres de formation administrative et technique créés pour satisfaire les besoins des collectivités locales. Les nombreux instituts et écoles supérieures fournissent pour leur part annuellement aux collectivités locales des contingents de plus en plus importants d'ingénieurs, d'architectes, de vétérinaires, de médecins et autres cadres supérieurs. Parallèlement, une vaste action de préparation aux emplois publics locaux, de perfectionnement et de recyclage en cours d'emploi est menée depuis 1981. Plus de 10 000 agents ont été concernés par divers formations ou compléments de formation : secrétaires généraux de communes, urbanistes, informaticiens, paysagistes, contrôleurs des prix, agents de l'état civil, etc.

En matière de finances, l'évolution en dix ans est pour sa part tout à fait exceptionnelle. Le volume global des budgets des collectivités locales a progressé remarquablement de 450 % ; il est passé de 795 millions de DH à 3 650 millions de DH. Ce rythme d'évolution (d'autant plus extraordinaire qu'il est enregistré au cours d'une période particulièrement difficile pour l'économie et les finances marocaines), a été plus encore important pour les budgets d'équipement (638 %) contre 354 % pour le fonctionnement.

Les composantes financières des budgets locaux ont toutes évolué à la faveur d'un cycle de réforme et de revalorisation qui les a toutes amendées ou améliorées. Les taux d'évolution se situent dans une fourchette exceptionnelle allant de 278 % à 1 055 % :

- Les recettes propres des collectivités locales sont passées de 410 millions de DH en 1976 à 1 142 millions en 1986, soit 278 %. Elles représentent près du tiers des recettes globales des collectivités locales.
- Les subventions que l'Etat accorde systématiquement pour la couverture des déficits de fonctionnement ont progressé de 652 %, (675 millions de DH en 1986 contre 103 millions en 1976).
- Les dotations d'équipement consenties par l'Etat ont le plus progressé (1 055 %) ; elles sont passées de 95 millions en 1976 à 1 005 millions en 1986.
- Enfin les emprunts ont été largement dynamisés, ils ont évolué de 300 % (310 millions de DH contre 103 millions en 1976).

(Suite page 11)



## Religion

## Un islam tolérant

par Henry Bonnier (\*)

Se promenant dans un village proche de Fès à l'heure où l'or du couchant flamboyait dans les grands eucalyptus noirs et déposait sur les visages une tendre lumière, Henri Laborit, à qui je demandais comment pouvait s'appliquer en un tel lieu sa théorie de l'agressivité, reconnaissant de bonne grâce qu'elle n'avait aucune prise sur une pareille douceur.

Autour de nous, des hommes, des femmes, seuls ou en groupe, vêtus de façon traditionnelle, allaient, venaient, peuple silencieux, peuple recueilli, peuple de fidèles... « Quel contraste avec les fureurs guerrières de l'Iran! », nous disions-nous, en nous demandant s'il existerait un islam marocain spécifique.

Question d'autant plus lancinante que l'islam se trouve désormais placé au cœur des graves crises ou religieuses ou politiques auxquelles le monde est de plus en plus confronté! Or, le voyageur le moins attentif aux choses de la religion ne peut pas ne point constater qu'un abîme sépare l'idée qu'il se forme de l'islam, quand il le considère dans son fanatisme chiite, et l'image de paix et de tolérance que le sunnisme lui offre au Maroc.

Un poème dit à peu près que, si le Machrek est la terre des prophètes, le Maghreb, quant à lui, est celle des saints. Faouzi Skali, auteur de *La Voie soufie* (1), pense que c'est là une des clés du Maroc religieux. Sur quoi Abd el Hamid Zwiitan, professeur de théologie à la Quarawiyine de Fès, enclenche: « Un vieux principe de sagesse pose que le bon doit être supérieur au mauvais. C'est pourquoi les hommes sages du Maroc jugent que le présent règne apporte un grand bienfait.

relaxés et confirmés en cela par les saints hommes du royaume. »

On se condamnerait à ne rien entendre de ce peuple marocain si l'on dissociait, à l'occidentale, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, alors qu'ils sont étroitement liés, puisque le Coran représente à la fois un livre révélé et un code civil, pour dire les choses un peu vite, et même si l'état de droit marocain s'est peu à peu constitué dans sa forme originale, comme le montre bien *Edification d'un Etat moderne* (2), en pratiquant une harmonieuse synthèse entre le droit coranique et le droit occidental.

Enfin, n'oublions pas que le roi Hassan II porte le titre d'Amir Al Mouminine, de commandeur des croyants, et que, du point de vue religieux, ce titre est considérable, non seulement parce qu'il redonne à la légitimité monarchique, mais encore parce qu'il place le roi, au demeurant descendant du Prophète, au-dessus de la responsabilité politique.

## La prière et l'étude

Un proverbe arabe énonce que « la poitrine des hommes libres est le tombeau des secrets ». Fort de cela, tout Marocain aura la fierté d'affirmer que l'islam est un secret à conquérir. C'est pourquoi, si l'on veut écouter l'islam du silence, il faut aller vers des hommes simples, retirés dans l'étude, la prière, la méditation. Tout chemin a sa fonction, toute route a sa valeur.

A Fès, celui qui veut saluer Abd el Hamid Zwiitan doit quitter la Médina, pousser jusqu'aux faubourgs, s'engager dans une venelle. Là, derrière une porte étroite perdue dans la verdure, s'ouvre un jardin qui semble prolonger une grande pièce. Alliance du dehors et du dedans!

Agencé à la manière d'un scribe, mon hôte, le torse droit, les avant-bras reposant sur un coussin, paumes offertes, scandait ses réponses plus qu'il ne les formulait. Musique de la vérité? Vérité de la musique? Telles des notes faillies de la corde pinée d'un luth, les syllabes gutturales se succédaient jusqu'à s'entrechoquer dans une évidence.

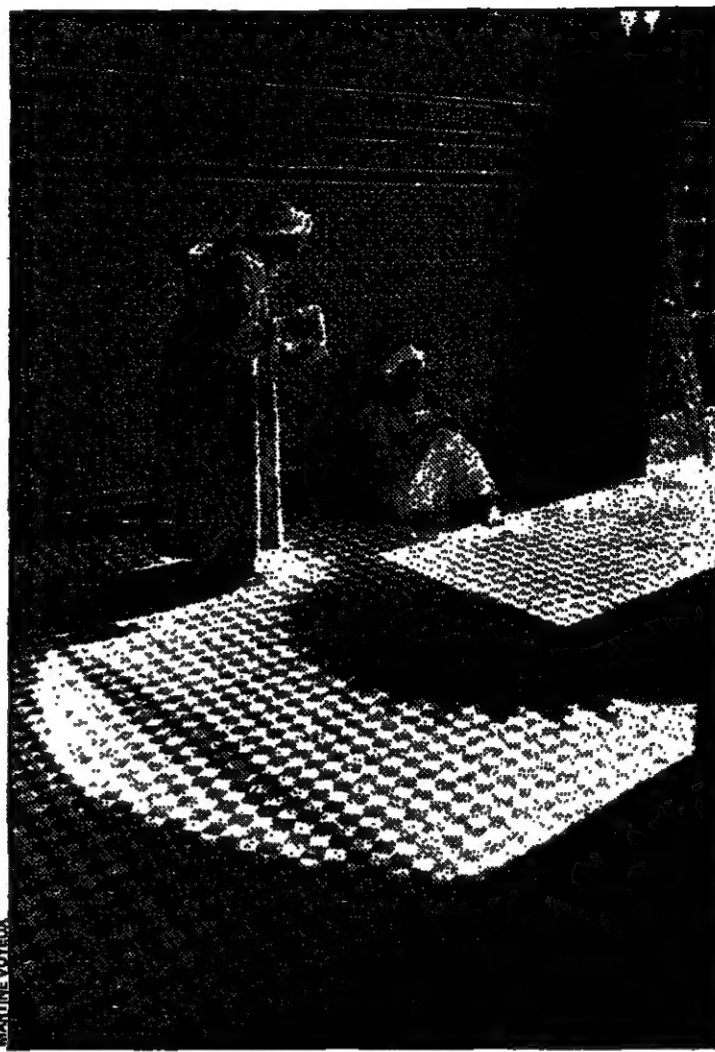
A la question de savoir s'il existe un islam marocain, réponse m'est faite que « l'homme est à soi-même un obstacle, au lieu que les bienfaits divins sont continus ». Il est parti de très loin, mon hôte, qui ajoute au rythme d'un temps tout oriental: « Ce fut le rôle des envoyés et des prophètes de supprimer ces obstacles, d'empêcher les hommes de s'enfermer en eux-mêmes. Tous les messages divins sont un. Tous les prophètes ont appelé à cette unité de Dieu, à la réalisation et à l'entrée dans le royaume céleste. »

En quel siècle sommes-nous tout à coup? Ce qui se dit là, tandis que tombe le soir, n'est d'aucune époque particulière et vaut pour toutes. Se balançant d'arrière en avant, mon interlocuteur dit encore: « La Révélation s'exprime à travers un homme qui porte en lui le secret divin, et c'est ce secret qui fait le prophète. »

Dans le jardin, un restant de lumière maintient une rose hors des ombres. Les paroles ici prononcées ont la couleur de cette fleur. « L'éternité d'un instant! », me dis-je. Jamais je n'ai ressenti mieux ce que cette expression contenait de force et de vérité.

Cette éternité-là, il m'appartiendrait de la retrouver le lendemain même. Le poète Ash-Sharif Shafshawi vit dans un jardin suspendu au-dessus de Fès. En poussant sa porte, j'ai pensé à l'antique Babylone. Il me reçoit sous une tonnelle de jasmin. Autour de nous, des fleurs à profusion, des essences rares, et toutes les nuances du vert, du plus tendre au plus foncé, telle une tapisserie médiévale, un « Mille Fleurs », tandis que Sidi Sharif, lui aussi accroupi à la façon d'un scribe, s'exprime par poèmes, utilisant avec naturel un langage sapientiel, et que des fleurs de jasmin, étoiles blanches, tombent une à une, scandant et parfumant l'admirable mélodie.

Si Henri Laborit avait été là, qu'aurait-il pensé? A la douceur que nous avions surprise sur les visages des villageois, se substituerait une autre douceur, plus intérieure celle-là, mieux maîtrisée, vécue et non plus consentie, qui transformait sourires et regards en lumière et qui exprimait ce secret de l'islam marocain, celui des sages et des saints, secret même d'un peuple, de tout un peuple dont Faouzi Skali dit qu'il se caractérise par une qualité d'être, une politesse; bref, par une rencontre des deux islam, le formel et l'informel.



Né de la Sunna, cet ensemble de paroles, d'actions et de jugements du Prophète, le sunnisme, religion du Maroc, est l'orthodoxie même de l'islam. Avant tout, il se caractérise par une absence de clergé — au sens chrétien du terme. Celui qui voudrait se représenter cet islam formel devrait seulement évoquer des spécialisations religieuses: cadi, ouléma, imam... S'il n'est pas douteux que des gens soient plus qualifiés que des autres pour remplir certaines fonctions, il n'en reste pas moins qu'ils ne peuvent se prévaloir que de leurs qualifications. Dans le sunnisme, nul ne dispose d'une fonction sacrée.

## Les oulémas et le roi

Ainsi, le cadi, qui a à connaître du droit positif hérité de la colonisation et de la loi coranique qu'est la charia, est un homme de loi dont la compétence, devant les tribunaux marocains, s'arrête aux problèmes individuels.

Quant aux oulémas (singulier: alim), ils se recrutent le plus souvent parmi les anciens élèves de la Quarawiyine et de Marrakech. Sous l'égide du roi, ils se sont constitués en groupes de recherche religieuse. Le souverain les consulte. Interrogés sur le bien-fondé d'une décision politique par rapport à la charia, ils jouent un rôle comparable à celui de notre Conseil constitutionnel — la

Constitution étant, en l'espèce, le texte sacré du Coran.

A quoi s'ajoute, en ce qui concerne les oulémas, une fonction d'enseignement. A ce propos, j'entends encore le sheikh Soubhi El-Saleh, le grand alim récemment assassiné à Beyrouth, lancer à Antélias, où nous réunissions, il y a deux ans, une conférence intercommunautaire: « De même que la foi est l'ambassadeur de Dieu vers l'homme, de même la science est l'ambassadeur de l'homme vers Dieu. » En dépit de la guerre civile qui ravageait le Liban et qui achève de le détruire, il continuait de faire sien ce hadith selon lequel « l'encre des savants est plus précieuse que le sang des martyrs » (3).

Enfin, l'imam est celui qui, par commodité, est désigné dans la mosquée pour diriger la prière et, s'il s'agit d'une mosquée-cathédrale, pour y prêcher le vendredi.

Cadi, ouléma, imam... Il faut insister sur un point capital: dans la société islamique, il n'y a pas de différence entre les savants et les autres. Il n'y a que des degrés de savoir, et chacun tend vers ce savoir. Ce qui explique que les cours dispensés à la Quarawiyine sont des cours populaires. Le Coran a posé que « le plus noble d'entre vous est le plus pieux ».

Ensemble, par le biais du savoir, on passe de l'islam formel à l'islam informel. Quel voyageur attentif n'a-t-il pas été frappé par la dignité des Marocains? — Un

peuple de seigneurs! », dit-on volontiers. C'est vrai, mais c'est insuffisant. Encore faut-il savoir que cette politesse exceptionnelle, ce noble comportement, ce courage, découlent tout autant de l'enseignement religieux reçu que de dispositions naturelles. Il y a là une relation difficile à découvrir, à cerner, à analyser, et qui est faite, justement, de la rencontre de cet islam formel et de cet islam informel. Sans doute le véritable secret du Maroc est-il à rechercher là.

La sainteté, en islam, ne résulte pas seulement d'un certain nombre de qualités morales: elle est aussi le fruit d'une réalisation spirituelle, d'une connaissance profonde du mystère de l'être. Cette sainteté, nul ne peut prévoir qui la possèdera. Eclairera-t-elle un mendiant ou un grand professeur? Faouzi Skali considère que « l'élite du Maroc n'est qu'un don de Dieu ».

## Le shérifisme

Il y a aussi ce qu'il est convenu d'appeler le shérifisme. Tout descendant du Prophète est un shérif, à commencer par le roi Hassan II.

Ancien ambassadeur du Maroc et historien (4), Younés Nékrout estime que le shérifisme, s'appuyant sur les préceptes du Coran, commande toute la politique passée et actuelle du Maroc. Et de donner des exemples:

« Sait-on assez, s'écrie-t-il, que chaque soir de ramadan la télévision marocaine montre le souverain en conversation avec les oulémas, un alim ayant exposé un point de doctrine islamique susceptible d'être débattu? »

« Sait-on assez que, gage de tolérance et d'ouverture aux autres religions, le culte des saints est pratiqué au Maroc en même temps par les séfarades et les musulmans? »

« Sait-on assez que le roi Hassan II aime à citer la sourate dite « l'Araignée », où il est dit: Ne controversiez point avec les gens du Livre que de la manière la plus douce, à l'exception de ceux qui vous ont opprimés. Et dites-leur que nous avons cru en ce qui nous a été révélé et en ce qui vous a été révélé, que notre Dieu et votre Dieu ne font qu'un et que nous devons tous nous soumettre à Lui. »

Et Younés Nékrout de s'écrier à la suite de chaque exemple: « Ça, c'est le shérifisme! — Là est peut-être la clé des relations du Maroc avec l'Occident. »

(1) *La Voie soufie*, de Faouzi Skali, Albin Michel (1985).

(2) *Edification d'un Etat moderne*, ouvrage collectif présenté par Georges Vedel, Albin Michel (1986).

(3) *La Vie future selon le Coran*, de Soubhi El-Saleh, Vrin (1971).

(4) *Une unité arabe*, Monclay Juvet et Louis XIV, Préface de Michel Jobert, Albin Michel (1987).

(\*) Ecrivain, membre du comité exécutif d'islam et Occident.

اومنيوم المغربي للصيد  
Omnium Marocain de Pêche

S'harmonisant parfaitement avec les objectifs du plan quinquennal 1981-1985, le développement de l'Omnium Marocain de Pêche contribue à la mise en œuvre, de manière effective, de la politique marocaine dans le secteur de la pêche: secteur reconnu prioritaire, richesse nationale de première importance.

De par la nature de son investissement et sa localisation géographique, l'O.M.P. entend contribuer aux objectifs assignés à ce secteur par le plan social et de l'emploi, le plan économique et le développement d'une région saharienne.

La promotion des exportations.

Aujourd'hui, les 27 chalutiers hauturiers prévus par le plan de développement de l'O.M.P. sont en exploitation et le complexe de Tan-Tan tend vers sa vitesse de croisière. D'ici là, l'objectif de 100 millions de dollars U.S. sera une réalité et fera de l'O.M.P. la première société exportatrice du Maroc.

Lorsque la flotte hauturière marocaine sera rapatriée, plus de 200 millions de dollars U.S. par an de poissons congelés seront commercialisés à l'export à partir du sol national.

Les économies de devises.

De par sa taille, ses équipements et sa situation par rapport à la zone de pêche, le port de Tan-Tan permettra une appréciable économie de devises.

L'emploi et la formation professionnelle.

Aujourd'hui, l'O.M.P. emploie directement 1500 personnes.

Le taux de marocanisation actuel est de 100% pour le personnel sédentaire, de 80% pour le personnel navigant et de 50% pour le personnel de pont. Des milliers d'emplois seront engendrés par le développement de la région.

Par l'attribution des bourses d'étude, par la formation à bord des bateaux, par l'embauche d'ingénieurs et de cadres marocains, l'O.M.P. contribue à l'effort national de formation professionnelle. La marocanisation sera intégrale à l'horizon 90, au terme de notre plan.

un pôle de développement économique et social pour les provinces du Sud. Conscient de l'importance des conditions de vie des employés dans une zone à l'aube de son industrialisation, l'Omnium Marocain de Pêche s'est attaché à créer les infrastructures d'hébergement et d'environnement, propres à favoriser l'essor harmonieux de la ville de Tan-Tan port.

TEL : 31.18.79 (5 lignes) - Téléc : 23.98.11 et 23.98.12  
Tous horaires - 79 & 236 6000 - Av. des F.A.R. - Casablanca 01

SNPP  
SOCIÉTÉ  
NATIONALE  
DES PRODUITS  
PÉTROLIERS

SHELL DU MAROC  
MOBIL OIL-MAROC  
TOTAL-MORY MAROC  
TEXACO-MAROC  
C.M.I.H.  
PETROM

Sociétés de distribution pour l'ensemble des produits pétroliers

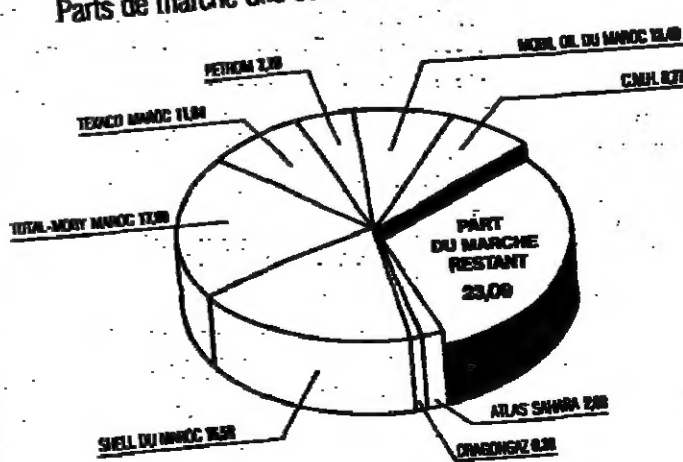
PETROCAR - SOMAS - C.E.C.

Sociétés assurant des services communautaires de cabotage et de stockage

SNPP Siège social: 21, rue Ibrahim EL-BAZ  
Tél. 27.84.16 - 22.09.39  
Téléc. 22.02.02

MARCHE NATIONAL  
DES PRODUITS PÉTROLIERS

Parts de marché des sociétés du Groupe S.N.P.P.



مكتبة الشريعة



## Culture

# Les prémices de la renaissance

DANS le déclin culturel de la civilisation islamique, survint après l'illumination médiévale, le Maroc a connu un destin privilégié. Est-ce à cause de la solidité des vieilles cultures berbères islamisées, est-ce parce que l'Empire chérifien échappa à la paralysante hégémonie ottomane, est-ce grâce à la force de l'héritage andalou ? En tout cas, la version marocaine de la civilisation musulmane est restée un tant soit peu créative jusqu'au dix-huitième siècle.

C'est-à-dire hier, et cela est un atout de poids dans la recherche d'une renaissance arabe à partir d'une richesse civilisationnelle, aujourd'hui dormante. Alors que les Syriens ou les Irakiens doivent se référer à l'an mil, les Marocains baignent dans un univers social, familial, urbanistique encore empreint de culture vivante.

La greffe française, adroitement opérée par Lyauté, a eu un effet plus roboratif que destructeur sur ce tableau malgré tout fragile, car elle a respecté l'ensemble socioculturel qu'une France en pleine explosion culturelle prenait en charge pour un demi-siècle. Le libéralisme relatif qui, depuis le retour de Rabat à la souveraineté, a cours au Maroc,

du moins en matière culturelle, joue également en faveur de la création littéraire et artistique. Surtout si l'on compare la situation marocaine avec celle d'autres nations de la Ligue arabe.

Les prémices de renouveau, gérées avec doigté depuis plusieurs années par le ministre des affaires culturelles, M. Mohamed Benabba — lui-même membre d'un groupe d'artistes qui a créé avec un durable succès, en 1978, le mousselm d'Asilah, près de Tanger, — n'ont pas été étouffées, même si elles ne disposent toujours pas de subventions étatiques suffisantes pour générer un véritable épanouissement.

### Un rude romancier

Autre caractéristique de la politique culturelle du Maroc : elle est sans complexe apparent à l'endroit des apports non islamiques. Certes, langue et culture arabes exercent un primat reconnu, mais les expressions berbères ont droit à la parole si ce n'est à l'écrit. Quant à la francophonie (et accessoirement l'hispanophonie), elle est pratiquée allègrement ; sur place par de jeunes romanciers à rude personnalité comme Abdelhak Serhane, auteur, notamment, des *Enfants*

*des rues étroites* (Seuil, 1986), pour ne citer que lui ; dans les aréopages internationaux, où Rabat est partie aussi bien à l'Agence de coopération culturelle et technique qu'aux sommets rassemblant les quarante peuples utilisant le français à travers le monde.

Dans cet ordre d'idées, le mensuel *Sindbad* (1), entre autres, malgré son aspect un peu sévère, mène depuis cinq ans d'actives investigations sur les questions scolaires, linguistiques, éditoriales, littéraires, médiatiques, picturales, etc. L'un des principaux animateurs de la revue, Abdallah Benamoun, nourrit régulièrement le débat intellectuel local par des essais visant à relier la pensée arabo-islamique à la civilisation universelle, via la graphie française. Dans *Symbole et idéologie* (2), paru cette année, Abdallah Benamoun met le lecteur aussi bien en prise sur le Français Roland Barthes que sur le Marocain Abdallah Laroui, auteur notamment des ouvrages fondamentaux que sont *l'Idéologie arabe contemporaine* (1967) ou *la Crise des intellectuels arabes* (1974).

Faut-il rappeler aussi l'éclat tenace de la peinture marocaine, familier de longue date de



cimaises françaises, et qui n'est sérieusement concurrencé, dans l'aire arabophone, que par les artistes irakiens ? Le mousselm d'Asilah (*le Monde* du 25 août) est même parvenu à mettre le travail des peintres marocains à la portée de tous, en donnant façade blanche dans les rues de la petite cité luso-arabe à Mohamed Melehi, à Farid Belkadia et à une dizaine d'autres créateurs.

Le premier colloque national du Maroc sur la culture, tenu à

Taroudant, dans le Sud, en 1986, a assez bien fait ressortir l'inventivité renaissante actuelle et les larges bases anciennes sur lesquelles elle s'appuie (*le Monde* daté 22-23 juin 1986). Cette harmonie devrait être mise en valeur à travers un grand projet élaboré sous l'égide de Mohamed Benabba et qui consisterait, schématiquement, à transformer l'ancienne cathédrale de Casablanca, non utilisée et désaffectée, en une sorte de vaste « Beau-

bourg marocain » où se refléteraient tous les aspects de l'indéniable fermentation culturelle constatée au Royaume almoravide.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) *Sindbad*, 10, place des Almoravides, Rabat.

(2) Ed. Productions-Médias, BP 1325, Rabat RP.

(Suite de la page 9)

(Publicité)

## La décentralisation au Maroc : une option résolue pour préparer les structures de l'an 2000

Ces données statistiques exceptionnelles démontrent la détermination des responsables marocains à affirmer le rôle privilégié des collectivités locales et à dégager de plus en plus l'État d'un grand nombre de secteurs de l'économie marocaine. Des mesures plus récentes confirment encore plus cette volonté. Un réaménagement de la fiscalité confère aux collectivités locales 30 % au moins du produit de la TVA ; il représente pour 1987 environ 2 775 millions de DH.

L'influence de la tutelle a été décisive pour atteindre ces résultats, et l'on sait trop à quel point imposer la décentralisation fut difficile en France par exemple pour s'en étonner.

Le plan quinquennal qui démarre en 1988 prolonge davantage cette dynamique. La décentralisation y est promise pour des étapes encore plus décisives. On relève particulièrement au chapitre des projets programmés les réformes institutionnelles et les projections concernant les moyens.

— Au chapitre des réformes institutionnelles, deux d'entre elles retiennent particulièrement l'attention : la réforme de la région et la révision du découpage communal.

La région, jusqu'ici confinée dans un rôle consultatif et dotée d'une assemblée élue au suffrage indirect par les assemblées provinciales et les chambres professionnelles, est promise à un statut de collectivité locale. Le ton est annoncé par le discours du roi du 24 octobre 1984 à Fès ; il propose de doter les nouvelles structures « des compétences législatives, financières et administratives leur permettant de s'affirmer, de connaître leurs besoins, d'évaluer l'échelle de leurs priorités et d'exprimer collectivement, nonobstant la diversité des partis et des courants politiques, leurs aspirations à être le porte-parole, le promoteur, le planificateur, l'édificateur et l'exécutant sur leur territoire ».

— La refonte du découpage communal doit conduire pour sa part à la création en 1989 de sept cents nouvelles communes ; le nombre total sera ainsi porté à plus de mille cinq cents communes. L'objectif est de ramener les collectivités locales à des unités spatialement plus réduites, à la dimension du citoyen et plus rapprochées de lui, pour lui assurer les plus larges commodités, plus maîtrisables sur le plan du développement et plus à même de spatialiser le développement, les équipements et la croissance.

— En ce qui concerne les moyens humains, le plan évalue le volume des recrutements à faire au cours du prochain plan à soixante-quatre mille agents. Cette évaluation concernera le réajustement des emplois des collectivités locales actuelles et la mise en place du noyau dur des collectivités qui seront créées en 1989. Le plan prévoit en outre un réajustement qualitatif de la structure des emplois, il retient une proportion de 10,11 % de cadres supérieurs parmi les emplois à créer ; ce qui devra porter la proportion des emplois supérieurs dans la fonction publique locale de 1,16 % actuellement à 5,67 % à la fin du plan.

— Les perspectives pour les ressources financières visent la poursuite de la tendance antérieure afin d'aboutir à un doublement du volume des budgets de fonctionnement des collectivités locales à la fin du plan et à un développement encore plus substantiel des ressources d'équipement. Cela se fera à la faveur de trois types de mesures :

— L'affectation aux budgets locaux de la part du produit de la TVA revenant aux collectivités locales.

— L'adoption d'un projet de réforme de la fiscalité locale.

— La promotion du crédit par l'effet de la création d'une banque de développement des collectivités locales qui se substituera au Fonds d'équipement communal, organisme de crédit dépendant de la Caisse de dépôt et de gestion.

Cet ensemble de mesures permettra, d'après le plan marocain, de contribuer à la mobilisation au profit des collectivités locales d'un volume de ressources, évalué par le quinquennat à 36 milliards de DH, dont 19 milliards seront affectés aux charges de fonctionnement et 17 milliards constitueront la réserve d'équipement.

A ce rythme, le Maroc s'est résolument engagé dans la dynamique de la décentralisation, convaincu de ses vertus et assuré de ses résultats. La démocratisation pour lui n'est plus à faire ; les acquis de ces dix dernières années ont fourni la preuve de la justesse de cette voie. La décentralisation marocaine a renforcé les libertés et la démocratie ; elle a dynamisé l'économie ; elle a surtout aussi produit des hommes et c'est là une de ses principales réussites. La commune est une véritable école, d'abord du civisme et du devoir national, ensuite de formation à la chose publique et aux techniques plurielles de la vie économique et sociale. Elle a été un haut lieu de convergence des intelligences nationales ; elles y ont trouvé un terrain d'épanouissement de l'esprit et de brassage des idées et des expériences, au service de l'idéal national. La commune a contribué aussi à élargir l'espace des relations internationales du Maroc, en favorisant l'ouverture sur d'autres peuples et d'autres cultures et en donnant aux Marocains l'occasion de faire connaître la leur. L'espace des relations internationales des collectivités locales marocaines s'est considérablement développé au cours des dix dernières années. Plus de deux cents villes marocaines adhèrent aux nombreuses organisations régionales ou mondiales non gouvernementales des villes (Fédération mondiale des villes jumelées, Organisation des villes arabes, Organisation des villes et des capitales islamiques, Association internationale des maires francophones, Union des villes africaines, Métropolis...).

An plan bilatéral, quarante-cinq jumelages lient le Maroc avec de nombreux pays du monde en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie. Plusieurs centaines d'élus locaux ont participé de par le monde à des manifestations internationales de tous ordres enrichissant leur savoir, capitalisant l'expérience comparée et diffusant la connaissance de la réalité marocaine.

Ce sont là les nombreux acquis de la décentralisation marocaine ; c'est une ambition sans cesse renouvelée à laquelle tient le souverain du Maroc et c'est une réalité qui transforme chaque jour en mieux le quotidien du Marocain.



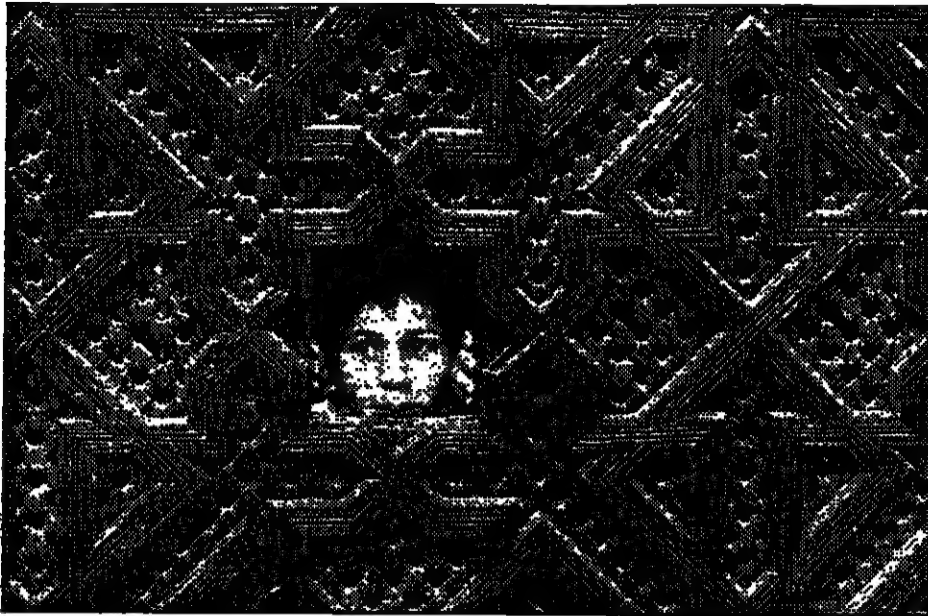
## Tourisme

## La mer, le désert... et la neige

**A**VEC une recette de 7 milliards 300 millions de dirhams - quelque 10 milliards de francs - le tourisme a été en 1986 la deuxième source de devises pour le Maroc, après l'apport des immigrés. « Cependant, nous a dit M. Moussa Saadi, le ministre responsable de ce secteur, j'estime que nous n'utilisons que le dixième de notre potentiel. » Pour développer une industrie en plein essor, un nouveau mot d'ordre est sur toutes les lèvres : la « diversification ».

Des enseignements sont déjà tirés d'une légère régression (-2,4 %) enregistrée en 1987 : il faut « fidéliser » la clientèle et lui offrir plus que des plages à la belle saison, comme le permet l'immense diversité du pays. La décision d'imposer le visa d'entrée aux ressortissants des pays arabes pour des raisons de sécurité, et les craintes des Américains en terre d'Islam en ces temps d'attentats, expliquent les chiffres un peu décevants de cette année. Mais sur le million et demi d'étrangers qui ont visité le pays en 1987, plus de cinq cent mille étaient français (une augmentation de 19 % au cours du premier semestre par rapport à la même période de 1986) et quatre cent mille Espagnols (+ 50 %). A l'évidence, l'avenir est dans ce tourisme « de proximité ».

La seule ville d'Agadir a été la source de 40 % des recettes totales du fait du tourisme étranger (un million de Marocains prennent chaque année des vacances dans le pays). Avec Marrakech, elle est le grand centre de tourisme permanent, fonctionnant l'hiver comme été. Alors que dans le nord du pays la saison ne dépasse généralement pas six mois, les Scandinaves se baignent d'octobre à mai à Agadir. Et à Marrakech, constate M. Moussa Saadi, « on peut faire du ski le matin et se baigner dans la piscine de l'hôtel l'après-midi ».



L'accent est mis sur les beautés de l'Atlas et du Rif. La station d'altitude de l'Oukaymeden est située à seulement 60 kilomètres à vol d'oiseau de Marrakech et à 80 kilomètres par une très belle route. Une autre est en cours d'implantation au Bou Iblan, à une centaine de kilomètres au sud-est de Fès.

Au paradoxe d'offrir à la fois des palmiers et des pistes de ski dans un intervalle de deux heures de voiture comme à Marrakech, le Maroc ajoute celui de combiner l'aventure saharienne et la vie de station balnéaire dans le grand Sud. La vocation touristique d'El Ayounne s'affirme déjà avec la construction ou la rénovation de plusieurs hôtels de standing.

Des moyens aériens considérables sont mis en œuvre pour l'accueil des touristes hors des sentiers battus des grandes plages atlantiques et méditerranéennes. L'existence d'un réseau de lignes intérieures remarquablement dense et bien organisé s'accompagne de la création de vols interna-

tionaux directs vers les grandes destinations, par exemple Ouarzazate. L'ancienne ville de garnison du Haut-Atlas a pris un essor considérable en quelques années à cause de ses ksour et de son climat d'une parure incomparable.

## Un plateau idéal pour le cinéma

« Certaines de nos régions sont un plateau idéal pour le cinéma, notamment pour les scènes bibliques », constate M. Saadi. Vous avez tout sur place en décors naturels : le sable, les palmiers, les chameaux, les villages traditionnels. Les populations locales sont même disponibles pour la figuration. Un organisme - Morocco Film Services - a été créé pour faciliter la tâche des producteurs. Il se charge des formalités administratives, de l'aménagement des décors, des transports et de l'hébergement, de la distribution des rôles aux comédiens locaux.

L'industrie du colloque dans laquelle excelle le Maroc est une

autre illustration de la diversification dont les retombées en devises sont évidemment plus importantes que le banal tourisme de groupe, également florissant. Pourtant le Maroc est un des pays exotiques où l'Européen peut parfaitement se rendre individuellement en voiture.

Actuellement 75 % des visiteurs étrangers arrivent en avion. L'amélioration et la multiplication de lignes de ferry-boats devraient attirer davantage d'automobilistes voyageant en famille. Une liaison directe Port-Vendres-Nador a été créée récemment. Une autre, Tanger-Sète, est assurée par un luxueux bâtiment, le *Marrakech*, commandé aux chantiers navals de Nantes par la Compagnie marocaine de navigation.

Pour un meilleur accueil d'une clientèle qui sera peut-être de moins en moins grégaire, douze écoles de formation des cadres du tourisme fonctionnent déjà. Un Institut international supérieur de tourisme vient d'être construit à

Tanger. Le code des investissements de 1983 prévoit des avantages très incitatifs tant pour les nationaux que pour les étrangers. L'hôtellerie est le seul secteur de l'économie marocaine où le capital peut être totalement étranger, avec possibilité de rapatriement des bénéfices.

L'objectif est de doubler les lits dans les régions de tourisme permanent. Agadir et Marrakech refusent du monde en certaines périodes. Il faut souhaiter que cette ambition n'amène pas un certain relâchement dans les exigences architecturales qui, dans l'ensemble, ont permis jusqu'à présent d'éviter le massacre du paysage.

## Des « monuments » de l'hôtellerie

A côté d'une assez bonne hôtellerie moyenne, au service parfois distant, le Maroc dispose de quelques « monuments ». Le plus connu de tous, la Mamounia, de Marrakech, a rouvert ses portes il y a un an, après cinq mois de fermeture pour une rénovation complète. Propriétaire de l'établissement, l'Office marocain des chemins de fer a investi 35 millions de francs pour moderniser les chambres tout en respectant le style de décoration des années 30.

Alain Senderens patronne la restauration, Régine anime le night-club, mais l'animateur de soirée peut toujours se promener dans les allées du jardin intact, parmi les oliviers et les orangers, en songeant à Valéry et à Ravel qui aimèrent ces lieux où Charbail plantait son chevalet de peintre amateur. Ici prononcent tout leur sens les paroles du roi Hassan II qui servent de devise à l'Office national marocain : « Le tourisme n'est pas l'art de soulever à l'étranger le maximum d'argent en un minimum de temps ; c'est l'art de recevoir son hôte selon la tradition marocaine. »

J. G.

## Un paradis pour le golf

**L**E Maroc, à deux heures d'avion, est un paradis pour les fous de la petite balle. Déjà richement doté en terrains, il a de nombreux projets en début de réalisation pour ce que M. Moussa Saadi appelle « le tourisme à thème sportif ».

Heureux diplomates en poste à Rabat qui disposent du golf royal de Dar-es-Salam, à douze kilomètres du centre de la capitale. Trois parcours dans une forêt de chênes-lièges sur 400 hectares. Le parcours « rouge », dessiné par Robert Trent Jones est le théâtre du fameux tournoi Hassan II. Les obstacles d'eau sont de véritables lacs avec une faune que n'effrayera pas le joueur amateur. Le départ n'est ouvert qu'à partir du handicap 24. Mais combien de joueurs chevronnés seraient-ils prêts à jouer sur le parcours « vert », en pleine forêt, attribué aux débutants ?

Autre étape d'une tournée qui prend des allures de pèlerinage : les greens dans la palmeraie de Marrakech. Mais il y a aussi les neuf trous sur la « montagne » de Tanger, en pleine rénovation, ceux de Melinas inclus dans les remparts, ceux d'Agadir ouverts au public après avoir été réservés à l'usage du roi.

Beaucoup de grands projets d'ensembles immobiliers à vocation estivale comportant la création d'un terrain. Il y a déjà neuf trous à Cabo Negro près de Tétouan. Au sud, l'Hôtel de la Gazelle d'Or, à Tirodant, vient d'acquiescer un terrain pour prolonger son fameux jardin pour quelques greens.

A l'aéroport international de Casablanca, de plus en plus de passagers débarquent attachés à une main, sac de clubs à l'autre. Les fairways sont parfois l'endroit idéal pour traiter les affaires, sérieuses, tant il y a de Marocains haut placés qui partagent la passion du souverain pour le sport des berges irlandaises.

J. G.

## Le Maroc vous offre l'hospitalité bancaire

**DE NOMBREUX ATOUTS ET D'ABONDANTES RICHESSES**  
Par sa situation géographique au carrefour des continents, sa tradition d'ouverture internationale et ses richesses humaines et naturelles, le Maroc est un pays propice à l'investissement.

La proximité de l'Europe et des Pays Africains ainsi qu'une position avantageuse vis-à-vis des pays du Moyen Orient lui donnent accès à plusieurs marchés.

**DES CODES D'INVESTISSEMENT PARTICULIEREMENT AVANTAGEUX**  
Le Maroc est ouvert aux investisseurs étrangers, pour lesquels il a prévu des codes d'investissement incitatifs dans les domaines industriels, touristique, maritime, immobilier, minier et dans le secteur de l'exportation.

**LA GARANTIE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS**  
Outre le transfert des bénéfices nets d'impôts, sans limitation du montant, le Maroc garantit le retransfert des capitaux investis en devises.

**UNE BONNE INFRASTRUCTURE ET UNE MAIN-D'OEUVRE HABILE**  
Le Maroc dispose d'une infrastructure moderne et d'une main-d'œuvre qualifiée. Des zones industrielles sont aménagées dans les principales villes du pays et des subventions octroyées pour l'achat de terrains à usage industriel.

**UN SYSTEME BANCAIRE PERFORMANT**  
Dotées d'une technologie de pointe, les banques marocaines, dont l'implantation remonte au début du siècle et qui sont, pour la plupart, privées, offrent des services diversifiés de grande qualité.

Leur progression constante et leur rentabilité témoignent de la santé et de la solidité du système bancaire marocain. Les banques marocaines ont su entretenir et développer des liens étroits avec de grands réseaux bancaires mondiaux, avec lesquels elles traitent directement toutes les opérations de commerce extérieur. Elles disposent de l'expérience et de la compétence nécessaires pour assister les investisseurs, les conseiller, et leur assurer localement les financements appropriés.

## Sièges Sociaux à CASABLANCA

**BANQUE CENTRALE POPULAIRE**  
101, Boulevard Mohammed Zerktouni  
Tél. : 27.05.40 - Téléc. : 24.898

**BANQUE COMMERCIALE DU MAROC**  
2, Angle rue d'Alger et Bd Moulay Youssef  
Tél. : 22.41.88 - Téléc. : 22.883

**BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR**  
140, Avenue Hassan II  
Tél. : 27.60.27 - Téléc. : 22.804

**BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**  
28, Place Mohammed V  
Tél. : 22.41.01 - Téléc. : 23.727

**CREDIT DU MAROC**  
48, 58 Boulevard Mohammed V  
Tél. : 22.41.42 - Téléc. : 21.054

**SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES**  
55, Boulevard Abdelmoumen  
Tél. : 27.21.34 - Téléc. : 23.618

**SOCIETE MAROCAINE DE DEPOT ET CREDIT**  
79, Avenue Hassan II  
Tél. : 22.41.14 - Téléc. : 24.624

**WAFABANK**  
163, Avenue Hassan II  
Tél. : 22.41.05 - Téléc. : 21.051

مكتبة المجلد